



MINISTÈRE DE LA DÉFENSE

# ANNUAIRE STATISTIQUE DE LA DÉFENSE 2009 / 2010



***Annuaire statistique de la défense***

Ex 00 002 135 793 Cote S FRA 0900

N° Vol : 2009/10 N° :                      Date du n° :

Reçu le : 29/06/10 Liste n° : 1

BIBL-H150

*Avril 2010*

**ANALYSES ET RÉFÉRENCES**



L'activité de défense joue un rôle important dans l'économie nationale, tant par les ressources humaines qu'elle mobilise, la place de son industrie qui fait appel aux technologies les plus avancées, que par le budget que la Nation lui consacre.

La mission Défense se situe sur ce plan au troisième rang en 2010, derrière l'enseignement scolaire et les engagements financiers de l'État, et représente 2,1 % du produit intérieur brut. Elle demeure ainsi le premier acheteur et le premier investisseur public, concluant un quart de l'ensemble de ses marchés. Le secteur industriel de la défense emploie près de 170 000 personnes et les deux tiers de son chiffre d'affaires proviennent de commandes nationales.

« L'annuaire statistique de la défense », élaboré par l'observatoire économique de la défense de la direction des affaires financières en collaboration avec l'ensemble des directions et services du ministère de la défense et d'autres administrations, a pour but de présenter les données essentielles décrivant l'économie de défense.

L'ambition de cette 10<sup>e</sup> édition est de continuer à contribuer à une meilleure connaissance de ces questions. À ce titre, elle intéresse les administrations, les entreprises, les chercheurs et enseignants ainsi que celles et ceux qui fondent leur réflexion sur des données statistiques précises.

La richesse de l'information contenue dans ce document permettra aux experts autant qu'aux citoyens de mieux mesurer la contribution du ministère au développement économique et social de la Nation, et les efforts réalisés par l'État pour assurer la sécurité des Français.

Le directeur des affaires financières  
Hugues Bied-Charreton

# Sommaire

<b>1 LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE.....</b>	<b>09</b>
<b>1.1 L'activité économique .....</b>	<b>10</b>
1.1.1 L'évolution du produit intérieur brut.....	10
1.1.2 L'évolution de la production de la branche « construction navale », « construction aéronautique et spatiale » et « fabrication d'armes et munitions » .....	11
<b>1.2 Les dépenses publiques: l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense.....</b>	<b>13</b>
<b>1.3 Les effectifs et l'emploi.....</b>	<b>17</b>
1.3.1 L'évolution de l'emploi total, de celui des administrations publiques (APU) et de la défense .....	17
1.3.2 L'évolution de l'emploi dans les branches d'armement et dans l'économie nationale.....	18
<b>1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie: le compte satellite de la défense.....</b>	<b>21</b>
1.4.1 La production du service de défense .....	21
1.4.2 Les achats de l'État en armement en 2007 .....	23
1.4.3 Les achats en armement de 2003 à 2007 .....	24
1.4.4 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le tableau des entrées-sorties (TES).....	25
<b>2 LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE .....</b>	<b>27</b>
<b>2.1 Le poids de la défense.....</b>	<b>28</b>
<b>2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales .....</b>	<b>30</b>
2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement.....	30
2.2.2 Les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs .....	31
2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement .....	32
2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs .....	34
2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement .....	35
2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs.....	36
2.2.7 Historique du budget de la défense.....	37
<b>2.3 La présentation du budget du ministère de la défense au format Lolf .....</b>	<b>38</b>
2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget du ministère de la défense.....	38
2.3.2 Le budget du ministère de la défense par destination (missions, programmes) et nature (titres).....	39
2.3.3 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la défense par mission (pensions comprises).....	41
2.3.4 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la défense par programme .....	42
<b>2.4 L'exécution du budget du ministère de la défense au format Lolf .....</b>	<b>43</b>
2.4.1 L'exécution du budget du ministère de la défense par destination (missions, programmes) et nature (titres).....	43
<b>2.5 Les principales données comptables: la défense dans le bilan de l'État.....</b>	<b>45</b>
<b>2.6 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2009.....</b>	<b>47</b>
2.6.1 Les principaux équipements de l'armée de terre.....	47
2.6.2 Les principaux équipements de l'armée de l'air.....	47
2.6.3 Les principaux équipements de la marine.....	48
<b>2.7 Le domaine immobilier de la défense en métropole.....</b>	<b>49</b>
2.7.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31 décembre 2009 .....	49
2.7.2 La répartition du domaine par attributaire au 31 décembre 2009.....	49
2.7.3 La répartition du domaine régional militaire.....	50
<b>3 LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE.....</b>	<b>53</b>
<b>3.1 L'évolution des effectifs de la défense en France.....</b>	<b>54</b>
3.1.1 Les effectifs de la défense: personnel civil, personnel militaire en activité et appelés .....	54
3.1.2 Les effectifs militaires: personnel en activité.....	55
3.1.3 Les effectifs civils .....	57
<b>3.2 La démographie du personnel militaire de la défense .....</b>	<b>58</b>
3.2.1 La pyramide des âges du personnel militaire en activité en 2008.....	58
3.2.2 L'âge moyen du personnel militaire en activité en 2008 .....	60
<b>3.3 Les rémunérations.....</b>	<b>61</b>
3.3.1 Les rémunérations moyennes imposables du personnel militaire en activité.....	61
3.3.2 Cartographie des rémunérations du personnel militaire en activité .....	64
<b>3.4 Les retraites et les pensions .....</b>	<b>67</b>
3.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit).....	67
3.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs.....	68

<b>3.5 La réserve militaire.....</b>	<b>69</b>
3.5.1 La réserve opérationnelle.....	69
3.5.2 La réserve citoyenne .....	71
<b>3.6 La géographie de la défense .....</b>	<b>72</b>
3.6.1 La répartition géographique des effectifs de la défense.....	72
3.6.2 Le récapitulatif du poids de la défense par région.....	74
<b>4 LES ASPECTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE .....</b>	<b>75</b>
<b>4.1 La structure et les acteurs de l'industrie de défense .....</b>	<b>76</b>
4.1.1 Présentation simplifiée des principales entreprises de défense.....	76
4.1.2 Le niveau d'activité de l'industrie de défense - chiffre d'affaires de l'industrie de défense.....	77
<b>4.2 Les importations et les exportations d'armement .....</b>	<b>78</b>
4.2.1 L'évolution des échanges extérieurs dans les trois branches de l'économie nationale liées à l'armement.....	78
4.2.2 L'évolution globale des échanges extérieurs d'armement.....	83
4.2.3 La répartition des prises de commandes françaises par type de matériel.....	85
4.2.4 La répartition des prises de commandes et livraisons françaises par région géographique .....	86
<b>4.3 La recherche - développement .....</b>	<b>89</b>
4.3.1 L'effort de recherche-développement de défense.....	89
4.3.2 La place de recherche-développement de défense dans l'économie .....	90
4.3.3 La recherche-développement des entreprises financées par le ministère de la défense .....	91
<b>4.4 Les marchés publics de la défense .....</b>	<b>92</b>
4.4.1 La répartition des marchés par organisme contractant.....	92
4.4.2 Le recensement des marchés publics de l'État, du secteur public local et de la défense en 2008 .....	93
<b>5 LES COMPARAISONS INTERNATIONALES :</b>	
<b>    LA DÉFENSE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS .....</b>	<b>95</b>
<b>5.1 Les dépenses de défense en norme Otan.....</b>	<b>96</b>
5.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement en norme Otan .....	99
5.1.2 L'évolution des dépenses en capital en norme Otan.....	103
<b>5.2 Comparaison internationale des dépenses de R &amp; D en 2008 .....</b>	<b>107</b>
<b>5.3 Comparaison internationale des effectifs de défense : personnel civil et militaire.....</b>	<b>108</b>
5.3.1 Les effectifs militaires en norme Otan .....	109
5.3.2 Les effectifs civils en norme Otan .....	110
<b>5.4 La cartographie européenne de l'effort de défense .....</b>	<b>111</b>
<b>5.5 Les principales entreprises étrangères ayant des accords de coopération</b>	
<b>    avec des entreprises françaises de défense .....</b>	<b>119</b>
<b>5.6 Le déploiement des forces françaises hors métropole .....</b>	<b>120</b>
<b>ANNEXES : SÉRIES LONGUES .....</b>	<b>121</b>
A.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux .....	122
A.1.2 La production des branches .....	125
A.1.3 Le compte satellite de la défense .....	128
A.1.4 L'emploi intérieur par branche .....	131
A.2.1 Les dépenses et les recettes des administrations publiques au sens des comptes nationaux .....	135
A.2.2 Le budget de l'État .....	136
A.2.3 Le budget de la défense .....	137
A.2.4 Les comparaisons internationales .....	140
A.3.1 L'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie de défense .....	141
A.3.2 La destination des exportations françaises d'armement par région géographique .....	142
<b>GLOSSAIRE, NOMENCLATURE ET SIGLES .....</b>	<b>145</b>
<b>I GLOSSAIRE.....</b>	<b>146</b>
<b>II BRANCHES D'ACTIVITÉ ET PRODUITS : NOMENCLATURE DE DIFFUSION .....</b>	<b>157</b>
<b>III SIGLES .....</b>	<b>164</b>
<b>SOURCES.....</b>	<b>165</b>
<b>TITRES PARUS DANS CETTE COLLECTION .....</b>	<b>166</b>

## INTRODUCTION

L'annuaire statistique de la défense est un document de travail récapitulant les principales informations statistiques concernant la défense.

Les données, provenant de diverses sources et afférentes à des séries périodiques variées, sont actualisées à différents moments de l'année. Les éléments figurant dans cet ouvrage sont ceux qui étaient connus fin février 2010.

Ce document est mis à jour chaque année. On y trouvera des « séries longues » rétrospectives, mais également des tendances récentes sous plusieurs chapitres consacrés à l'environnement économique national et international, aux données budgétaires et comptables du ministère, aux moyens et aux aspects industriels de la défense.

Un glossaire explicitant les sigles et terminologies spécifiques ainsi qu'une bibliographie retraçant les différentes sources utilisées viennent compléter l'annuaire.

L'Observatoire économique de la défense reste à la disposition des utilisateurs pour apporter toute précision complémentaire et pour recueillir d'éventuelles remarques ou suggestions visant à enrichir les éditions ultérieures.

## 1. LA DÉFENSE DANS L'ÉCONOMIE NATIONALE

Ce chapitre présente la place de la défense dans l'économie nationale à travers quelques grandeurs macroéconomiques telles que le produit intérieur brut (PIB), les dépenses publiques et l'emploi.

L'industrie de défense au sens large (activités civiles et militaires confondues) est étudiée à travers trois branches des comptes nationaux : la construction navale, la construction aéronautique et spatiale et la fabrication d'armes et munitions. La production effective de cet ensemble s'élève en 2007 à 57 milliards d'euros, ce qui représente 8,4 % de la production manufacturière. Sur ce total, le chiffre d'affaires des produits d'armement est évalué à environ 14 milliards d'euros (voir chapitre 4).

Le compte satellite de la défense recense les masses dépensées par l'État dans l'exécution du budget de la défense (1.4). Il retrace donc des données exclusivement militaires.

Le tableau des entrées-sorties (TES) permet de comparer la défense au reste de l'Économie, les valeurs macroéconomiques des marges correspondent à celles des comptes nationaux.

## 1.1 L'activité économique

### 1.1.1 L'évolution du produit intérieur brut (PIB)

Les comptes nationaux présentent les agrégats dans deux systèmes de prix (valeur et volume). On dispose ainsi de :

- séries en **valeur**,
- séries en **volume**, que l'Insee calcule aux prix de l'année précédente et auxquelles est appliquée une opération de « chaînage » à partir d'une année de référence choisie (ici 2000), pour laquelle les données en volume sont, par convention, égales aux données en valeur. De telles séries sont alors dites « **aux prix de l'année précédente, chaînés** » (voir le glossaire pour plus de détails sur ces questions).

Dans la suite de cet ouvrage, on se contentera de la mention « volume » ou « volume aux prix de l'année n-1 ».

Les données agrégées présentées ici le sont dans le système de comptabilité nationale en base 2000, mis en application par l'Insee en mai 2005.

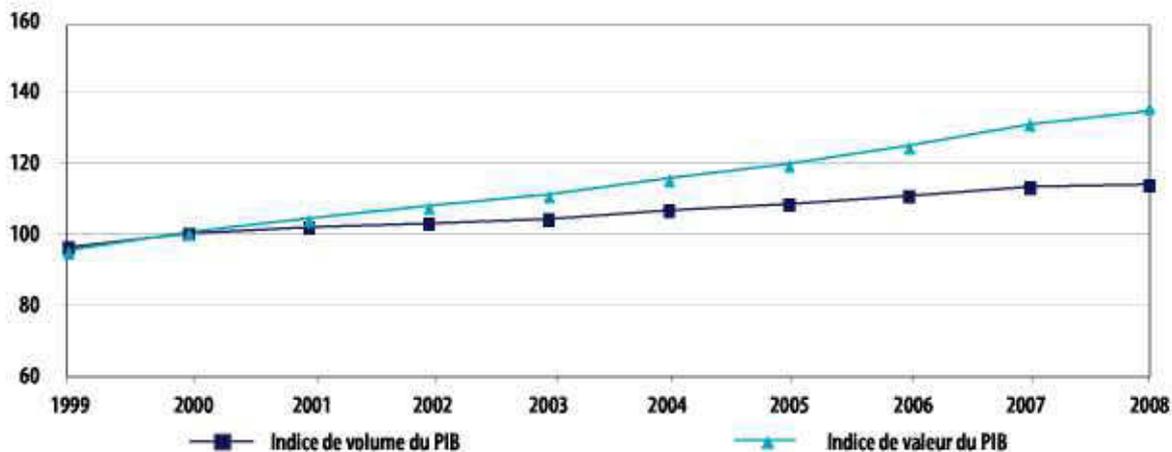
Les chiffres des comptes nationaux sont révisés tous les ans par l'Insee, sur une période plus ou moins longue. Aussi les chiffres présentés ici diffèrent parfois de ceux publiés dans l'annuaire statistique précédent.

#### Évolution du Produit intérieur brut (PIB) en valeur et en volume

Année	PIB en valeur (en M€)	PIB en volume (aux prix n-1, référence 2000) (en M€)	Indice de valeur du PIB (2000 = 100)	Indice de volume du PIB (2000 = 100)	Évolution en volume du PIB (taux de « croissance ») année n/n-1 (en %)	Indice de prix du PIB (2000 = 100)
1999	1 367 966	1 387 132	94,9	96,2	3,3	98,6
2000	1 441 372	1 441 372	100,0	100,0	3,9	100,0
2001	1 497 185	1 468 101	103,9	101,9	1,9	102,0
2002	1 548 555	1 483 171	107,4	102,9	1,0	104,4
2003	1 594 814	1 499 299	110,6	104,0	1,1	106,4
2004	1 660 189	1 536 336	115,2	106,6	2,5	108,1
2005	1 726 068	1 565 465	119,8	108,6	1,9	110,3
2006	1 806 430	1 600 168	125,3	111,0	2,2	112,9
2007	1 894 646	1 637 360	131,4	113,6	2,3	115,7
2008	1 950 085	1 644 385	135,3	114,1	0,4	118,6

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

#### Évolution du PIB en indices base 100 en 2000 (indices de valeur et de volume aux prix de l'année précédente)



### 1.1.2 L'évolution de la production des branches « construction navale », « construction aéronautique et spatiale » et « fabrication d'armes et munitions »

Dans les nomenclatures utilisées par les comptes nationaux, il n'y a pas de regroupement d'activités économiques qui correspondent à une branche d'armement. On peut néanmoins constituer un regroupement à un niveau agrégé des trois branches traditionnellement retenues pour définir un périmètre de l'industrie d'armement. Ces 3 branches sont la construction navale (GE11), la construction aéronautique et spatiale (GE13) et la fabrication d'armes et munitions (GE28).

On appellera par la suite ce regroupement d'activités « **BA2000** » (pour branche d'armement en base 2000, année dite de « base » des comptes nationaux actuellement en vigueur), mais il ne faut pas perdre de vue que ces activités sont à la fois civiles et militaires.

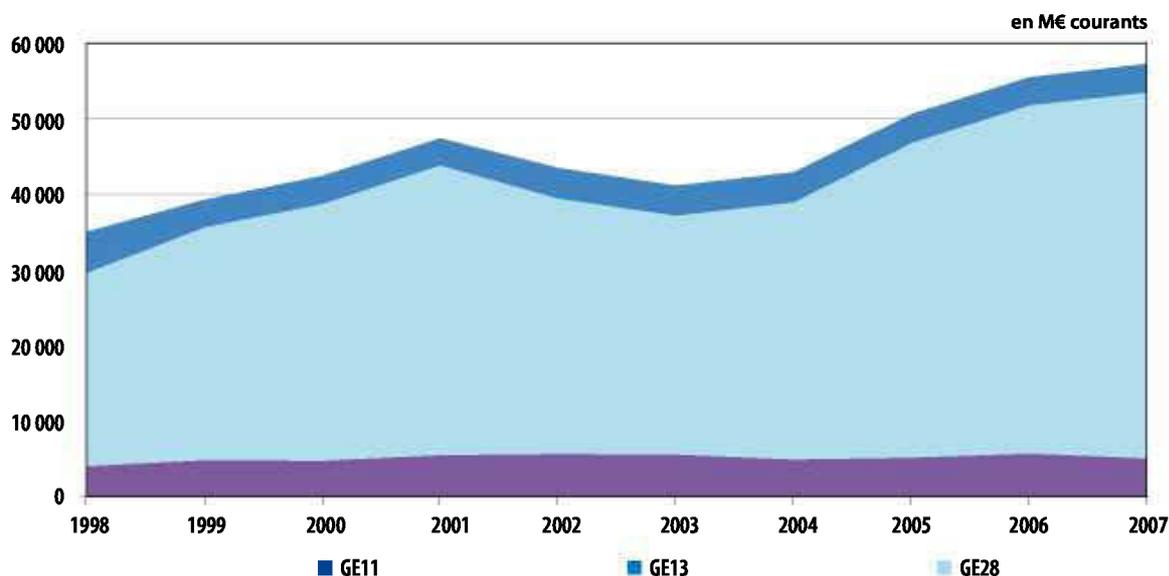
#### Évolution de la production effective des branches d'armement et de leur regroupement BA2000

en M€ courants

Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1998	4 162	25 619	5 422	35 202
1999	4 928	30 869	3 585	39 382
2000	4 953	33 998	3 656	42 607
2001	5 601	38 483	3 437	47 521
2002	5 793	33 868	3 984	43 645
2003	5 663	31 750	3 877	41 290
2004	5 059	34 124	3 923	43 106
2005	5 421	41 107	4 217	50 745
2006	5 642	46 005	4 064	55 711
2007	5 211	48 069	4 295	57 575

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

#### Évolution de la production effective de la branche BA2000



## Évolution du poids de la branche BA2000 dans la production de l'industrie manufacturière

en M€ courants

Année	Production BA2000	Production manufacturière	Part de la production de la branche BA2000 et de ses sous-branches dans celle de l'industrie manufacturière (en % de la production effective, en valeur)			
			GE 11	GE13	GE28	BA2000
1998	35 202	534 452	0,8	4,8	1,0	6,6
1999	39 382	559 699	0,9	5,5	0,6	7,0
2000	42 607	614 205	0,8	5,5	0,6	6,9
2001	47 521	629 868	0,9	6,1	0,5	7,5
2002	43 645	614 678	0,9	5,5	0,6	7,1
2003	41 290	598 133	0,9	5,3	0,6	6,9
2004	43 106	616 562	0,8	5,5	0,6	7,0
2005	50 745	633 746	0,9	6,5	0,7	8,0
2006	55 711	660 146	0,9	7,0	0,6	8,4
2007	57 575	688 423	0,8	7,0	0,6	8,4

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

## 1.2 Les dépenses publiques : l'évolution des dépenses des administrations publiques, de l'État et de la défense

Les dépenses publiques peuvent être évaluées selon deux méthodes : les **comptes nationaux**, où elles sont retraitées de façon à être rendues homogènes avec les autres agrégats macroéconomiques des comptes, et l'**approche budgétaire** classique où elles représentent les dépenses exécutées. Pour mémoire, l'écart de plus de 100 Md€ entre les montants de dépenses de l'État tels qu'ils figurent dans les comptes nationaux et dans les budgets exécutés correspond aux cotisations sociales imputées (fictives), aux dotations globales de fonctionnement (transférées aux collectivités locales), et aux comptes spéciaux du Trésor.

### Dépenses et recettes publiques au sens des comptes nationaux

en Md€ courants

Année	Administrations publiques (APU)			État		
	Dépenses	Recettes	Solde	Dépenses	Recettes	Solde
1999	719,2	694,9	-24,3	318,2	282,1	-36,1
2000	744,3	723,0	-21,2	320,3	285,0	-35,3
2001	772,1	748,8	-23,3	330,3	294,6	-35,7
2002	815,1	766,1	-49,0	349,9	293,5	-56,4
2003	849,6	783,9	-65,7	355,6	293,6	-62,0
2004	883,1	822,9	-60,2	376,6	323,9	-52,8
2005	921,5	870,3	-51,1	387,8	335,6	-52,2
2006	952,1	910,2	-41,9	380,0	331,7	-48,3
2007	991,2	939,5	-51,7	377,4	337,6	-39,7
2008	1 027,0	960,8	-66,2	387,2	332,8	-54,4

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

Le solde des dépenses et des recettes des administrations publiques est le déficit public au sens de Maastricht : en 2008, il s'établit à 66,2 Md€, soit 3,4 % du PIB.

13

### Dépenses et recettes des budgets exécutés (opérations définitives hors FMI)

en Md€ courants

Année	Budget de l'État			Budget de la défense <sup>(1)</sup>	Budget défense/ Budget État en %
	Dépenses*	Recettes**	Solde	Total	
1999	260,7	227,8	-32,8	27,2	10,4
2000	259,3	230,0	-29,3	27,6	10,7
2001	266,0	234,4	-31,6	27,8	10,5
2002	277,5	227,5	-50,0	29,2	10,5
2003	278,3	221,6	-56,7	30,2	10,9
2004	288,4	243,0	-45,4	31,3	10,9
2005	294,3	249,1	-45,2	33,2	11,3
2006	272,9	230,4	-39,0	46,8	17,2
2007	270,6	232,4	-38,4	48,2	17,8
2008	278,2	221,4	-56,5	48,8	17,5

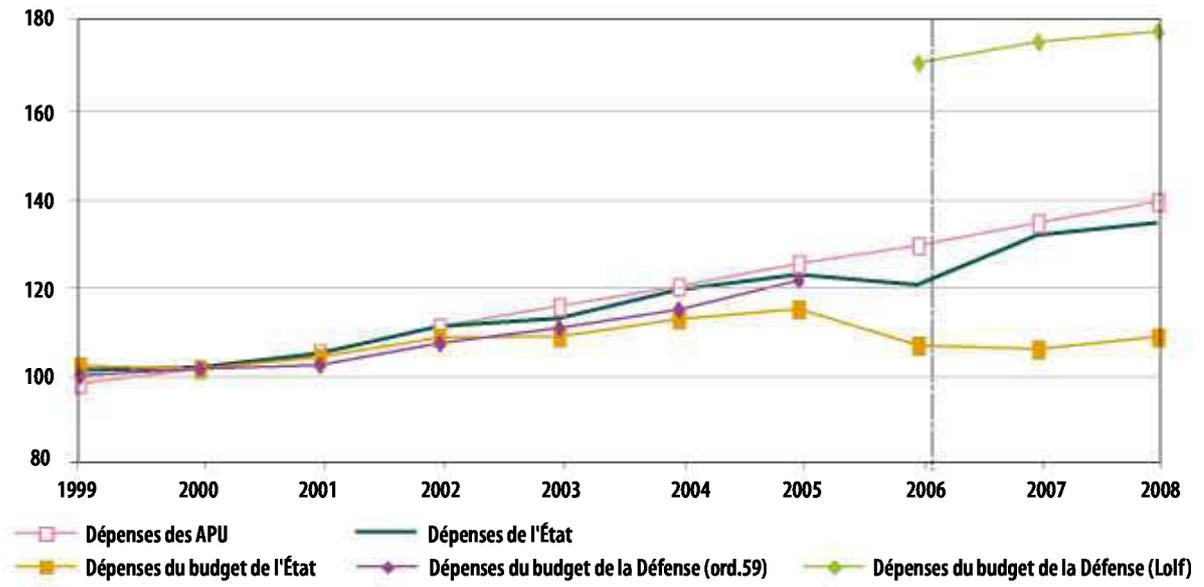
Sources : ministère de l'économie des finances et de l'emploi, ministère de la défense

(1) Jusqu'en 2005 selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors pensions), à partir de 2006 selon la Lolf (y/c pensions).

\* Hors remboursement et dégrèvement.

\*\* Nettes de remboursement et dégrèvement.

### Évolution des dépenses publiques en euros courants (Indices 2000=100)



En comptabilité nationale, les données relatives à la défense figurent dans les dépenses des administrations publiques (État, collectivités locales, organismes de sécurité sociale et leurs extensions) réparties par « fonction » ou domaine d'intervention des pouvoirs publics. Au niveau le plus agrégé, la classification fonctionnelle des administrations publiques (CFAP)\* identifie un poste « Défense » ainsi qu'un poste « Ordre et Sécurité publics » parmi une dizaine d'objectifs de politique publique.

\* Cette nomenclature est plus connue sous son acronyme anglais de COFOG pour « Classification of the Functions of Government ».

### Dépenses des administrations publiques par fonction de dépense

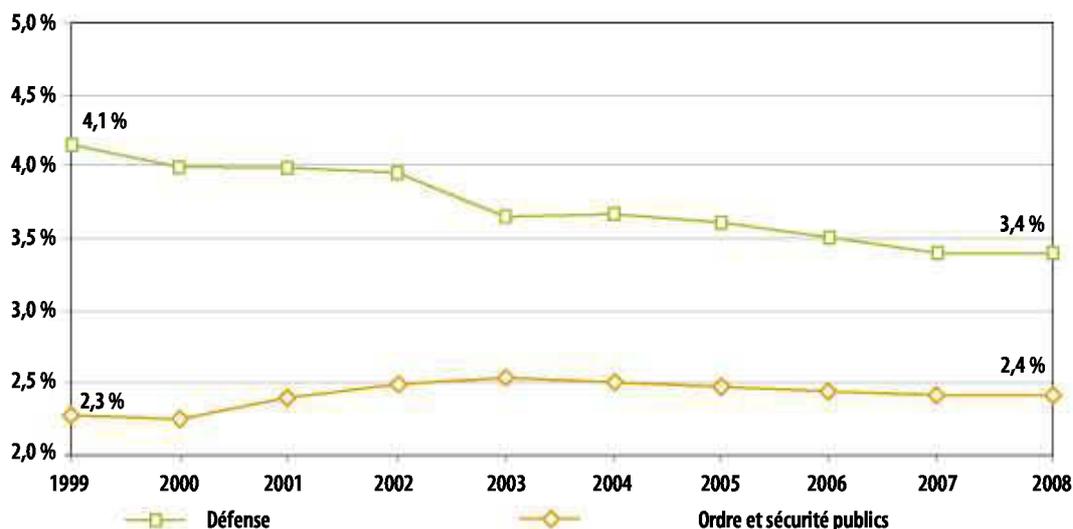
en Md€ courants

Année	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Services généraux des administrations publiques	107,4	109,7	111,8	113,3	117,8	119,8	125,9	124,8	130,6	138,7
Défense *	29,7	29,7	30,8	32,2	31,0	32,4	33,2	33,4	33,9	34,9
Ordre et sécurité publics *	16,4	16,8	18,5	20,2	21,5	22,1	22,8	23,2	23,6	24,2
Affaires économiques	43,7	46,7	45,8	50,1	49,8	49,8	51,6	52,6	54,3	54,7
Protection de l'environnement	8,5	10,0	10,8	11,5	12,5	13,7	14,6	15,5	16,3	16,9
Logements et équipements collectifs	20,9	24,2	25,4	27,5	28,3	29,9	31,1	33,4	36,0	36,7
Santé	97,9	102,8	108,0	116,0	123,8	130,1	135,9	141,0	147,3	152,8
Loisirs, culture et culte	15,8	16,0	18,1	20,7	22,4	23,6	25,3	27,1	28,5	29,8
Enseignement	90,1	91,0	94,6	99,1	101,2	102,4	105,4	107,9	111,4	114,1
Protection sociale	288,7	297,4	308,3	324,6	341,2	359,5	375,7	393,1	409,3	425,1
<b>Total</b>	<b>719,2</b>	<b>744,3</b>	<b>772,1</b>	<b>815,1</b>	<b>849,6</b>	<b>883,1</b>	<b>921,5</b>	<b>952,1</b>	<b>991,2</b>	<b>1 027,1</b>

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

\* La gendarmerie est entièrement incluse dans la fonction « Ordre et sécurité publics ».

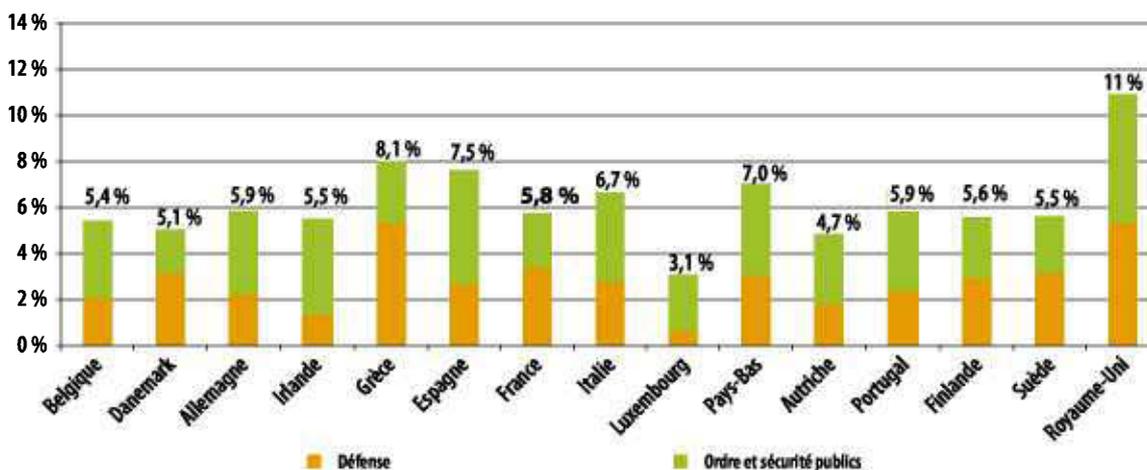
### Poids des dépenses de Défense et de Sécurité dans la dépense publique



En 2007\*, l'ensemble des dépenses pour la « Défense et Sécurité » représentaient 5,8 % du total de la dépense publique française, moins que la moyenne européenne des 15 pays de l'ancienne UE (6,3 %) : dans ce groupe de pays, le Royaume-Uni est celui qui consacre la part la plus importante de ses dépenses publiques aux fonctions de « Défense et Sécurité » (11 %) ; puis viennent les pays du sud de l'Europe (Grèce, Espagne, Italie) de 8 % à 6,7 %. On notera une baisse sensible des dépenses du Portugal passant de 7 % en 2006 à 5,9 % en 2007. Le coefficient de dépense de la France s'explique par le niveau relativement faible de ses dépenses de Sécurité (2,4 %), contre 3,3 % dans l'UE15 et 5,6 % au Royaume-Uni.

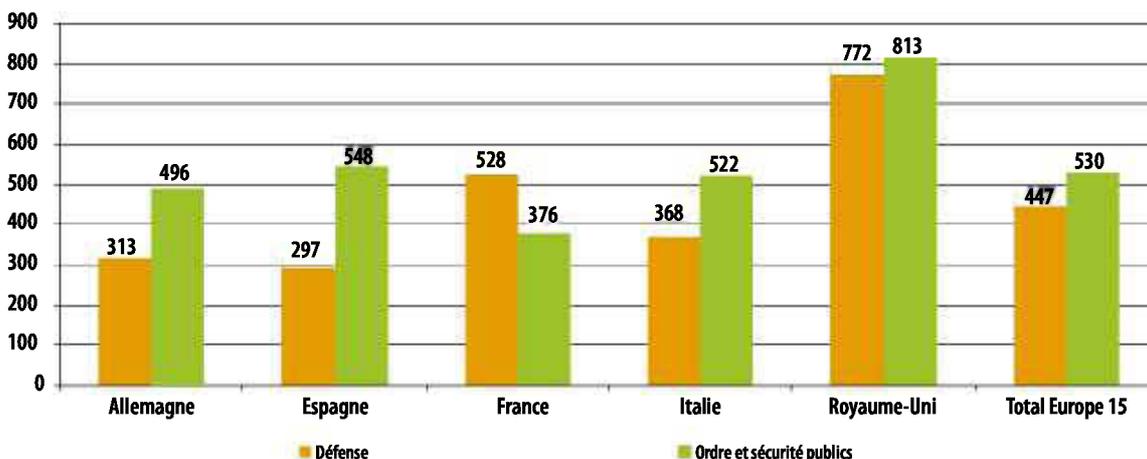
\* Les données 2008 ne sont pas encore disponibles pour l'ensemble des pays européens.

### Les dépenses publiques consacrées à la « Défense et Sécurité » dans l'Europe des Quinze



### Dépenses publiques de « Défense et Sécurité » par habitant en 2007 dans les principaux pays européens

Montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat, en euros français



## 1.3 Les effectifs et l'emploi

### 1.3.1 L'évolution de l'emploi total, de celui des administrations publiques (APU) et de la défense

Pour les comptes nationaux, on parle à propos d'effectifs employés de l'emploi intérieur, c'est-à-dire de l'ensemble des personnes physiques, résidentes ou non, ayant un emploi dans une unité de production résidente (voir glossaire). Il s'entend pour la France entière, DOM compris.

L'emploi intérieur est mesuré en moyenne annuelle, comme la plupart des agrégats issus des comptes. L'emploi de la défense est calculé à partir des statistiques de rémunérations, et comprend l'ensemble du personnel rémunéré par le ministère (y compris les appelés du contingent). La présentation détaillée de ce dernier figure dans le chapitre 3.

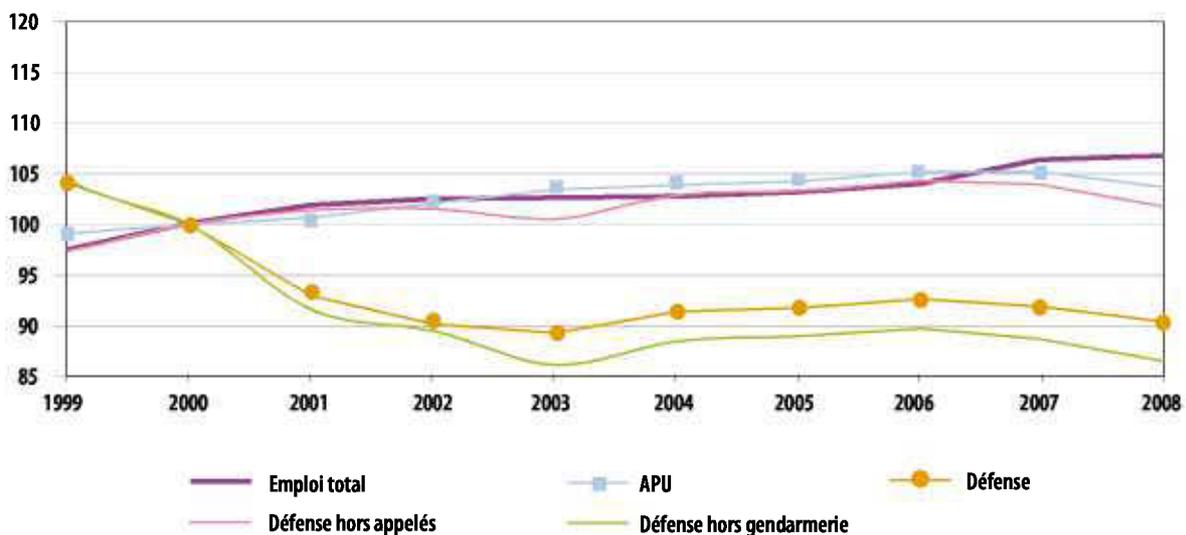
**Évolution de l'emploi intérieur total, des administrations publiques et de la défense**  
Milliers de personnes en moyenne annuelle (sauf indication contraire)

Années	Emploi intérieur total	Emploi des administrations publiques	Emploi de la défense (effectifs réels et appelés)	dont appelés
1999	23 696,5	5 389,6	499,6	84,3
2000	24 332,1	5 437,2	480,0	53,6
2001	24 764,6	5 489,9	446,2	13,7
2002	24 918,8	5 557,1	433,0	0
2003	24 950,2	5 642,9	428,7	0
2004	24 976,7	5 660,9	438,9	0
2005	25 115,6	5 646,7	440,6	0
2006	25 362,1	5 676,3	444,7	0
2007	25 705,4	5 697,1	442,1	0
2008	25 841,1	5 640,1	433,7	0

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee et ministère de la défense

17

**Évolution de l'emploi total, des administrations publiques et de la défense**  
(Indices base 100 en 2000)



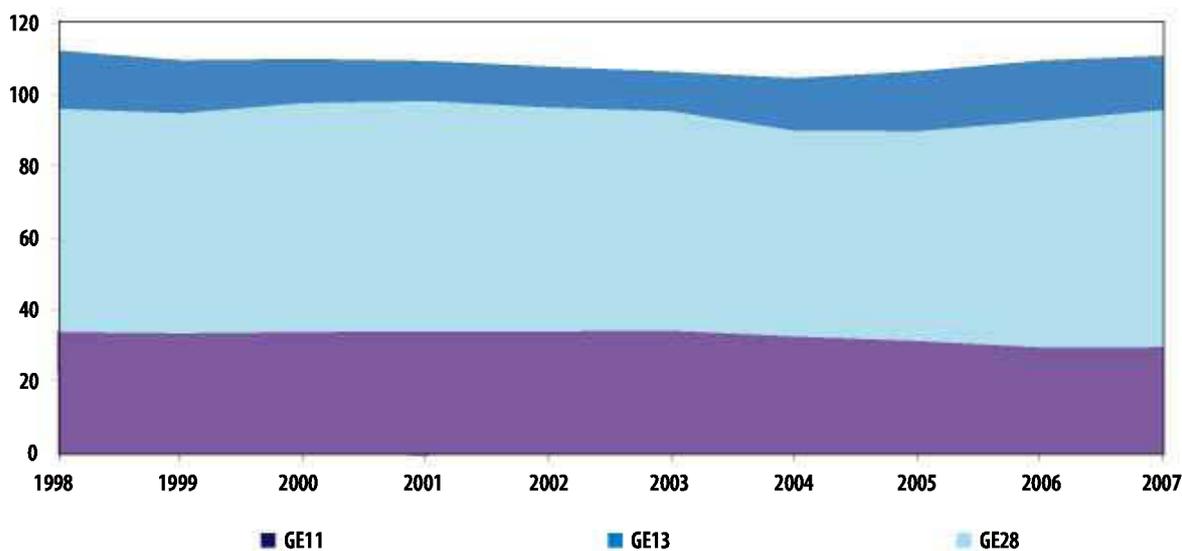
### 1.3.2 L'évolution de l'emploi dans les branches d'armement et dans l'économie nationale

**Évolution de l'emploi dans les branches d'armement**  
**Emploi intérieur total salarié (milliers de personnes en équivalent temps plein)**

Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1998	34,1	62,3	16,1	112,6
1999	33,8	61,5	14,5	109,8
2000	34,1	63,8	12,3	110,2
2001	34,4	64,1	12,0	110,5
2002	34,5	63,1	11,7	109,3
2003	33,3	62,5	11,7	107,5
2004	30,7	60,2	14,3	105,2
2005	29,9	61,2	16,0	107,0
2006	30,2	65,1	15,0	110,3
2007	30,5	66,4	14,8	111,7

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

**Évolution de l'emploi salarié dans les branches d'armement**  
**(milliers de personnes en équivalent temps plein)**

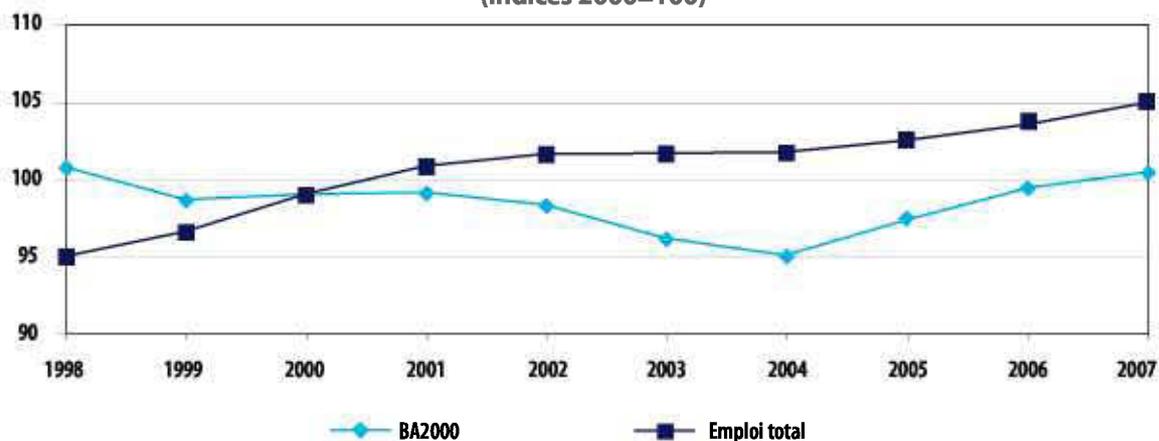


**Évolution de l'emploi dans la branche BA2000 et de l'emploi intérieur total (salarié + non salarié)  
(milliers de personnes en équivalent temps plein)**

Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement	Emploi total
1998	35,0	62,6	16,2	113,8	22 759
1999	34,6	61,8	14,6	111,1	23 205
2000	35,0	64,1	12,4	111,4	23 867
2001	35,3	64,4	12,0	111,7	24 369
2002	35,3	63,4	11,8	110,5	24 577
2003	34,1	62,8	10,8	107,8	24 599
2004	31,5	60,5	14,4	106,4	24 629
2005	30,7	61,5	16,0	108,2	24 775
2006	31,0	65,4	15,1	111,6	25 031
2007	31,4	66,7	14,9	113,0	25 419

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

**Évolution de l'emploi dans la branche BA2000 et de l'emploi intérieur total  
(indices 2000=100)**

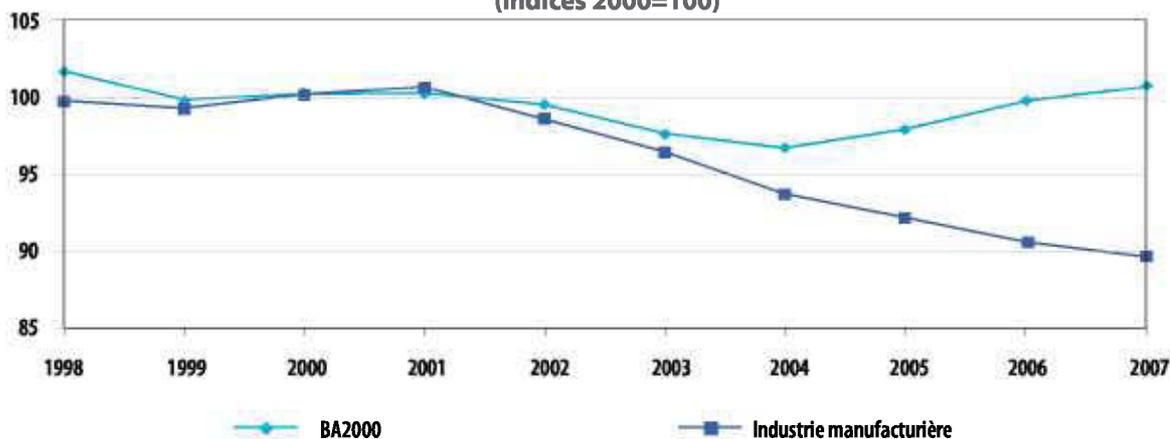


**Comparaison de l'emploi dans la branche BA2000 et de l'emploi manufacturier  
(milliers de personnes en équivalent temps plein)**

Année	BA2000	Emploi manufacturier	BA2000/manuf. en %
1998	113,8	3 110	3,7
1999	111,1	3 093	3,6
2000	111,4	3 122	3,6
2001	111,7	3 148	3,5
2002	110,5	3 061	3,6
2003	107,8	2 975	3,6
2004	106,4	2 864	3,7
2005	108,2	2 798	3,9
2006	111,6	2 734	4,1
2007	113,0	2 697	4,2

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

**Effectifs totaux de la branche BA2000 et de l'industrie manufacturière  
(indices 2000=100)**



## 1.4 La place de la défense dans l'ensemble de l'économie : le compte satellite de la défense

### 1.4.1 La production du service de défense

Au sens des comptes nationaux, la défense est un service public financé par le budget de l'État. Comme pour tout service non marchand, la production de ce service est mesurée par son coût de production. Le compte satellite transcrit les masses d'exécution du budget de la défense. Ces dépenses sont ventilées par la direction générale des finances publiques (DGFIP) selon les nomenclatures de comptabilité nationale en vigueur. La production du service de défense équilibre la consommation intermédiaire<sup>1</sup> et la valeur ajoutée, constituée presque en totalité par la rémunération des salariés.

La comptabilité ne considère pas les biens spécifiquement militaires comme des investissements. Leur acquisition reste comptabilisée comme une consommation intermédiaire : d'une part, ils n'entrent pas dans le processus de fabrication d'autres biens, comme c'est le cas des biens intermédiaires ; d'autre part, certains sont destructibles par nature (munitions). Enfin, les matériels durables ne sont pas réutilisables en l'état pour des services autres (navires, avions).

Cela revient à les considérer comme entièrement consommés pour produire le service de défense dans l'année de l'achat. La consommation intermédiaire comprend donc les commandes de l'État aux industries d'armement. L'investissement de la défense (ou formation brute de capital fixe, FBCF de la comptabilité nationale) se limite donc aux acquisitions de biens durables, utilisables indifféremment dans la sphère civile et militaire : aérodromes, installations portuaires, logements. Il en résulte des montants très élevés de consommation intermédiaire et beaucoup plus faibles d'investissement.

La production du service de défense est au total de 30,3 milliards d'euros en 2007. Ce chiffre est repris dans l'élaboration du tableau des entrées-sorties (TES) à la fin du chapitre.

Les investissements (pour des biens durables) se montent à 2,4 milliards d'euros et n'entrent pas dans le calcul de la production.

Les dépenses exécutées hors pensions s'élèvent à 36,0 milliards d'euros en 2007 et 46,7 milliards d'euros pensions comprises.

Le tableau ci-dessous donne la répartition du budget exécuté en 2007<sup>2</sup>. Il a été constitué à partir des données ventilées selon les concepts de la comptabilité nationale en base 2000.

#### Le budget de la défense ventilé selon les rubriques de comptabilité nationale (année 2007)

	en M€ courants
Consommation intermédiaire	14 420
Rémunération des salariés	15 815
Impôts sur la production	102
<b>Production du service de défense</b>	<b>30 337</b>
FBCF (investissements durables)	2 410
Transferts courants *	2 971
Transferts en capital	308
Remboursement ONU/Coopération internationale	-5
<b>Total</b>	<b>36 026</b>
Pensions militaires et civiles (y/c ouvriers)	10 641
<b>Total (y compris pensions)</b>	<b>46 667</b>

Source : DGFIP, traitement Observatoire économique de la défense

\* Hors versements aux fonds spéciaux de retraite, au titre des cotisations employeurs.

1. Cf. glossaire : définition du compte satellite.

2. Dernière année disponible.

En 2007, une fois pris en compte l'effet des prix (le déflateur retenu est le prix du PIB), la consommation intermédiaire et la valeur ajoutée se réduisent légèrement. Il s'agit de la deuxième année consécutive de baisse du volume des commandes de l'État, qui avaient crû de manière continue de 1998 à 2005. La professionnalisation des armées, en 1998, puis la loi de programmation militaire (LPM) 2003-2008 ont été les cadres de ces évolutions.

### Production du service de défense (en euros constants 2007)

en M€ 2007

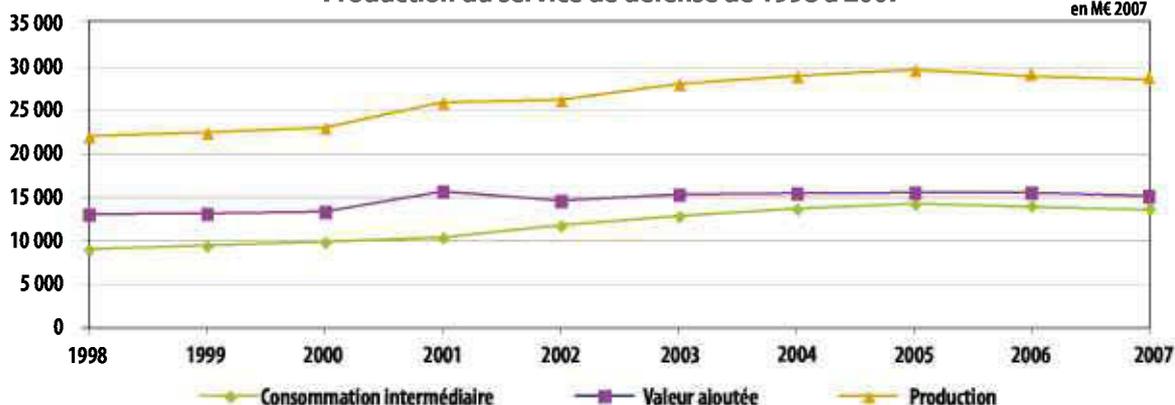
Année	Consommation intermédiaire	Valeur ajoutée	Production
1998	9 442	13 673	23 115
1999	9 884	13 736	23 620
2000	10 297	13 935	24 232
2001	10 838	16 423	27 261
2002	12 309	15 282	27 591
2003	13 437	16 040	29 477
2004	14 312	16 188	30 500
2005	14 961	16 265	31 226
2006	14 732	16 211	30 943
2007	14 420	15 917	30 337

Source: Direction générale des finances publiques, traitement Observatoire économique de la défense

Méthode: les données d'une année sont revalorisées du prix du PIB national des années postérieures; ainsi, la production de l'année 2000 est le résultat de la production en valeur de l'année 2000 multipliée par les prix de PIB des années 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006 et 2007. Seule l'année 2007 est présentée en valeur.

### Production du service de défense de 1998 à 2007

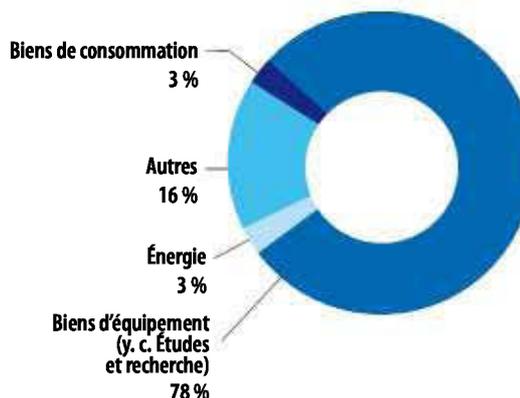
en M€ 2007



### La ventilation des consommations intermédiaires en 2007

Les consommations intermédiaires de la défense se montent à **14,4 milliards d'euros en 2007**.

Les biens d'équipement, études et recherche comprises, en représentent 78 %. Le poste « autres » concerne pour les trois quarts des services, y compris transport et communications.



### 1.4.2 Les achats de l'État en armement en 2007

Le compte satellite de la Défense présentait jusqu'à présent la répartition des dépenses exécutées par l'État pour l'équipement des différentes armées : navires de guerre pour la marine, matériel aéronautique pour l'armée de l'air, matériel de transport, armes et munitions pour l'armée de terre, ainsi que la fabrication d'appareils d'émission et de transmission et de matériels de mesure et de contrôle.

Les données utilisées pour mettre à jour le compte proviennent de la direction générale des finances publiques (DGFIP) et sont conformes à la LOLF depuis 2006. La nouvelle présentation des lois de finances abandonne l'ancienne déclinaison en chapitres et articles au profit d'une nomenclature regroupée en programmes, actions et sous-actions dans laquelle la notion d'armée disparaît progressivement. Le regroupement, par la DGFIP, des postes de dépense détaillés à un niveau fin ne permet pas de retrouver directement la composition des postes de dépenses de 2005. Ainsi un nouveau poste de matériel militaire est apparu qui inclut non seulement du matériel ventilé auparavant dans les divers autres postes, mais également une partie des dépenses d'études et recherches.

Avant la reprise des mises à jour du compte, ces deux pages donnent de nouvelles indications sur les dépenses d'armement établies à partir des données publiées dans le rapport annuel de performance (RAP).

#### Les achats du ministère de la défense en équipements spécifiquement militaires

	en M€
	2007
Navires	386
Matériel aéronautique	2 216
Véhicules	593
Armes et munitions	954
Système d'information et de communication	1 106
Dissuasion	1 173
Divers	405
<b>Total</b>	<b>6 832</b>
Total du budget exécuté de la défense (hors pensions)	33 665
Part de l'équipement militaire dans le budget total de la défense en %	20,3

Source: Observatoire économique de la défense

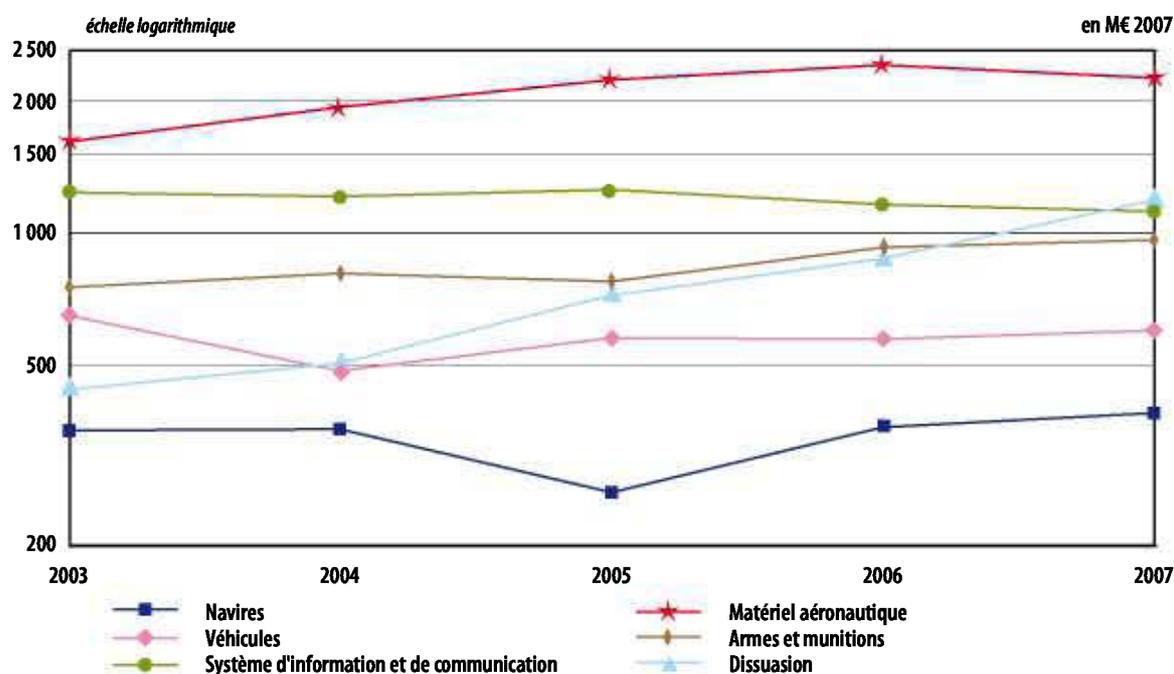
Les données du tableau ci-dessus ne comprennent pas les dépenses d'études et de recherche; sont aussi exclues de ces montants, les dépenses d'entretien programmé du matériel (EPM). Toutefois, des prestations de maintien en condition opérationnelle (MCO) qui figurent dans la dépense initiale sont bien comptées dans les données du tableau ci-dessus.

### 1.4.3 Les achats en armement de 2003 à 2007

	en M€ constants 2007				
	2003	2004	2005	2006	2007
Navires	353	355	255	358	386
Matériel aéronautique	1 593	1 903	2 196	2 371	2 216
Véhicules	641	481	572	568	593
Armes et munitions	747	802	768	919	954
Système d'information et de communication	1 222	1 198	1 241	1 148	1 106
Dissuasion	436	500	714	865	1 173
Divers	561	581	523	422	405
<b>Total</b>	<b>5 552</b>	<b>5 819</b>	<b>6 268</b>	<b>6 651</b>	<b>6 832</b>

Source: Observatoire économique de la défense

#### Achats en armement de l'État à partir du budget exécuté de la Défense



### 1.4.4 L'équilibre emplois-ressources, mesuré par le tableau des entrées-sorties

Le tableau des entrées-sorties (TES), qui retrace l'équilibre macroéconomique en ressources et en emplois des biens et des services, se décompose en trois tableaux :

- le tableau des ressources en produits donne la production nationale des diverses branches, complétée des importations ;
- le tableau des emplois finals reflète les utilisations des produits par secteurs institutionnels. Elles se déclinent en consommation finale des administrations, investissements (FBCE, soit acquisition de biens d'équipement duaux pour la défense), exportations, variations de stocks et consommation finale des ménages (ces deux derniers postes étant groupés dans le tableau ci-dessous dans la rubrique « autres ») ;
- entre les deux, le tableau des entrées intermédiaires détaille l'utilisation des biens intermédiaires par les différentes branches d'activité.

**Compte satellite de la défense**  
**Tableau des entrées-sorties (TES)**  
**Année 2007**

en base 2000					en Md€							
Ressources en produits				Consommations intermédiaires				Emplois finals				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources	Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	TOTAL	CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
Services de défense	30,3			30,3					30,3			30,3
Produits d'armement	14,0	1,5	0,4	15,9	10,3	7,5		17,7		-6,6	4,8	15,9
Reste de l'économie	3 410,8	536,1	196,9	4 143,8	4,1	3,7	1 732,1	1 740,0	406,6	3 257,4	497,5	4 143,8
<b>TOTAL</b>	<b>3 455,1</b>	<b>537,6</b>	<b>197,3</b>	<b>4 190,0</b>	<b>14,4</b>	<b>11,1</b>	<b>1 732,1</b>	<b>1 757,7</b>	<b>436,9</b>	<b>3 250,8</b>	<b>502,3</b>	<b>4 190,0</b>
					* Consommations finales des administrations publiques							
Valeur ajoutée					15,9	2,9	1 678,7	1 697,4	Valeurs ajoutées		1 697,4	
dont valeur ajoutée de défense					18,8				Impôts sur produits		197,3	
Production disponible					30,3	14,0	3 410,8	3 455,1	PIB		1 894,6	
dont production de défense					44,3							

Source: Insee/Traitement OED

La part du domaine défense dans le PIB peut être appréhendée à partir de la somme des valeurs ajoutées des deux acteurs économiques « défense » que sont le ministère de la défense et les industries d'armement. La valeur ajoutée s'élève à 18,8 Md€: 15,9 Md€ pour le ministère, et 2,9 Md€ pour l'industrie d'armement. La part de cette somme dans le PIB est stable en 2007. La production de l'ensemble du domaine défense s'élève à 44,3 Md€.

- Le TES peut être utilisé pour identifier les branches d'activité les plus impliquées en cas de variation des crédits alloués à la défense. En particulier, il fait apparaître la répartition des dépenses de consommation intermédiaire de défense (soit les commandes de l'État) :
- 10,3 Md€ à l'industrie d'armement (soit 71 %) qui incluent les dépenses en Études et recherche ;
- 4,1 Md€ au reste de l'économie, dont 1 milliard de biens d'équipement hors armement.



## **2. LES PRINCIPALES DONNÉES BUDGÉTAIRES ET COMPTABLES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**

Les données budgétaires françaises figurant aux paragraphes 2.1 et 2.2 sont celles des lois de finances initiales. Elles sont présentées dans ces deux paragraphes selon les dispositions de l'ordonnance de 1959 (hors anciens combattants) jusqu'en 2005 puis à partir de 2006 selon le périmètre Mission défense.

Le budget est présenté au format de la Loi organique relative aux lois de finances (Lof) aux paragraphes 2.3 et 2.4.

Les deux nomenclatures coexistent dans ce document afin de conserver la pertinence des séries longues sur dix ans.

Pour 2010, 40,7 milliards d'euros (en crédits budgétaires) sont mis à la disposition du ministre de la Défense. Les quatre programmes de la mission « Défense », mobilisent plus de 91 % des crédits de paiement.

Le paragraphe (2.5) présente les principaux équipements des trois armées.

## 2.1 Le poids de la défense

### L'évolution du périmètre défense en France (hors gendarmerie) et mission défense à partir de 2006

Année	Périmètre défense, mission défense LFI (hors pensions)		Périmètre défense LFI (y compris pensions)		Indice de prix du PIB*
	Valeur	Volume (aux prix n-1, référence 2000)	Valeur	Volume (aux prix n-1, référence 2000)	
2001	25 179	24 690	non disponible hors gendarmerie		102,0
2002	24 985	23 930			104,4
2003	26 814	25 208			106,4
2004	28 064	25 970			108,1
2005	28 438	25 792			110,3
2006 <sup>1</sup>	29 145	25 817	35 382	31 342	112,9
2007	29 846	25 793	36 251	31 329	115,7
2008	30 221	25 483	36 865	31 086	118,6
2009 <sup>2</sup>	32 983	27 448	39 960	33 253	120,2
2010 <sup>2</sup>	32 196	26 470	39 230	32 253	121,6

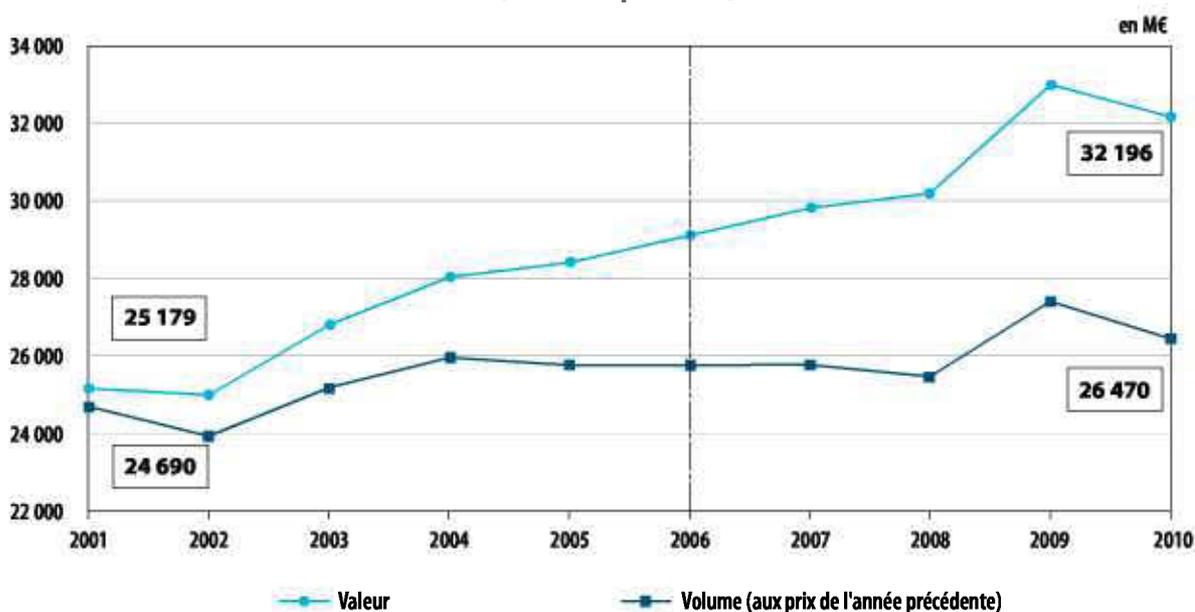
Sources : lois de finances initiales, Comptes nationaux - base 2000, Insee

1. Rupture de série mission défense, nouveau périmètre lié à la loi de programmation militaire 2009-2014.

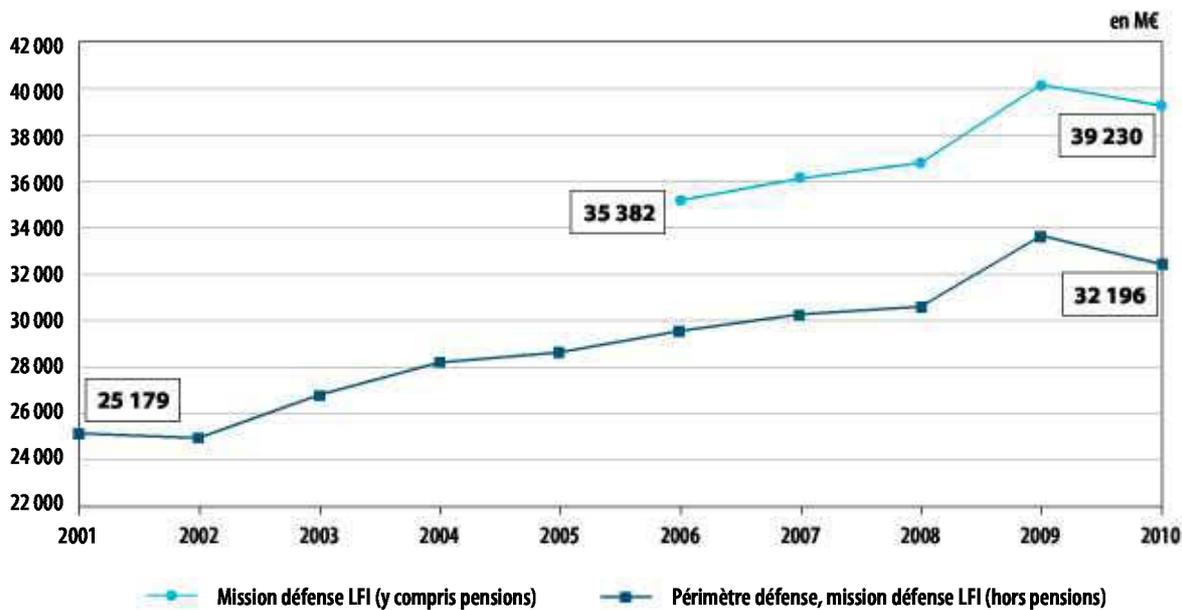
2. Loi de finances - ressources (crédits budgétaires, extrabudgétaires et plan de relance de l'économie).

\* Le déflateur utilisé pour le calcul des données en volume est l'indice de prix du PIB aux prix de l'année précédente. Il est présenté ici en prenant pour référence l'année 2000 (2000 = 100).

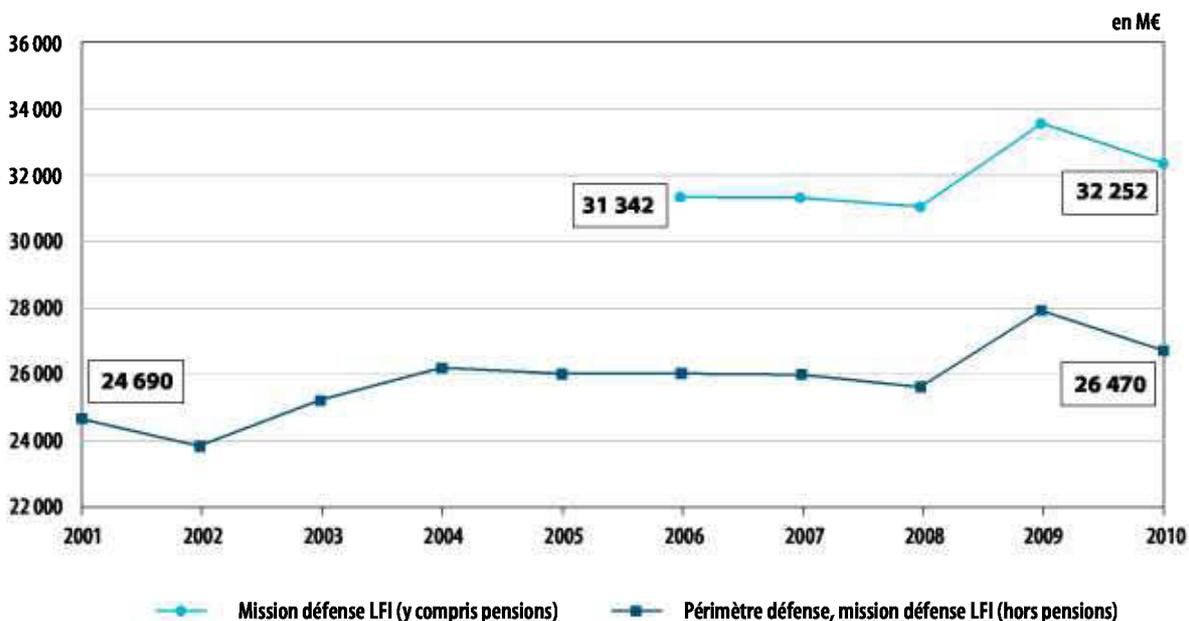
### Évolution du périmètre défense et mission défense (LFI - hors pensions)



**Périmètre défense et mission défense avec et hors pensions  
(en valeur)**



**Périmètre défense et mission défense avec et hors pensions  
(en volume aux prix n-1, référence 2000)**



## 2.2 La structure des dépenses de défense en lois de finances initiales

### 2.2.1 La répartition entre les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement

#### Dépenses hors équipement et équipement

en M€ courants				Nomenclature budget 2010
Année	Hors équipement (hors pensions)	Équipement	Total (hors pensions)	
2001	12 676	12 503	25 179	<b>Hors équipement</b> Masse salariale hors pensions Autres dépenses du ministère (ADM) Activités et fonctionnement des armées (AFA) OPEX  <b>Équipement</b> Dissuasion Autres opérations d'armement (AOA) Équipements d'accompagnement (EAC) Entretien programmé du matériel et du personnel (EPM-EPP) Programmes d'équipement majeurs (PEM) Prospective et préparation de l'avenir Infrastructures de défense
2002	12 983	12 002	24 985	
2003	13 538	13 276	26 814	
2004	13 611	14 453	28 064	
2005	13 699	14 739	28 438	
2006 <sup>1</sup>	14 270	14 875	29 145	
2007	14 688	15 158	29 846	
2008	14 887	15 334	30 221	
2009 <sup>2</sup>	15 096	17 887	32 983	
2010 <sup>2</sup>	15 152	17 044	32 196	

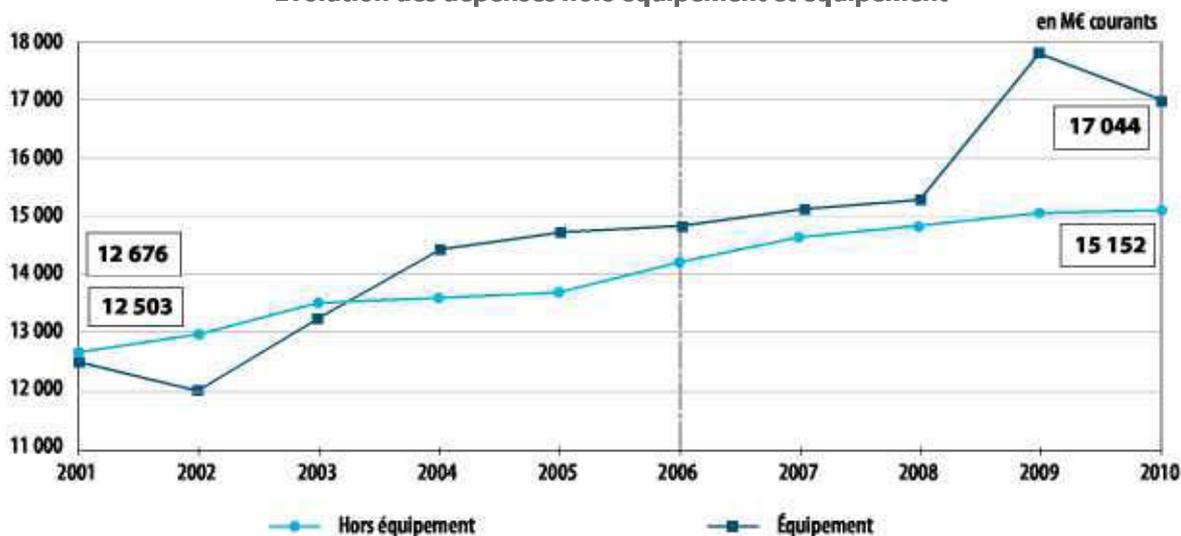
Source: lois de finances initiales

1. Rupture de série mission défense, nouveau périmètre lié à la loi de programmation militaire 2009-2014.
2. Loi de finances - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires) et plan de relance de l'économie.

#### Pour mémoire

Nomenclature ordonnance de 1959	
<b>Hors équipement</b> (Titre III - Moyens des armes et services)  Rémunérations et charges sociales Alimentation Fonctionnement résiduel Carburant et produits pétroliers	<b>Équipement (Titre V)</b> Recherches et études Investissements industriels Fabrication de matériels Infrastructures Soutien des forces et entretien du matériel Entretien du matériel  <b>Équipement (Titre VI - Subventions d'investissement accordées par l'État)</b> Équipements culturel et social Équipements administratif et divers

#### Évolution des dépenses hors équipement et équipement



## 2.2.2 Les dépenses hors équipement (personnel et fonctionnement) et les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

Dépenses hors équipement (héqt) hors pensions et dépenses d'équipement (éqt),  
armées et des services communs en M€ courants

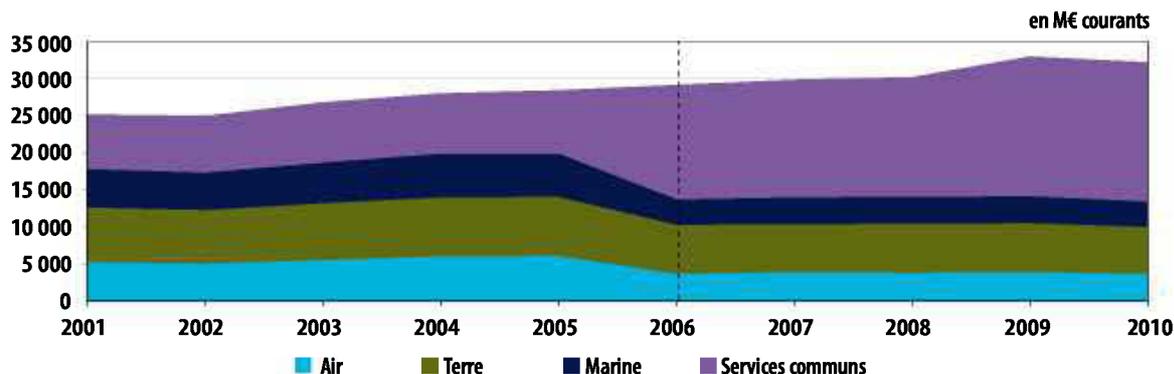
	Dépenses	2001	2002	2003	2004	2005	2006 <sup>1</sup>	2007	2008	2009 <sup>2</sup>	2010 <sup>2</sup>
Air	héqt	2 338	2 394	2 465	2 455	2 470	2 588	2 629	2 597	2 557	2 412
	éqt	2 924	2 665	3 102	3 615	3 635	1 132	1 311	1 279	1 380	1 307
	Total	5 262	5 059	5 567	6 070	6 105	3 720	3 940	3 876	3 938	3 719
Terre	héqt	4 693	4 785	5 016	4 958	4 972	5 570	5 497	5 571	5 561	5 328
	éqt	2 701	2 464	2 627	2 997	3 015	991	941	1 009	996	957
	Total	7 394	7 248	7 644	7 955	7 988	6 561	6 437	6 580	6 557	6 285
Marine	héqt	1 890	1 903	1 994	1 996	1 975	2 233	2 248	2 246	2 154	2 094
	éqt	3 209	3 075	3 436	3 838	3 799	1 176	1 348	1 345	1 446	1 258
	Total	5 099	4 978	5 430	5 834	5 774	3 409	3 597	3 591	3 601	3 352
Services communs	héqt	3 756	3 901	4 062	4 202	4 282	3 879	4 314	4 474	4 824	5 318
	éqt	3 668	3 798	4 110	4 003	4 290	11 576	11 558	11 701	14 064	13 522
	Total	7 424	7 699	8 172	8 205	8 572	15 455	15 872	16 175	18 888	18 840
Total	héqt	12 676	12 983	13 538	13 611	13 699	14 270	14 688	14 887	15 096	15 152
	éqt	12 503	12 002	13 276	14 453	14 739	14 875	15 158	15 334	17 887	17 044
	Total	25 179	24 985	26 814	28 064	28 438	29 145	29 846	30 221	32 983	32 196

Source : lois de finances initiales

1. À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du P. 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le P. 146.

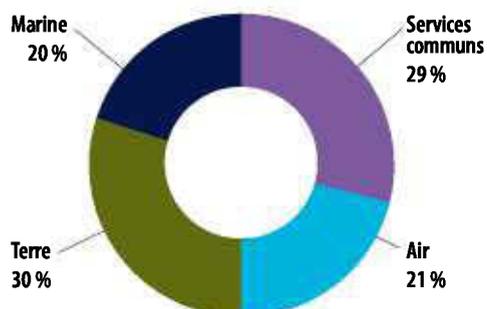
2. Loi de finances - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires) et plan de relance de l'économie.

### Évolution des dépenses totales des trois armées et des services communs

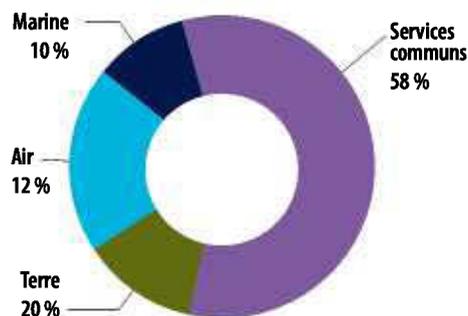


31

Structure en 2001



Structure en 2010



## 2.2.3 L'évolution des composantes des dépenses hors équipement

### Évolution des dépenses hors équipement

en M€ courants

Année	Rémunérations et charges sociales	Fonctionnement	Total (hors pensions)	Pensions	Total (yc pensions)
2001	10 240	2 437	12 676	non disponible hors gendarmerie	
2002	10 470	2 512	12 983		
2003	10 913	2 625	13 538		
2004	10 941	2 670	13 611		
2005	11 001	2 699	13 699		
2006 <sup>1</sup>	11 447	2 824	14 270	6 237	20 507
2007	11 568	3 119	14 688	6 406	21 093
2008	11 684	3 204	14 887	6 645	21 532
2009 <sup>2</sup>	11 692	3 406	15 096	6 977	22 074
2010 <sup>2</sup>	11 650	3 502	15 152	7 034	22 186

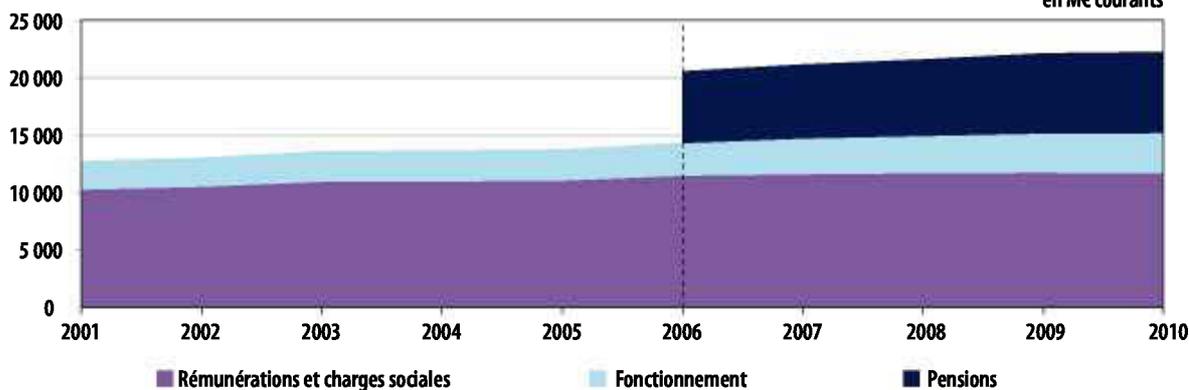
Source: lois de finances initiales

1. À partir de 2006, les montants retenus par arme sont ceux inscrits dans les BOP du P. 178, les crédits d'équipement sont regroupés dans le P. 146.

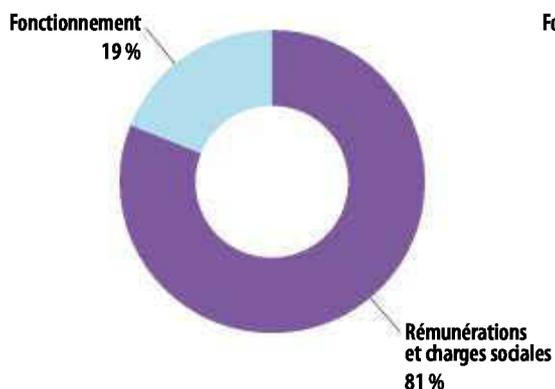
2. Loi de finances - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires) et plan de relance de l'économie.

### Évolution cumulée des dépenses hors équipement

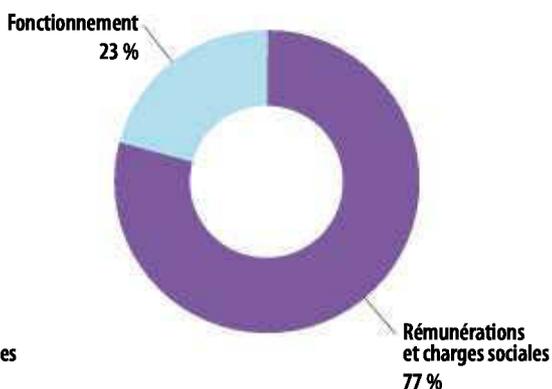
en M€ courants



Structure en 2001 (hors pensions)



Structure en 2010 (hors pensions)



## Évolution des dépenses de fonctionnement

en M€ courants

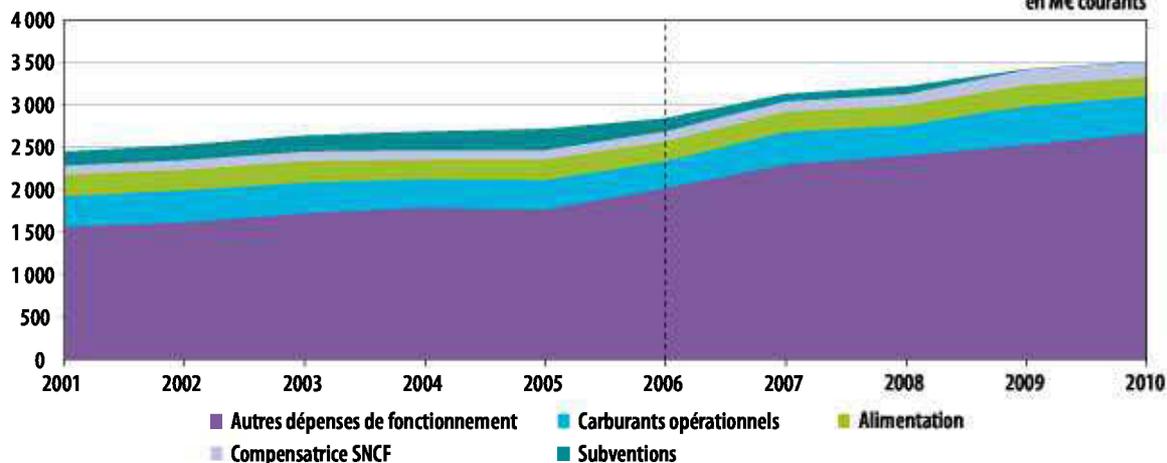
Année	Allimentation	Carburants opérationnels	Compensatrice SNCF	Subventions	Autres dépenses de fonctionnement	Total
2001	252	360	106	161	1 557	2 437
2002	240	378	111	173	1 610	2 512
2003	252	361	110	184	1 718	2 625
2004	234	331	110	211	1 784	2 670
2005	242	347	109	241	1 760	2 699
2006	234	318	114	148	2 009	2 824
2007	236	383	125	87	2 289	3 119
2008	242	353	130	84	2 394	3 204
2009	248	457	184	nc	2 518	3 406
2010	224	433	184	nc	2 661	3 502

Source: lois de finances initiales

Seuls les crédits des forces armées ont été pris en compte dans la colonne « carburants opérationnels ».  
Les subventions correspondent pour partie à l'ancien chapitre 36-01 « subventions de fonctionnement et participation aux dépenses de divers organismes ».

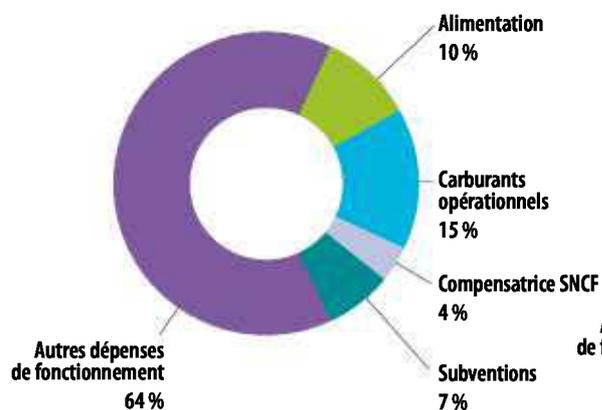
## Évolution cumulée des dépenses de fonctionnement

en M€ courants

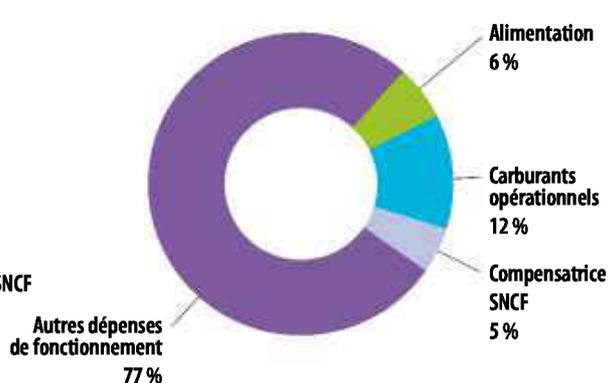


33

Structure en 2001



Structure en 2010



## 2.2.4 Les dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs

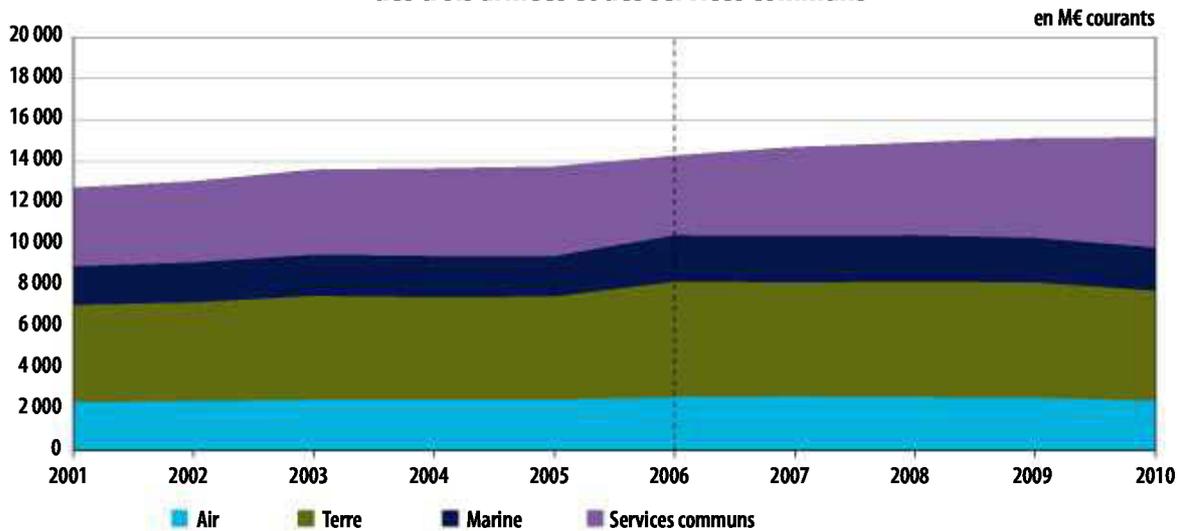
### Dépenses hors équipement (hors pensions) des trois armées et des services communs

en M€ courants

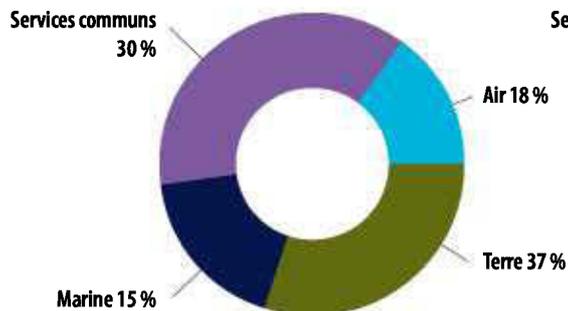
Année	Air	Terre	Marine	Services communs	Total
2001	2 338	4 693	1 890	3 756	12 676
2002	2 394	4 785	1 903	3 901	12 983
2003	2 465	5 016	1 994	4 062	13 538
2004	2 455	4 958	1 996	4 202	13 611
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699
2006	2 588	5 570	2 233	3 879	14 270
2007	2 629	5 497	2 248	4 314	14 688
2008	2 597	5 571	2 246	4 474	14 887
2009	2 557	5 561	2 154	4 824	15 096
2010	2 411	5 324	2 092	5 325	15 152

Source: lois de finances initiales

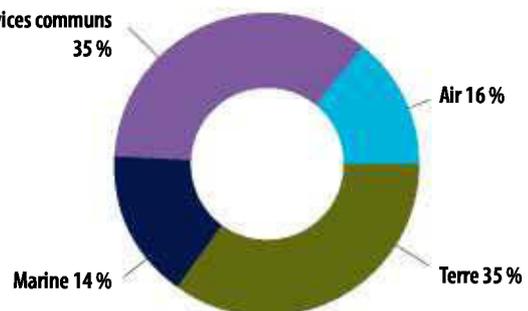
### Évolution cumulée des dépenses hors équipement des trois armées et des services communs



#### Structure en 2001



#### Structure en 2010



## 2.2.5 L'évolution des composantes des dépenses d'équipement

### Évolution des dépenses d'équipement

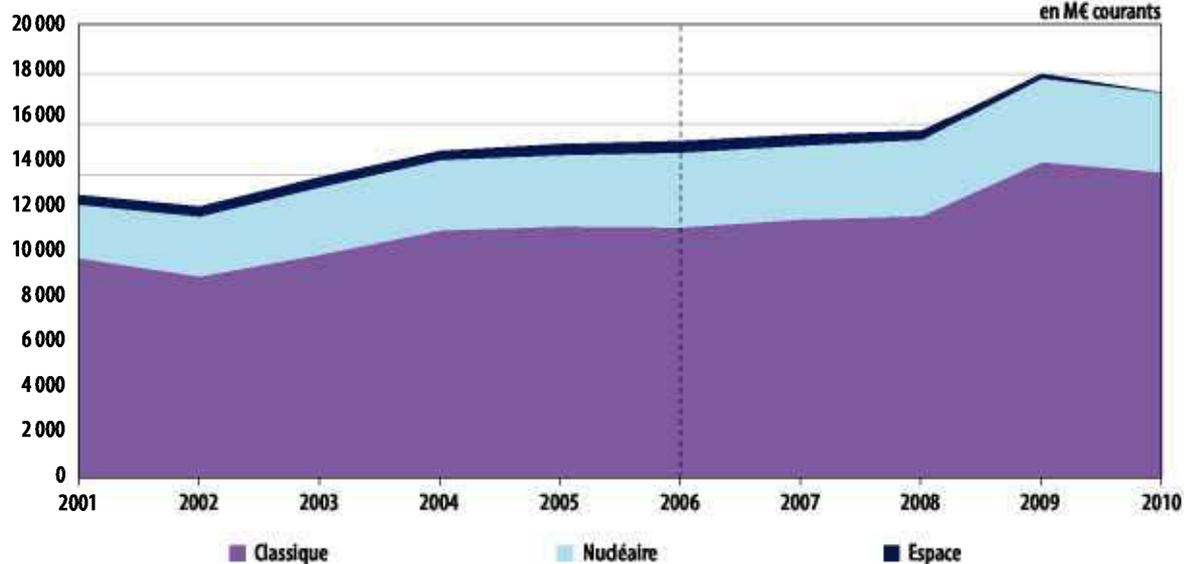
en M€ courants

Année	Classique	Espace	Nucléaire	Total
2001	9 713	416	2 373	12 503
2002	8 902	448	2 652	12 002
2003	9 878	435	2 963	13 276
2004	10 940	402	3 111	14 453
2005	11 126	465	3 148	14 739
2006	11 063	489	3 323	14 875
2007	11 419	469	3 271	15 158
2008	11 566	393	3 375	15 334
2009	13 956	200	3 731	17 887
2010	13 497	non disponible	3 547	17 044

Source: lois de finances initiales

### Évolution cumulée des dépenses d'équipement

en M€ courants



## 2.2.6 Les dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

### Dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

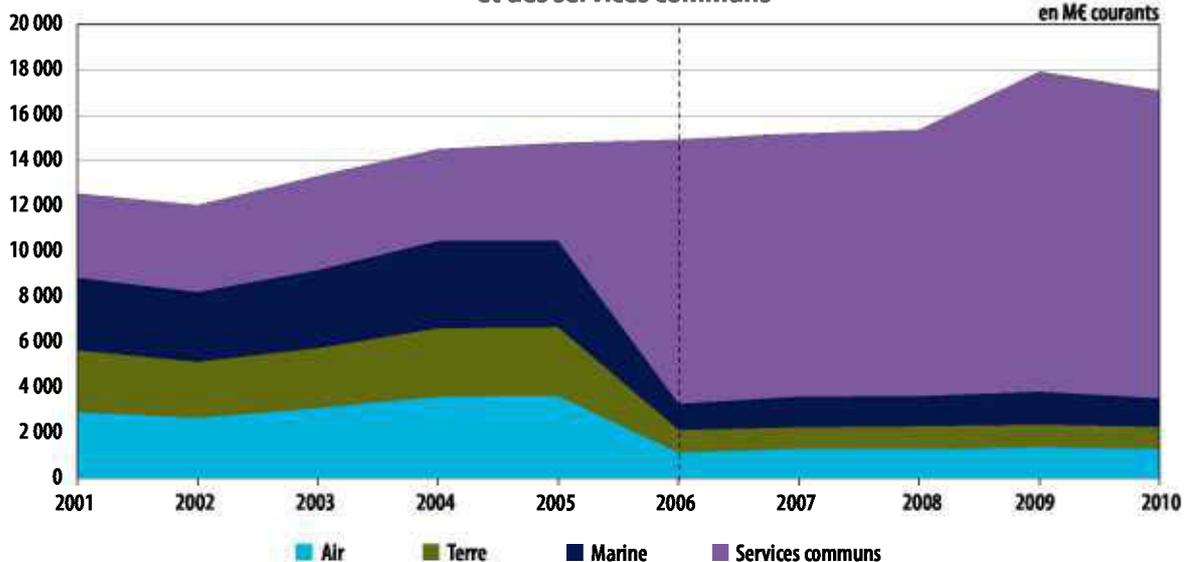
en M€ courants

Année	Air	Terre	Marine	Services communs	Total
2001	2 924	2 701	3 209	3 668	12 503
2002	2 665	2 464	3 075	3 798	12 002
2003	3 102	2 627	3 436	4 110	13 276
2004	3 615	2 997	3 838	4 003	14 453
2005	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739
2006	1 132	991	1 176	11 576	14 875
2007	1 311	941	1 348	11 558	15 158
2008	1 279	1 009	1 345	11 701	15 334
2009	1 380	996	1 446	14 064	17 887
2010	1 307	957	1 258	13 522	17 044

Source: lois de finances initiales

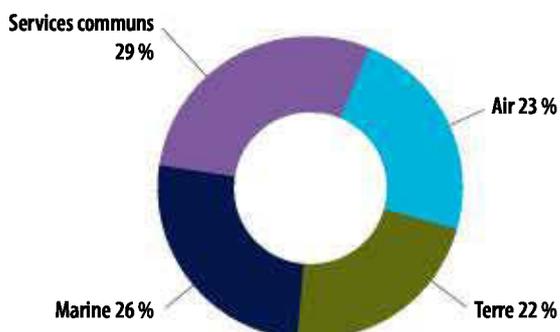
### Évolution des dépenses d'équipement des trois armées et des services communs

en M€ courants

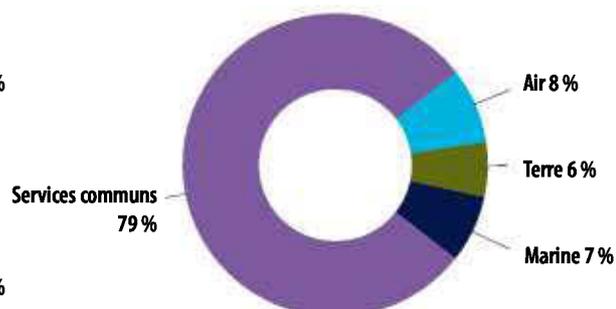


36

#### Structure en 2001

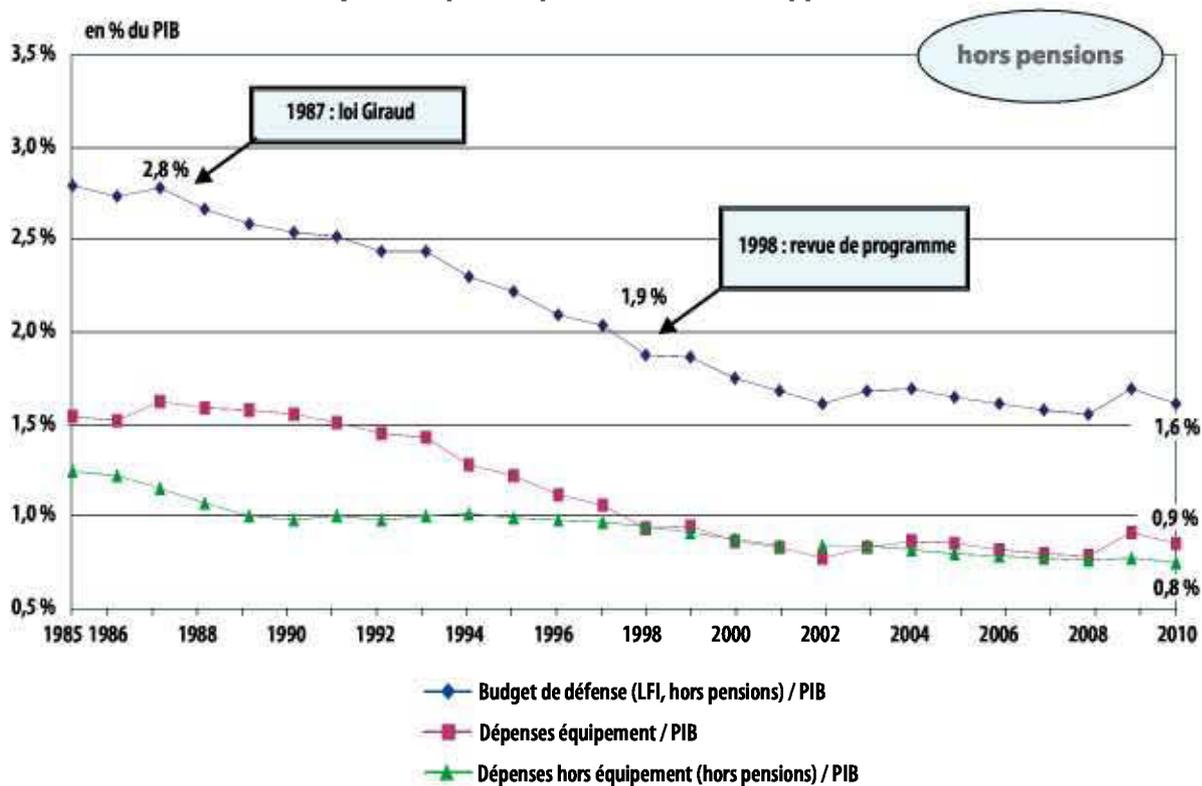


#### Structure en 2010 par BOP du P. 178



## 2.2.7 Historique du budget de la défense

### Historique de la part du périmètre défense rapporté au PIB



Source : Direction des affaires financières

## 2.3 La présentation du budget du ministère de la défense au format Lolf

### 2.3.1 Les missions, programmes et actions correspondant au budget du ministère de la défense

La Loi organique relative aux lois de finances (Lolf) présente le budget selon une ventilation par destinations des crédits, déclinées en missions, programmes et actions.

À ce titre, le ministère de la défense est concerné par quatre missions : une mission défense proprement dite, une mission anciens combattants, mémoire et lien avec la Nation correspondant au périmètre actuel du budget des anciens combattants, auxquelles s'ajoutent deux missions interministérielles. Une mission sécurité, regroupe les programmes police nationale et gendarmerie nationale, dont le second relève du budget de la défense. Enfin, un programme recherche duale (civile et militaire) s'intègre dans la mission interministérielle recherche et enseignement supérieur.

Le tableau ci-après décline les missions, programmes et actions qui relèvent du budget de la défense.

Missions	Programmes	Actions
DÉFENSE	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	Analyse stratégique Prospective des systèmes de force Recherche et exploitation du renseignement intéressant la sécurité de la France Maintien des capacités technologiques industrielles Soutien aux exportations Diplomatie de défense
	Équipement des forces (146)	Dissuasion Commandement et maîtrise de l'information Projection - mobilité - soutien Engagement et combat Protection et sauvegarde Préparation et conduite des opérations d'armement Partis étrangers et programmes civils
	Préparation et emploi des forces (178)	Planification des moyens et conduite des opérations Préparation des forces terrestres Préparation des forces navales Préparation des forces aériennes Logistique et soutien interarmées Surcoûts liés aux opérations extérieures Surcoûts liés aux opérations intérieures
	Soutien de la politique de défense (212)	Direction et pilotage Fonction de contrôle Gestion centrale Politique immobilière Systèmes d'information, d'administration et de gestion Accompagnement de la politique des ressources humaines Promotion et valorisation du patrimoine culturel Communication Restructuration
SÉCURITÉ*	Gendarmerie nationale (152)	Ordre et sécurité publics Renforcement de la sécurité routière Contribution à la justice Recrutement, formation, commandement, logistique Exercice des missions militaires
ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)**	Indemnisation des orphelins de la déportation et des victimes de spoliations du fait des législations antisémites en vigueur pendant l'Occupation Indemnisation des victimes d'actes de barbarie durant la seconde guerre mondiale
	Lien entre la Nation et son armée (167)	Journée d'appel de préparation à la défense Politique de mémoire
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	Administration de la dette viagère Gestion des droits liés aux pensions militaires d'invalidité Solidarité Entretien des lieux de mémoire Soutien Réparation des conséquences sanitaires des essais nucléaires français
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	Recherche duale (civile et militaire) (191)	Recherche duale en sciences du vivant Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication Recherche duale dans le domaine aérospatial Autres recherches et développements technologiques duaux

\* Mission « Sécurité » intégrée au budget du ministère de l'intérieur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009.

\*\* P. 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007.

### 2.3.2 Le budget du ministère de la défense par destination (missions, programmes) et nature (titres) - crédits budgétaires (y compris pensions)

en M€		2006 (LFI)					2007 (LFI)					2008 (LFI)					Total	
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6		Titre 7
<b>Mission DÉFENSE</b>																		
Programmes	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	570	926	123	22	1 641	537	959	124	42	-	1 661	498	984	131	41	-	1 655
	Équipement des forces (146)	1 012	728	8 867	-	10 608	877	787	8 741	-	-	10 405	892	745	8 783	2	-	10 422
	Préparation et emploi des forces (178)	15 303	4 896	511	115	20 825	14 930	5 507	470	114	-	21 021	15 242	5 483	520	104	-	21 350
	Soutien de la politique de défense (212)	895	356	982	75	2 308	1 726	430	1 006	2	-	3 164	1 757	591	1 069	23	-	3 439
<b>Total</b>		17 780	6 907	10 483	212	35 382	18 071	7 682	10 341	158	-	36 251	18 390	7 802	10 503	170	-	36 866
<b>Mission SÉCURITÉ</b>																		
Programme	Gendarmerie nationale (152)	5 850	944	465	13	7 272	6 058	965	468	21	-	7 512	6 095	954	386	17	-	7 453
<b>Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>																		
Programmes	Indemnisation desv ictimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)*	-	-	-	207	207	-	-	-	-	-	(*)						
	Lien entre la Nation et son armée (167)	191	78	5	4	279	165	85	2	2	10	265	163	78	3	6	8	258
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant(169)	61	52	-	3 281	3 394	59	52	-	3 312	-	3 423	56	56	-	3 250	-	3 361
<b>Total</b>		252	131	5	3 492	3 880	224	137	2	3 315	10	3 688	219	134	3	3 256	8	3 619
<b>Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>																		
Programme	Recherche duale (civile et militaire) (191)	-	200	-	-	200	-	198	-	-	-	198		200				200
<b>TOTAL MISSIONS MINDEF</b>		23 882	8 182	10 953	3 717	46 734	24 353	8 983	10 810	3 494	10	47 649	24 704	9 090	10 892	3 444	8	48 138

39

Titre 2 Dépenses de personnel

Titre 3 Dépenses de fonctionnement

Titre 5 Dépenses d'investissement

Titre 6 Dépenses d'intervention

Titre 7 Dépenses d'opérations financières

\* P. 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007.

en M€		2009 (LFI) **						2010 (PLF) ***					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
<b>Mission DÉFENSE</b>													
<b>Programmes</b>	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	520	1 007	159	49	-	1 735	542	1 005	181	52	-	1 780
	Équipement des forces (146)	1 860	883	9 464	2	-	12 208	1 842	852	8 648	2	-	11 344
	Préparation et emploi des forces (178)	15 481	5 752	474	125	-	21 822	15 404	5 493	455	188	-	21 541
	Soutien de la politique de défense (212)	806	572	165	23	6	1 573	895	763	789	27	6	2 480
<b>Total</b>		18 668	8 204	10 262	199	6	37 339	18 682	8 114	10 074	271	6	37 145
<b>Mission SÉCURITÉ</b>													
<b>Programme</b>	Gendarmerie nationale (152)	intégrée au budget du ministère de l'intérieur à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2009											
<b>Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>													
<b>Programmes</b>	Lien entre la Nation et son armée (167)	126	30	4	2	-	163	120	28	3	2		153
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	56	57	0	3 088	-	3 202	31	74	0	3 076		3 181
<b>Total</b>		182	88	5	3 090	-	3 365	151	102	3	3 078		3 334
<b>Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>													
<b>Programme</b>	Recherche duale (civile et militaire) (191)		200				200		200				200
<b>TOTAL MISSIONS MINDEF</b>		18 850	8 492	10 267	3 289	6	40 904	18 835	8 412	10 077	3 346	6	40 675

Titre 2 Dépenses de personnel

Titre 3 Dépenses de fonctionnement

Titre 5 Dépenses d'investissement

Titre 6 Dépenses d'intervention

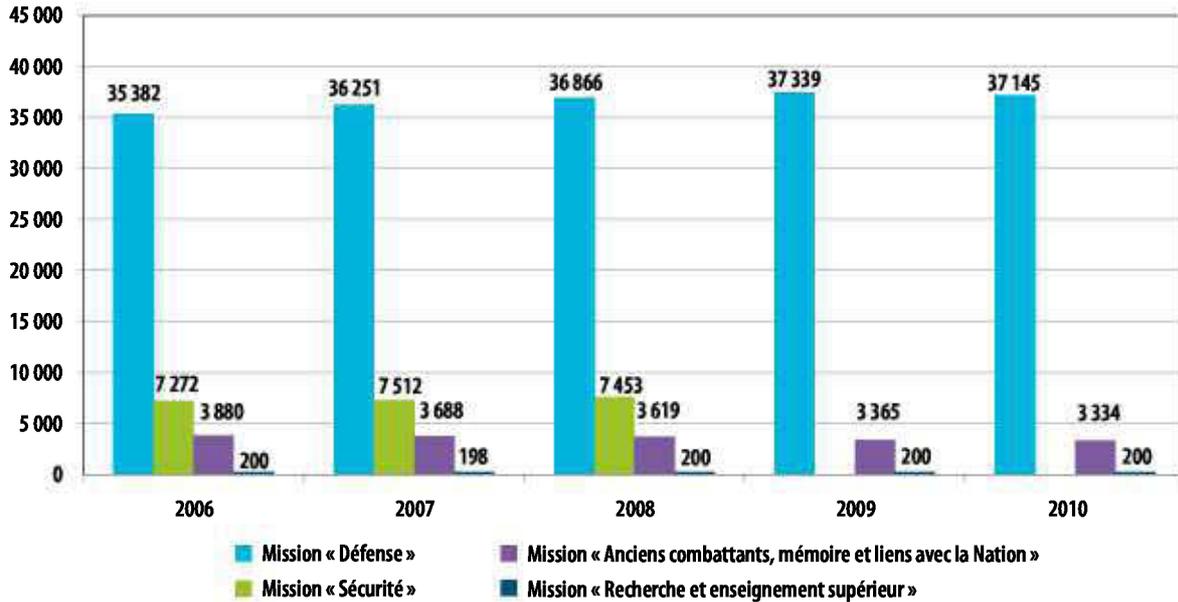
Titre 7 Dépenses d'opérations financières

\*\* Auxquels s'ajoutent 985 M€ du Plan de relance de l'économie et 1 637 M€ de ressources extrabudgétaires.

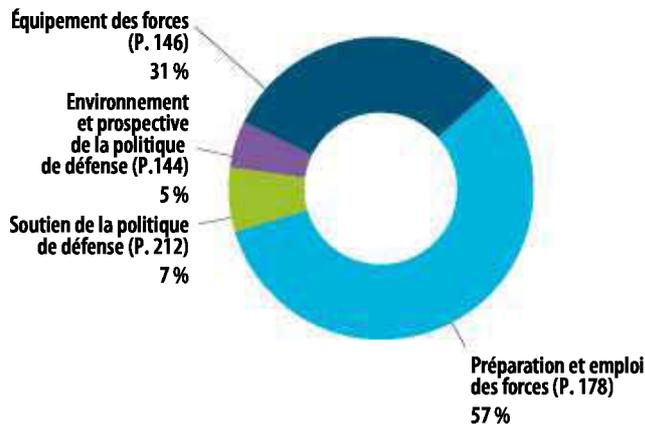
\*\*\* Auxquels s'ajoutent 770 M€ du Plan de relance de l'économie et 1 315 M€ de ressources extrabudgétaires.

### 2.3.3 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la défense par mission (pensions comprises)

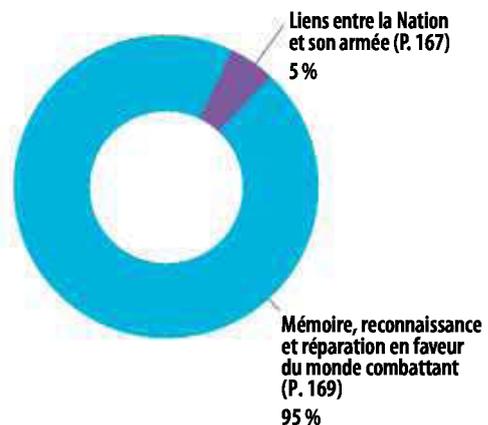
Répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la défense par mission (pensions comprises)



Répartition par programme des crédits de paiement (CP) de la mission « Défense » en 2010

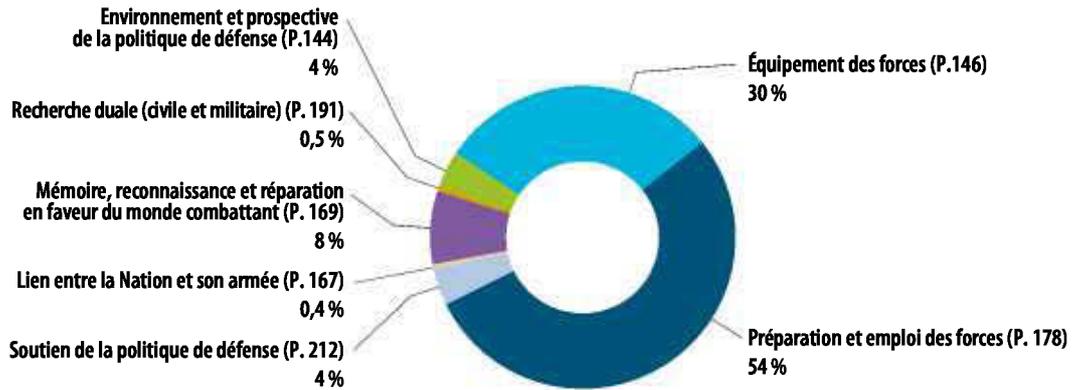


Répartition par programme des crédits de paiement (CP) de la mission « Anciens combattants » en 2010

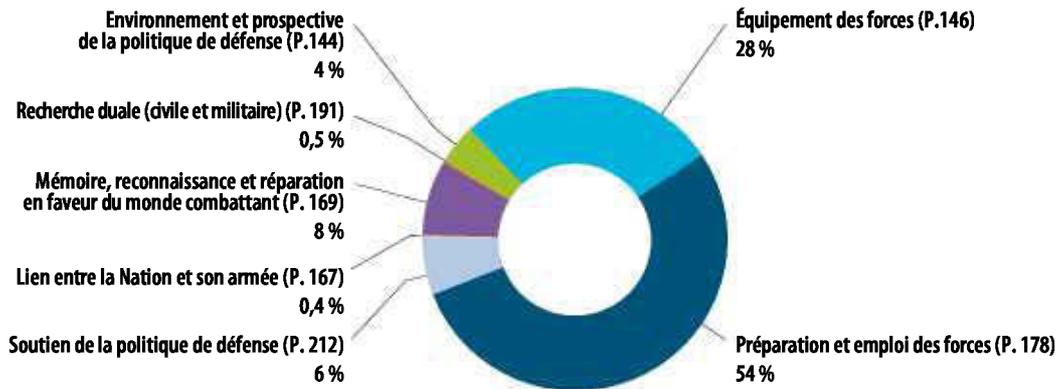


### 2.3.4 La répartition des crédits de paiement (CP) du ministère de la défense par programme

Répartition des crédits de paiement en 2009



Répartition des crédits de paiement en 2010



## 2.4 L'exécution du budget du ministère de la défense au format Lolf

### 2.4.1 L'exécution du budget du ministère de la défense par destination (missions, programmes) et nature (titres)

en M€		2006 (avec pensions)					2007 (avec pensions)					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
<b>Mission DÉFENSE</b>												
<b>Programmes</b>	Environnement et prospective de la politique de défense (144)	488	853	196	18	1 555	513	957	141	37	0	1 649
	Équipement des forces (146)	1 021	1 408	7 043	10	9 482	890	635	8 671	0	0	10 195
	Préparation et emploi des forces (178)	15 738	5 628	441	144	21 950	15 466	5 768	505	164	0	21 903
	Soutien de la politique de défense (212)	795	554	952	22	2 322	1 639	426	1 015	19	0	3 099
<b>Total</b>		18 040	8 444	8 631	193	35 309	18 508	7 787	10 332	220	0	36 847
<b>Mission SÉCURITÉ</b>												
<b>Programme</b>	Gendarmerie nationale (152)	5 864	1 029	444	14	7 350	6 004	1 001	453	7	0	7 465
<b>Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>												
<b>Programmes</b>	Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale (158)*	-	-	-	317	317	P. 158 transféré au budget du Premier ministre à compter de 2007					
	Lien entre la Nation et son armée (167)	187	80	4	7	278	164	83	2	3	14	265
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	56	55	0	3 254	3 365	55	53	0	3 311	0	3 419
<b>Total</b>		242	135	5	3 578	3 960	219	135	2	3 314	14	3 684
<b>Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>												
<b>Programme</b>	Recherche duale (civile et militaire) (191)	-	198	-	-	198	0	196	0	0	0	196
<b>TOTAL MISSIONS MINDEF</b>		24 146	9 806	9 080	3 785	46 817	24 731	9 119	10 787	3 541	14	48 192

Titre 2 Dépenses de personnel

Titre 3 Dépenses de fonctionnement

Titre 5 Dépenses d'investissement

Titre 6 Dépenses d'intervention

Titre 7 Dépenses d'opérations financières

Les crédits inscrits au Titre 7 pour le P. 167 correspondent à des subventions d'investissement au profit des musées.

en M€		2008 (avec pensions)						2009' (avec pensions)					
		Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total	Titre 2	Titre 3	Titre 5	Titre 6	Titre 7	Total
<b>Mission DÉFENSE</b>													
<b>Programmes</b>	Environnement et prospectives de la politique de défense (144)	507	995	124	40	0	1 665	533	1 083	166	48	0	1 831
	Équipement des forces (146)	889	733	8 723	0	0	10 346	1 853	934	10 780	2	0	13 569
	Préparation et emploi des forces (178)	15 570	5 880	581	208	0	22 239	15 835	6 210	585	248	0	22 877
	Soutien de la politique de défense (212)	1 719	619	1 007	21	0	3 365	838	728	602	15	5	2 188
<b>Total</b>		18 685	8 227	10 435	268	0	37 615	19 059	8 955	12 132	313	5	40 465
<b>Mission SÉCURITÉ</b>													
<b>Programme</b>	Gendarmerie nationale (152)	6 090	950	401	8	0	7 448						2
<b>Mission ANCIENS COMBATTANTS, MÉMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>													
<b>Programmes</b>	Lien entre la Nation et son armée (167)	162	76	3	5	7	253	119	30	3	2	0	154
	Mémoire, reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (169)	55	58	0	3 178	0	3 292	55	58	1	3 074	0	3 188
<b>Total</b>		217	134	3	3 184	7	3 544	174	88	4	3 076	0	3 342
<b>Mission RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR</b>													
<b>Programme</b>	Recherche d'urgence (civile et militaire) (191)	0	195	0	0	0	195	0	200	0	0	0	200
<b>TOTAL MISSIONS MINDEF</b>		24 992	9 505	10 839	3 460	7	48 802	19 233	9 243	12 137	3 389	5	44 007

Titre 2 Dépenses de personnel

Titre 3 Dépenses de fonctionnement

Titre 5 Dépenses d'investissement

Titre 6 Dépenses d'intervention

Titre 7 Dépenses d'opérations financières

1. Version au 27 janvier 2010 non définitive.

2. Le P. 152 relève du ministère de l'intérieur, de l'Outre-mer et des collectivités territoriales depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Les crédits inscrits au titre 7 pour le P. 167 correspondent à des subventions d'investissement au profit des musées. Les crédits inscrits au titre 7 pour le P. 212 correspondent à une dotation en fonds propres pour le Service hydrographique et océanographique de la marine (SHOM).

## 2.5 Les principales données comptables : la Défense dans le bilan de l'État

Les actifs et passifs de la défense dans le bilan de l'État (données issues des FII\* 2008 retraitées)

ACTIF (en M€) (hors CEA)	Bilan de clôture 31 décembre 2008			31 décembre 2007
	Valeur brute	Amortissement et dépréciations	Valeur nette	Valeur nette
<b>• Immobilisations incorporelles</b>	<b>31 835</b>	<b>10 217</b>	<b>21 618</b>	<b>21 544</b>
- Logiciels acquis et produits en interne	330	220	110	59
- Brevets	1	0	1	0
- Développements militaires qualifiés	19 912	9 997	9 915	11 136
- Développements militaires en cours	11 592	0	11 592	10 349
<b>• Immobilisations corporelles</b>	<b>135 710</b>	<b>52 945</b>	<b>82 764</b>	<b>68 729</b>
- Parc immobilier	21 586	45	21 541	19 864
- Parc immobilier en cours	2 834	0	2 834	2 834
- Matériel technique, industriel et outillage	4 751	2 945	1 806	282
- Matériels militaires	88 535	47 682	40 852	29 435
- Équipement militaire en cours	15 403	0	15 403	16 000
- Autres immobilisations corporelles	2 601	2 273	328	314
<b>• Stocks</b>	<b>31 754</b>	<b>3 699</b>	<b>28 055</b>	<b>31 447</b>
<b>• Trésorerie</b>	<b>865</b>	<b>0</b>	<b>865</b>	<b>918</b>
<b>• Comptes de régularisation actif</b>	<b>160</b>	<b>0</b>	<b>160</b>	<b>67</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>200 325</b>	<b>66 862</b>	<b>133 463</b>	<b>122 705</b>
<b>PASSIF (en Md€)</b>			<b>31 décembre 2008</b>	<b>31 décembre 2007</b>
<b>• Provisions pour risques</b>			<b>74</b>	<b>108</b>
<b>• Provisions pour charges</b>			<b>3 048</b>	<b>1 187</b>
- Provisions pour charges de personnel			1 986	952
- Provisions pour domaine immobilier			315	197
- Provisions pour charges de démantèlement			748	38
<b>• Dettes - Charges à payer</b>			<b>2 853</b>	<b>2 732</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>			<b>5 975</b>	<b>4 027</b>

Source : DAF/SDFFC

\* Fiches informatisées d'inventaire

Par rapport au bilan général de l'État, le poids de la défense est prépondérant.

Il représente (en valeur brute)

- 95 % des immobilisations incorporelles de l'État,
- 90 % des immobilisations corporelles (matériel militaire et autres immobilisations corporelles),
- 96 % des stocks.

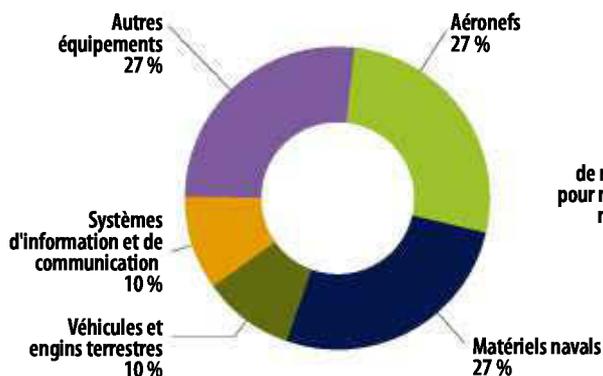
### Poids du ministère de la défense par rapport au bilan général de l'État

en Md€ (valeur brute)

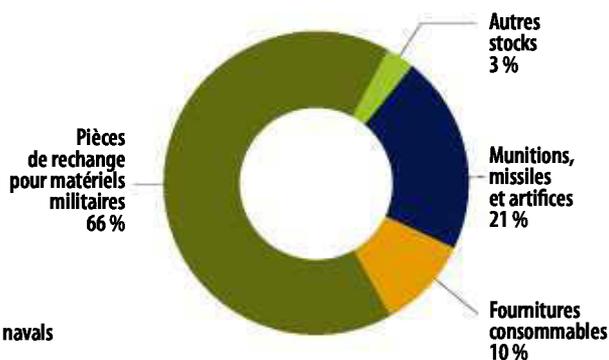
Actif	ÉTAT	MINDEF	% MINDEF
	31 décembre 2008	31 décembre 2008	31 décembre 2008
Logiciels et brevets	1,2	0,3	25
Développements	19,9	19,9	100
Développements en cours	12,5	11,6	93
<b>Sous-total immobilisations incorporelles</b>	<b>33,6</b>	<b>31,8</b>	<b>95</b>
Parc immobilier hors routes	56,0	24,4	44
<b>Sous-total parc immobilier</b>	<b>56,0</b>	<b>24,4</b>	<b>44</b>
Matériel technique et autres immobilisations corporelles	23,4	7,4	32
Matériels militaires	88,5	88,5	100
Immobilisations corporelles en cours	29,6	30,8	104
<b>Sous-total matériels militaires et autres immobilisations corporelles</b>	<b>141,4</b>	<b>126,7</b>	<b>90</b>
<b>Stocks</b>	<b>36,5</b>	<b>34,9</b>	<b>96</b>

Source: DAF/SDFFC

Équipement militaire en service  
au 31 décembre 2008  
(en valeur nette)



Composition des stocks par nature  
au 31 décembre 2008  
(en valeur nette)



## 2.6 Le parc des principaux équipements des trois armées en 2009

### 2.6.1 Les principaux équipements de l'armée de terre

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
<b>Blindés</b>	<b>6 490</b>	<b>Systèmes d'armes antichars</b>	<b>1 290</b>
<b>Chars de combat à chenilles</b>		Poste de tir Milan	543
Leclerc	254	Hot	47
Leclerc DCL (dépanneur)	20	Eryx	700
AMX 30 D	50		
<b>Chars à roues</b>			
AMX 10 RC	313	<b>Hélicoptères</b>	<b>335</b>
ERC 90 Sagaie	144	Gazelle tout type	189
		Tigre	28
<b>Véhicules légers blindés (VTT-VCI)</b>		Cougar	24
Transport de troupes (VAB tout type)	3 700	Puma SA 330	94
Véhicules blindés légers (VBL-VB2L)	1 522		
AMX 10 P	433		
EBG et SDPMAC*	54		
<b>Artillerie classique</b>	<b>641</b>	<b>Systèmes d'armes sol-air</b>	<b>216</b>
Canons (155 mm)	112	Hawk	12
Automoteur (Caesar)	42	Poste de tir Mistral	204
VOA AMX 10	56		
Mortiers (81 mm et 120 mm)	399		
Lance-roquettes multiples (LRM)	32		

\* Système de déminage pyrotechnique pour mines antichars.

### 2.6.2 Les principaux équipements de l'armée de l'air

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
<b>Avions de combat</b>	<b>320</b>	<b>Avions ravitailleurs</b>	<b>14</b>
Polyvalents (Rafale)	42	C135/KC 135	
Nucléaire et assaut conventionnel (Mirage 2000N)	61		
Assaut conventionnel (Mirage D/Mirage F1 CT)	82		
Défense aérienne (Mirage 2000-5/ Mirage 2000 B et C)	95		
Reconnaissance tactique (Mirage F1 CR)	40		
<b>Avions de transport</b>	<b>89</b>	<b>Avions de formation et d'entraînement</b>	<b>133</b>
Transport stratégique (Airbus 340/Airbus 310)	5	Formation des pilotes de chasse (Alphajet)	110
Transport tactique (C130/C160)	65	Formation des pilotes de transport (Xingu)	23
Cargos légers (CN 235)	19	Écoles de début et formation au pilotage de base: prestations externalisées	
<b>Avions de liaison et soutien</b>	<b>33</b>	<b>Hélicoptères</b>	<b>81</b>
Détection, commandement et contrôle aéroportés (E-3F SDCA)	4	Défense aérienne - mesures actives de sûreté aérienne (Fennec)	41
Recueil de renseignement électromagnétique (C160G)	2	Recherche et sauvetage au combat (EC725/ Cougar)	9
Transport VIP (A319/Falcon 900/Falcon 50)	7	Transport (Super Puma/Puma)	31
Liaison (TBM700/DHC6)	20		

### 2.6.3 Les principaux équipements de la marine

Équipements	Nombre	Équipements	Nombre
<b>Force océanique stratégique</b>	<b>4</b>	<b>Aviation embarquée*</b>	<b>115</b>
Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE)		Super-Étendard	46
		Rafale (dont 9 F1)	23
		Hawkeye	3
<b>Bâtiments de combat et de soutien</b>	<b>78</b>	Lynx	27
Sous-marins d'attaque	6	Panther/HC 4	16
Porte-avions	1		
Bâtiments de projection	4		
Frégates de premier rang <sup>1</sup>	18	<b>Surveillance et sauvetage</b>	<b>26</b>
Frégates de surveillance	6	Guardian/Falcon 200	5
Patrouilleurs de haute mer <sup>2</sup>	19	Falcon 50	4
Bâtiments de guerre des mines <sup>3</sup>	14	Dauphin SP	6
Bâtiments de soutien <sup>4</sup>	6	Dauphin Pedro	3
Bâtiments de transport légers et patrouilleurs	4	Super Frelon	8
<b>Moyens amphibies</b>	<b>19</b>	<b>Aviation de patrouille maritime*</b>	<b>27</b>
EDIC/CDIC - CTM		Atlantique 2	
<b>Police et surveillance</b>	<b>40</b>	<b>Soutien, formation et entraînement*</b>	<b>71</b>
Patrouilleurs et vedettes côtières	15	Alouette III	27
		Nord 262	11
<b>Information nautique</b>	<b>5</b>	DA 10	6
Bâtiments océanographiques et hydrographiques		Xingu	11
		Rallye	9
		Cap 10	7
<b>Drainage et surveillance des chenaux</b>	<b>16</b>		
Bâtiments et vedettes			
<b>Lutte contre les pollutions</b>	<b>20</b>		
Remorqueurs, bâtiments de soutien et patrouilleurs			
<b>Formation et entraînement</b>	<b>18</b>		
Bâtiments écoles et voiliers			
<b>Bâtiments scientifiques</b>	<b>3</b>		
Bâtiments d'expérimentation et d'essais			

1. Frégates anti-sous-marines, frégates de défense aérienne, frégates « Horizon » et frégates « La Fayette ».
2. Avisos et P 400.
3. Dont le bâtiment de soutien et de commandement de guerre des mines.
4. Pétroliers ravitailleurs, bâtiments ateliers et de soutien auxiliaires.

\* *Aéronefs en parcs*

## 2.7 Le domaine immobilier de la défense en métropole

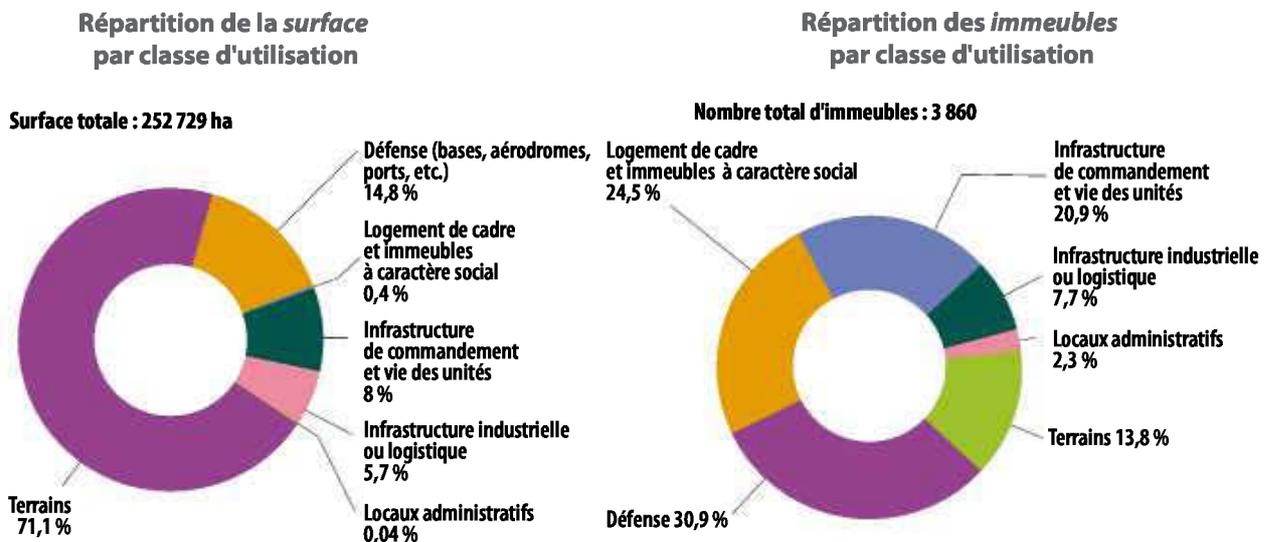
Entre 2008 et 2009, on constate que le nombre d'immeubles a diminué de 908. Cela est en partie dû au fait que les immeubles gendarmerie ne sont plus comptabilisés, celle-ci dépendant désormais du ministère de l'intérieur.

Le critère le plus significatif est la superficie totale du patrimoine qui a diminué de 5 077 hectares. Hors gendarmerie, la diminution reste de 2 307 hectares. Cela confirme la tendance à la baisse de ces dernières années.

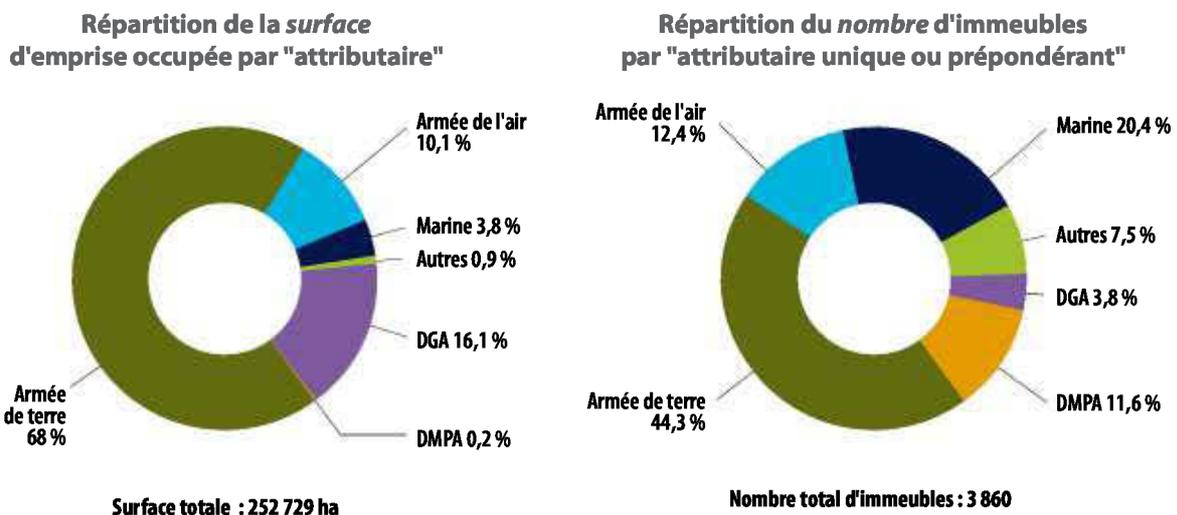
Le calcul de la superficie d'emprise par attributaire correspond à une superficie plus proche de la réalité. La superficie par attributaire correspond à des emprises dans leur totalité, mais aussi à des fractions d'emprise. Dans le cas (minoritaire) où plusieurs attributaires sont recensés sur une emprise, l'immeuble est attribué à celui occupant la plus grande surface, afin de rester dans une logique d'un attributaire pour un immeuble.

On continue de parler « d'attributaire » par commodité de langage, bien que cette notion connaisse une profonde évolution au profit de celle d'utilisateur.

### 2.7.1 La répartition du domaine par classe d'utilisation au 31 décembre 2009



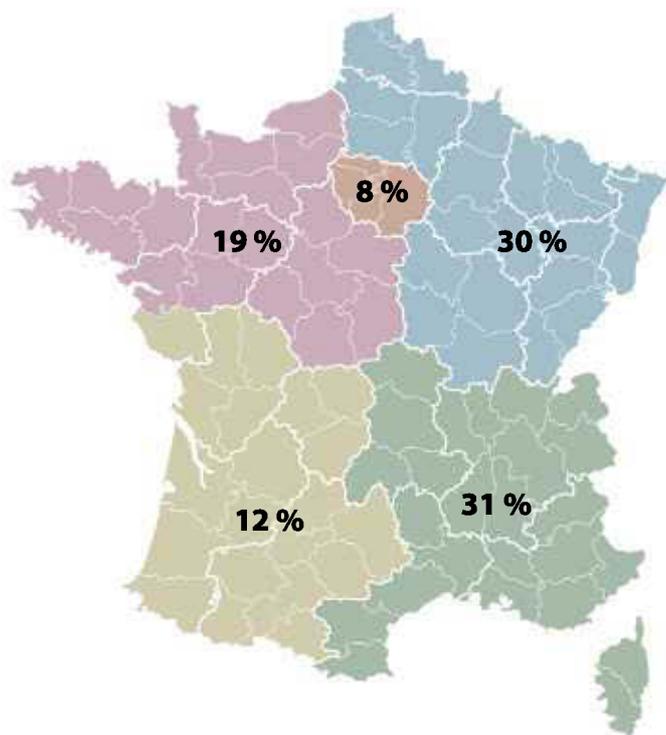
### 2.7.2 La répartition du domaine par attributaire au 31 décembre 2009



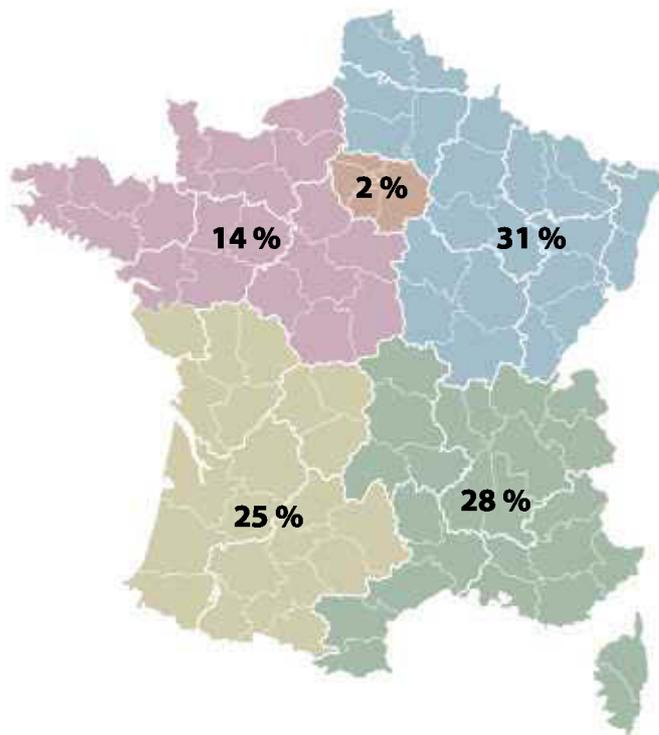
Source : ministère de la défense, direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D)

### 2.7.3 La répartition du domaine immobilier de la défense en métropole par région militaire au 31 décembre 2009\*

Répartition du *nombre* d'immeubles par région



Répartition de la *surface* par région



\* Découpage géographique des régions terre, tous attributaires confondus.

Source: ministère de la défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives (G2D).





### **3. LES EFFECTIFS DE LA DÉFENSE**

Les résultats exposés sont issus de plusieurs traitements dont le principal est le recensement des agents de la défense réalisé par la cellule statistique de l'Observatoire économique de la défense.

Le thème de l'impact économique et social de la défense est développé avec une cartographie de l'impact économique des revenus des militaires dans les régions françaises.

### 3.1 L'évolution des effectifs du ministère de la défense en France

#### 3.1.1 Les effectifs du ministère de la défense : personnel civil, personnel militaire en activité et appelés

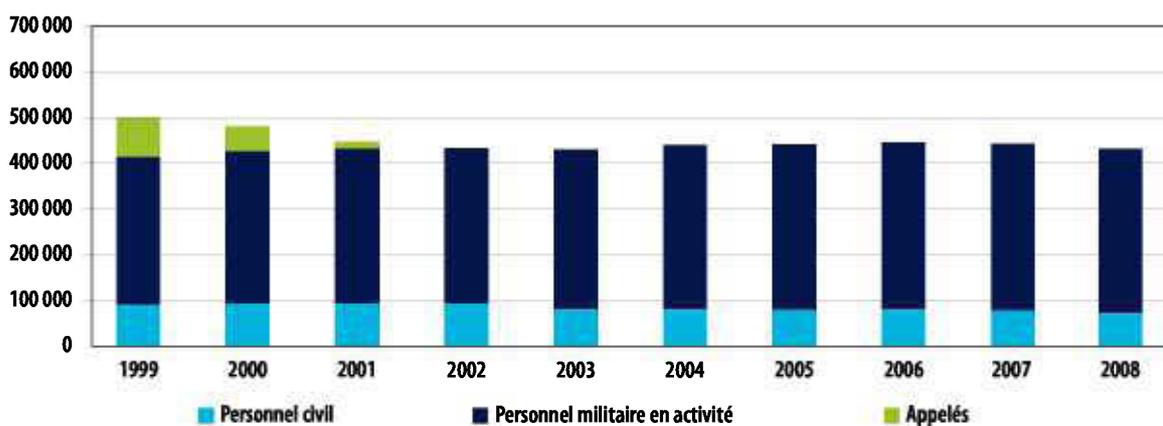
Évolution des effectifs totaux de la défense

Année	Civils	Personnel militaire en activité	Appelés	Total
1999	90 899	324 408	84 255	499 562
2000	94 076*	332 346	53 574	479 996
2001	93 523	339 006	13 654	446 183
2002	93 427	339 523	0	432 950
2003	81 229 <sup>1</sup>	347 490	0	428 719
2004	80 585	358 123	0	438 708
2005	79 470	361 085	0	440 555
2006	80 735	364 009	0	444 744
2007	79 637	362 485	0	442 122
2008	76 587	357 106	0	433 693

Sources : ministère de la défense, DRH-MD/SPGRH/PRH, observatoire économique de la défense

\* À partir de 2000, les effectifs du personnel civil incluent les services chargés des anciens combattants  
1. Hors ouvriers DCN.

Évolution des effectifs totaux de la défense



### 3.1.2 Les effectifs militaires : personnel en activité

Effectif moyen du personnel militaire en activité des trois armées, de la gendarmerie, de la DGA et des autres services, par catégorie de grade en 2008

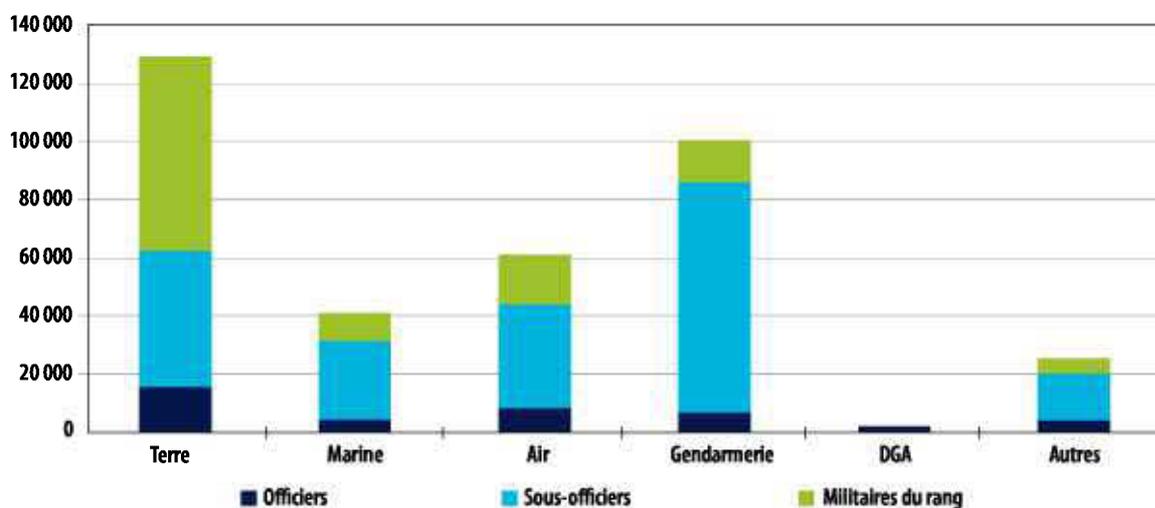
Catégorie	Terre	Marine	Air	Gendarmerie	DGA	Autres*	Total
Officiers	16 328	4 774	8 589	7 212	1 945	4 498	43 346
Sous-officiers	45 761	26 136	34 749	79 119	111	9 863	195 740
Militaires du rang	66 383	8 655	17 216	14 310	109	11 347	118 020
Total	128 472	39 565	60 554	100 640	2 165	25 708	357 106

Source : ministère de la défense, observatoire économique de la défense

\* Administration centrale, affaires pénales, SSA, SEA, PPE, DGA, CGA et hors budget.

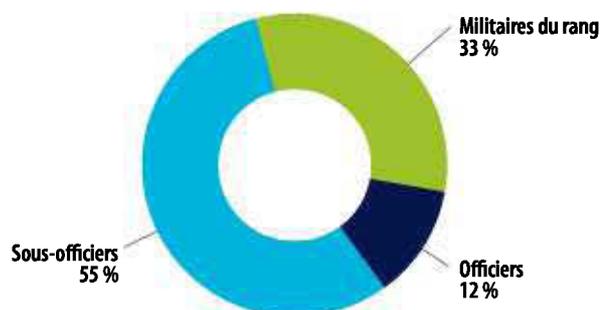
NB : les nombres ont été arrondis à l'unité supérieure.

Effectifs militaires en activité



55

Ensemble du personnel militaire en activité



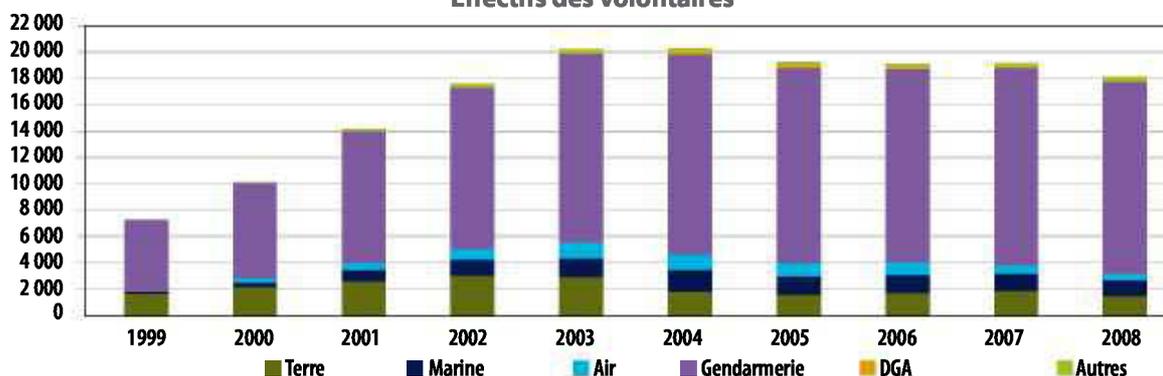
## Évolution des volontaires des trois armées, de la Gendarmerie, de la DGA et des autres services

Année	Terre <sup>1</sup>	Marine	Air	Gendarmerie	DGA	Autres <sup>2</sup>	Total
1999	1 723	135	10	5 443	0	18	7 311
2000	2 162	408	275	7 278	0	63	10 123
2001	2 635	841	553	9 999	15	136	14 043
2002	3 031	1 252	841	12 196	75	195	17 395
2003	2 951	1 441	1 210	14 284	131	230	20 017
2004	1 889	1 592	1 171	15 214	165	227	20 031
2005	1 631	1 369	1 001	14 839	143	260	18 983
2006	1 752	1 369	930	14 698	141	226	19 116
2007	1 905	1 328	594	14 968	121	232	19 147
2008	1 517	1 220	506	14 524	80	289	18 056

Source: DRH-MD/SPGRH/PRH

1. À compter de 2007, les élèves de l'École polytechnique, décomptés par l'armée de terre, sont comptabilisés parmi les officiers de la DGA.
2. SSA, SEA, CGA, SID, affaires pénales pour les militaires, autres services.

### Effectifs des volontaires



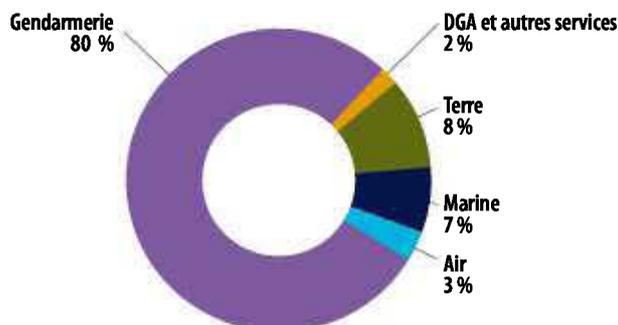
### Répartition des volontaires des trois armées, de la Gendarmerie et des autres services par catégorie de grade en 2008

Année	Terre <sup>1</sup>	Marine	Air	Gendarmerie	Autres <sup>2</sup>	Total
Officiers	73	105	51	170	93	492
Sous-officiers	0	0	0	451	17	468
Militaires du rang	1 444	1 115	455	13 903	179	17 096
<b>Total</b>	<b>1 517</b>	<b>1 220</b>	<b>506</b>	<b>14 524</b>	<b>289</b>	<b>18 056</b>

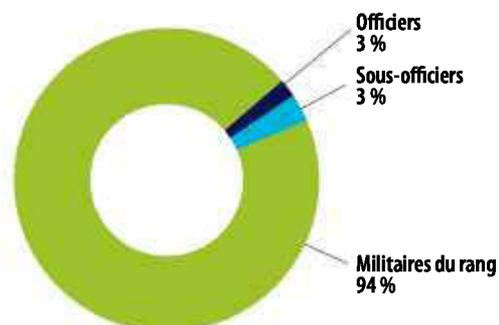
Source: DRH-MD/SPGRH/PRH

1. À compter de 2007, les élèves de l'École polytechnique, décomptés par l'armée de terre, sont comptabilisés parmi les officiers de la DGA.
2. SSA, SEA, CGA, SID, affaires pénales pour les militaires, autres services.

### Répartition des volontaires par institution



### Répartition des volontaires par catégorie



## 3.1.3 Les effectifs civils

## Évolution du personnel civil par statut

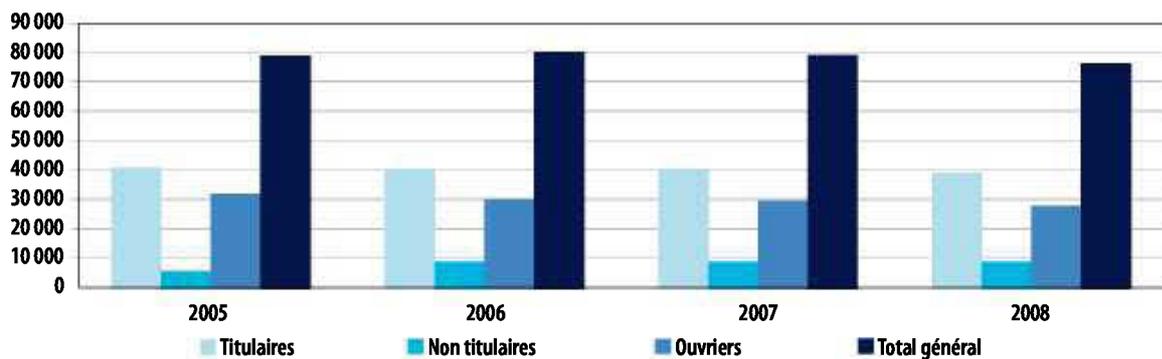
ETPt moyens annuels

Catégories	2005			2006			2007			2008			
	Hommes	Femmes	Total										
Titulaires	Cat. A	3 708	1 148	4 856	3 476	1 465	4 941	3 615	1 470	5 085	3 812	1 403	5 215
	Cat. B	7 336	4 546	11 882	6 841	4 952	11 793	6 751	5 009	11 760	6 504	4 608	11 112
	Cat. C	7 534	16 877	24 411	7 291	16 783	24 074	7 251	16 520	23 771	7 528	15 432	22 960
	Sous-total	18 578	22 571	41 149	17 608	23 200	40 808	17 617	22 999	40 616	17 844	21 443	39 287
Non titulaires	Niv. I	2 252	670	2 922	2 247	795	3 042	2 324	813	3 137	2 405	850	3 255
	Niv. II	708	251	959	983	394	1 377	944	368	1 312	912	346	1 258
	Niv. III	832	1 380	2 212	3 300	1 638	4 938	2 812	2 014	4 826	3 505	1 069	4 574
	Sous-total	3 792	2 301	6 093	6 530	2 827	9 357	6 080	3 195	9 275	6 822	2 265	9 087
<b>Total</b>	<b>22 370</b>	<b>24 872</b>	<b>47 242</b>	<b>24 138</b>	<b>26 027</b>	<b>50 165</b>	<b>23 696</b>	<b>26 194</b>	<b>49 890</b>	<b>24 666</b>	<b>23 708</b>	<b>48 374</b>	
<b>Ouvriers</b>	<b>26 445</b>	<b>5 783</b>	<b>32 228</b>	<b>25 077</b>	<b>5 493</b>	<b>30 570</b>	<b>24 479</b>	<b>5 268</b>	<b>29 747</b>	<b>23 397</b>	<b>4 816</b>	<b>28 213</b>	
<b>Total général</b>	<b>48 815</b>	<b>30 655</b>	<b>79 470</b>	<b>49 215</b>	<b>31 520</b>	<b>80 735</b>	<b>48 176</b>	<b>31 461</b>	<b>79 637</b>	<b>48 063</b>	<b>28 524</b>	<b>76 587</b>	

Source: DRH-MD/SPGRH/PRH

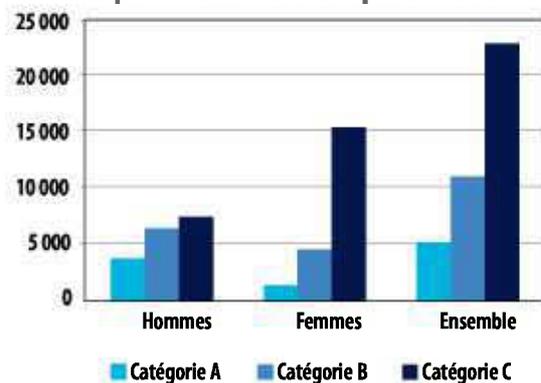
NB: l'écart dans les totaux est dû aux arrondis.

## Répartition du personnel civil par catégorie statutaire

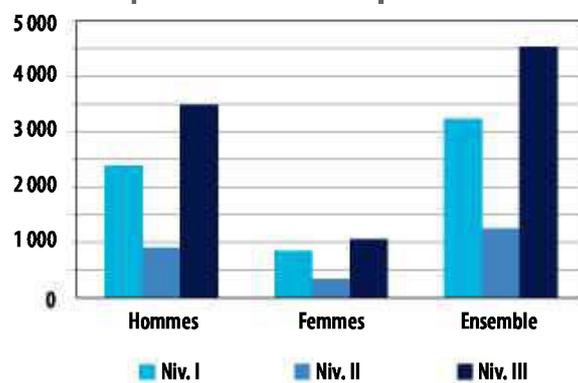


57

## Répartition du personnel civil titulaire par niveau hiérarchique en 2008



## Répartition du personnel civil non titulaire par niveau hiérarchique en 2008



## 3.2 La démographie du personnel militaire de la défense

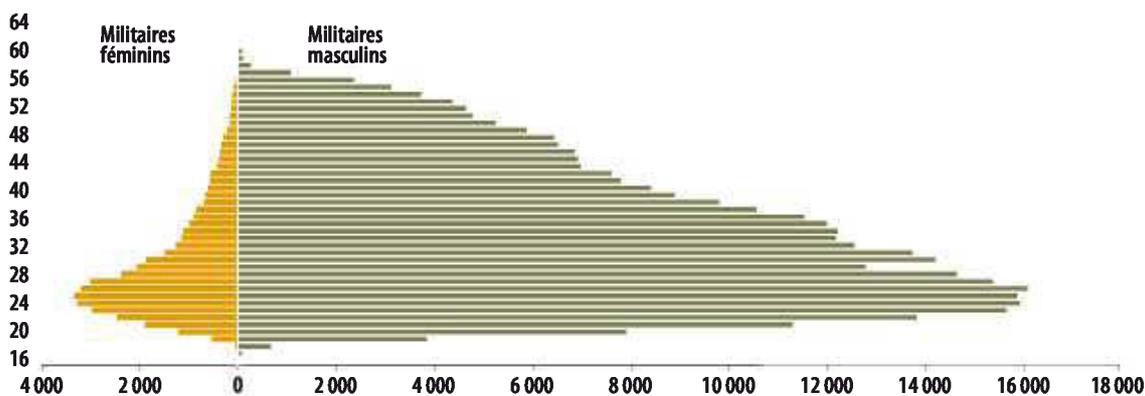
### 3.2.1 La pyramide des âges du personnel militaire en activité en 2008

Répartition par tranche d'âge et par sexe du personnel militaire en activité (effectif moyen)

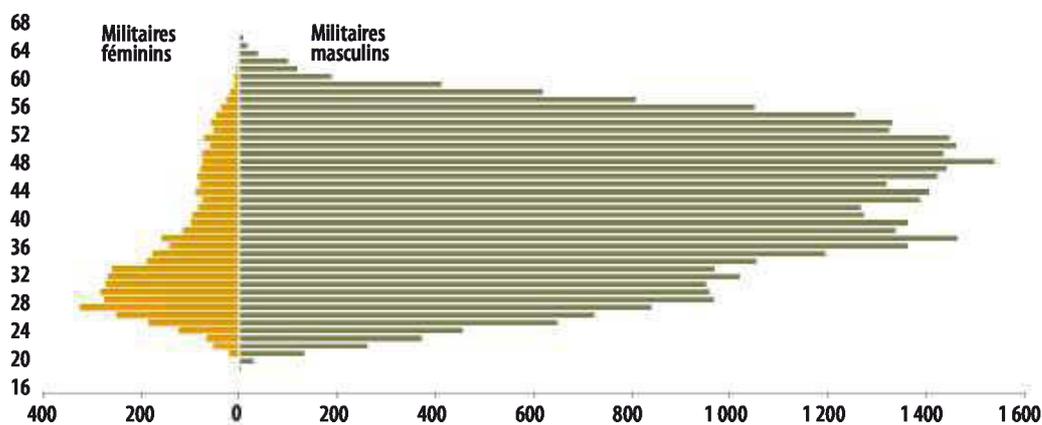
Âge	Hommes		Femmes		Total	
	Effectifs	%	Effectifs	%	Effectifs	%
de 16 à 20 ans	10675	3,5	1989	3,9	12665	3,5
de 21 à 25 ans	58813	19,2	14084	27,8	72896	20,4
de 26 à 30 ans	58359	19,0	15062	29,8	73421	20,6
de 31 à 35 ans	54483	17,8	8482	16,8	62965	17,6
de 36 à 40 ans	44505	14,5	4970	9,8	49474	13,9
de 41 à 45 ans	33222	10,8	3181	6,3	36403	10,2
de 46 à 50 ans	27239	8,9	1847	3,7	29086	8,1
de 51 à 55 ans	17556	5,7	894	1,8	18450	5,2
de 56 à 60 ans	1640	0,5	65	0,1	1705	0,5
plus de 60 ans	40	0,0	1	0,0	41	0,01
<b>Total</b>	<b>306532</b>	<b>100,0</b>	<b>50574</b>	<b>100,0</b>	<b>357106</b>	<b>100,0</b>

Source: ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

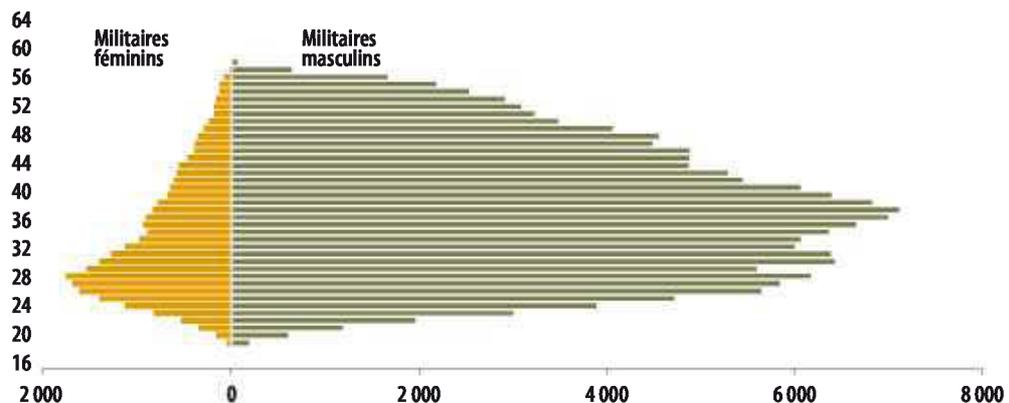
Pyramide des âges des militaires



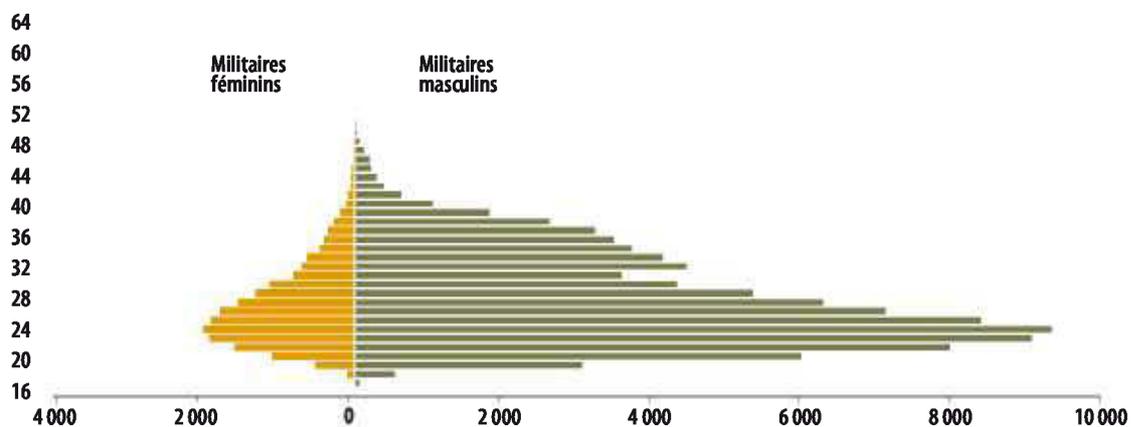
Pyramide des âges des officiers



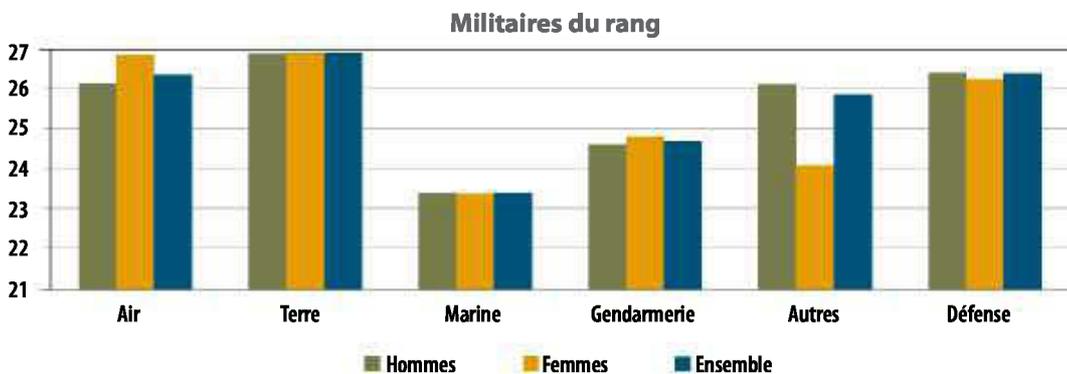
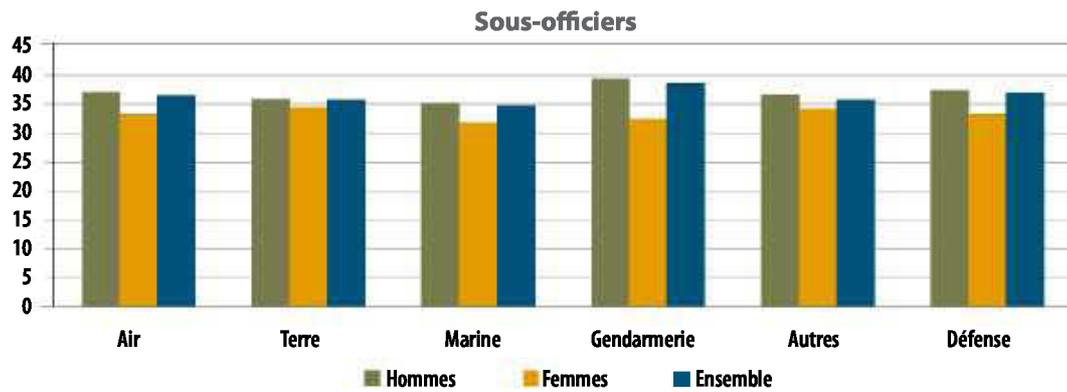
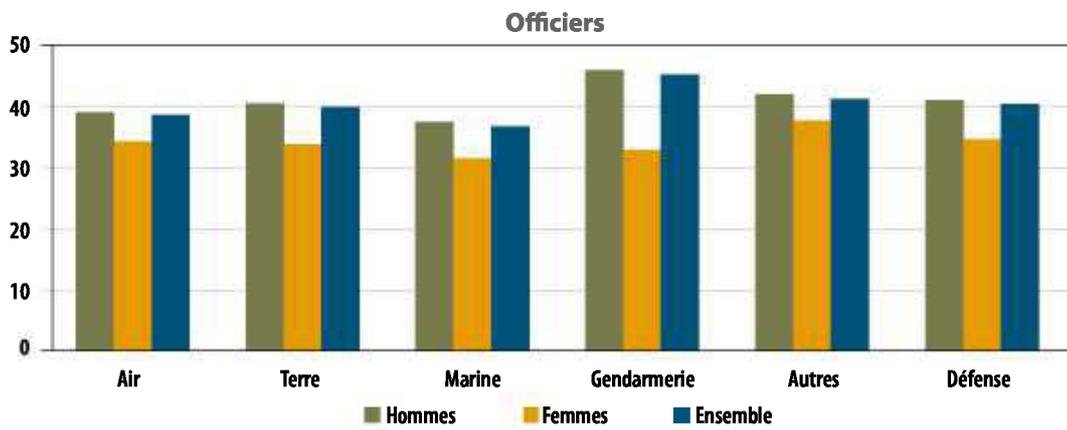
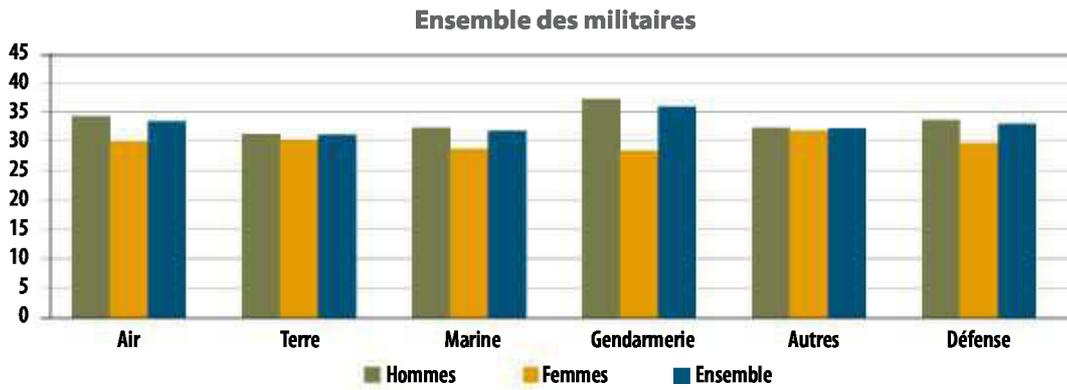
### Pyramide des âges des sous-officiers



### Pyramide des âges des militaires du rang



### 3.2.2 L'âge moyen du personnel militaire en activité en 2008



### 3.3 Les rémunérations

#### 3.3.1 Les rémunérations moyennes imposables du personnel militaire en activité

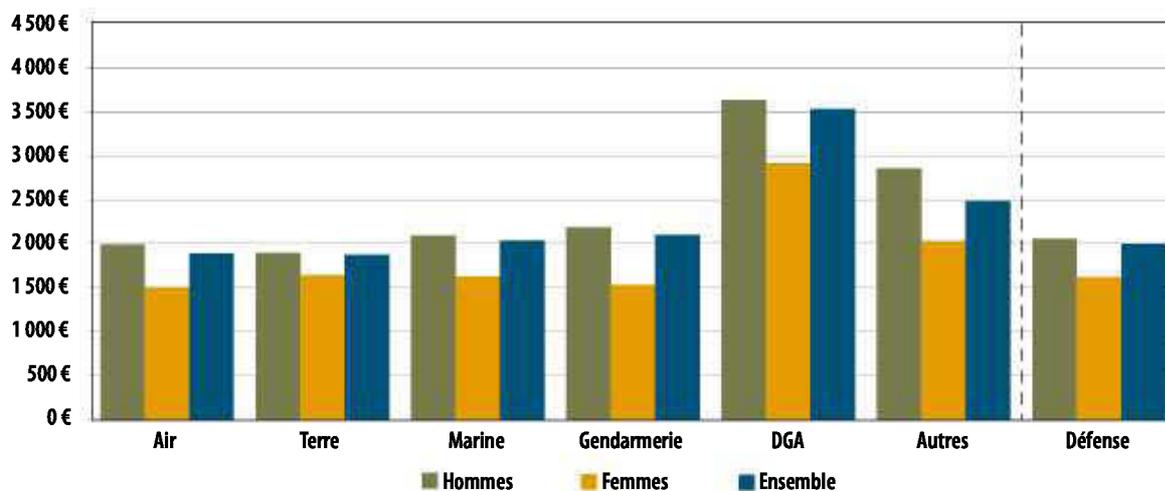
Rémunération mensuelle moyenne imposable  
du personnel militaire en activité par armée et service en 2008

en €

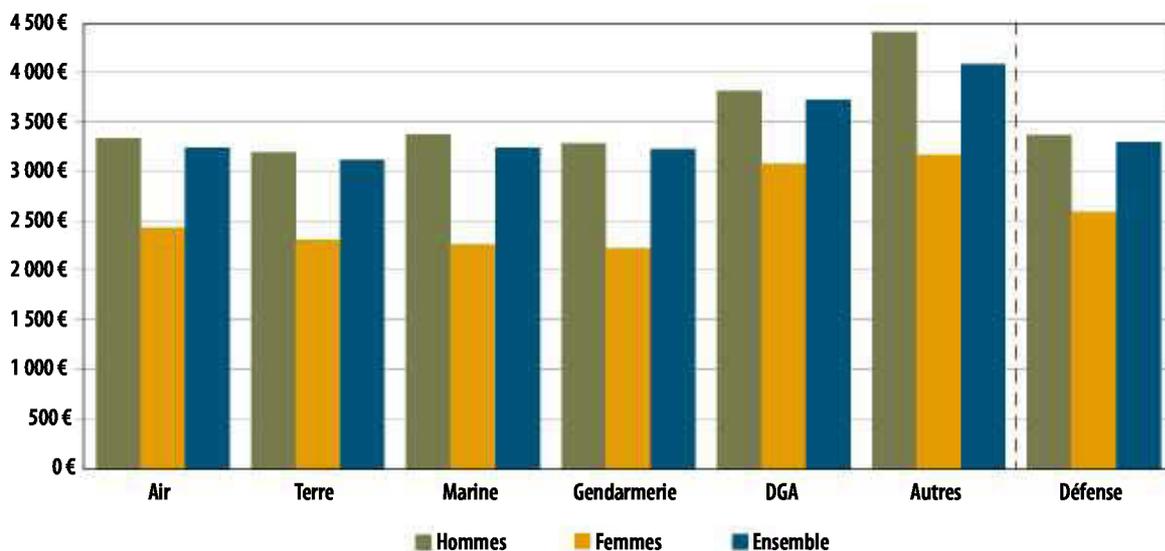
Appartenance	par sexe		par grade			Ensemble
	Hommes	Femmes	Officiers	Sous-officiers	MDR	
Air	1 975	1 488	3 241	1 835	1 271	1 874
Terre	1 885	1 631	3 117	1 980	1 465	1 858
Marine	2 074	1 613	3 241	2 005	1 386	2 019
Gendarmerie	2 174	1 523	3 230	2 193	910	2 085
DGA	3 607	2 888	3 718	2 105	1 283	3 513
Autres	2 837	2 013	4 085	2 014	1 196	2 472
Défense	2 039	1 608	3 300	2 051	1 429	1 977

Source: ministère de la défense, observatoire économique de la défense

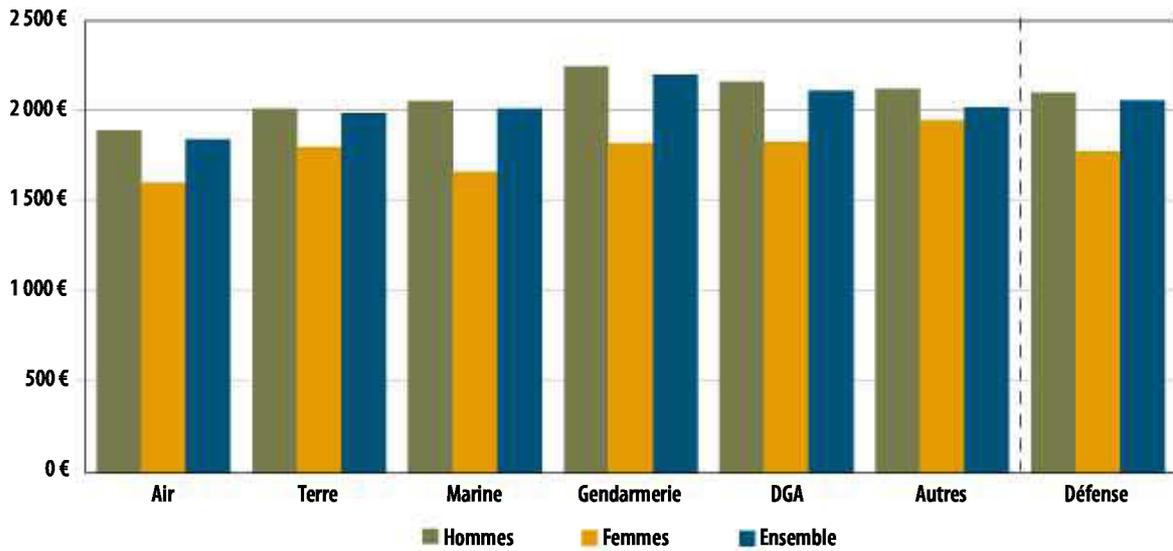
Ensemble des militaires en activité



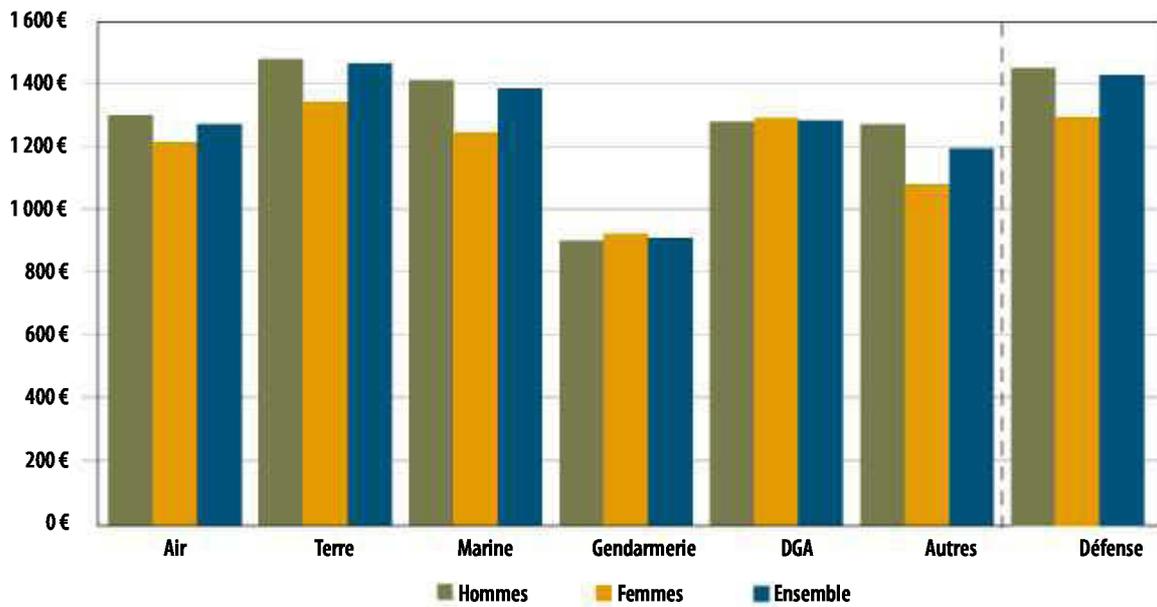
Officiers



### Sous-officiers



### Militaires du rang



## Répartition du personnel militaire par tranche de revenu imposable en 2008

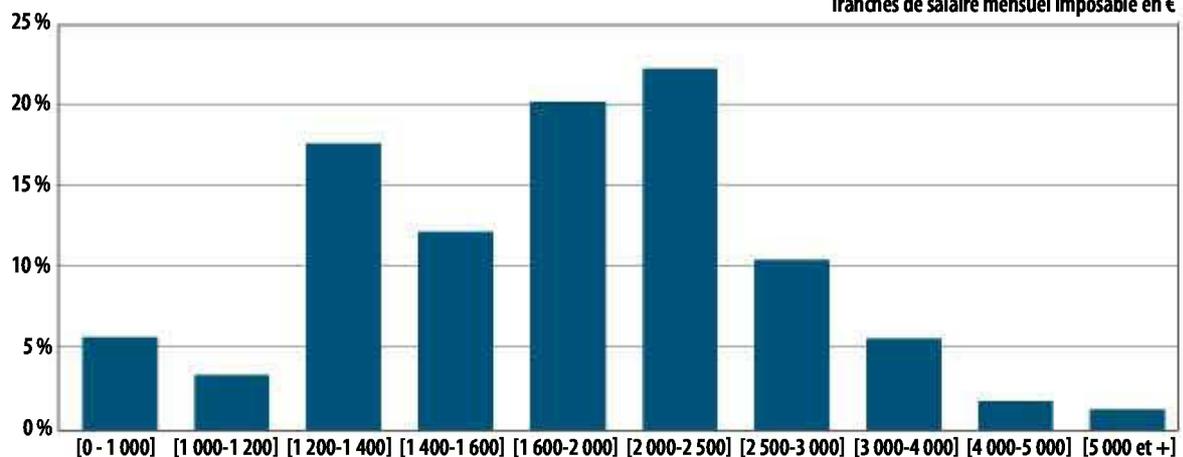
en €

Rémunération mensuelle imposable	Effectifs moyens	Part des effectifs en %	Pourcentages cumulés en %
inférieur à 1 000 €	20 354	5,7	5,7
de 1 001 à 1 200 €	12 067	3,4	9,1
de 1 201 à 1 400 €	62 634	17,5	26,6
de 1 401 à 1 600 €	43 342	12,1	38,8
de 1 601 à 2 000 €	71 735	20,1	58,8
de 2 001 à 2 500 €	79 012	22,1	81,0
de 2 501 à 3 000 €	37 079	10,4	91,4
de 3 001 à 4 000 €	20 055	5,6	97,0
de 4 001 à 5 000 €	6 313	1,8	98,7
plus de 5 000 €	4 514	1,3	100,0
<b>Total</b>	<b>357 106</b>	<b>100,0</b>	

Source : ministère de la défense, observatoire économique de la défense

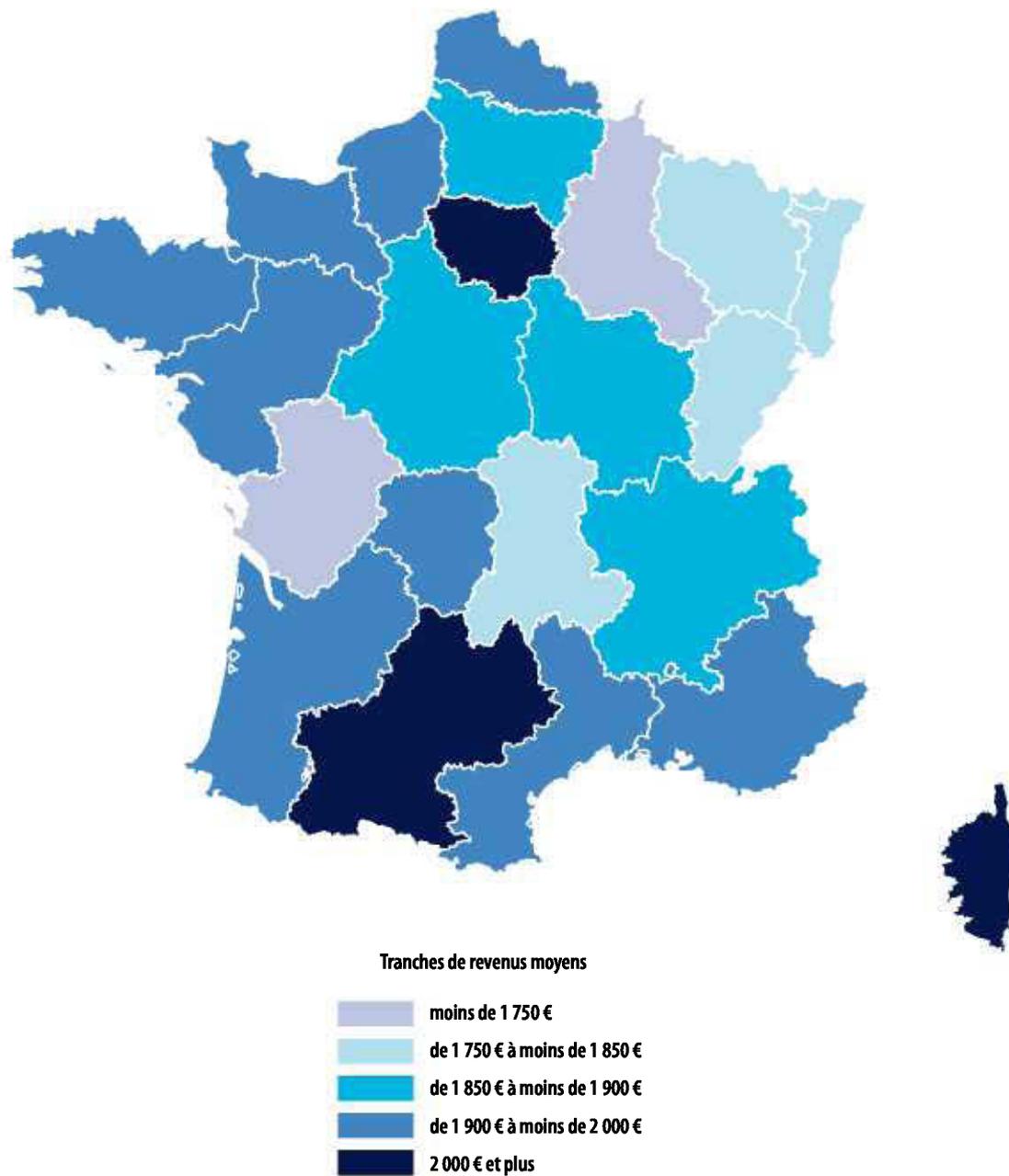
## Répartition des effectifs militaires par tranche de salaire

Tranches de salaire mensuel imposable en €

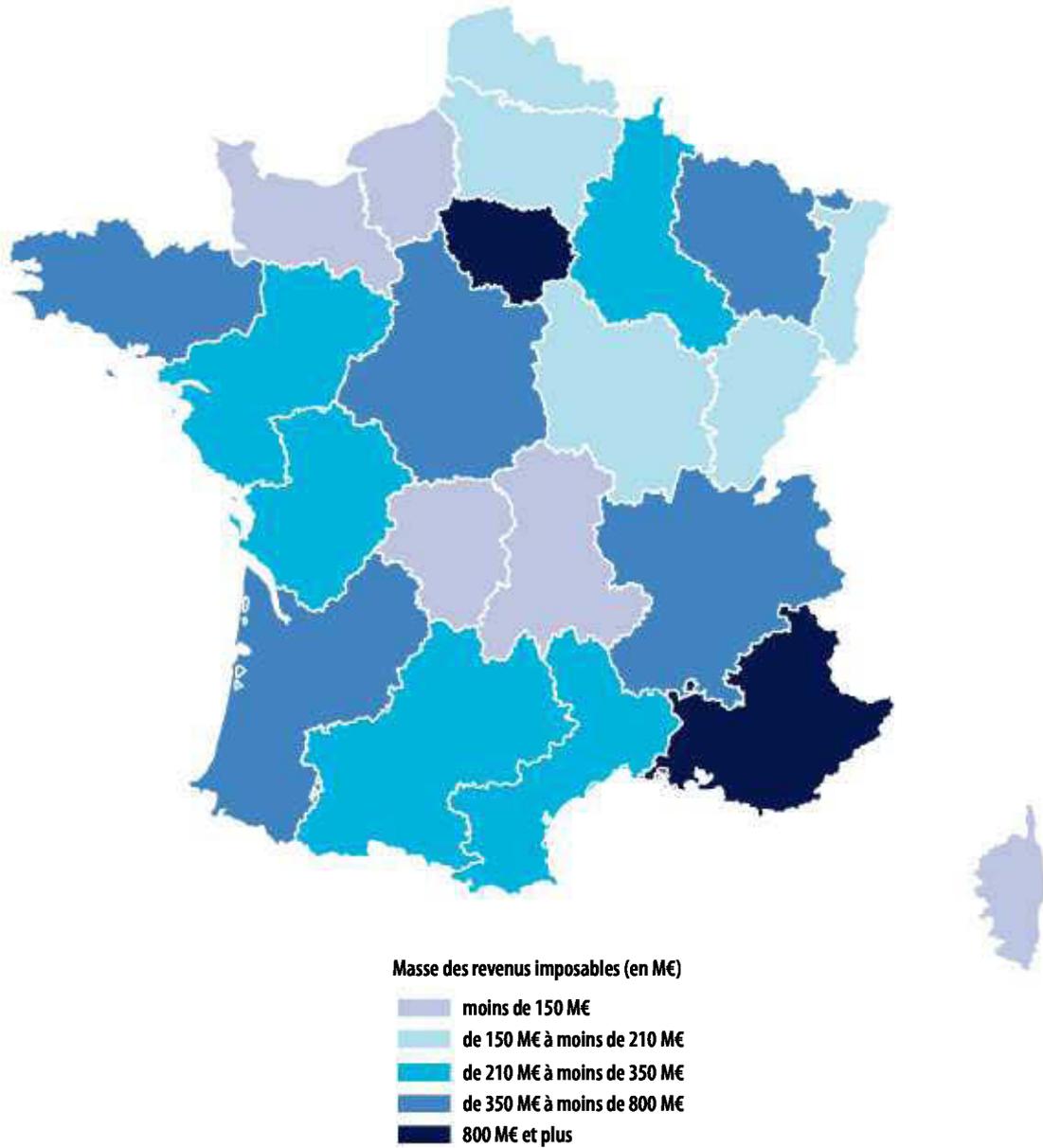


### 3.3.2 Cartographie des rémunérations du personnel militaire en activité

Revenu mensuel moyen imposable des militaires par région en 2008



### Masse des revenus imposables des militaires (en M€) en 2008



Source: ministère de la défense, observatoire économique de la défense



## 3.4 Les retraites et les pensions

### 3.4.1 L'évolution des effectifs de pensionnés militaires et civils (ayants droit)

effectifs physiques

Catégories	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008 <sup>1</sup>
Officiers	59 135	59 546	59 904	60 138	60 069	60 318	60 328	60 093	60 133	60 043
Sous-officiers	257 593	260 748	264 600	266 941	267 574	268 716	268 944	267 475	267 786	269 158
Militaires du rang (et non-assimilés*)	25 405	25 781	26 212	26 551	26 982	27 416	27 729	28 669	30 233	32 141
<b>Total des militaires</b>	<b>342 333</b>	<b>346 075</b>	<b>350 716</b>	<b>353 630</b>	<b>354 625</b>	<b>356 450</b>	<b>357 001</b>	<b>356 237</b>	<b>358 152</b>	<b>361 342</b>
Fonctionnaires	20 202	20 395	20 563	20 705	21 007	23 429	23 579	23 990	24 473	24 809
Ouvriers	66 194	66 352	66 025	65 143	64 034	62 696	62 024	61 677	61 241	61 801
<b>Total des civils</b>	<b>86 396</b>	<b>86 747</b>	<b>86 588</b>	<b>85 848</b>	<b>85 041</b>	<b>86 125</b>	<b>85 603</b>	<b>85 667</b>	<b>85 714</b>	<b>86 610</b>
<b>Total pensionnés</b>	<b>428 729</b>	<b>432 822</b>	<b>437 304</b>	<b>439 478</b>	<b>439 666</b>	<b>442 575</b>	<b>442 604</b>	<b>441 904</b>	<b>443 866</b>	<b>447 952</b>

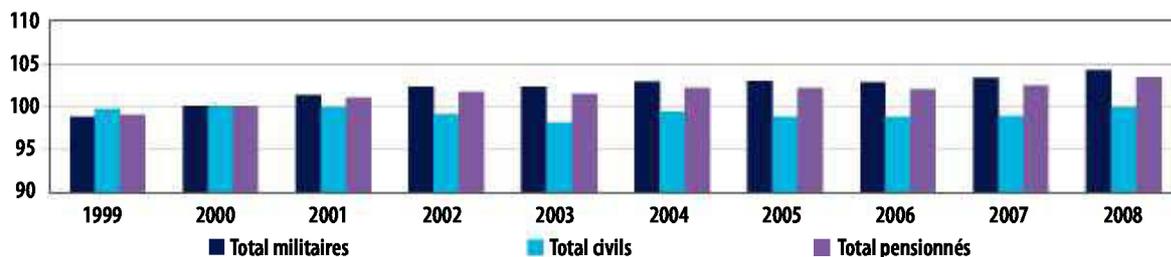
Source : ministère de la défense, DRH-MD, Sous-direction des études et de la prospective (SDEP)

1. Chiffres non consolidés.

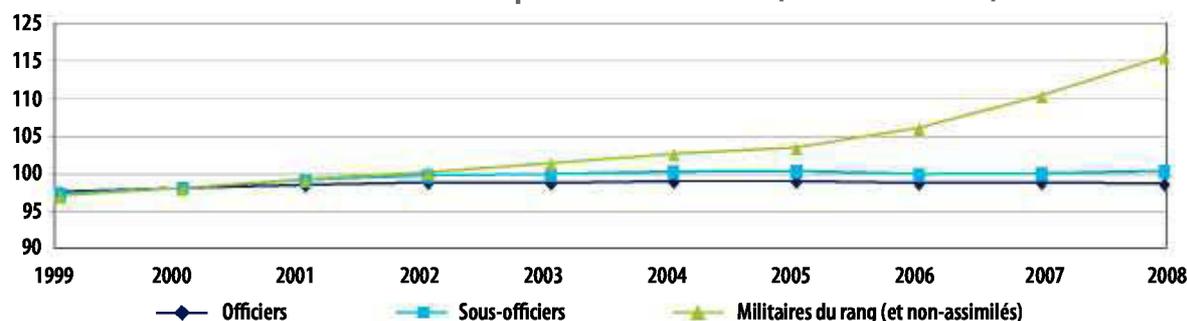
\* Les « non-assimilés » appartiennent à la catégorie militaire, mais n'ont pas de grade; ils ont servi durant la dernière guerre dans des emplois fonctionnels.

Ces chiffres sont ceux des pensions non cristallisées: ils ne prennent pas en compte les pensions versées à des militaires ou à des civils ayant servi l'État français et appartenant à des pays ayant accédé à l'indépendance.

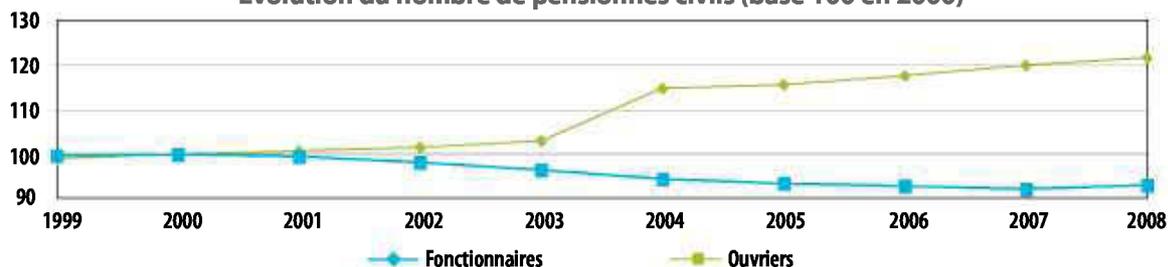
Évolution du nombre total de pensionnés (base 100 en 2000)



Évolution du nombre de pensionnés militaires (base 100 en 2000)



Évolution du nombre de pensionnés civils (base 100 en 2000)



### 3.4.2 Le poids des effectifs de pensionnés par rapport aux actifs

#### Effectifs de pensionnés et d'actifs

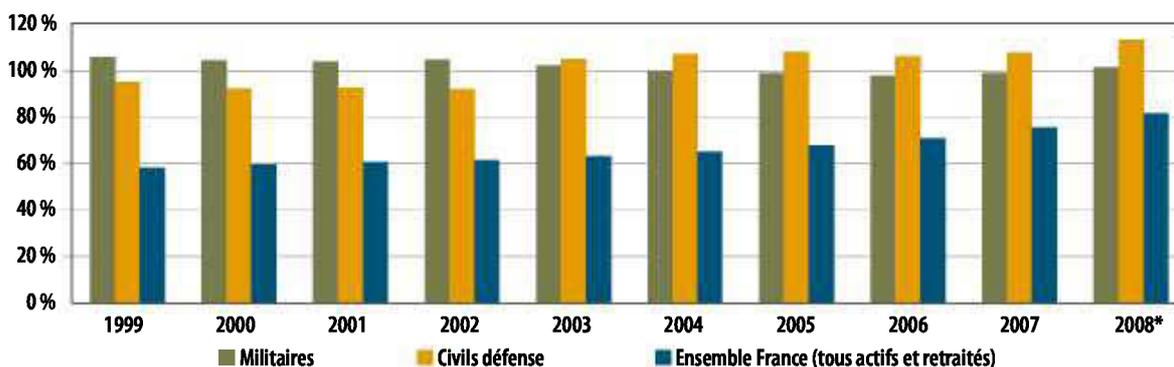
		1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008*
L1	Militaires d'active (en milliers) <sup>1</sup>	324,4	332,4	339,0	339,5	347,5	358,1	361,1	364,0	362,5	357,1
L2	Personnel civil défense (en milliers) <sup>2</sup>	90,9	94,1	93,5	93,4	81,2	80,6	79,5	80,7	79,6	76,6
L3	Nombre total agents État (en milliers) <sup>3</sup>	2 262	2 271	2 293	2 317	2 326	2 331	2 314	2 273	2 194	2 113
L4	Emploi intérieur total (en milliers) <sup>3</sup>	23 696,5	24 332,1	24 764,6	24 918,7	24 950,2	24 976,7	25 115,6	25 362,1	25 705,4	25 841,1
L5	Pensionnés militaires (ayants droit) (en milliers) <sup>4</sup>	342,3	346,1	350,7	353,6	354,6	356,5	357,0	356,2	358,2	361,3
L6	Pensionnés civils défense (ayants droit) (en milliers) <sup>2</sup>	86,4	86,7	86,6	85,8	85,0	86,1	85,6	85,7	85,7	86,6
L7	Pensionnés civils État (droits directs) <sup>4</sup>	946,4	978,6	1 011,6	1 047,1	1 093,9	1 142,2	1 180,5	1 227,3	1 280,4	1 335,5
L8	Totaux pensionnés État (droits directs) <sup>4</sup>	1 316,1	1 349,2	1 385,7	1 423,3	1 470,2	1 519,7	1 564,8	1 609,3	1 659,4	1 719,4
L9	Retraités (au niveau national) (en millions) <sup>5</sup>	12,6	12,5	12,7	12,8	13,2	13,4	13,5	14,1	14,9	15,3
Ratio L5/L1	Pensionnés militaires/militaires d'active	105,5 %	104,1 %	103,5 %	104,2 %	102,1 %	99,5 %	98,9 %	97,9 %	98,8 %	101,2 %
Ratio L6/L2	Pensionnés civils Défense/effectif civil Défense	95,0 %	92,2 %	92,6 %	91,9 %	104,7 %	106,9 %	107,7 %	106,1 %	107,6 %	113,1 %
Ratio L6/L7	Pensionnés civils Défense/pensionnés civils État	9,1 %	8,9 %	8,6 %	8,2 %	7,8 %	7,5 %	7,3 %	7,0 %	6,7 %	6,5 %
Ratio L8/L4	Total pensionnés État/emploi intérieur total	5,6 %	5,5 %	5,6 %	5,7 %	5,9 %	6,1 %	6,2 %	6,3 %	6,5 %	6,7 %
Ratio L7/L3	Total pensionnés État/total agents État	58,2 %	59,4 %	60,4 %	61,4 %	63,2 %	65,2 %	67,6 %	70,8 %	75,6 %	81,4 %

68

Sources : 1. ministère de la défense, Observatoire économique de la défense  
 2. DRH du ministère de la défense, Sous-direction des études et de la prospective (SDEP)  
 3. Insee  
 4. service des pensions du ministère de l'économie, des finances et de l'emploi  
 5. ministère de l'emploi et de la solidarité (DREES)

\* Chiffres provisoires.

#### Ratios effectifs pensionnés / actifs (en %)



\* Chiffres provisoires.

### 3.5 La réserve militaire

La réserve militaire mise en place par la loi du 22 octobre 1999 a vu son régime complété par la loi d'avril 2006 améliorant la réactivité de la réserve et ses conditions d'emploi. Cette réserve est articulée en deux ensembles : la réserve opérationnelle composée à la fois des volontaires ayant souscrit un engagement à servir dans la réserve (ESR) et d'anciens militaires soumis à l'obligation de disponibilité durant 5 ans à l'issue de leur service actif, et la réserve citoyenne, composée de volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience ou de leur intérêt pour les questions relevant de la défense nationale. Ils sont collaborateurs bénévoles du service public.

#### 3.5.1 La réserve opérationnelle

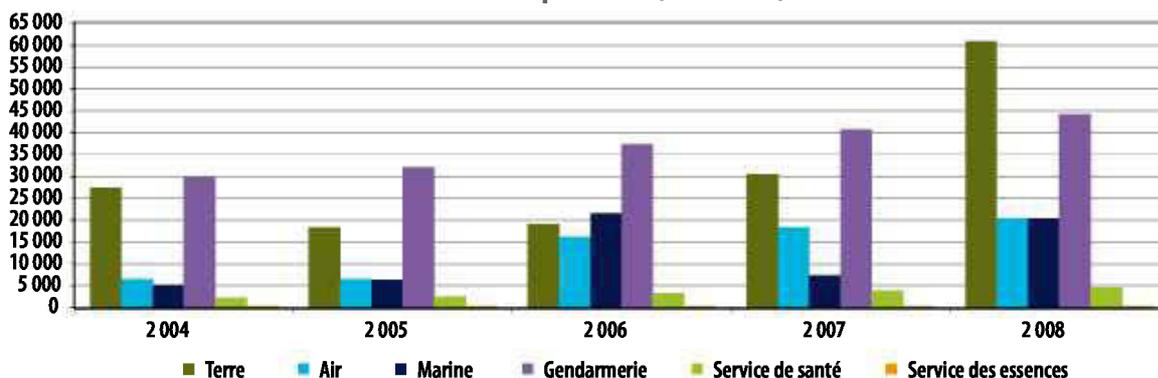
Effectifs totaux (disponibles et volontaires sous ESR) réalisés par armée, direction ou service au 31 décembre

Armée, direction, service	2004			2005			2006			2007			2008		
	Disp.	Volont.	Total	Disp.	Volont.	Total									
Terre	11 942	15 439	27 381	1 958	16 485	18 443	2 096	17 002	19 098	12 204	18 249	30 453	42 500	18 348	60 848
Air	2 031	4 369	6 400	1 577	4 823	6 400	10 859	5 260	16 119	12 549	5 824	18 373	14 990	5 362	20 352
Marine	0	5 162	5 162	800	5 493	6 293	15 863	5 660	21 523	1 140	6 199	7 339	14 053	6 372	20 425
Gendarmerie	13 267	16 430	29 697	12 808	19 295	32 103	14 806	22 503	37 309	15 566	25 179	40 745	17 921	26 372	44 293
Santé	166	2 125	2 291	157	2 401	2 558	578	2 707	3 285	714	3 216	3 930	1 053	3 500	4 553
Essences	202	89	291	192	83	275	242	97	339	282	97	379	315	90	405
DGA	0	0	0	0	28	28	0	50	50	0	63	63	0	81	81
<b>Total</b>	<b>27 608</b>	<b>43 614</b>	<b>71 222</b>	<b>17 492</b>	<b>48 608</b>	<b>66 100</b>	<b>44 444</b>	<b>53 279</b>	<b>97 723</b>	<b>42 455</b>	<b>58 827</b>	<b>101 282</b>	<b>90 832</b>	<b>60 125</b>	<b>150 957</b>

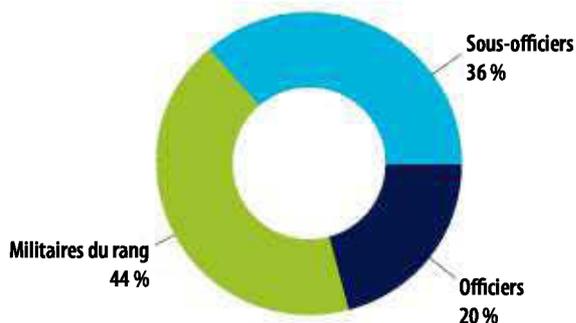
Source : Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)

Disp. : Disponibles Volont. : Volontaires

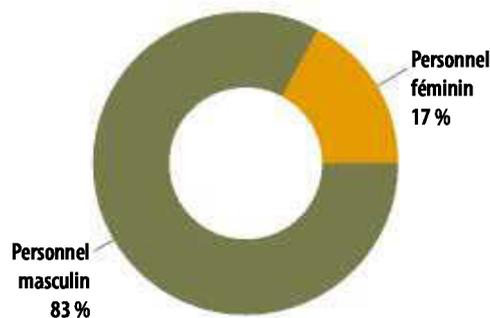
Évolution des effectifs totaux réalisés par armée, direction, ou service au 31 décembre



Répartition catégorielle des réservistes opérationnels sous ESR en 2008



Féminisation de la réserve opérationnelle sous ESR en 2008



### Répartition des volontaires sous ESR par origine et par armée, direction ou service au 31 décembre

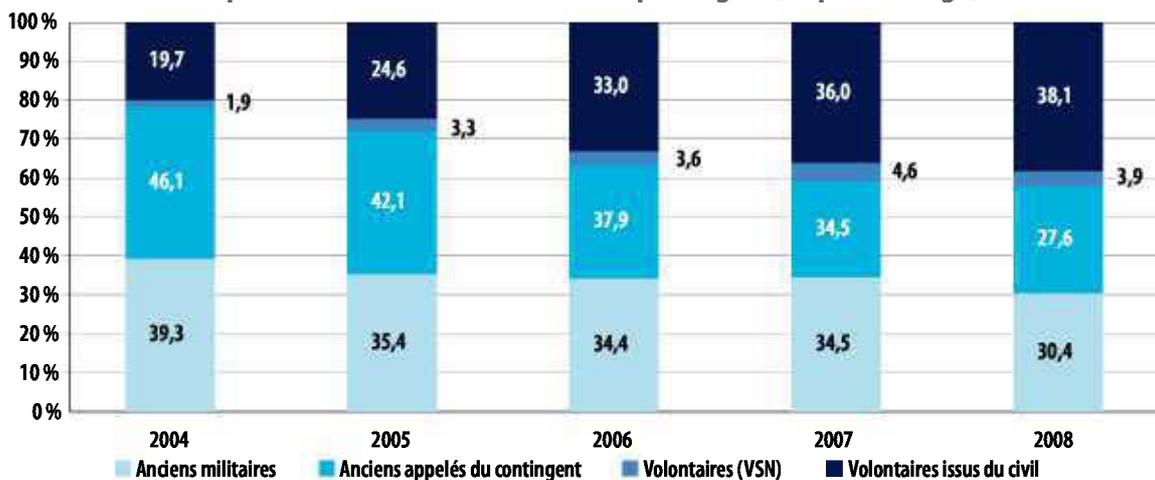
Armées Origine	Terre					Air					Marine				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
Anciens militaires	5 533	6 239	6 172	6 931	6 319	2 477	2 540	2 880	3 192	1 152	3 932	3 213	2 787	3 386	3 579
Anciens appelés du contingent	7 570	6 758	6 444	3 994	5 934	1 031	1 058	911	987	1 285	649	1 046	1 229	126	506
Volontaires (VSN)	0	0	47	56	93	96	186	35	56	37	23	43	249	575	60
Volontaires issus du civil	2 336	3 488	4 339	7 264	6 002	765	1 039	1 434	1 622	2 888	558	1 191	1 395	2 112	2 227
<b>Total</b>	<b>15 439</b>	<b>16 485</b>	<b>17 002</b>	<b>18 245</b>	<b>18 348</b>	<b>4 369</b>	<b>4 823</b>	<b>5 260</b>	<b>5 857</b>	<b>5 362</b>	<b>5 162</b>	<b>5 493</b>	<b>5 660</b>	<b>6 199</b>	<b>6 372</b>

Source: Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)

Armées Origine	Gendarmerie					Service de santé					Service des essences				
	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008	2004	2005	2006	2007	2008
Anciens militaires	4 614	5 074	5 755	6 217	6 498	279	360	415	447	628	55	55	66	70	70
Anciens appelés du contingent	8 078	8 567	8 753	8 462	7 793	1 007	961	995	1 032	1 033	33	28	31	27	20
Volontaires (VSN)	753	1 139	1 620	2 035	21	60	53	2	18	81	40	0	0	0	0
Volontaires issus du civil	2 985	4 515	6 375	8 464	9 916	839	1 077	1 079	1 672	18	21	50	0	0	0
<b>Total</b>	<b>16 430</b>	<b>19 295</b>	<b>22 503</b>	<b>25 178</b>	<b>26 372</b>	<b>2 125</b>	<b>2 401</b>	<b>2 707</b>	<b>3 159</b>	<b>3 500</b>	<b>89</b>	<b>83</b>	<b>97</b>	<b>97</b>	<b>90</b>

Source: Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRM)

### Répartition des volontaires sous ESR par origine (en pourcentage)



### 3.5.2 La réserve citoyenne

Répartition des volontaires par armée, direction, délégation ou service au 31 décembre

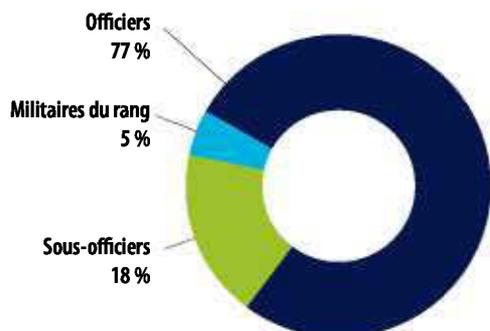
Armées Origine	2004	2005			2006*				2007				2008				
	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total	Off.	Sous-off.	MDR	Total
Terre	291	317	53	0	370	371	25	0	396	513	57	0	570	576	61	4	641
Air	1 696	314	217	53	584	334	198	75	607	331	212	85	628	349	175	62	586
Marine	14 013	6 256	11 349	8 832	26 437	3 605	4 267	2 847	10 719	4 192	4 998	3 224	12 414	252	68	13	333 <sup>(1)</sup>
Gendarmerie	2 586	409	904	1 403	2 716	133	222	170	525	189	130	55	374	253	44	10	307
Santé	642	251	13	1	265	706	228	10	944	717	249	8	974	284	69	23	376
Essences	0	0	0	0	0	1	0	0	1	2	0	0	2	2	0	0	2
DGA	0	0	0	0	0	6	0	0	6	0	0	0	0	1	10	0	1
<b>Total</b>	<b>19 228</b>	<b>7 547</b>	<b>12 536</b>	<b>10 289</b>	<b>30 372</b>	<b>5 156</b>	<b>4 940</b>	<b>3 102</b>	<b>13 198</b>	<b>5 944</b>	<b>5 646</b>	<b>3 372</b>	<b>14 962</b>	<b>1 727</b>	<b>417</b>	<b>112</b>	<b>2 256<sup>1</sup></b>

Source: Conseil supérieur de la réserve militaire (CSRMM)

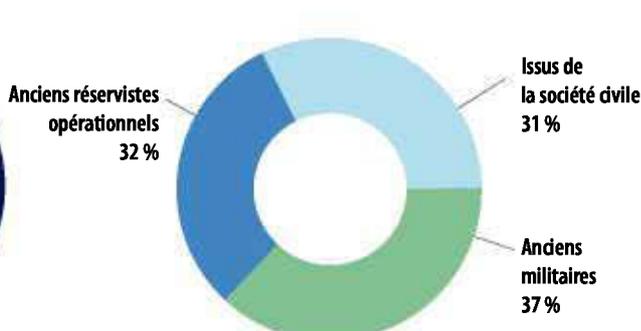
\* Depuis la modification de l'organisation de la réserve en 2006, elle ne comporte plus que les seuls volontaires agréés par l'autorité militaire en raison de leurs compétences, de leur expérience, soucieux d'apporter leur soutien à la défense nationale sans pour autant agir en qualité de militaire.

1. Ce chiffre marque une baisse significative due en majeure partie aux volontaires de l'institution marine qui ne disposaient pas d'un agrément, d'où ce différentiel entre 2007 et 2008.

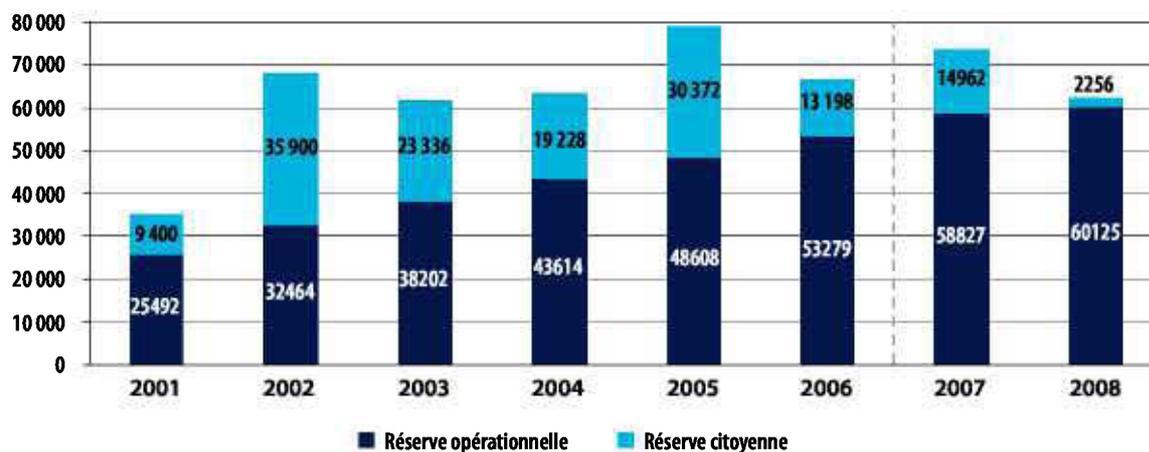
Répartition catégorielle des réservistes citoyens en 2008



Origine des réservistes citoyens en 2008



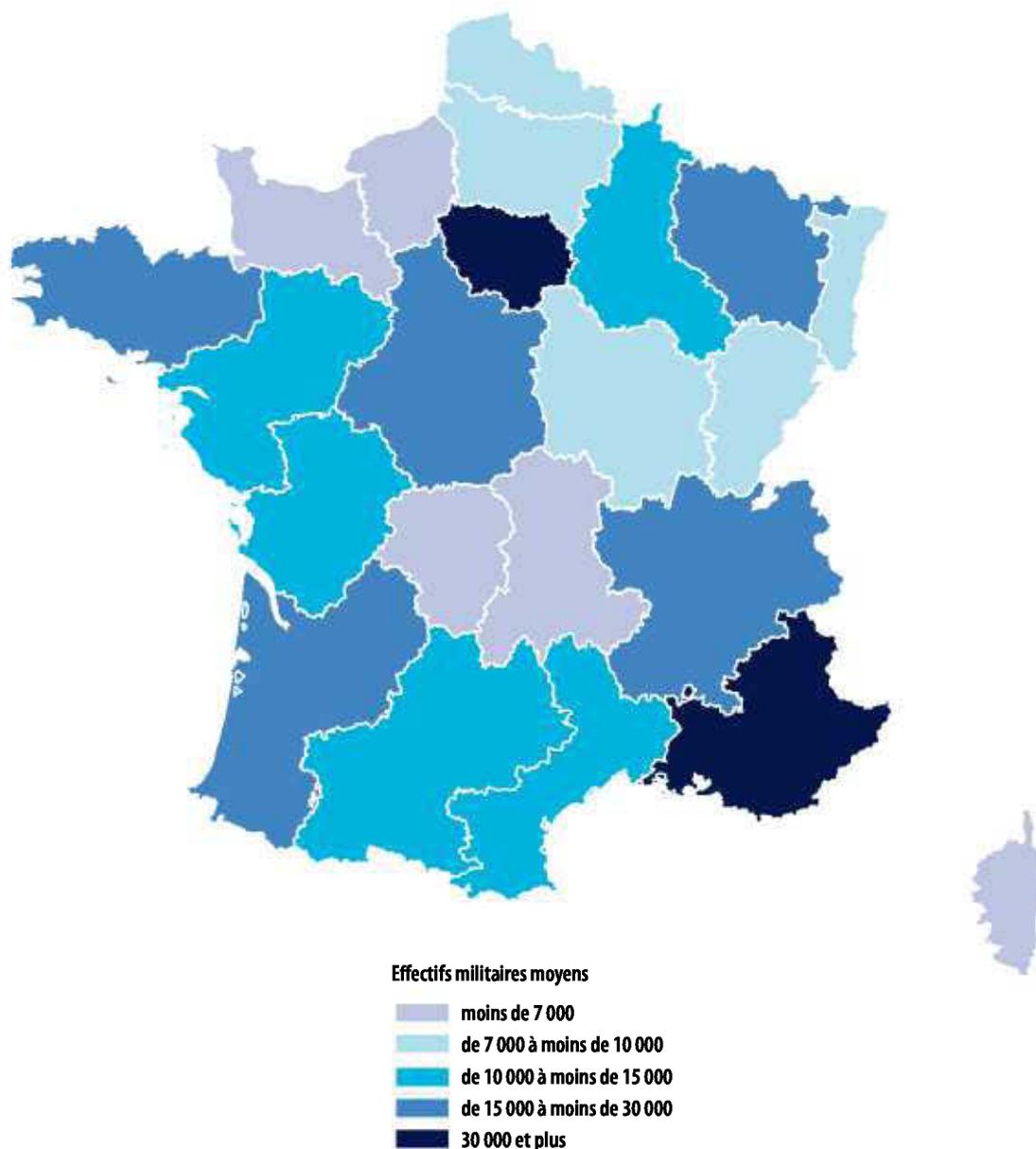
Évolution des effectifs de volontaires de la réserve militaire



## 3.6 La géographie de la défense

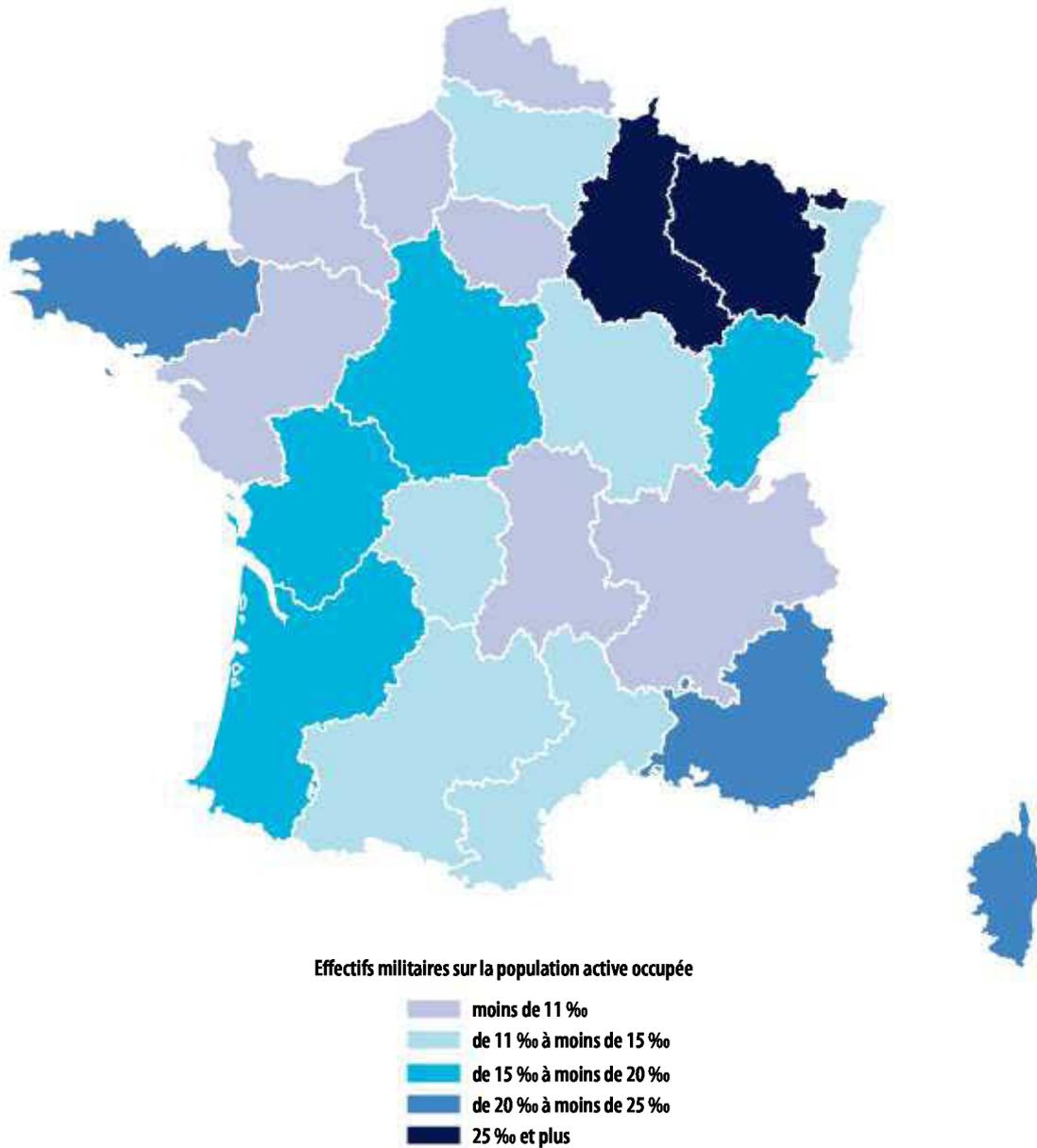
### 3.6.1 La répartition géographique des effectifs de la défense

Répartition des effectifs militaires moyens par région en 2008  
France métropolitaine : 338 742 militaires



Source: ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

**Poids des effectifs militaires dans la population active occupée en 2008**  
**France métropolitaine : 13.4 ‰**



Source : ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

### 3.6.2 Le récapitulatif du poids de la défense par région

Région	Rémunération mensuelle moyenne imposable (en €)	Masse des rémunérations imposables (en M€)	Masse des rémunérations imposables sur PIB régionaux* (en %)	Effectifs militaires moyens	Effectifs moyens/ population active occupée (en ‰)
Ile-de-France	2 254	1 422	0,26	52 594	9,4
Champagne-Ardenne	1 747	278	0,75	13 246	25,1
Picardie	1 865	201	0,44	8 983	13,4
Haute-Normandie	1 933	91	0,18	3 908	5,4
Centre	1 875	447	0,66	19 871	19,9
Basse-Normandie	1 921	116	0,32	5 048	8,7
Bourgogne	1 867	162	0,38	7 236	11,1
Nord-Pas-de-Calais	1 964	187	0,19	7 940	5,4
Lorraine	1 814	529	0,92	24 284	28,8
Alsace	1 770	203	0,39	9 572	13,0
Franche-Comté	1 763	184	0,64	8 716	19,2
Pays de la Loire	1 924	250	0,26	10 811	7,4
Bretagne	1 989	680	0,81	28 478	22,7
Poitou-Charentes	1 745	249	0,56	11 895	17,7
Aquitaine	1 983	518	0,59	21 786	17,7
Midi-Pyrénées	2 064	343	0,44	13 852	12,3
Limousin	1 900	86	0,47	3 761	13,0
Rhône-Alpes	1 888	483	0,26	21 339	8,4
Auvergne	1 812	122	0,35	5 595	10,6
Languedoc-Roussillon	1 967	269	0,44	11 415	12,7
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	1 913	1 037	0,73	45 171	23,1**
Corse	2 098	82	1,11	3 240	
<b>France métropolitaine</b>	<b>1 953</b>	<b>7 911</b>	<b>0,41</b>	<b>338 742</b>	<b>13,4</b>

Source: ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

\* Produits intérieurs bruts régionaux (PIBR) 2008 en valeur en millions d'euros. Montants provisoires (source : Insee, mise à jour en novembre 2009).

\*\* Seule la population active occupée de l'ensemble Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse est connue.

## 4. LES ASPECTS INDUSTRIELS DE LA DÉFENSE

Ce chapitre présente la structure et les activités de l'industrie de défense *stricto sensu* à partir des données fournies essentiellement par la Délégation générale pour l'armement. Le champ est différent de celui de la « branche armement » étudiée au chapitre 1. Les données (chiffres d'affaires) ne sont donc pas comparables.

Le marché de l'armement fonctionnant par cycle, les exportations de la France doivent s'apprécier sur plusieurs années. Le niveau moyen des commandes prises par la France se stabilise dans une fourchette de 4 à 6 milliards d'euros par an.

Le secteur de l'armement, actuellement en pleine mutation en raison des restructurations industrielles, se caractérise par la place de moins en moins prépondérante de l'État comme actionnaire et autorité de contrôle. L'industrie de défense est dominée par quelques grands groupes donneurs d'ordre de taille européenne, mais comporte aussi une myriade de sous-traitants et de PME.

Les importations et les exportations sont présentées (chapitre 4.2) à partir de différentes sources : la comptabilité nationale retrace l'ensemble civil et militaire, les statistiques des Douanes et de la DGA concernent des matériels spécifiquement militaires.

La recherche-développement de défense, qu'elle soit mesurée par l'agrégat budgétaire du ministère de la défense ou par le système d'enquêtes sur la recherche du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, connaît une reprise significative depuis le début des années 2000.

## 4.1 La structure et les acteurs de l'industrie de défense

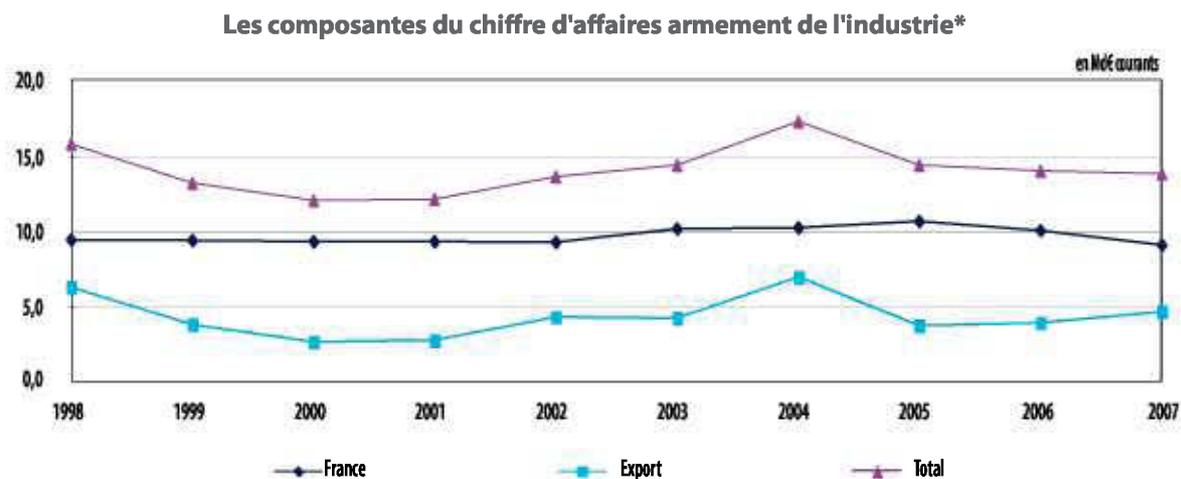
### 4.1.1 Présentation simplifiée des principales entreprises de défense

Entreprise	CA 2008 total (en M€)	CA 2008 Défense (en M€)	Effectif	Activités principales en % du CA 2008	Programmes en cours
Groupe Dassault Aviation	3 748	1 424	12 438	43 % avions militaires 57 % avions civils	<b>Avions militaires</b> : ATL2, Mirage 2000D, Mirage 2000DA, Mirage 2000-5, 2000N, 2000-9 (export), Alphajet, Rafale, « démonstrateur UCAV (nEURon) » <b>Avions civils</b> : Falcon 50/900/900 EX/2000/900DX, 7X. Projet FNX
DCNS	2 522	2 497	12 597	50 % navires armés 30 % services de maintien en condition opérationnelle (MCO) 20 % équipements	Bâtiment de projection et de commandement, sous-marins SNLE NG Terrible, sous-marins SNA type Barracuda, frégates FREMM (France et Maroc), Horizon, Delta (Singapour), sous-marins Scorpène (Chili, Malaisie, Inde), torpilles MU 90 et F21, SYLVER, systèmes de combat Skjold (Norvège), IPER PACdG, IPER adaptation MS1
Nexter	579	579	2 683	81 % systèmes 16 % munitions 3 % maintien en condition opérationnelle (MCO)	<b>Artillerie et équipements</b> : CAESAR (155 mm), canon léger tracté de 105 mm LG1 MkII ; canons et tourelles de moyen calibre (usage terrestre, naval ou aéronautique), équipement du FELIN (notamment FAMAS surbaissé), systèmes d'autoprotection pour véhicules blindés, tourelle ARX20. <b>Véhicules blindés et génie</b> : char Leclerc, valorisation AMX 30, AMX-10 RC et AMX-10P ; VBCI (versions VPC et VCI), ARAVIS (transport blindé) ; dépanneur Leclerc, char de déminage AMX-30B2 DT téléopéré, disperseur de mines antichars MINOTAUR et engins du génie. <b>Munitions</b> : moyen calibre (20, 25, 30 et 40 mm CTA en qualification) ; gros calibre (90, 100, 105, 120 mm) et artillerie (155 mm) ; obus BONUS, munitions intelligentes et insensibles <b>Systèmes d'information terminaux</b> : SIT et FINDERS (aide au commandement)
SAFRAN	10 300	NC	54 493	56 % propulsion aérospatiale 28 % équipements aérospatiaux 16 % défense et sécurité	Système de navigation SIGMA ; Armement air-sol AASM ; Drones SPERWER/SDTI ; Système du combattant FELIN ; Participation au Laser Méga Joule (LMJ) ; Viseurs Strix ; Système de communication SITEL <b>Moteurs civils</b> : CFM56, SaM 146, GP7000, GE90 ; <b>Moteurs militaires</b> : M 53 (Mirage 2000), M 88 (Rafale), TP400 (A400M) ; Propulsion spatiale : Vulcain (Ariane), HM7, Mistral, Vinci ; Propulseur des missiles balistiques (M51) <b>Turbomoteur (Turbomeca)</b> : Arrius, Arriel, MTR390, RTM 322 ; Trains d'atterrissage (Messier Dowty) des A320, D787, Falcon, Rafale, A400M ; Nacelle et inverseurs de poussée (Aircelle) : A380, A320
SNPE	641	231	3 685	64 % matériaux énergétiques 22,3 % chimie fine 13,4 % spécialité chimique 0,3 % autres	<b>Propulsion</b> : stratégique : M45, M51 ; spatiale : Ariane 5 ; tactique : ASMP-A, Aster, Mica, LRM NG, Exocet, Scalp Naval <b>Poudres et douilles</b> : Leclerc, CAESAR, AUF1, 100 mm Marine <b>Explosifs</b> : Mica, Exocet, Scalp EG, LRM NG 76 mm marche
Groupe THALES	12 665	5 446	63 200	43 % défense 32,7 % aéronautique/espace 23,6 % sécurité & services 0,7 % autres	FSAF phase 3 (système de missiles) ; FREMM (frégates multimissions) ; Programmes multimédias de bord ; Rafale (avionique et systèmes de combat) ; CVF (porte-avions) ; Watchkeeper (système de surveillance à base de drones) ; Yhsat system (communications duales par satellite) ; Syracuse III (communications militaires par satellite) ; NH90 (avionique et simulation) ; ADAPT (système de défense aérienne)
Renault Trucks Défense	241	241	480	100 % terrestre	VAB, VBCI, CAESAR, SYRACUSE 3, cabines blindées SEA et armée de terre, MCO VAB, Commission gestion configuration (VAB), OTAN/NAMSA

Source : Délégation générale pour l'armement (DGA), Service des affaires industrielles et de l'intelligence économique, Calepin international 2009

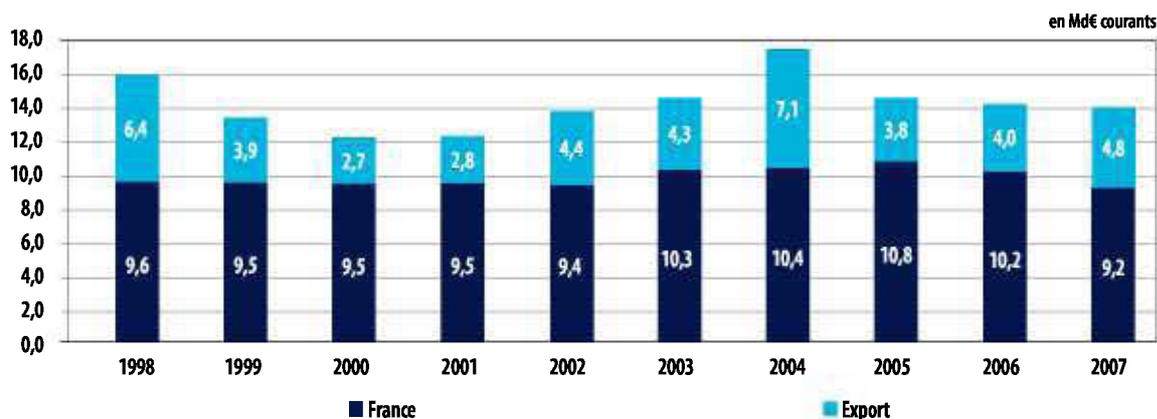
#### 4.1.2 Le niveau d'activité de l'industrie de défense - chiffre d'affaires de l'industrie de défense

L'indicateur calculé par la Délégation générale pour l'armement pour la France est une mesure des dépenses d'armement de l'État (hors taxes) plus qu'un véritable chiffre d'affaires comptable.



Source: Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international - Mémento des exportations françaises 2009

\* Le chiffre d'affaires France correspond ici au flux des dépenses de l'année auquel est retranché le report de charges N-1 sur N et ajouté le report de charges de N sur N + 1.



Source: Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international - Mémento des exportations françaises 2009

## 4.2 Les importations et les exportations d'armement

### 4.2.1 L'évolution des échanges extérieurs dans les trois branches de l'économie nationale liées à l'armement

On utilise ici la notion de branche armement de la base 2000, dénommée **BA2000**, et définie à la partie 1.1. On rappelle que ce regroupement de trois branches comprend à la fois les activités civiles et militaires, ce qui distingue ce paragraphe du suivant (4.2.2.) où les données sont spécifiquement militaires.

En base 2000 des comptes nationaux, il est préconisé de comptabiliser les importations en mode FAB (« franco à bord »), et non CAF (Coût-assurance-fret) comme précédemment, par souci de cohérence avec la balance des paiements dont le solde est exprimé en FAB-FAB. Néanmoins, cela n'est possible que pour l'ensemble des biens et services, et non aux niveaux plus fins pour lesquels les importations restent valorisées en CAF (voir le glossaire pour plus de détails).

#### Évolution des exportations des branches liées à l'armement

en M€ courants

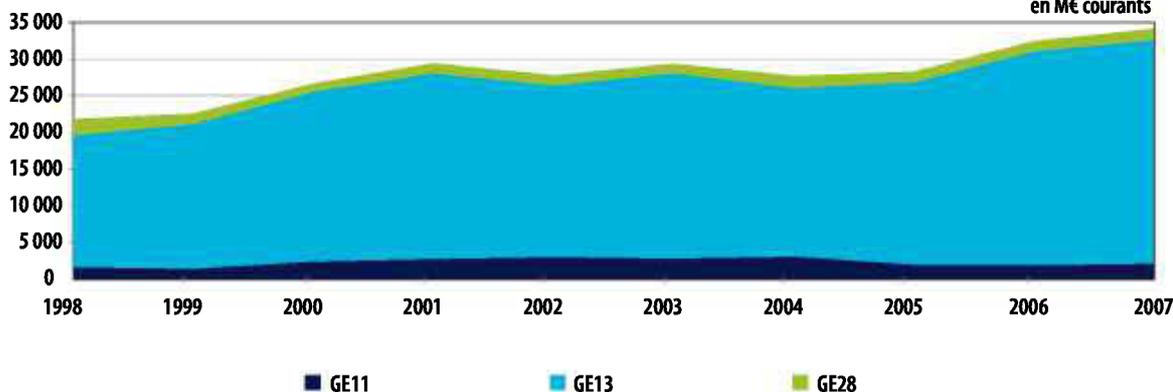
Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28 * Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1998	1 686	17 861	2 160	21 707
1999	1 426	19 655	1 347	22 428
2000	2 435	23 081	1 027	26 543
2001	2 782	25 173	1 319	29 274
2002	3 041	23 247	1 343	27 631
2003	2 825	25 151	1 253	29 229
2004	3 104	22 876	1 607	27 587
2005	2 005	24 759	1 329	28 093
2006	1 917	29 057	1 288	32 262
2007	2 174	30 290	1 536	34 000

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

\* La classe d'activité E28 comprend la construction de missiles balistiques.

#### Exportations des branches liées à l'armement

en M€ courants

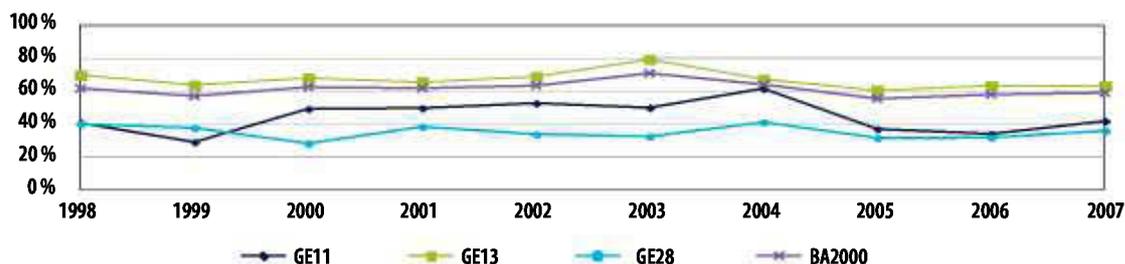


## Taux d'exportation des branches liées à l'armement (ratio exportations/production effective de la branche)

Année	GE11 Construction navale en %	GE13 Construction aéronautique et spatiale en %	GE28 * Fabrication d'armes et munitions en %	BA2000 Branche armement en %
1998	40,5	69,7	39,8	61,7
1999	28,9	63,7	37,6	56,9
2000	49,2	67,9	28,1	62,3
2001	49,7	65,4	38,4	61,6
2002	52,5	68,6	33,7	63,3
2003	49,9	79,2	32,3	70,8
2004	61,4	67,0	41,0	64,0
2005	37,0	60,2	31,5	55,4
2006	34,0	63,2	31,7	57,9
2007	41,7	63,0	35,8	59,1

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

\* La classe d'activité E28 comprend la construction de missiles balistiques.

Taux d'exportation des composantes de la branche BA2000  
(en % de la production effective)

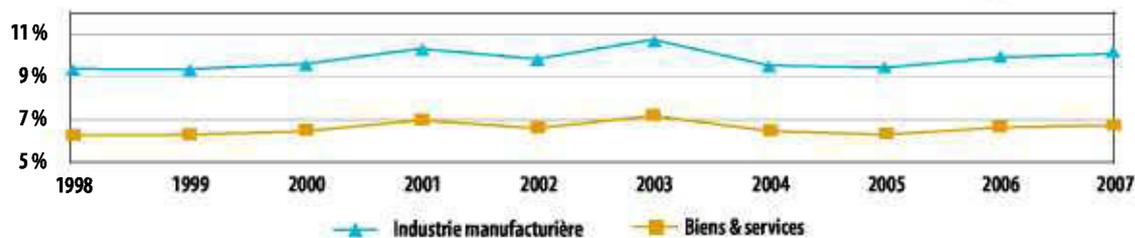
## Poids des exportations d'armement dans l'économie nationale

Part des exportations de BA2000 dans celles de l'industrie manufacturière et de l'ensemble des biens et services en %

Année	Industrie manufacturière*	Biens & services
1998	9,3	6,2
1999	9,3	6,3
2000	9,6	6,4
2001	10,3	7,0
2002	9,8	6,6
2003	10,7	7,2
2004	9,5	6,5
2005	9,4	6,2
2006	9,9	6,7
2007	10,1	6,8

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

\* Voir glossaire.

Part des exportations de BA2000  
dans celles de l'industrie manufacturière et de l'ensemble des biens et services

## Évolution des importations en produits des branches liées à l'armement

en M€ courants

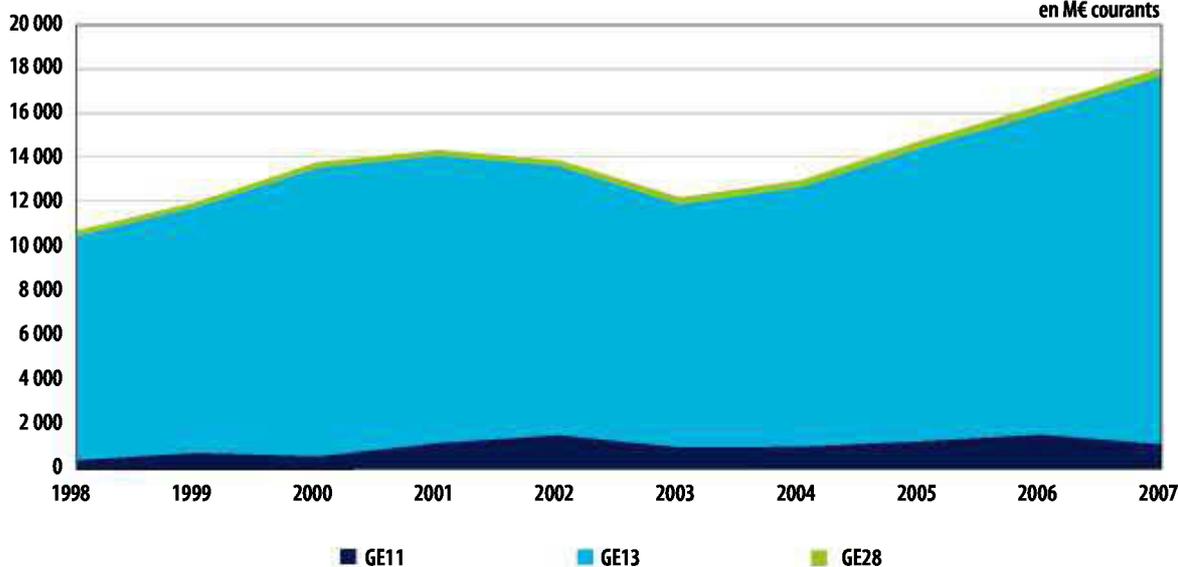
Année	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28* Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement
1998	421	10 061	272	10 754
1999	748	11 073	215	12 036
2000	568	12 999	241	13 808
2001	1 183	12 929	265	14 377
2002	1 541	12 118	237	13 896
2003	977	10 954	296	12 227
2004	1 012	11 669	323	13 004
2005	1 272	13 188	330	14 790
2006	1 578	14 494	345	16 417
2007	1 134	16 610	328	18 072

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

\* La classe d'activité E28 comprend la construction de missiles balistiques.

## Importations en produits des branches liées à l'armement

en M€ courants



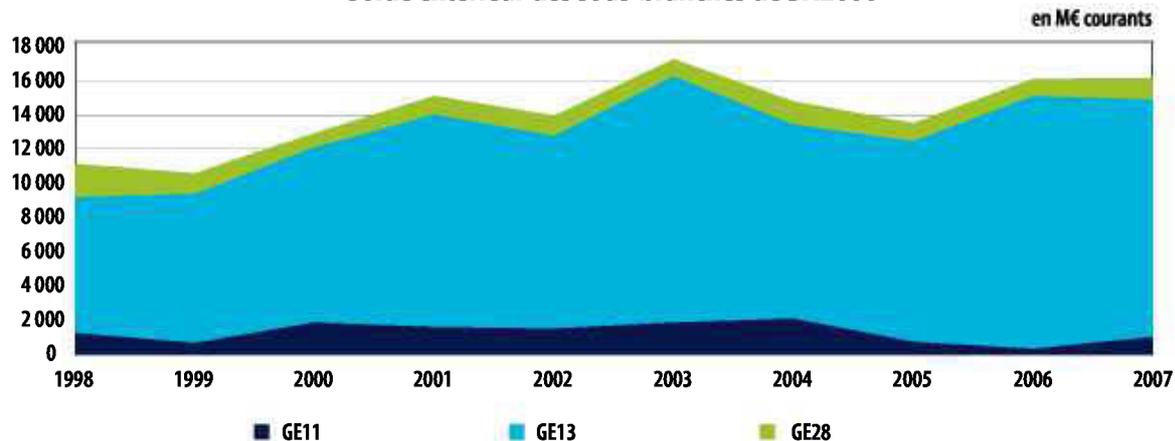
## Évolution du solde des échanges extérieurs de produits de la branche BA2000

Année	Solde extérieur (en M€ courants)				Taux de couverture de BA2000 en %
	GE11 Construction navale	GE13 Construction aéronautique et spatiale	GE28* Fabrication d'armes et munitions	BA2000 Branche armement	
1998	1 265	7 800	1 888	10 953	201,9
1999	678	8 582	1 132	10 392	186,3
2000	1 867	10 082	786	12 735	192,2
2001	1 599	12 244	1 054	14 897	203,6
2002	1 500	11 129	1 106	13 735	198,8
2003	1 848	14 197	957	17 002	239,1
2004	2 092	11 207	1 284	14 583	212,1
2005	733	11 571	999	13 303	189,9
2006	339	14 563	943	15 845	196,5
2007	1 040	13 680	1 208	15 928	188,1

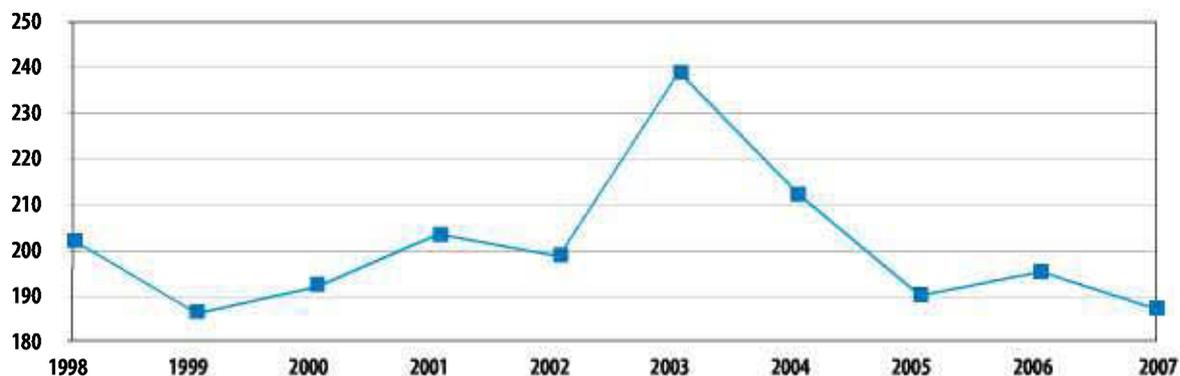
Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

\* La classe d'activité E28 comprend la construction de missiles balistiques.

## Solde extérieur des sous-branches de BA2000



81

Taux de couverture des produits liés à l'armement  
(Exportations FAB/importations CAF en %)

## Comparaison des principaux soldes extérieurs

en M€ courants

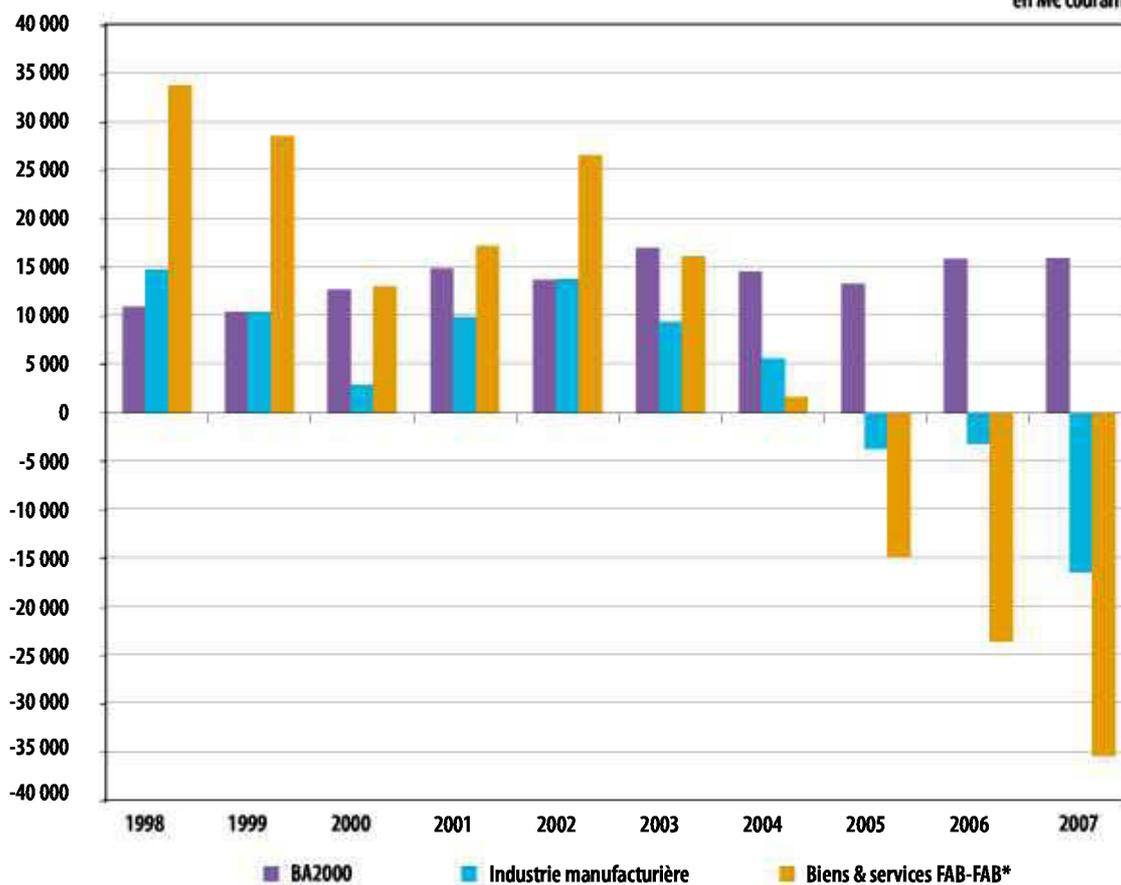
Année	BA2000	Industrie manufacturière	Ensemble Biens & services FAB-FAB*
1998	10953	14757	33807
1999	10392	10430	28648
2000	12735	2862	13015
2001	14897	9889	17192
2002	13735	13784	26542
2003	17002	9328	16144
2004	14583	5596	1689
2005	13303	-3667	-14879
2006	15845	-3166	-23505
2007	15928	-16399	-35350

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

\* Voir glossaire.

## Comparaison des principaux soldes extérieurs

en M€ courants



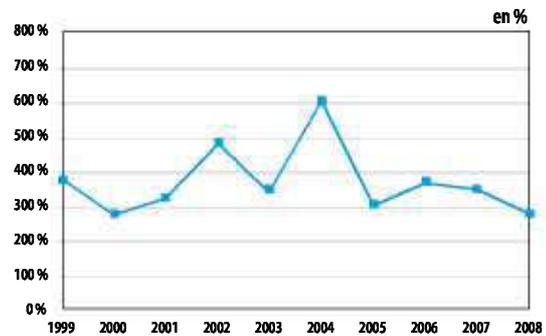
## 4.2.2 L'évolution globale des échanges extérieurs d'armement

### 4.2.2.1 Les échanges extérieurs de matériels militaires au sens des Douanes (importations CAF et exportations FAB)

Les douanes intègrent dans le périmètre « armement » les « **matériels militaires** » qui sont constitués uniquement de biens définis selon le critère de leur nature physique. La valeur des importations et exportations est comptabilisée au moment du passage des frontières (voir le glossaire pour plus de précisions).

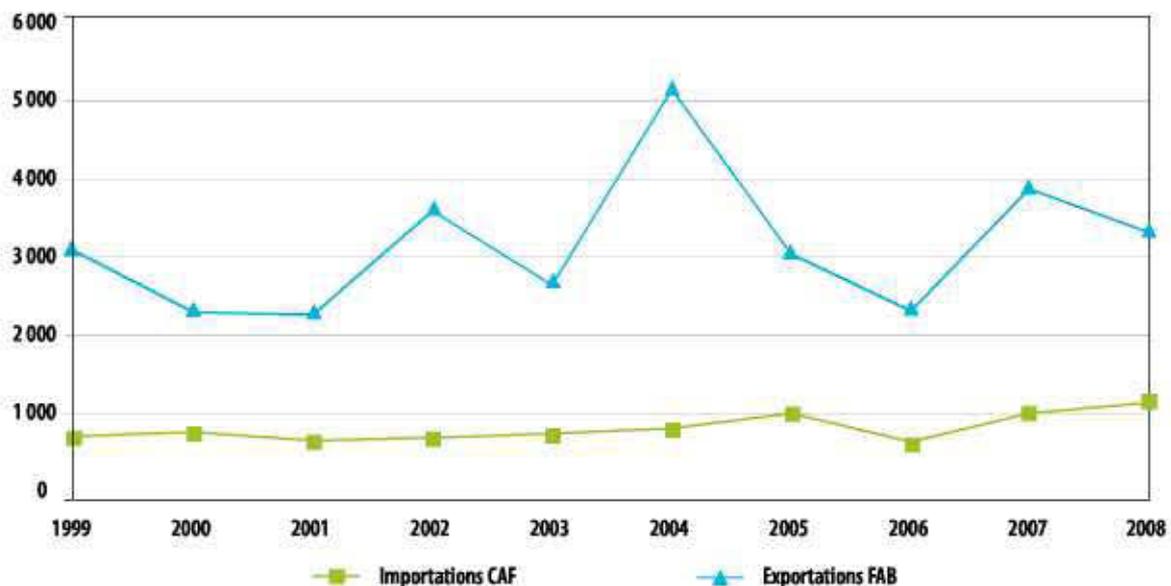
Année	Importations CAF	Exportations FAB	Taux de couverture en %
	M€ constants 2008		
1999	835	3 158	378
2000	880	2 415	274
2001	742	2 382	321
2002	771	3 701	480
2003	814	2 757	339
2004	872	5 258	603
2005	1 060	3 180	300
2006	657	2 409	367
2007	1 150	3 988	347
2008	1 268	3 449	272

Évolution du taux de couverture de 1999 à 2008 (données Douanes)



Source: Direction générale des douanes et des droits indirects

Importations et exportations françaises de matériels militaires au sens des Douanes (millions d'euros constants CAF-FAB)



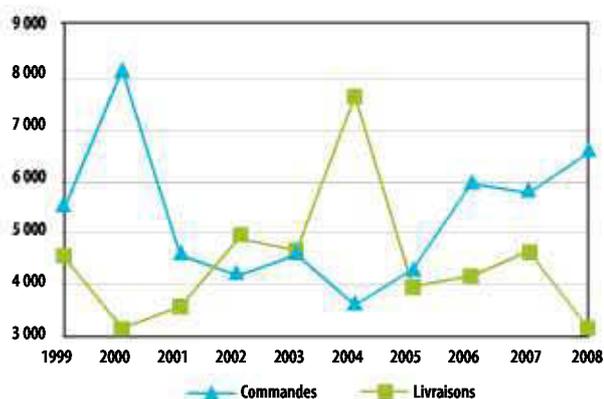
#### 4.2.2.2 Les importations et exportations françaises d'armement au sens du ministère de la défense

Le ministère de la défense (Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international) définit un périmètre « armement » qui comprend à la fois des biens et des services, et qu'il détermine selon des critères liés à leur nature physique mais aussi en fonction du destinataire « armée ». Les exportations sont comptabilisées à la commande et à la livraison, c'est-à-dire lors de l'entrée en vigueur du contrat (date du premier versement) pour les commandes, et à la réception du matériel militaire par le client pour les livraisons.

#### Exportations françaises d'armement au sens de la DGA (commandes et livraisons)

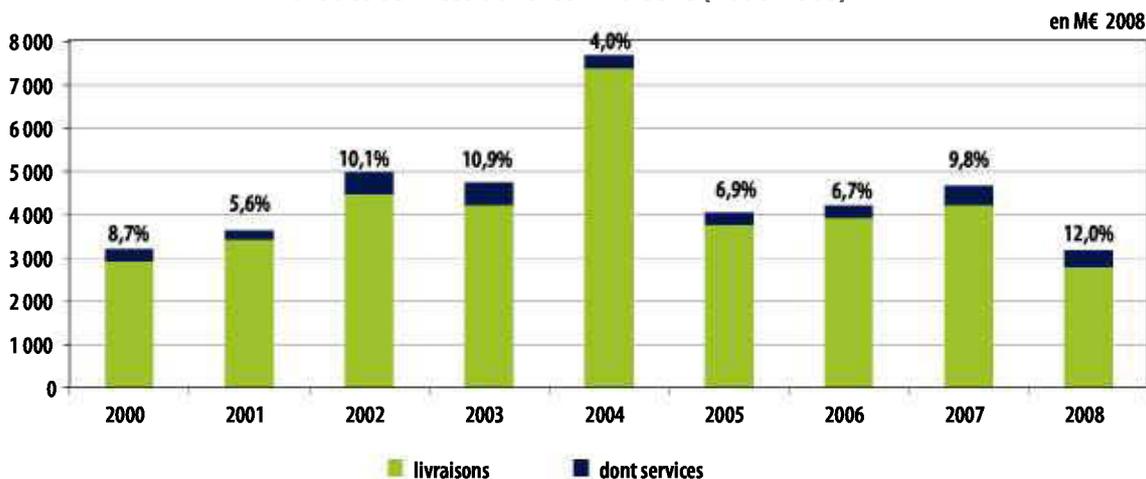
M€ constants 2008

Année	Commandes	Livraisons
1999	5 601	4 610
2000	8 153	3 194
2001	4 635	3 631
2002	4 223	4 983
2003	4 654	4 737
2004	3 650	7 687
2005	4 361	4 042
2006	6 002	4 207
2007	5 819	4 667
2008	6 584	3 173



Source: Délégation générale pour l'armement,  
Direction du développement international

#### Part des services dans les livraisons (2000-2008)



Le poids des services dans les exportations françaises est important. Sur la période 2000-2008, la part des services dans les livraisons françaises d'armement a constitué un socle stable de 8 % en moyenne. C'est ce coefficient qui sera utilisé pour redresser les statistiques d'importations d'armement des douanes dans les TES (tableaux d'entrées-sorties des comptes satellites).

### 4.2.3 La répartition des prises de commandes françaises par type de matériel

#### Répartition des commandes par type de matériel

en M€ courants

Type de matériel*	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Armes, munitions	256	77	113	62	60	69	405	124	158
Missiles, radars	1 726	850	384	623	1 004	1 115	1 218	1 134	564
Véhicules, chars	28	225	181	53	105	33	70	116	231
Détection, protection NBC	5	12	16	19	12	13	15	48	4
Navires, sous-marins	1 191	368	1 137	582	166	640	463	451	973
Avions, hélicoptères, drones	2 778	1 544	1 168	1 632	1 281	1 235	2 740	2 177	3 446
Transmissions, contre-mesures	692	560	496	861	532	741	488	1 304	581
Autres	234	294	259	391	223	268	345	306	626
<b>Total</b>	<b>6 910</b>	<b>3 930</b>	<b>3 754</b>	<b>4 224</b>	<b>3 382</b>	<b>4 114</b>	<b>5 744</b>	<b>5 660</b>	<b>6 584</b>

Sources: Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2008)

\* Armes, munitions: ML1: Armes légères < 12,7 mm; ML2 canons > 12,7 mm, mortiers, armes antichars; ML3: Munitions, ML8: Explosifs ou matériaux de propulsion

Missiles et radars: ML4: Missiles (hors antichars), ML5: Conduites de tir, radars

Autres: ML13: Matériaux de blindage, casques, gilets, ML14: Entraînement, simulateurs; ML15: Imagerie, optronique, ML16: Pièces de forge ou de fonderie, ML17: Appareils de plongée, matériel du génie, robots, ML18: Matériaux de production d'armement, ML19: Armes à énergie dirigée, ML20: Matériel cryogénique; ML21: Logiciels; ML22: Technologies

#### Répartition des commandes par type de matériel

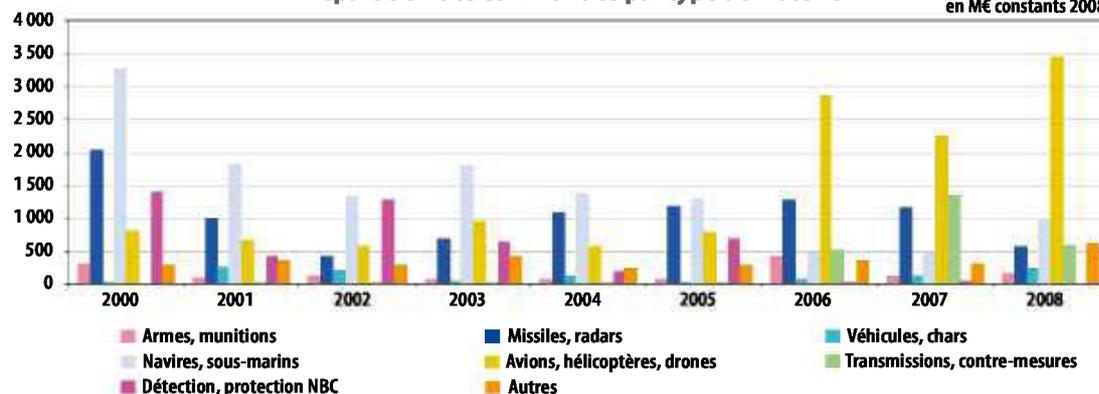
en M€ constants 2008

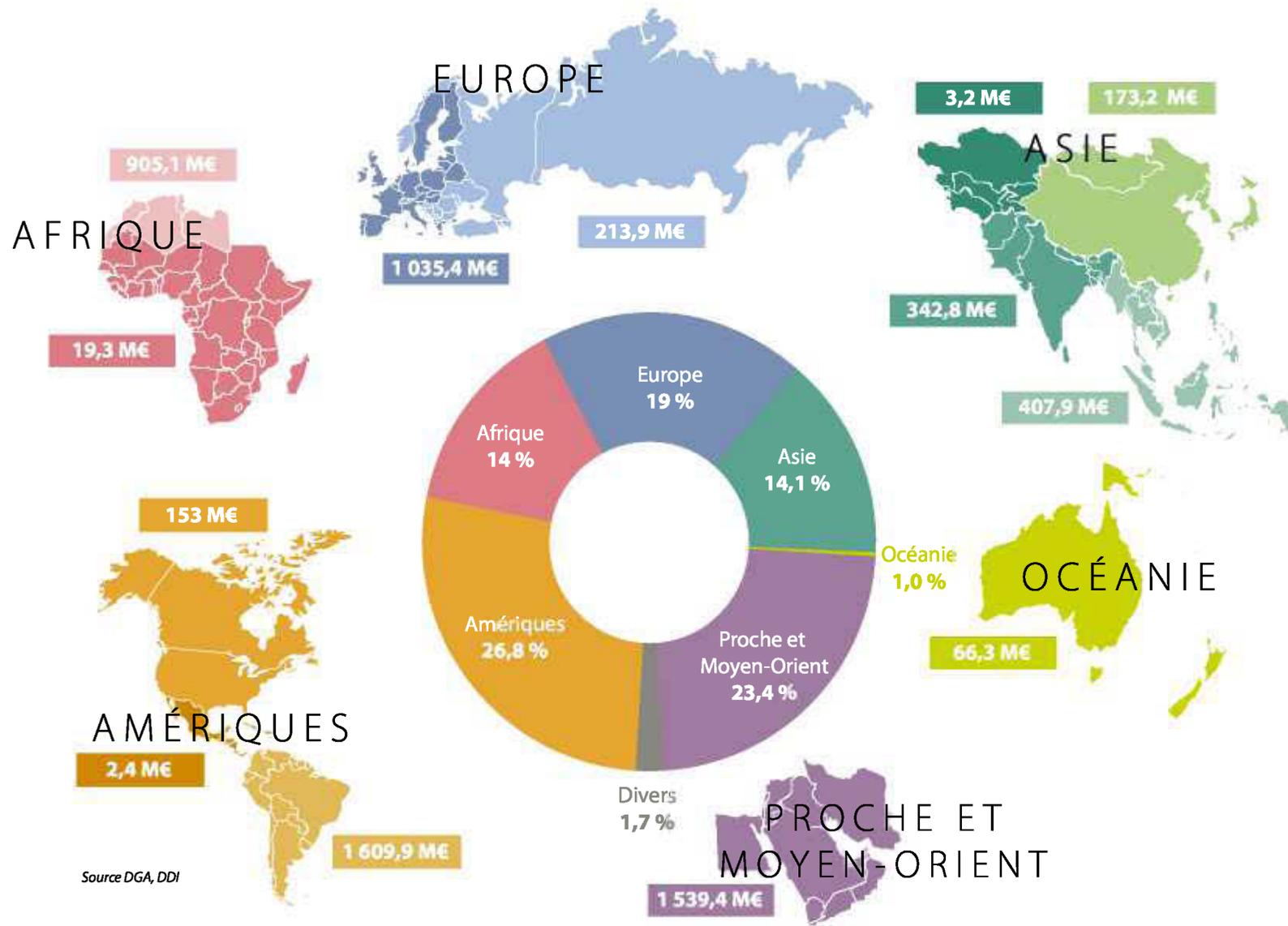
Type de matériel*	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Armes, munitions	302	90	127	68	64	73	423	127	158
Missiles, radars	2 037	1 002	432	687	1 084	1 182	1 273	1 166	564
Véhicules, chars	33	266	204	58	113	35	73	119	231
Détection, protection NBC	1 405	434	1 280	641	179	678	16	50	4
Navires, sous-marins	3 278	1 821	1 315	1 799	1 383	1 309	484	464	973
Avions, hélicoptères, drones	817	660	559	949	575	785	2 863	2 238	3 446
Transmissions, contre-mesures	6	14	18	21	13	14	510	1 340	581
Autres	276	347	292	431	241	284	360	315	626
<b>Total</b>	<b>8 153</b>	<b>4 635</b>	<b>4 223</b>	<b>4 654</b>	<b>3 650</b>	<b>4 361</b>	<b>6 002</b>	<b>5 818</b>	<b>6 584</b>

Source: Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2008)

#### Répartition des commandes par type de matériel

en M€ constants 2008

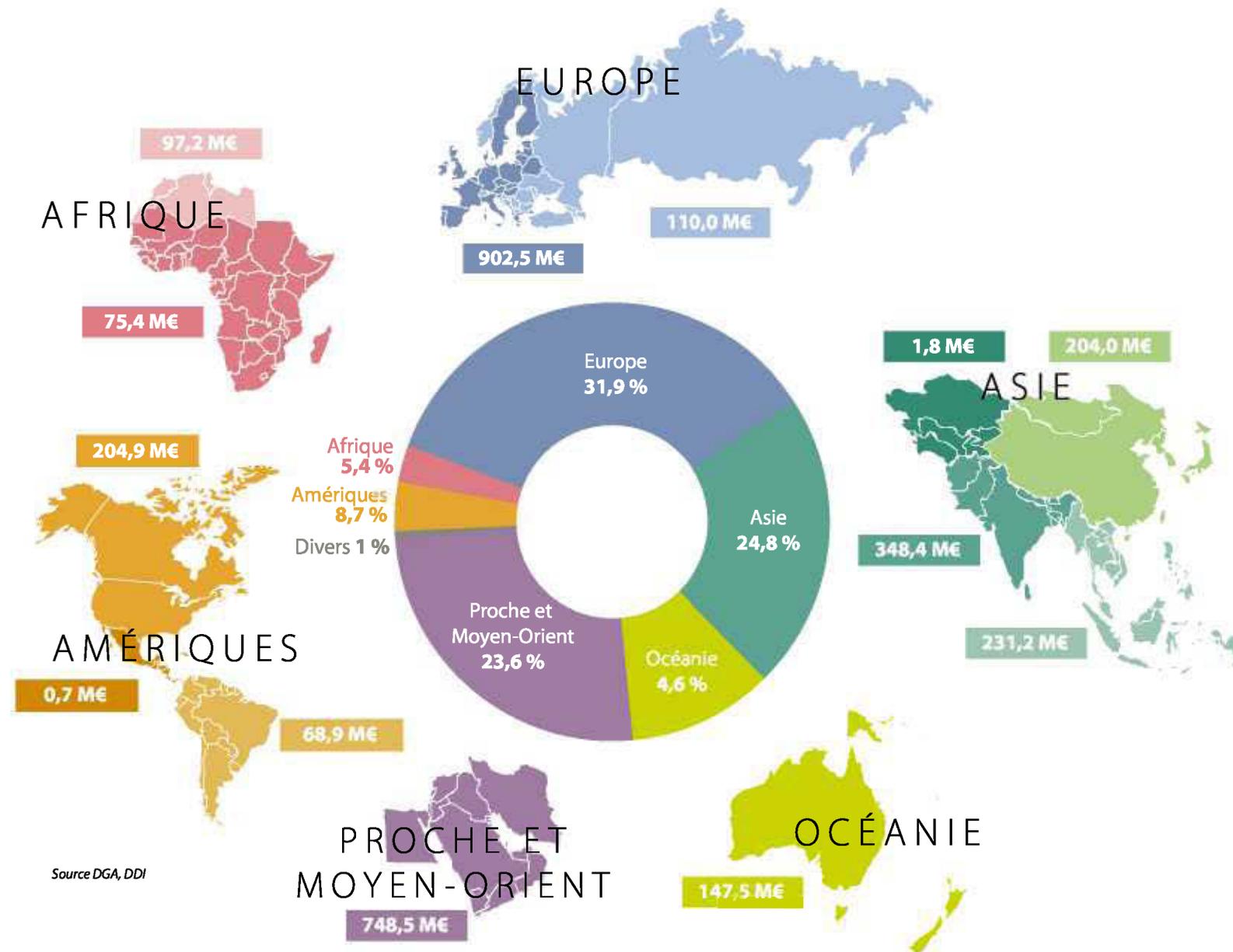




Source DGA, DDI

Total commandes 2008 : 6 584 M€

4.2.4 La répartition des prises de commandes et livraisons françaises par région géographique  
Commandes en 2008



Source DGA, DDI

## Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 1999 à 2008 par région géographique

en M€ constants 2008

Zone géographique <sup>1</sup>	Commandes		Livraisons	
	Total	%	Total	%
Afrique du Nord	2433,7	4,53	1 346,6	3,00
Afrique subsaharienne	847,0	1,58	663,1	1,48
Amérique du Nord	1 927,3	3,59	1 346,6	3,00
Amérique centrale et Caraïbes	408,2	0,76	325,5	0,72
Amérique du Sud	2 673,8	4,98	1 084,3	2,41
Asie centrale	146,5	0,27	138,5	0,31
Asie du Nord-Est	2 873,1	5,35	1 717,4	3,82
Asie du Sud-Est	4 947,3	9,22	3 011,9	6,70
Asie du Sud	4 932,5	9,19	3 573,7	7,95
Proche et Moyen-Orient	11 085,8	20,65	17 329,1	38,57
Union européenne	15 490,3	28,86	10 181,1	22,66
Autres pays européens	2 331,3	4,34	1 969,9	4,38
Océanie	1 728,6	3,22	969,9	2,16
Divers*	1 854,5	3,45	1 272,4	2,83
<b>Total</b>	<b>53 679,8</b>	<b>100,0</b>	<b>44 930,0</b>	<b>100,0</b>

Source: Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2008)

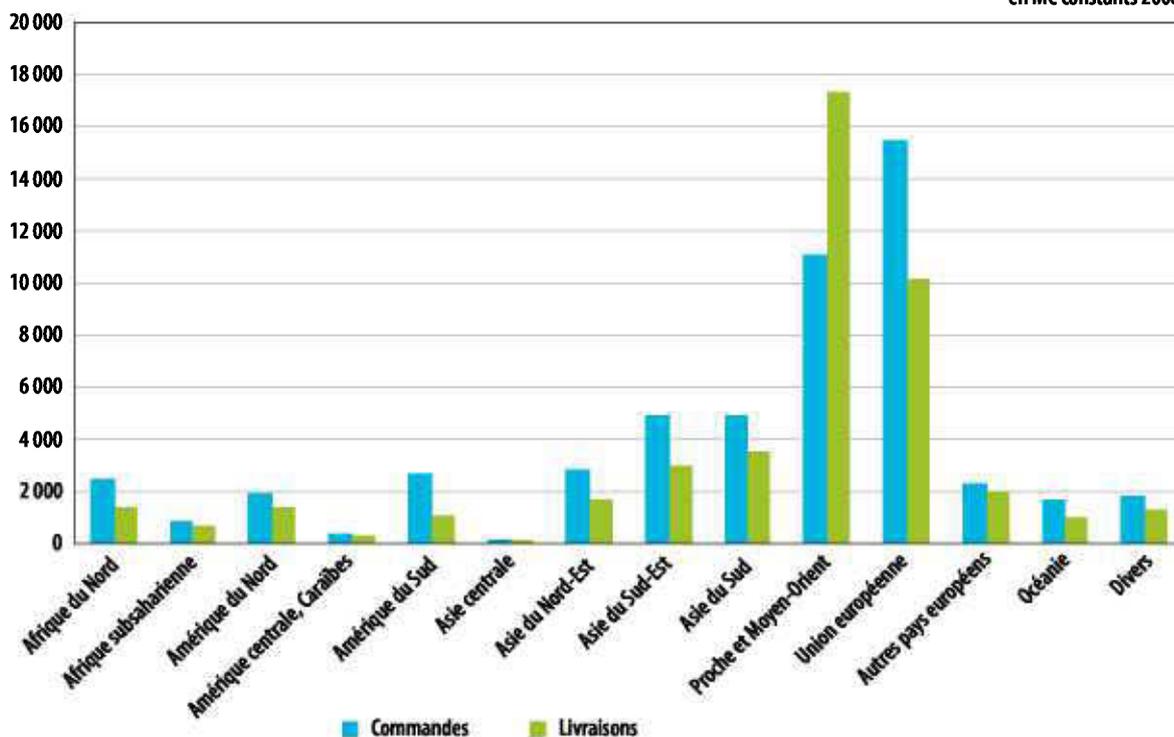
1. Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du groupe de coopération en matière d'armement (COARM) et incluent tous les États membres ou associés à l'ONU.

\* Organisations internationales, États non membres de l'ONU.

## Répartition du total des prises de commandes et des livraisons françaises de 1999 à 2008 par région géographique

en M€ constants 2008

88



## 4.3 La recherche-développement

### 4.3.1 L'effort de recherche-développement de défense

L'effort de recherche-développement du ministère de la défense est appréhendé de deux façons, correspondant à des périmètres de natures différentes :

- 1) l'agrégat **R&T** (recherche et technologie) mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement. Il correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquérir l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement;
- 2) l'agrégat **études de Défense** a été créé par le nouveau référentiel des agrégats de recherche consécutif à la redéfinition des OBI (opérations budgétaires individualisées);
- 3) l'agrégat **R&D** (recherche-développement) comprend la R&T/études de Défense et les travaux de développement des matériels, dont ceux des programmes d'armement déjà lancés.

Les montants correspondant à la R&T et à la R&D sont inscrits en **crédits de paiement de la loi de finances initiale** du budget de la défense. Ils sont estimés TTC par la DGA, et comprennent la contribution du ministère de la défense à la mission interministérielle « recherche et enseignement supérieur » (MIREs) (nommée « Budget civil de recherche et développement » jusqu'en 2005).

#### Effort de recherche et développement de défense

en Md€ TTC

Années	R&D	dont R&T (ancien agrégat)	dont études de défense	dont contribution à la MIREs
2000	3,33	1,21		0,23
2001	3,42	1,18		0,19
2002	3,45	1,17		0,19
2003	3,79	1,18		0,19
2004 *	3,70	1,27		0,20
2005 *	3,98	1,41		0,20
2006	4,16	1,47		0,20
2007	3,46		1,45	0,20
2008	3,61		1,48	0,20
2009 *	3,82		1,57	0,20
2010 <sup>1</sup>	3,59		1,64	0,20

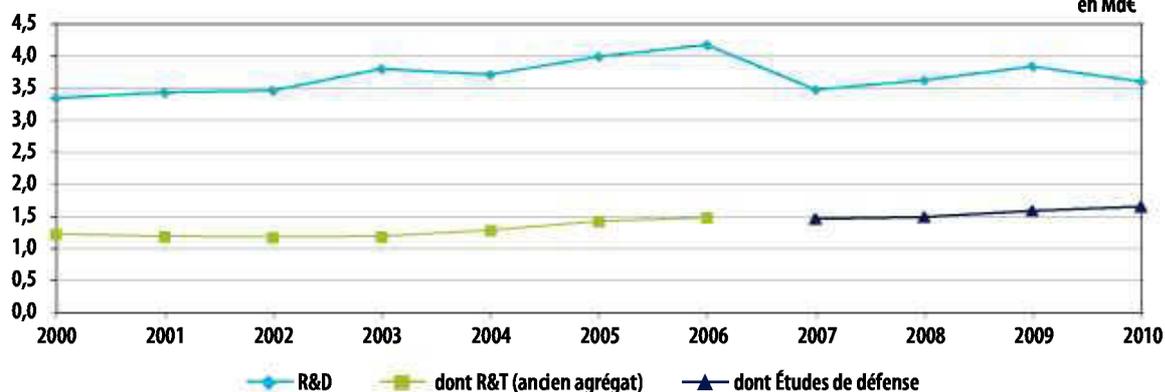
Sources : ministère de la défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF

\* Y compris LFR de l'année précédente.

1. Projet de loi de finances.

#### R&D, R&T et Études de Défense de 2000 à 2010

en Md€



Sources : ministère de la défense, DGA/D4S/SRTS et SGA/DAF

### 4.3.2 La place de la R&D de défense dans l'économie

La R&D totale exécutée en France (au sens de la définition internationale dite de « Frascati », qui couvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée et le développement expérimental) est mesurée par les enquêtes du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ces enquêtes déterminent, **sans double compte**, l'ensemble des dépenses hors taxes de R&D exécutées sur le territoire national (Dépense intérieure de R&D - Dird), **quelle que soit l'origine des financements**. Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) distingue la R&D exécutée par les entreprises (Dirde) et celle exécutée par les administrations (Dirda). Cette dernière comprend la Dird des administrations civiles (Dirdac) et la recherche exécutée par les laboratoires de la défense, ou Dépense intérieure de R&D de défense (Dirdd), dont une part importante (près de 70 %) est réalisée à la Direction des applications militaires du CEA (CEA/DAM).

#### La R&D en France mesurée par la Dird (dépense intérieure = exécution)

en M€

Années	Dird	dont entreprises (Dirde)	dont administrations civiles (Dirdac)	dont défense (Dirdd)	Dirdd/Dird en %	Dird/PIB en %
1998*	28 319	17 632	9 913	774	2,7	2,1
1999	29 529	18 655	10 096	777	2,6	2,2
2000*	31 405	19 800	10 828	777	2,5	2,2
2001*	32 887	20 782	11 257	848	2,6	2,2
2002	34 527	21 839	11 815	874	2,5	2,2
2003	34 569	21 646	11 930	993	2,9	2,2
2004*	35 693	22 523	12 094	1 075	3,0	2,2
2005 <sup>r</sup>	36 228	22 503	12 550	1 175	3,2	2,1
2006 <sup>sd</sup>	37 909	23 911 <sup>d</sup>	13 113	885	2,3	2,1
2007 <sup>e</sup>	39 369	24 470 <sup>sd</sup>	14 009	890	2,3	2,1

Source: ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, traitement OED

r: révisé

\* changement de périmètre

sd: semi-définitif

d: définitif

e: estimé

La R&D en France est également estimée par les enquêtes du MESR du point de vue de son financement (hors taxes), quel que soit le lieu d'exécution. La différence entre la Dird et la DNRD représente le solde des opérations avec l'étranger. En 2007, la DNRD française est un peu plus forte que la Dird (+990 M€), ce qui signifie que la R&D réalisée en France est moins financée par l'étranger que ce que la France finance elle-même de R&D à l'extérieur de ses frontières.

Pour la défense, les dépenses correspondantes sont soit financées et exécutées au sein de l'administration de défense (Dirdd), soit financées par elle et exécutées par des tiers, entreprises ou laboratoires publics civils de recherche. Le total donne une Dépense nationale de R&D de défense (la DNRDD), qui devrait correspondre environ à la R&D de défense du paragraphe 4.3.1, à la TVA près. La collecte ayant lieu auprès des entités exécutant les contrats, ce n'est pas le cas (l'agrégat R&D correspondant de plus à la LFI et non aux dépenses constatées).

#### R&D mesurée par la DNRD (dépense nationale = financements)

en M€

Années	DNRD	dont entreprises (DNRDE)	dont administrations civiles (DNRDAC)	dont défense (DNRDD)	DNRDD/DNRD en %	DNRD/PIB en %
1998*	28 724	15 865	10 423	2 436	8,5	2,2
1999	29 885	16 618	10 760	2 507	8,4	2,2
2000*	31 438	17 166	11 738	2 534	8,1	2,2
2001*	33 570	18 897	12 163	2 510	7,5	2,2
2002	34 759	19 082	12 896	2 781	8,0	2,2
2003	34 395	18 505	13 061	2 830	8,2	2,2
2004*	35 327	19 088	13 330	2 909	8,2	2,1
2005 <sup>r</sup>	36 654	19 733	13 813	3 108	8,5	2,1
2006 <sup>sd</sup>	38 649	21 158	14 596	2 895	7,5	2,1
2007 <sup>e</sup>	40 359	22 204	15 215	2 940	7,3	2,1

Source: ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, traitement OED

r: révisé

\* changement de périmètre

sd: semi-définitif e: estimé

### 4.3.3 Les dépenses de R&D du ministère de la défense

Les dépenses de R&D financées par le ministère de la défense (DNRDD - voir page précédente) se décomposent en R&D exécutée par les laboratoires de la défense ou dépense intérieure de R&D de défense (DIRDD - voir page précédente), et en R&D effectuée en dehors du ministère, essentiellement dans le secteur des entreprises. Ces dernières sont environ une centaine chaque année à percevoir des financements en contrepartie de leurs travaux de R&D pour la défense, en général à travers des contrats. Ces financements s'élevaient en 2007 à **1,603 milliards d'euros**, soit les deux tiers du financement public de la recherche-développement des entreprises (2,7 Md€ environ).

Le deuxième secteur d'exécution est le secteur de l'État qui rassemble les grands établissements publics civils qui effectuent ponctuellement des travaux de recherche au profit du ministère de la défense.

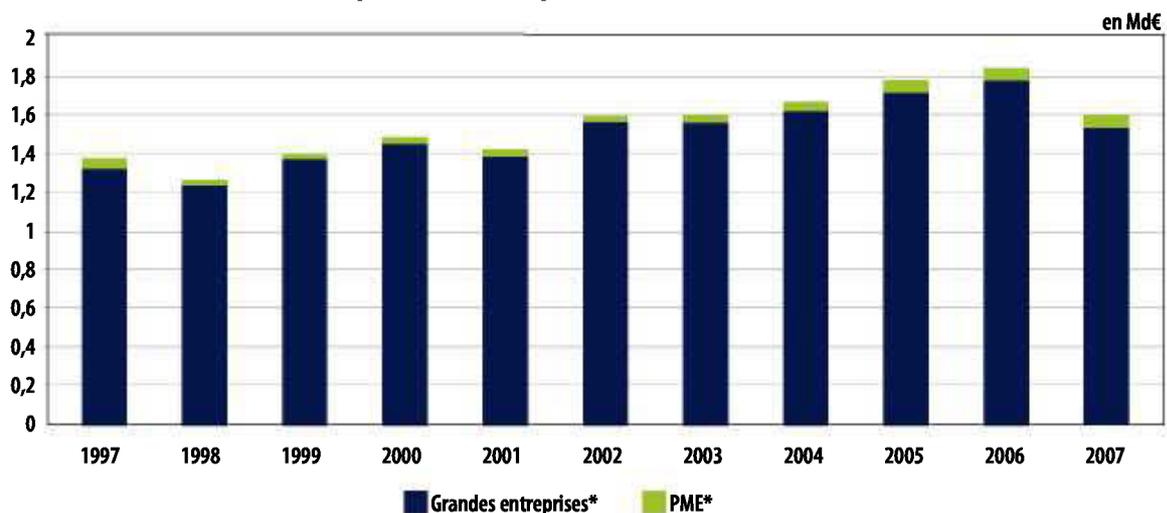
#### Dépenses de R&D du ministère de la défense

	en M€									
	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
<b>DÉPENSES TOTALES</b>	2436	2507	2534	2510	2781	2830	2909	3108	2895	2940 <sup>e</sup>
- dépenses intérieures de défense	774	777	777	848	874	993	1075	1175	885	890
- dépenses extérieures du ministère de la défense	1662	1730	1757	1662	1907	1837	1834	1933	2010	2050
dont exécutées par le secteur:										
- des entreprises	1273	1407	1497	1432	1604	1608	1680	1748 <sup>r</sup>	1845	1603 <sup>sd</sup>
- de l'État (hors défense)	362	299	234	206	278	205	130	119	142	nc
- de l'enseignement supérieur	11	8	7	6	7	8	6	6	5	n
- des associations	0	0	0	0	0	0	1	1	1	n
- de l'étranger	16	16	18	17	18	15	18	17	17	nc

Source: enquête « Recherche » du MESR  
r: révisé sd: semi-définitif

e: estimé

#### R&D des entreprises financée par la défense : montants des contrats



Source: enquête « Recherche » du MESR, traitement ministère de la défense/OED  
\* Grandes entreprises: 500 salariés et plus - PME: moins de 500 salariés.

## 4.4 Les marchés publics de la défense

### 4.4.1 La répartition des marchés recensés par organisme contractant

Nombre et montant des marchés par organisme contractant

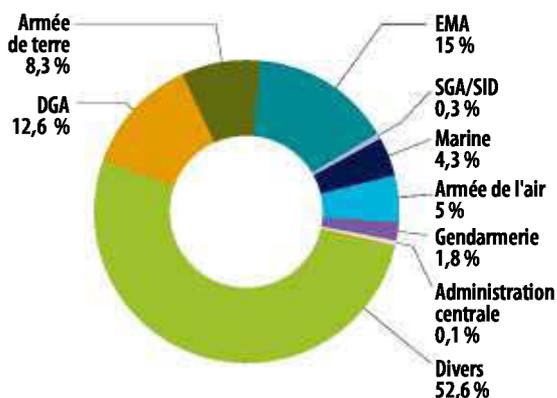
Organisme contractant	2008			
	Nombre de contrats	%	Montant	%
Divers	2 271	52,6	6 851	51,4
DGA	545	12,6	569	4,3
Armée de terre	359	8,3	908	6,8
EMA	649	15,0	1 521	11,4
SGA/SID	14	0,3	7	0,05
Marine	185	4,3	295	2,2
Armée de l'air	214	5,0	3 006	22,6
Gendarmerie	76	1,8	169	1,3
Administration centrale	4	0,1	2	0,02
<b>Total</b>	<b>4 317</b>	<b>100</b>	<b>13 326</b>	<b>100</b>

en M€

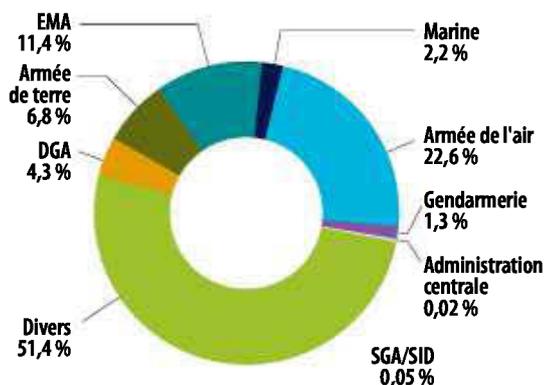
Source: Recensement des marchés publics ministère des finances, Observatoire économique de l'achat public \*

\* L'Observatoire économique de l'achat public (OEAP), placé auprès du ministre chargé de l'économie, a été créé par l'arrêté du 10 novembre 2005. Rassemblant l'ensemble des acteurs de la commande publique, l'OEAP a notamment pour mission de recueillir et de rassembler les données comptables, financières et économiques relatives à la commande publique, permettant bonne gestion, économies, transparence et concurrence par le recensement économique des achats publics

Part de chaque organisme dans le nombre total des marchés de la défense en 2008



Part de chaque organisme dans le montant total des marchés de la défense en 2008



#### 4.4.2 Le recensement des marchés publics de l'État, du secteur public local et de la défense en 2008

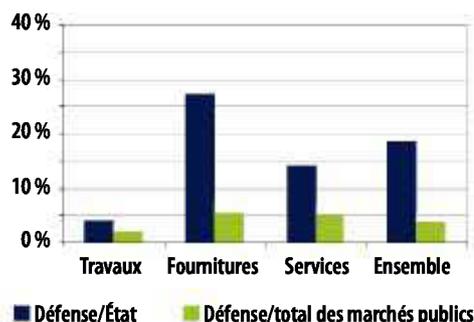
	État		Secteur public local		Total des marchés publics	
	Nombre	Montant en K€	Nombre	Montant en K€	Nombre	Montant en K€
Travaux	6 271	5 014 176	41 854	13 864 788	48 125	18 878 964
Fournitures	7 506	17 597 406	30 483	11 610 086	37 989	29 207 492
Services	9 469	13 224 159	18 238	7 216 891	27 707	20 441 050
<b>Total</b>	<b>23 246</b>	<b>35 835 741</b>	<b>90 575</b>	<b>32 691 765</b>	<b>113 821</b>	<b>68 527 506</b>

Source: Recensement des marchés publics ministère des finances, Observatoire économique de l'achat public

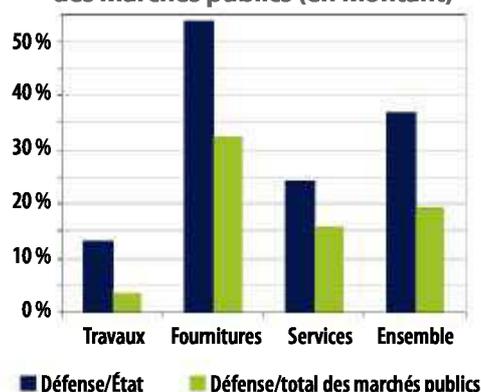
	Défense		Défense/État		Défense/Total des marchés publics	
	Nombre	Montant en K€	%	Montant en %	%	Montant en %
Travaux	918	655 302	3,9	13,1	1,9	3,5
Fournitures	2 054	9 438 218	27,4	53,6	5,4	32,3
Services	1 345	3 232 833	14,2	24,4	4,9	15,8
<b>Total</b>	<b>4 317</b>	<b>13 326 352</b>	<b>18,6</b>	<b>37,2</b>	<b>3,8</b>	<b>19,4</b>

Source: Recensement des marchés publics ministère des finances, Observatoire économique de l'achat public

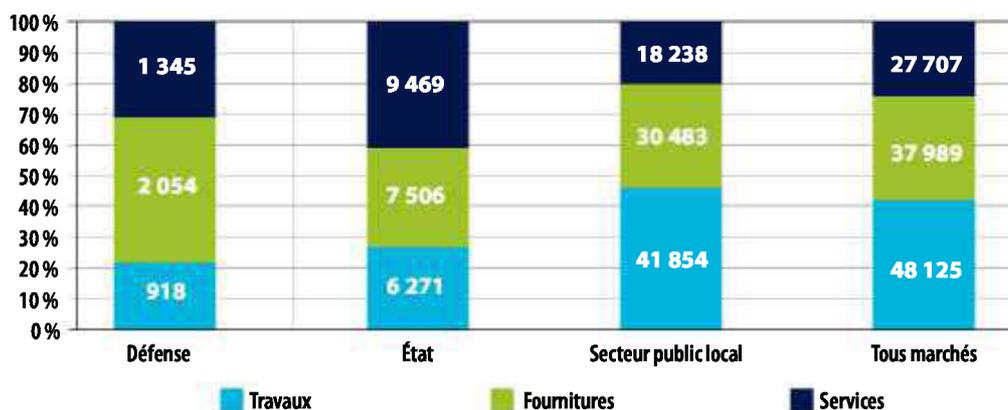
Part des marchés de la défense dans les marchés de l'État et total des marchés publics (en nombre)



Part des marchés de la défense dans les marchés de l'État et total des marchés publics (en montant)



Répartition des marchés par nature (en nombre)



#### 4.4.3 Les marchés publics de la défense notifiés en 2007 et 2008 (clauses spécifiques - ventilation par type d'achat)

Marchés Défense de plus de 90 000 € notifiés en 2007 et 2008	Fournitures				Travaux			
	2007		2008		2007		2008	
	Nombre	% du total	Nombre	% du total	Nombre	% du total	Nombre	% du total
Marchés avec sous-traitants	100	4,8	168	10,8	102	8,9	68	7,7
Marchés avec cotraitants	16	0,8	113	7,3	54	4,7	72	8,2
Clauses sociales	44	2,1	34	2,2	17	1,5	3	0,3
Clauses environnementales	51	2,4	169	10,9	18	1,6	37	4,2
Marchés à prix révisibles	940	45,1	700	45,2	460	40,3	397	45,0
Au moins une proposition dématérialisée	94	4,5	142	9,2	1	0,1	12	1,4
<b>Total des marchés de plus de 90 000 € recensés en 2007 et 2008</b>	<b>2 086</b>		<b>1 549</b>		<b>1 141</b>		<b>882</b>	

Marchés Défense de plus de 90 000 € notifiés en 2007 et 2008	Services				Total			
	2007		2008		2007		2008	
	Nombre	% du total	Nombre	% du total	Nombre	% du total	Nombre	% du total
Marchés avec sous-traitants	74	6,1	90	9,7	276	6,2	326	9,7
Marchés avec cotraitants	19	1,6	64	6,9	89	2,0	249	7,4
Clauses sociales	30	2,5	29	3,1	91	2,0	66	2,0
Clauses environnementales	32	2,6	90	9,7	101	2,3	296	8,8
Marchés à prix révisibles	725	59,3	550	59,2	2 125	47,8	1 647	49,0
Au moins une proposition dématérialisée	29	2,4	42	4,5	124	2,8	196	5,8
<b>Total des marchés de plus de 90 000 € recensés en 2007 et 2008</b>	<b>1 223</b>		<b>929</b>		<b>4 450</b>		<b>3 360</b>	

## 5. LES COMPARAISONS INTERNATIONALES : LA DÉFENSE DANS LES GRANDS PAYS INDUSTRIALISÉS

Ce chapitre présente une comparaison des dépenses et des effectifs de défense des principaux partenaires de la France (Allemagne, Espagne, États-Unis, Italie et Royaume-Uni).

Plusieurs définitions de l'« effort de défense » sont possibles. Elles peuvent être plus ou moins pertinentes lorsqu'il s'agit de procéder à des comparaisons internationales.

Il existe, au moins, trois chiffres différents pour mesurer l'effort français en 2009 <sup>(1)</sup> :

- l'ensemble du périmètre du ministère de la défense: 40,9 milliards d'euros, soit 2,1 % du PIB;
- le périmètre Otan (c'est-à-dire défense hors anciens combattants), pensions comprises (dit V1): 39,2 milliards d'euros, soit 2,0 % du PIB;
- le périmètre Otan, hors pensions (dit V2): 32,2 milliards d'euros, soit 1,7 % du PIB.

Pour mieux apprécier l'activité strictement militaire et compte tenu des problèmes de comparabilité des données sur les pensions, on retient dans ce chapitre le périmètre le plus restreint, en effectuant un traitement identique pour les autres pays (déduction des pensions et des activités non militaires des forces de sécurité).

En France, toutes dépenses confondues, la défense représente 1,7 % du PIB, soit environ 499 euros par habitant. L'effort de dépense en France reste moins important qu'aux États-Unis (4,1 % du PIB) et qu'au Royaume-Uni (2,4 %).

*1. Au 31 décembre 2009.*

## 5.1 Les dépenses de défense en norme Otan

**Nota :** Les séries historiques concernant la France ont été rétropolées « Hors gendarmerie », elles ne sont donc pas directement comparables à celles figurant dans les éditions précédentes de cet annuaire. Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de polices à statut militaire (carabiniers) sont toujours prises en compte à hauteur de 15 %.

### Évolution des budgets de la défense en volume et en norme Otan (hors pensions)

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en Md€ français constants 2009

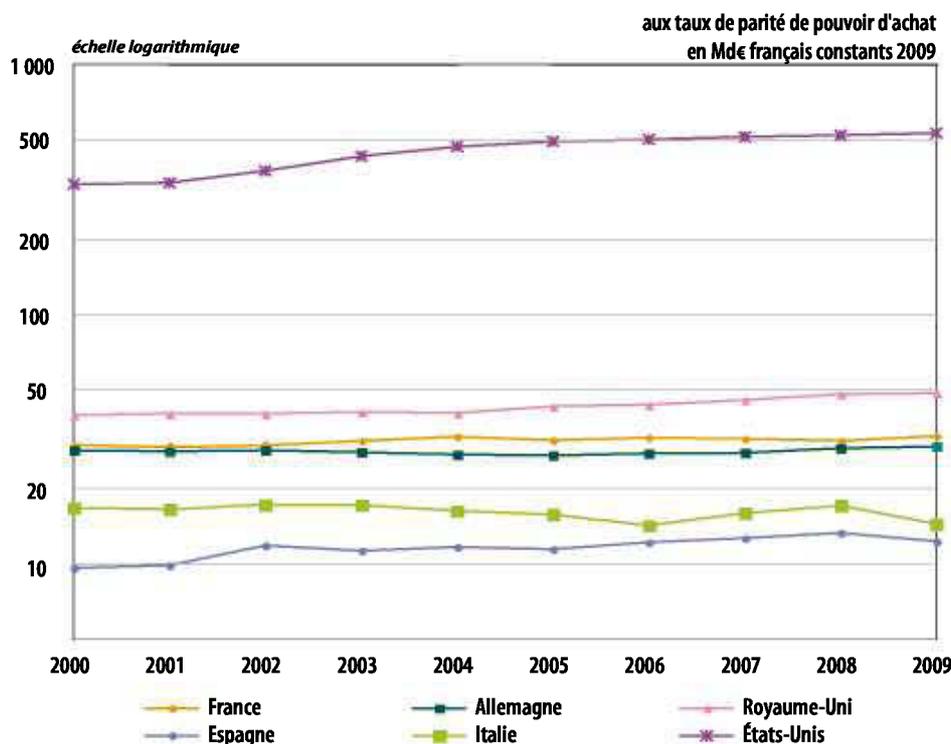
Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2000	29,6	28,2	39,0	9,5	16,6	329,6
2001	29,1	28,0	39,7	9,8	16,4	334,6
2002	29,6	28,2	39,6	11,7	17,1	375,1
2003	30,8	27,7	40,3	11,1	17,0	429,6
2004	32,1	27,2	39,8	11,5	16,1	468,6
2005	31,0	26,9	42,3	11,3	15,6	491,9
2006	31,8	27,4	43,1	12,1	14,0	500,4
2007	31,5	27,5	45,0	12,5	15,8	513,2
2008	30,8	28,8	47,4	13,2	16,9	519,8
2009	32,2	29,2	47,8	12,1	14,3	531,5

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

\* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre) : ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB : Toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France. Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

### Évolution des budgets de la défense en norme Otan (hors pensions)



## Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes en %

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2000	1,71	1,16	2,28	0,91	1,02	2,92
2001	1,65	1,13	2,27	0,90	0,99	2,93
2002	1,66	1,14	2,22	1,05	1,03	3,32
2003	1,71	1,12	2,19	0,97	1,02	3,61
2004	1,74	1,09	2,10	0,97	0,95	3,80
2005	1,65	1,07	2,19	0,92	0,92	3,87
2006	1,65	1,06	2,17	0,94	0,81	3,83
2007	1,60	1,03	2,21	0,95	0,90	3,85
2008	1,56	1,07	2,31	0,99	0,97	3,88
2009	1,66	1,14	2,44	0,94	0,86	4,07

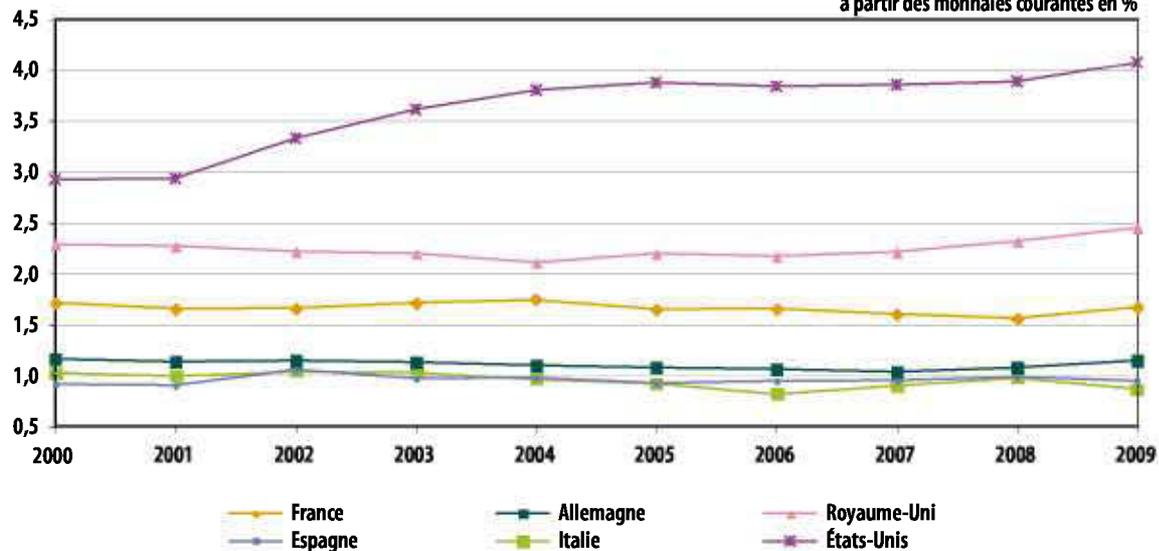
Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

\* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre) : ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB : Toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de leuro en France. Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

## Part des dépenses de défense (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes en %



## Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en € français constants 2009

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni*	Espagne	Italie	États-Unis*
2000	487	343	662	236	291	1 167
2001	476	340	671	239	287	1 173
2002	480	342	667	283	299	1 302
2003	496	336	676	265	295	1 478
2004	513	330	665	270	277	1 597
2005	492	326	703	260	266	1 661
2006	501	333	711	274	238	1 675
2007	493	334	738	279	265	1 701
2008	480	350	773	289	282	1 707
2009	499	356	773	263	237	1 730

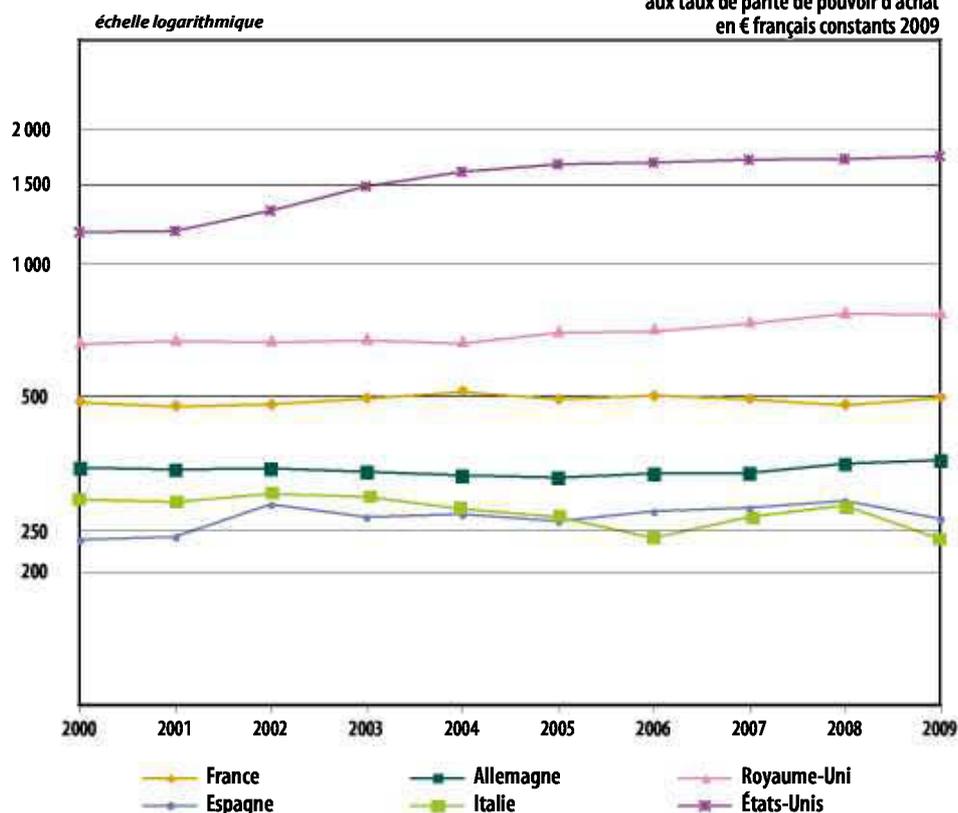
Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

\* Deux pays ont un exercice financier différent de l'année civile (janvier-décembre) : ce sont le Royaume-Uni (avril-mars) et les États-Unis (octobre-septembre).

NB : Toutes les données monétaires sont converties en parité de pouvoir d'achat (voir glossaire) de l'euro en France. Les données concernant les dépenses de défense représentent les paiements effectués ou devant l'être au cours de l'exercice financier.

## Dépenses de défense par habitant (hors pensions) en norme Otan

aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en € français constants 2009



### 5.1.1 L'évolution des dépenses de fonctionnement en norme Otan

Nota: Les séries historiques concernant la France ont été rétropolées « hors gendarmerie », elles ne sont donc pas directement comparables à celles figurant dans les éditions précédentes de cet annuaire. Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de polices à statut militaire (carabiniers) sont toujours prises en compte à hauteur de 15 %.

#### Dépenses de fonctionnement en volume et en norme Otan (hors pensions)

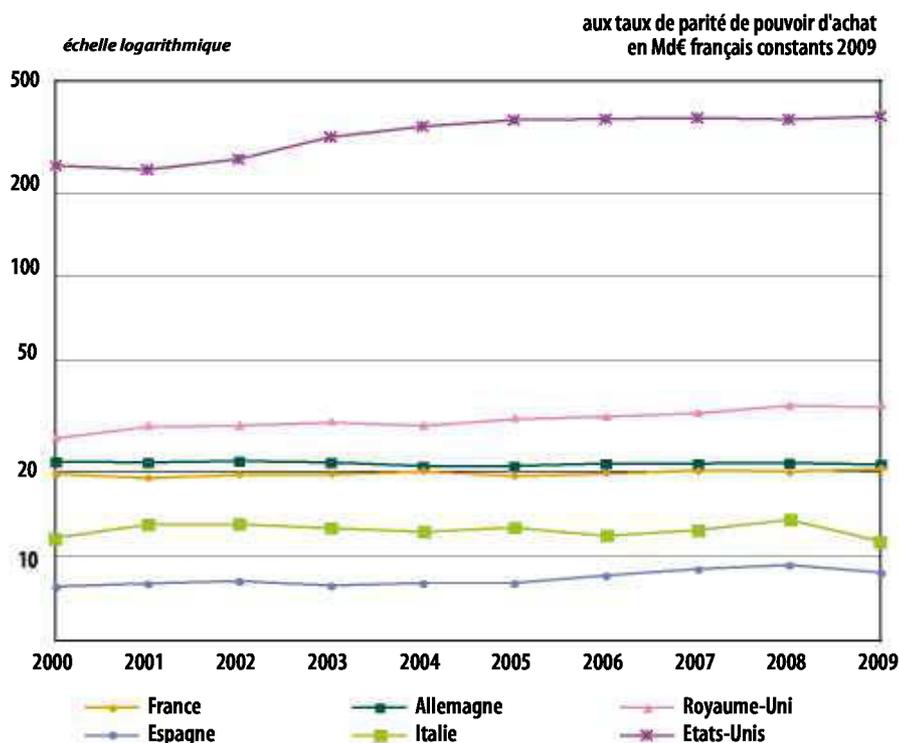
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en Md€ français constants 2009

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2000	19,6	21,6	26,6	7,7	11,5	248,7
2001	19,0	21,4	29,3	7,9	12,8	240,0
2002	19,5	21,6	29,3	8,0	12,8	262,7
2003	19,6	21,4	30,3	7,7	12,4	314,7
2004	20,1	20,8	29,3	7,9	12,1	343,2
2005	19,3	20,8	31,2	7,9	12,5	362,4
2006	19,8	21,2	31,6	8,4	11,6	365,3
2007	20,1	21,2	32,5	8,9	12,2	369,2
2008	19,8	21,3	34,5	9,2	13,3	364,6
2009	20,5	21,0	34,7	8,6	11,1	372,7

Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

Dans la définition Otan, les dépenses de « fonctionnement » regroupent les dépenses ordinaires (ici, hors pensions). De plus, elles reprennent des rubriques que la définition française (liée à l'ordonnance de 1959) classait en dépenses en capital: munitions, Entretien programmé du personnel (EPP), Entretien programmé du matériel (EPM). Néanmoins, la nouvelle nomenclature liée à la Lolf a fortement réduit cette divergence.

#### Dépenses de fonctionnement en norme Otan (hors pensions)



## Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

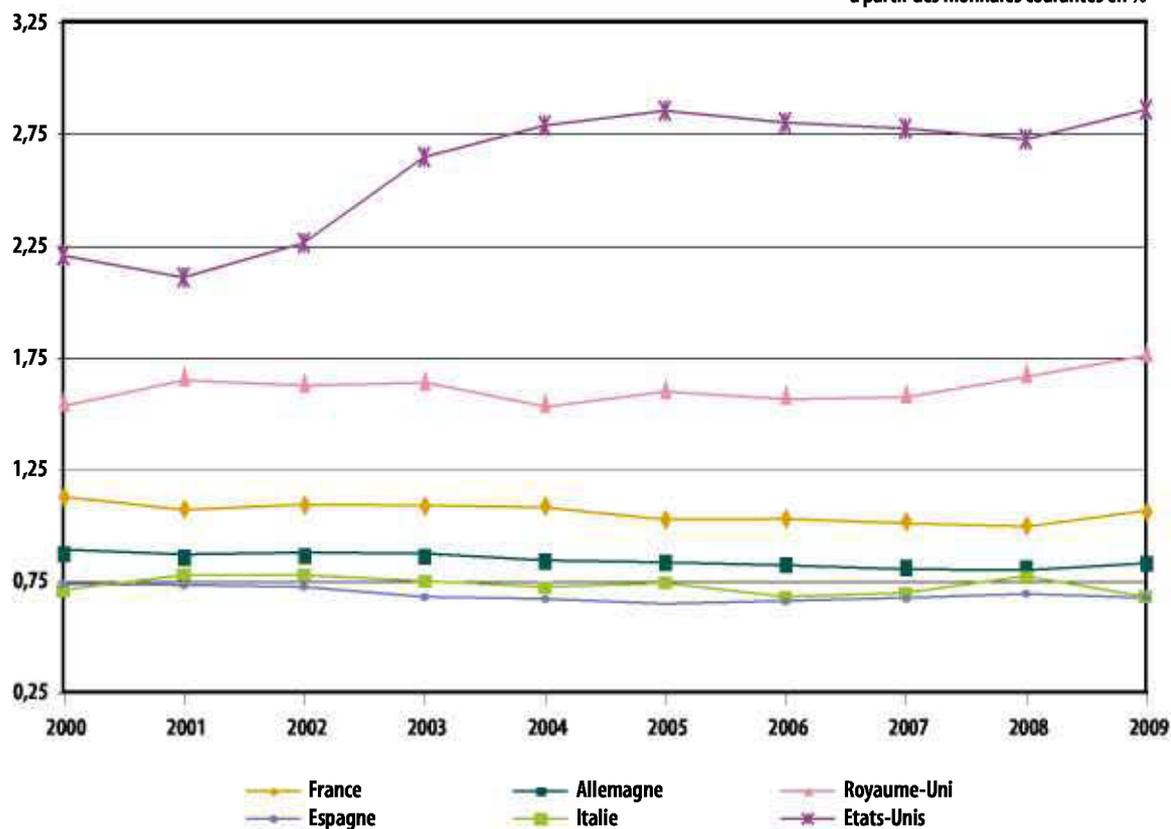
à partir des monnaies courantes en %

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2000	1,13	0,88	1,56	0,73	0,71	2,20
2001	1,08	0,86	1,67	0,72	0,77	2,10
2002	1,09	0,87	1,64	0,72	0,77	2,26
2003	1,09	0,87	1,65	0,67	0,75	2,64
2004	1,09	0,84	1,55	0,67	0,72	2,78
2005	1,02	0,83	1,61	0,64	0,73	2,85
2006	1,03	0,82	1,59	0,66	0,67	2,80
2007	1,02	0,80	1,59	0,67	0,69	2,77
2008	1,00	0,79	1,68	0,69	0,76	2,72
2009	1,06	0,82	1,78	0,67	0,67	2,85

Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

## Part des dépenses de fonctionnement (hors pensions) dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes en %



### Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan

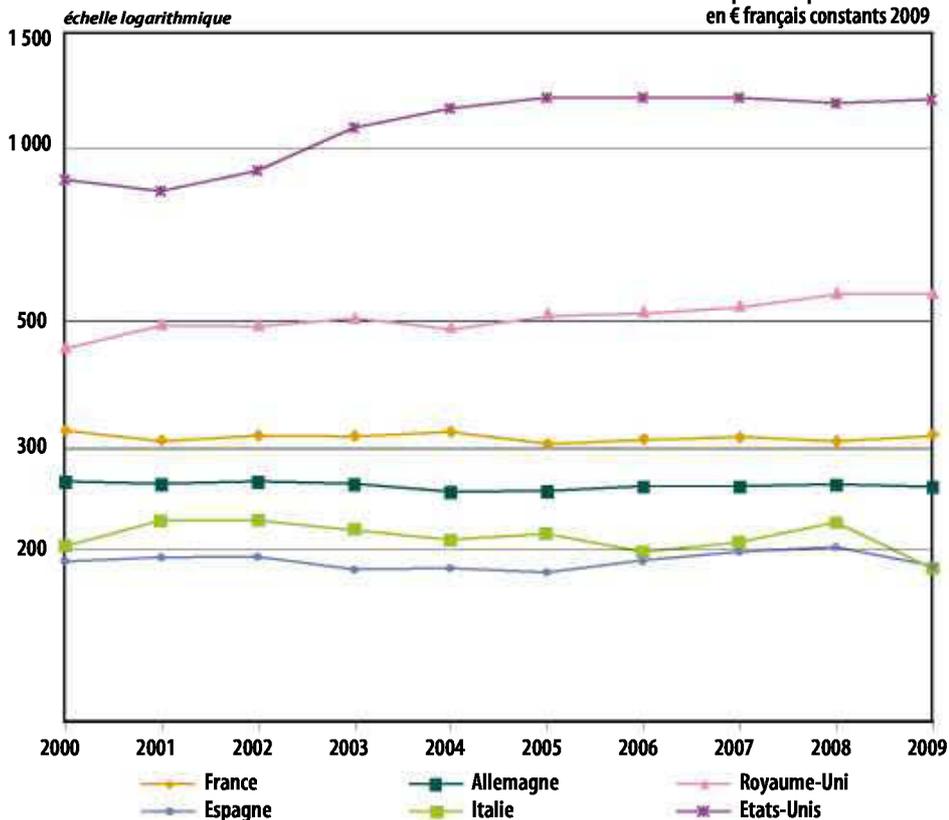
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en € français constants 2009

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2000	323	262	452	190	202	881
2001	310	260	495	193	224	841
2002	316	262	494	194	224	912
2003	316	260	508	184	215	1 083
2004	321	252	490	185	207	1 170
2005	306	252	518	182	212	1 224
2006	312	257	521	191	198	1 222
2007	315	257	532	198	205	1 224
2008	309	259	562	201	222	1 197
2009	318	256	562	187	185	1 213

Sources : Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

### Dépenses de fonctionnement par habitant (hors pensions) en norme Otan

aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en € français constants 2009



### Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense budget en norme Otan (hors pensions)

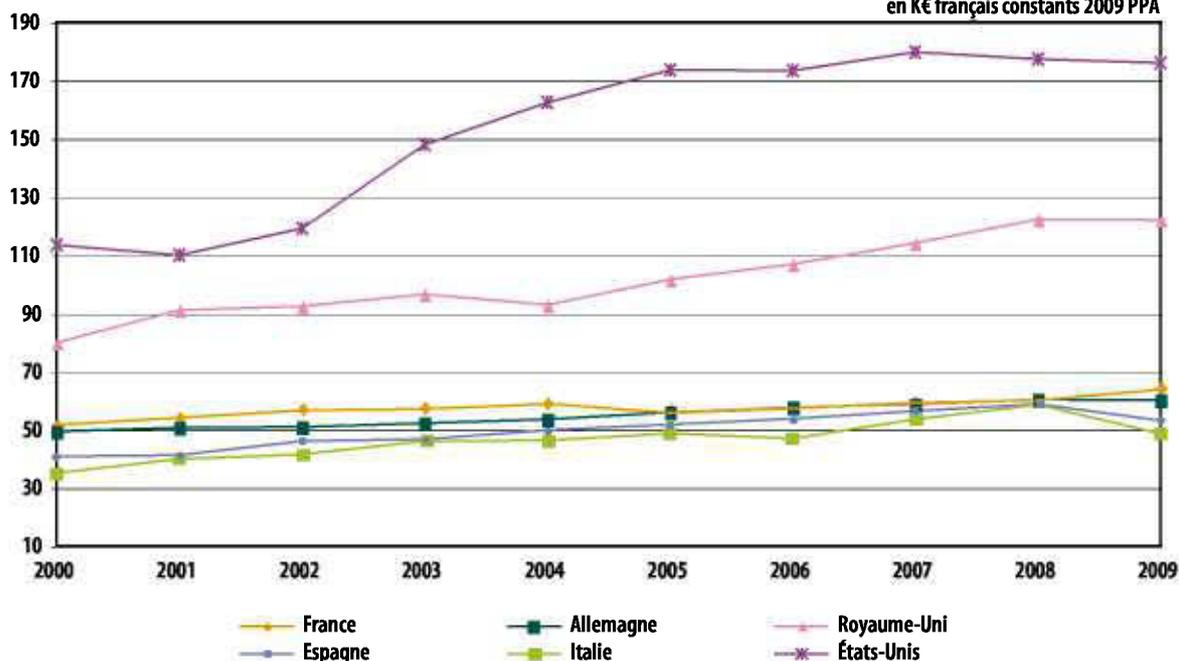
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en K€ Français constants 2009

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2000	51,7	49,2	79,9	40,7	35,0	113,5
2001	54,1	50,6	90,9	41,2	39,9	109,8
2002	57,3	50,8	92,3	45,9	41,4	119,1
2003	57,5	52,1	96,5	46,7	46,1	147,9
2004	59,1	53,5	92,8	49,8	46,3	162,3
2005	57,0	55,8	101,6	51,7	48,6	173,6
2006	58,0	57,7	106,8	53,6	46,9	173,4
2007	59,6	58,5	114,1	56,4	53,4	179,8
2008	60,5	60,4	122,2	58,7	58,5	177,3
2009	64,4	60,0	121,9	53,1	48,4	176,1

Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

### Dépenses de fonctionnement rapportées aux effectifs totaux de la défense en norme Otan (hors pensions)

en K€ français constants 2009 PPA



### 5.1.2 L'évolution des dépenses en capital en norme Otan

Nota: Les séries historiques concernant la France ont été rétopolées « Hors gendarmerie », elles ne sont donc pas directement comparables à celles figurant dans les éditions précédentes de cet annuaire. Pour l'Italie, les dépenses correspondant au budget des forces de polices à statut militaire (carabiniers) sont toujours prises en compte à hauteur de 15 %.

#### Dépenses en capital en volume et en norme Otan

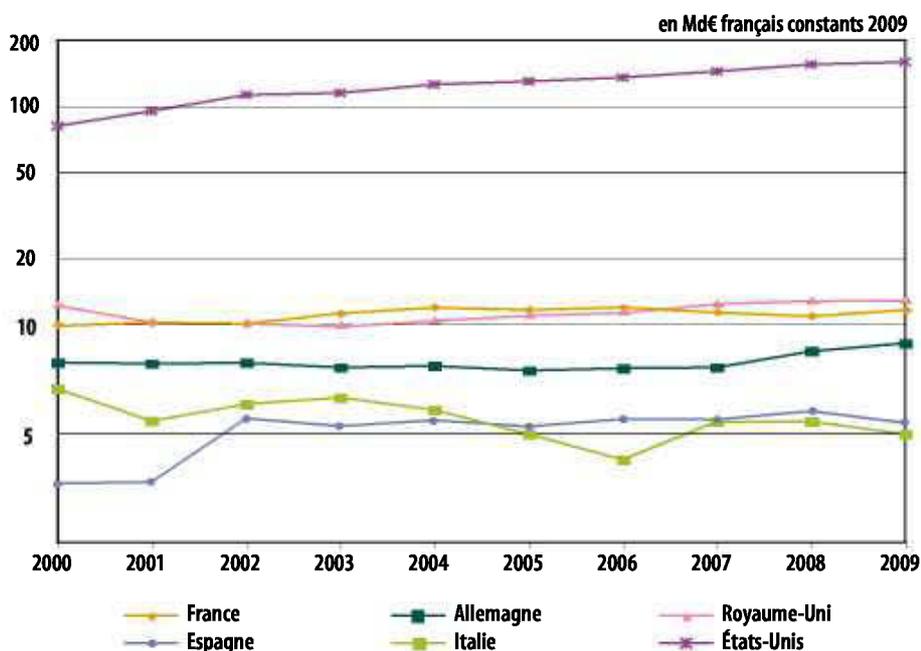
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en Md€ français constants 2009

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2000	10,0	6,7	12,4	1,9	5,1	80,9
2001	10,2	6,6	10,4	1,9	3,6	94,6
2002	10,1	6,6	10,3	3,7	4,3	112,4
2003	11,2	6,3	10,0	3,4	4,6	114,9
2004	12,0	6,4	10,5	3,6	4,0	125,3
2005	11,7	6,1	11,1	3,4	3,1	129,5
2006	12,0	6,3	11,5	3,7	2,4	135,1
2007	11,4	6,3	12,5	3,6	3,6	144,0
2008	11,0	7,5	12,9	4,0	3,6	155,3
2009	11,6	8,2	13,1	3,5	3,1	158,8

Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

Les dépenses en capital comprennent les acquisitions d'équipements d'importance majeure (missiles conventionnels, armes nucléaires, avions, artillerie, véhicules de combat, armement léger, navires, etc.), les constructions de bâtiments et d'infrastructures militaires, les transferts à l'Otan ainsi que les dépenses de R&D pour les équipements d'importance majeure.

#### Dépenses en capital en norme Otan aux taux de parité de pouvoir d'achat



## Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

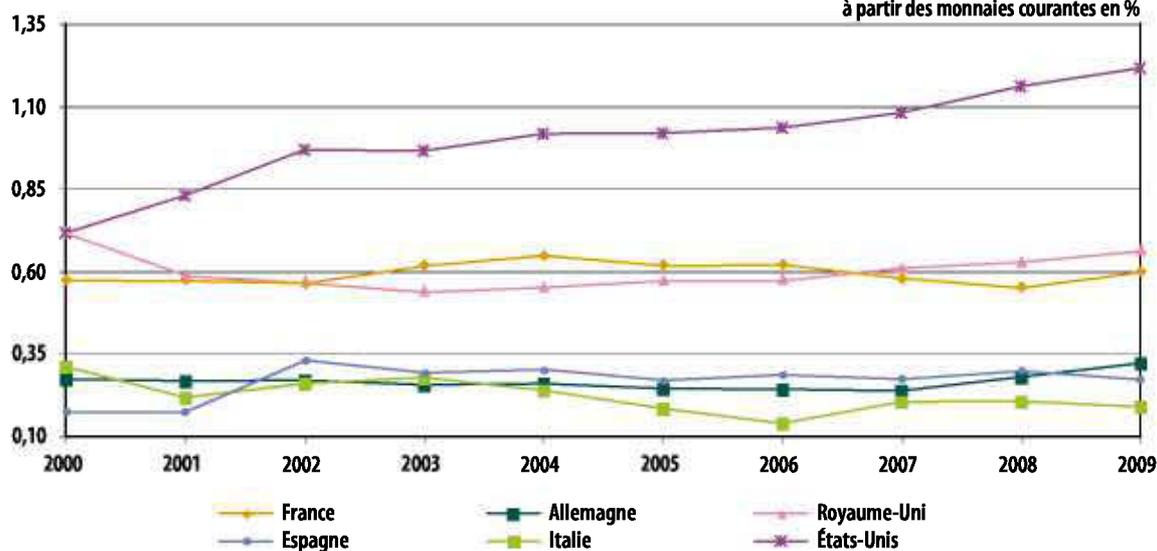
à partir des monnaies courantes en %

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2000	0,58	0,27	0,72	0,18	0,31	0,72
2001	0,58	0,27	0,59	0,17	0,22	0,83
2002	0,56	0,27	0,57	0,33	0,26	0,97
2003	0,62	0,26	0,54	0,30	0,28	0,96
2004	0,65	0,26	0,55	0,30	0,24	1,02
2005	0,62	0,24	0,58	0,28	0,18	1,02
2006	0,62	0,24	0,58	0,29	0,14	1,03
2007	0,58	0,24	0,61	0,28	0,20	1,08
2008	0,55	0,28	0,63	0,30	0,21	1,16
2009	0,60	0,32	0,67	0,27	0,19	1,22

Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

## Part des dépenses en capital dans le PIB en norme Otan

à partir des monnaies courantes en %



### Dépenses en capital par habitant en norme Otan

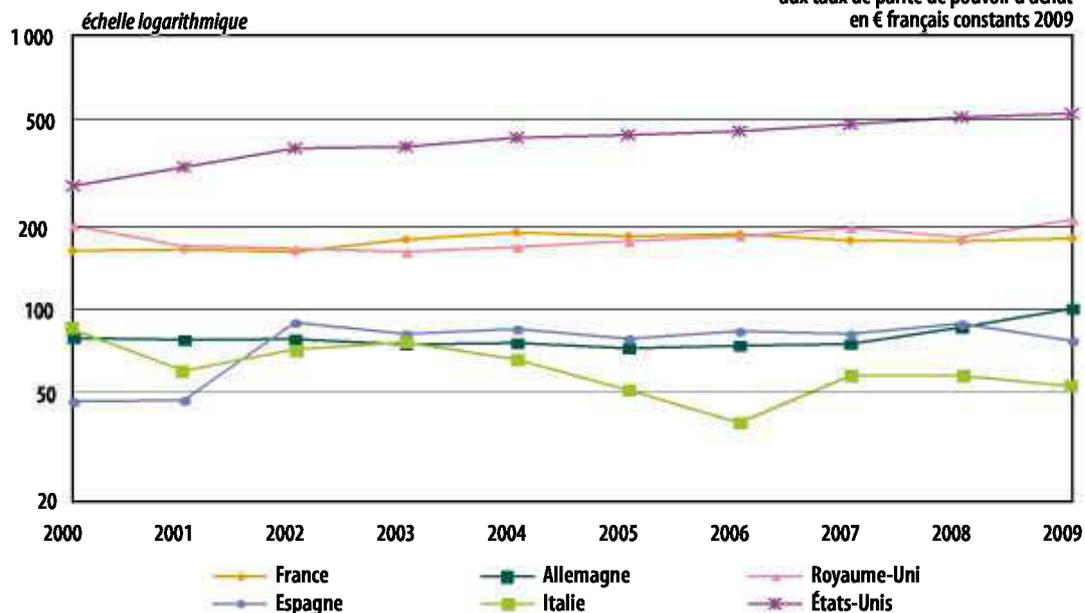
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en € français constants 2009

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2000	164	81	210	46	89	286
2001	166	80	176	46	63	332
2002	163	80	173	90	75	390
2003	181	77	168	81	80	395
2004	192	78	175	85	69	427
2005	186	74	185	78	53	437
2006	189	76	190	83	41	452
2007	179	77	205	81	60	477
2008	171	91	211	87	60	510
2009	181	100	211	76	52	517

Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

### Dépenses en capital par habitant en norme Otan

aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en € français constants 2009



### Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense budget en norme Otan (hors pensions)

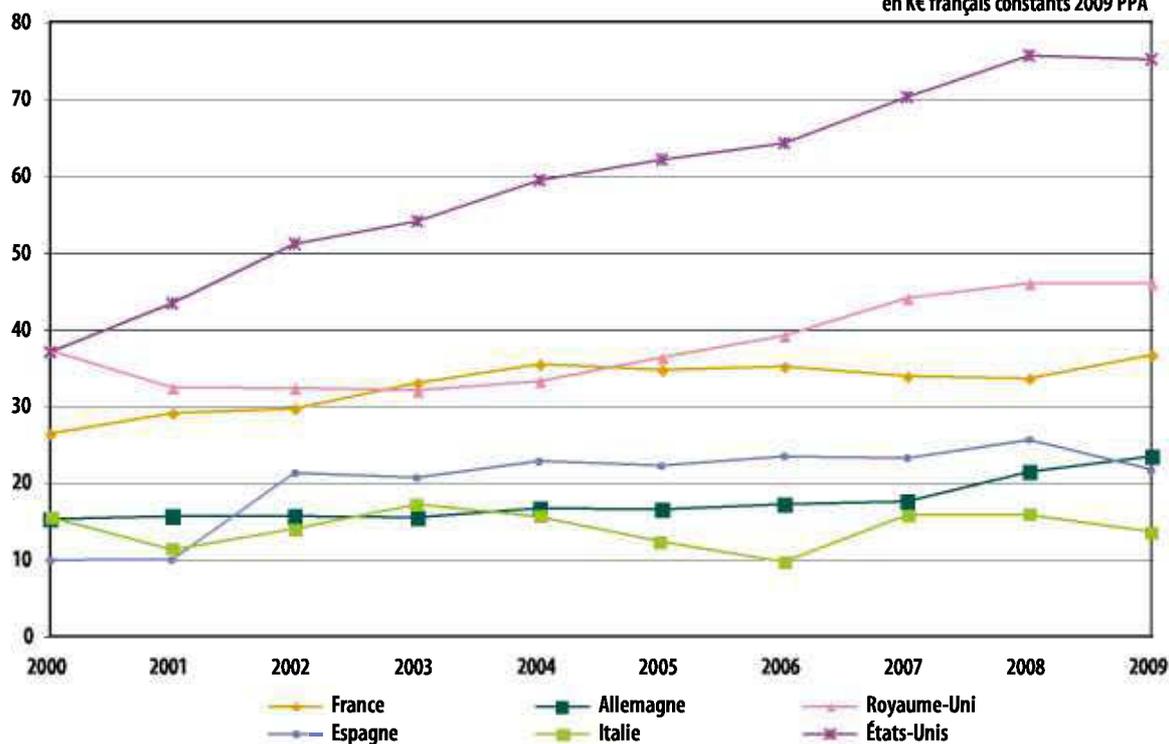
montants convertis aux taux de parité de pouvoir d'achat  
en K€ français constants 2009

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2000	26,3	15,2	37,1	9,9	15,4	36,9
2001	29,0	15,6	32,3	9,9	11,2	43,3
2002	29,6	15,6	32,3	21,2	13,9	51,0
2003	32,9	15,4	31,9	20,6	17,1	54,0
2004	35,4	16,6	33,2	22,8	15,5	59,3
2005	34,6	16,4	36,2	22,2	12,2	62,0
2006	35,1	17,1	39,0	23,4	9,6	64,1
2007	33,8	17,5	44,0	23,1	15,7	70,1
2008	33,5	21,3	45,9	25,5	15,7	75,5
2009	36,6	23,4	45,9	21,7	13,6	75,0

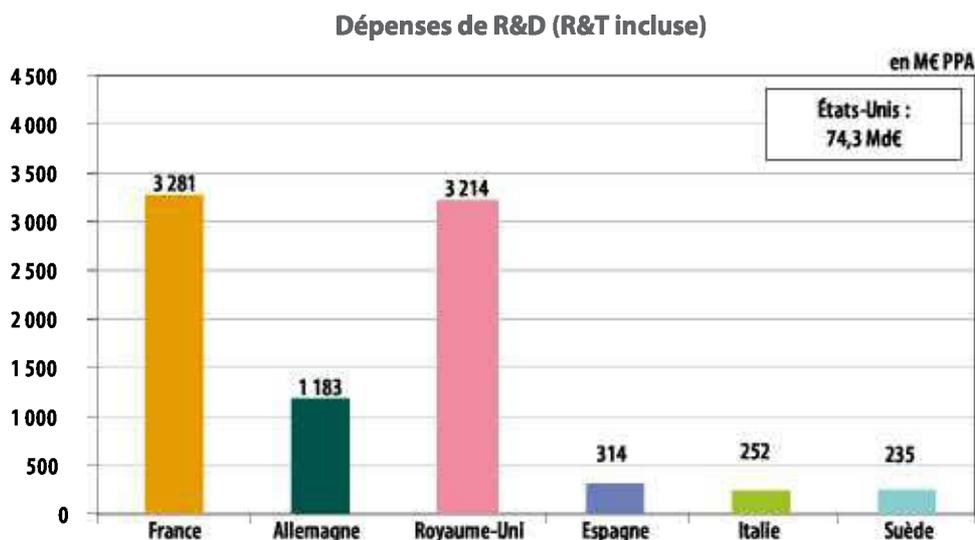
Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

### Dépenses en capital rapportées aux effectifs totaux de la défense en norme Otan (hors pensions)

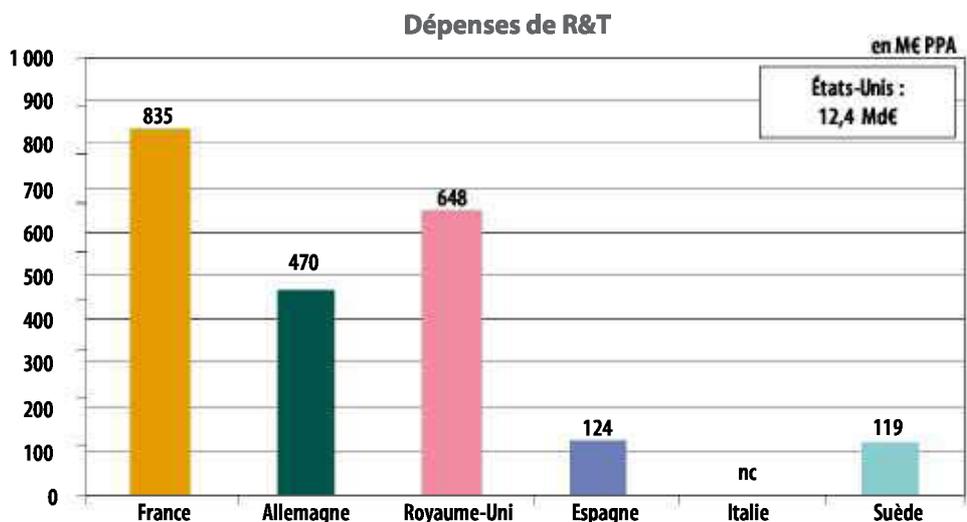
en K€ français constants 2009 PPA



## 5.2 Comparaison internationale des dépenses de R&D en 2008



Source: Agence européenne de défense



Source: Agence européenne de défense

NB: la recherche sur le nucléaire n'est pas comptabilisée ici, sauf pour les États-Unis.

La R&D de défense européenne est relativement limitée : ensemble, les pays européens réalisent un effort de R&D de défense six fois inférieur à celui des États-Unis. Surtout, cette recherche est l'apanage de quelques pays seulement. Les six grands pays européens présentés produisent environ 95 % de l'effort. Le constat est le même si l'on s'en tient à l'effort de R&T, qui exclut les dépenses de développement et correspond aux phases les plus en amont de la recherche de défense.

## 5.3 Comparaison internationale des effectifs de défense: personnel civil et militaire

### Évolution des effectifs totaux de la défense au sens de l'Otan

Année	France <sup>1</sup>		Allemagne		Royaume-Uni	Espagne	Italie		États-Unis
	y/c appelés	hors appelés*	y/c appelés	hors appelés*			y/c appelés	hors appelés*	
2000	379 344	324 272	438 400	317 100	333 100	187 900	328 155	211 992	2 192 000
2001	350 961	331 645	422 500	312 500	322 000	190 700	320 370	216 400	2 186 000
2002	340 106	340 106	425 461	318 407	317 700	174 500	309 155	221 171	2 205 000
2003	340 270	340 270	411 133	317 138	313 600	165 400	269 105	227 503	2 127 600
2004	339 315	339 315	387 851	314 102	316 100	158 700	260 585	232 375	2 114 300
2005	337 999	337 999	372 276	308 598	307 100	152 700	256 075	251 818	2 087 800
2006	341 563	341 563	366 600	304 768	295 500	156 700	248 230	248 230	2 107 000
2007	336 818	336 818	361 660	297 780	284 500	157 400	228 100	228 100	2 053 700
2008	327 221	327 221	352 155	297 155	282 100	156 500	227 500	227 500	2 055 800
2009	318 455	318 455	350 386	311 621	284 700	162 400	230 200	230 200	2 116 800

Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

1. Hors comptes de commerce.

NB: à partir de 2002, rupture de série pour l'Allemagne, chiffres de l'état-major des forces armées allemand.

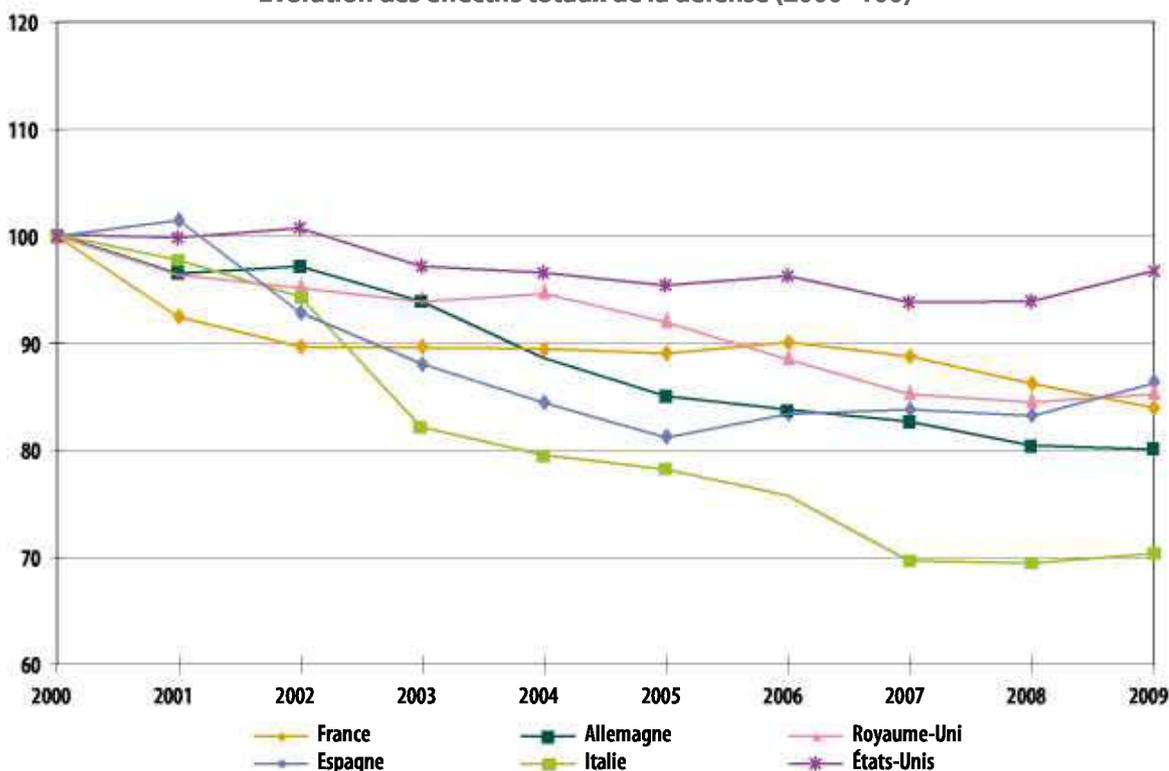
Les chiffres reposent en général sur les données budgétaires nationales. Pour la France, l'Otan a strictement retenu les données LFI.

Les chiffres diffèrent donc de ceux réellement observés (recensement des agents de la défense) qui figurent dans le chapitre 3.

Les séries historiques concernant la France ont été réétalonnées « hors gendarmerie », elles ne sont donc pas directement comparables à celles figurant dans les éditions précédentes de cet annuaire. Les forces de police à statut militaire (carabinieri en Italie) sont prises en compte à une hauteur qu'il est convenu d'estimer à 15 % afin de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires.

\* Les données sont bien sûr très différentes selon que l'on compte ou non les appelés. Les données Otan comptabilisent ces derniers. Parmi les autres pays cités, les États-Unis et le Royaume-Uni n'ont plus d'appelés depuis déjà longtemps (avant 1992).

### Évolution des effectifs totaux de la défense (2000=100)



## 5.3.1 Les effectifs militaires en norme Otan

Évolution des effectifs militaires, au sens de l'Otan

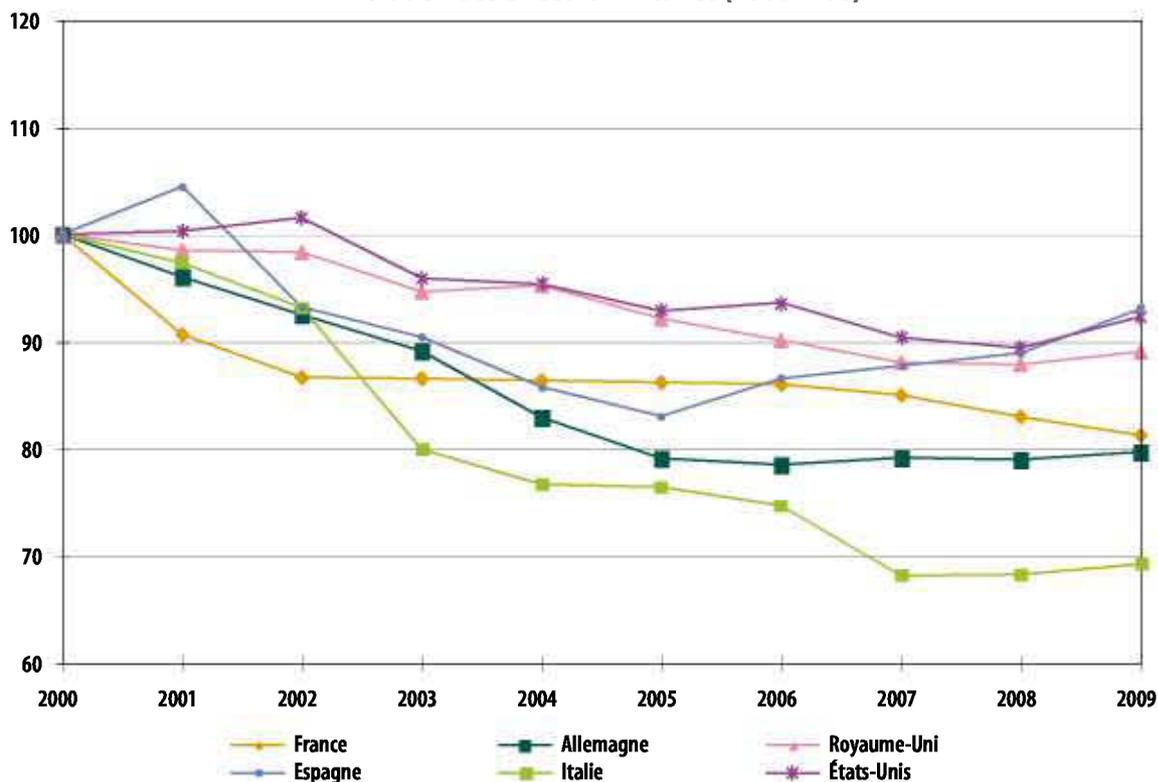
Année	France*		Allemagne		Royaume-Uni	Espagne	Italie		États-Unis	Europe à 27
	y/c appelés	hors appelés*	y/c appelés	hors appelés*			y/c appelés	hors appelés*		
2000	299 095	244 023	318 800	197 500	218 100	144 300	286 355	170 192	1 483 000	2 351 958
2001	270 986	251 670	306 100	196 100	214 800	150 700	278 670	174 700	1 487 000	2 235 929
2002	259 111	259 111	294 832	187 778	214 400	134 500	266 655	178 686	1 506 000	2 152 234
2003	258 802	258 802	283 958	189 963	206 400	130 400	228 805	187 203	1 421 800	1 927 849
2004	258 278	258 278	264 224	190 475	207 600	123 700	219 485	191 290	1 414 200	1 845 887
2005	257 721	257 721	252 128	188 450	200 900	119 800	218 775	214 518	1 376 500	1 811 126
2006	257 081	257 081	250 113	188 382	196 300	124 800	213 730	213 730	1 387 800	1 804 121
2007	254 203	254 203	252 201	188 321	191 900	126 600	195 000	194 800	1 339 900	1 766 701
2008	248 027	248 027	251 600	196 600	191 500	128 300	195 400	195 400	1 325 600	1 720 724
2009	242 977	242 977	253 885	215 120	194 100	134 200	198 100	198 100	1 368 300	1 720 852

Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

Les séries historiques concernant la France ont été réévaluées « hors gendarmerie », elles ne sont donc pas directement comparables à celles figurant dans les éditions précédentes de cet annuaire. Les forces de police à statut militaire (carabinieri en Italie) sont prises en compte à une hauteur qu'il est convenu d'estimer à 15 % afin de ne retenir que les effectifs liés à des activités strictement militaires.

\* Voir notes de la page précédente.

Évolution des effectifs militaires (2000=100)



### 5.3.2 Les effectifs civils en norme Otan

Évolution des effectifs civils, au sens de l'Otan

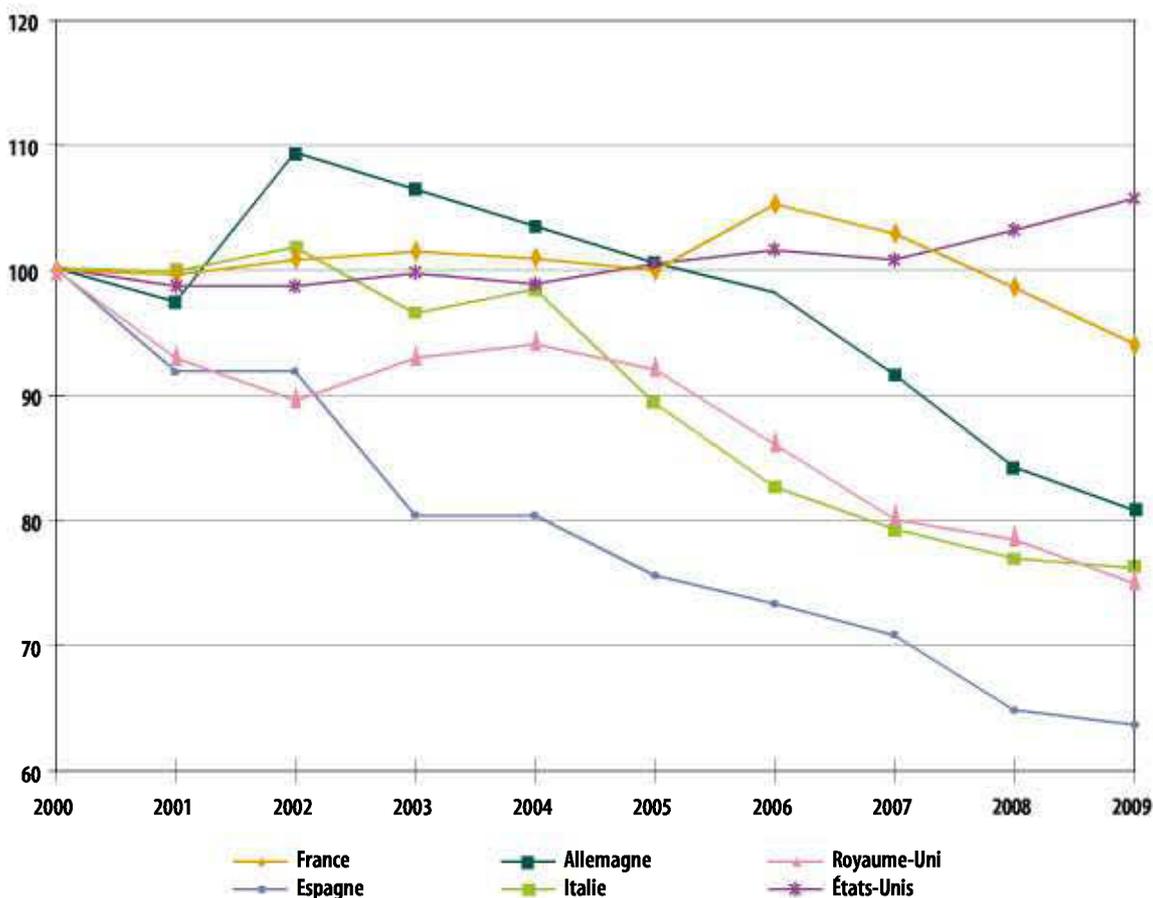
Année	France <sup>1</sup>	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis
2000	80 249	119 600	115 000	43 600	41 800	709 000
2001	79 975	116 400	107 200	40 000	41 700	699 000
2002	80 995	130 629	103 300	40 000	42 500	699 000
2003	81 468	127 175	107 200	35 000	40 300	705 800
2004	81 037	123 627	108 500	35 000	41 100	700 100
2005	80 278	120 148	106 200	32 900	37 300	711 300
2006	84 482	117 300	99 200	31 900	34 500	719 200
2007	82 615	109 459	92 600	30 800	33 100	713 800
2008	79 194	100 555	90 600	28 200	32 100	730 200
2009	75 478	96 501	86 600	27 700	31 800	748 500

Sources: Otan - Memorandum statistique de décembre 2009 (retraitement DAF)

1. Hors comptes de commerce.

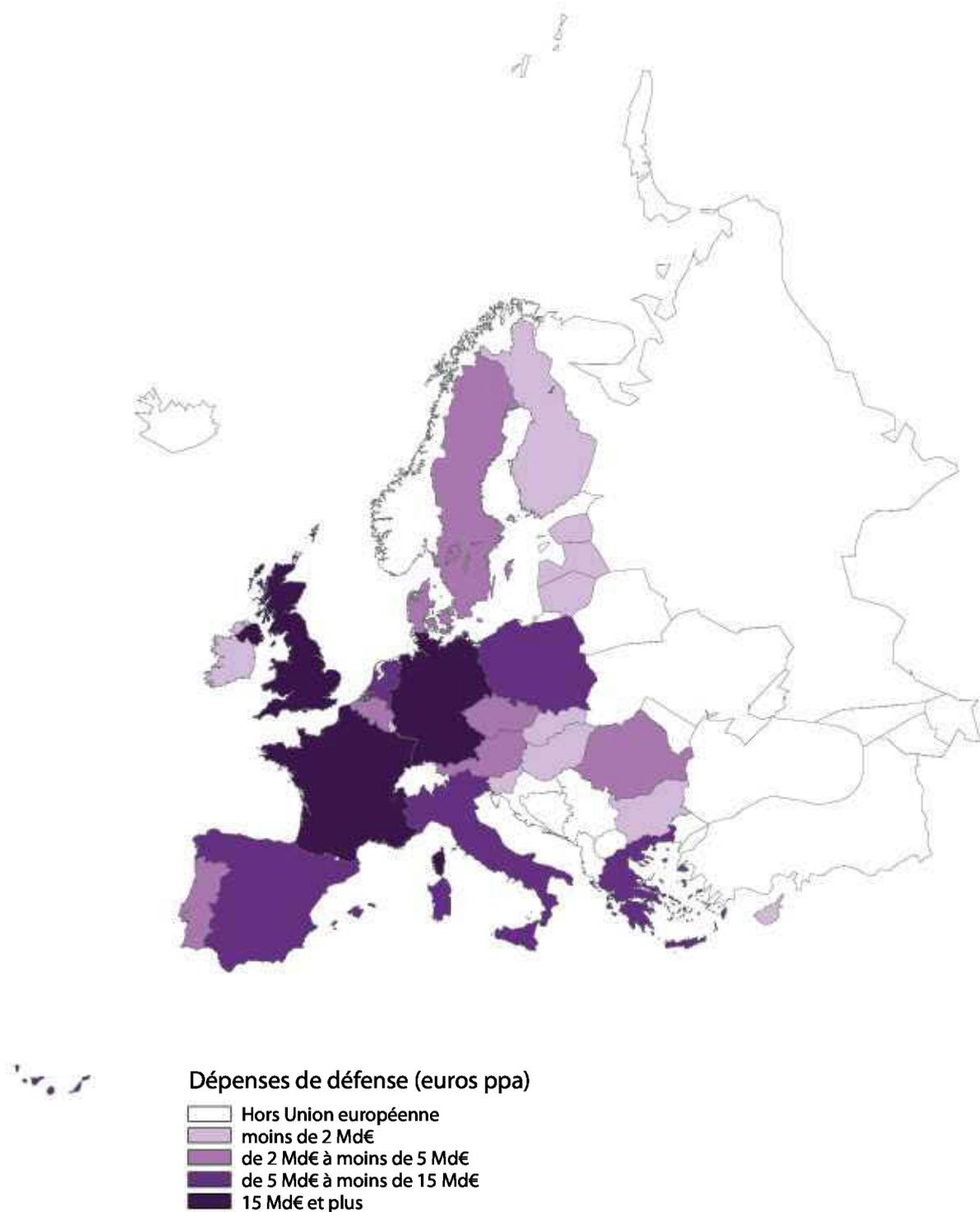
NB: à partir de 2002, rupture de série pour l'Allemagne, chiffres de l'état-major des forces armées allemand.

Évolution des effectifs civils (2000=100)

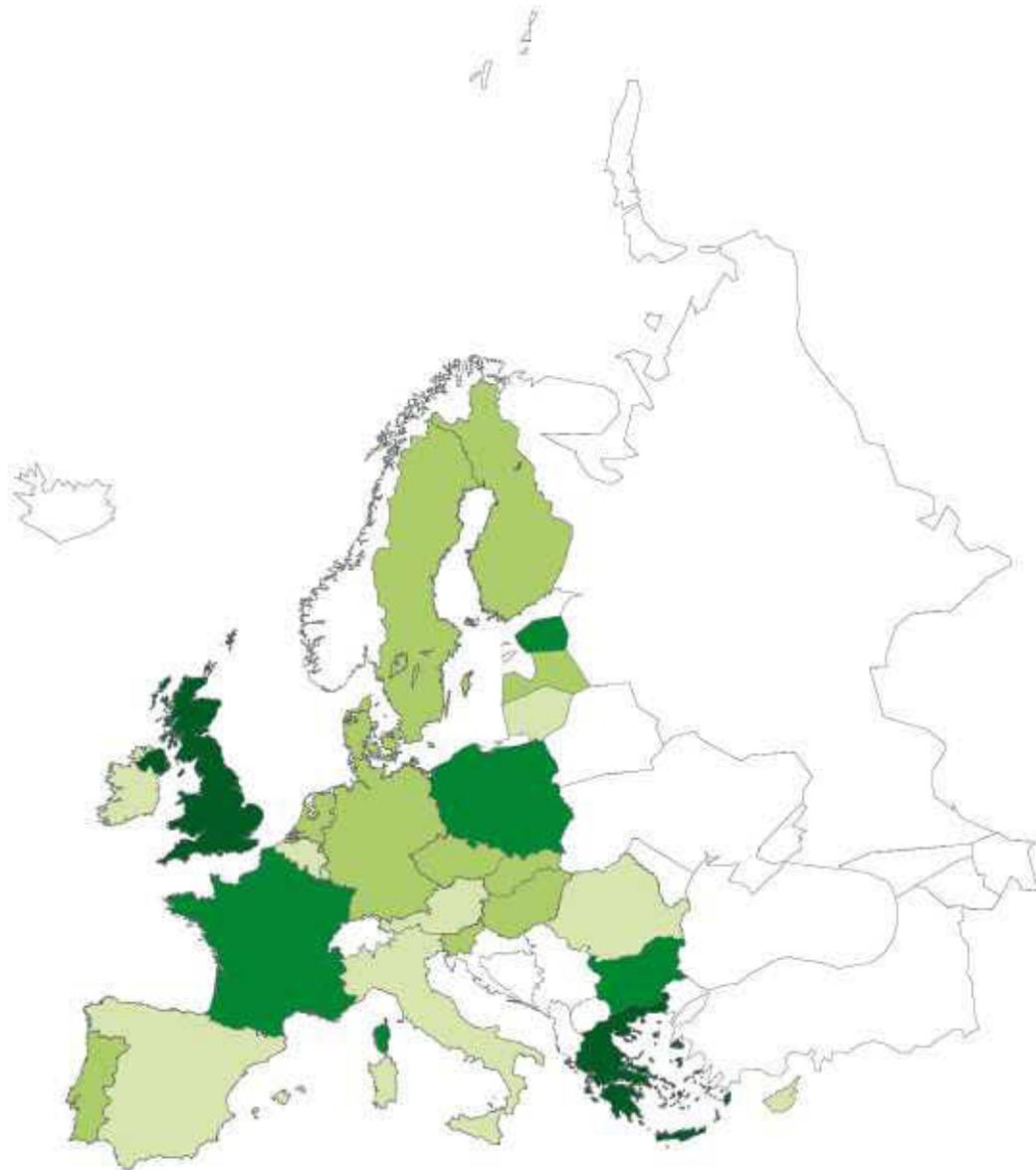


## 5.4 La cartographie européenne de l'effort de défense

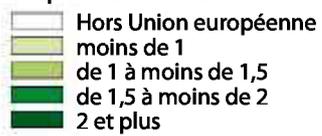
### Les dépenses de défense en 2009



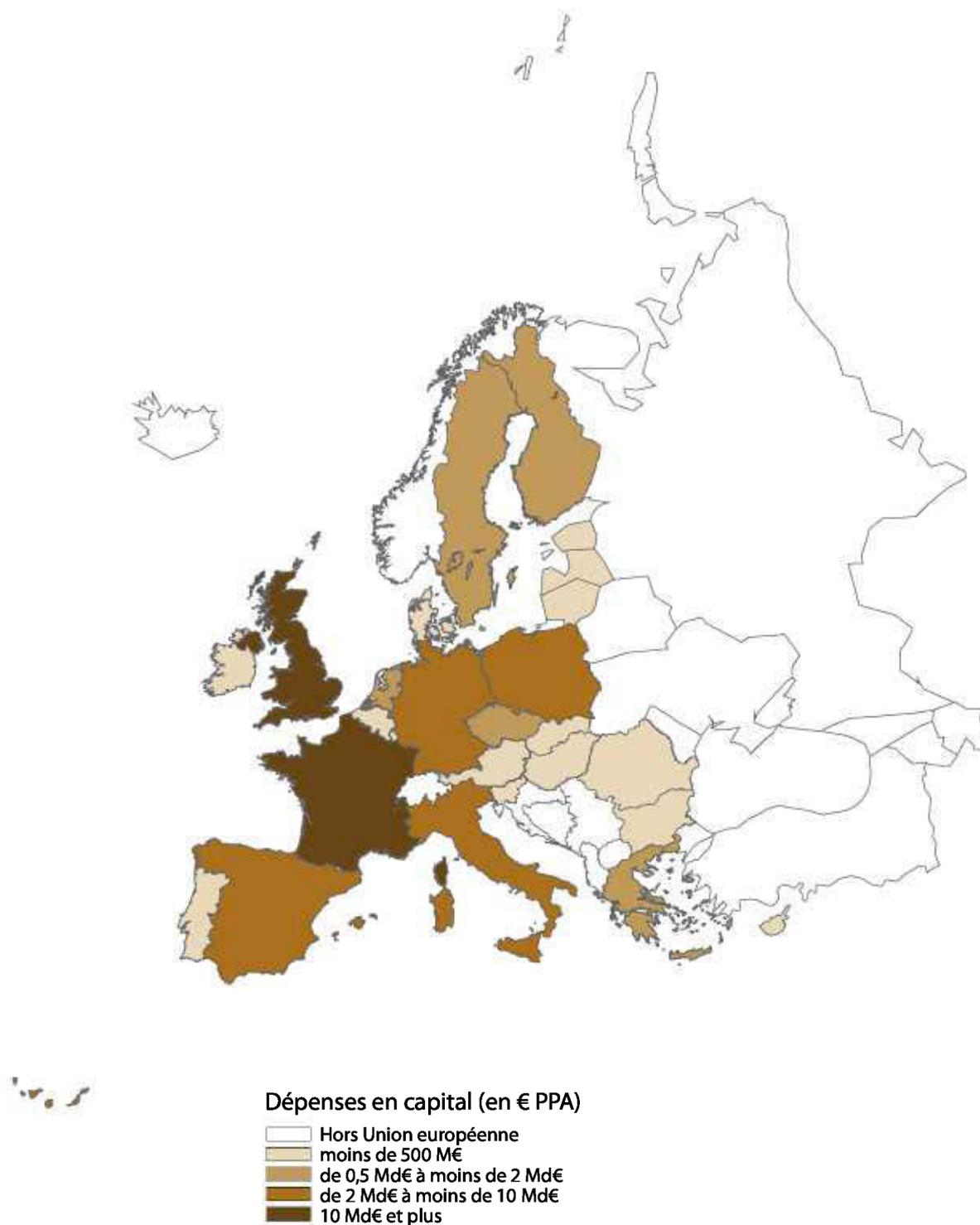
## Les dépenses de défense en % du PIB en 2009



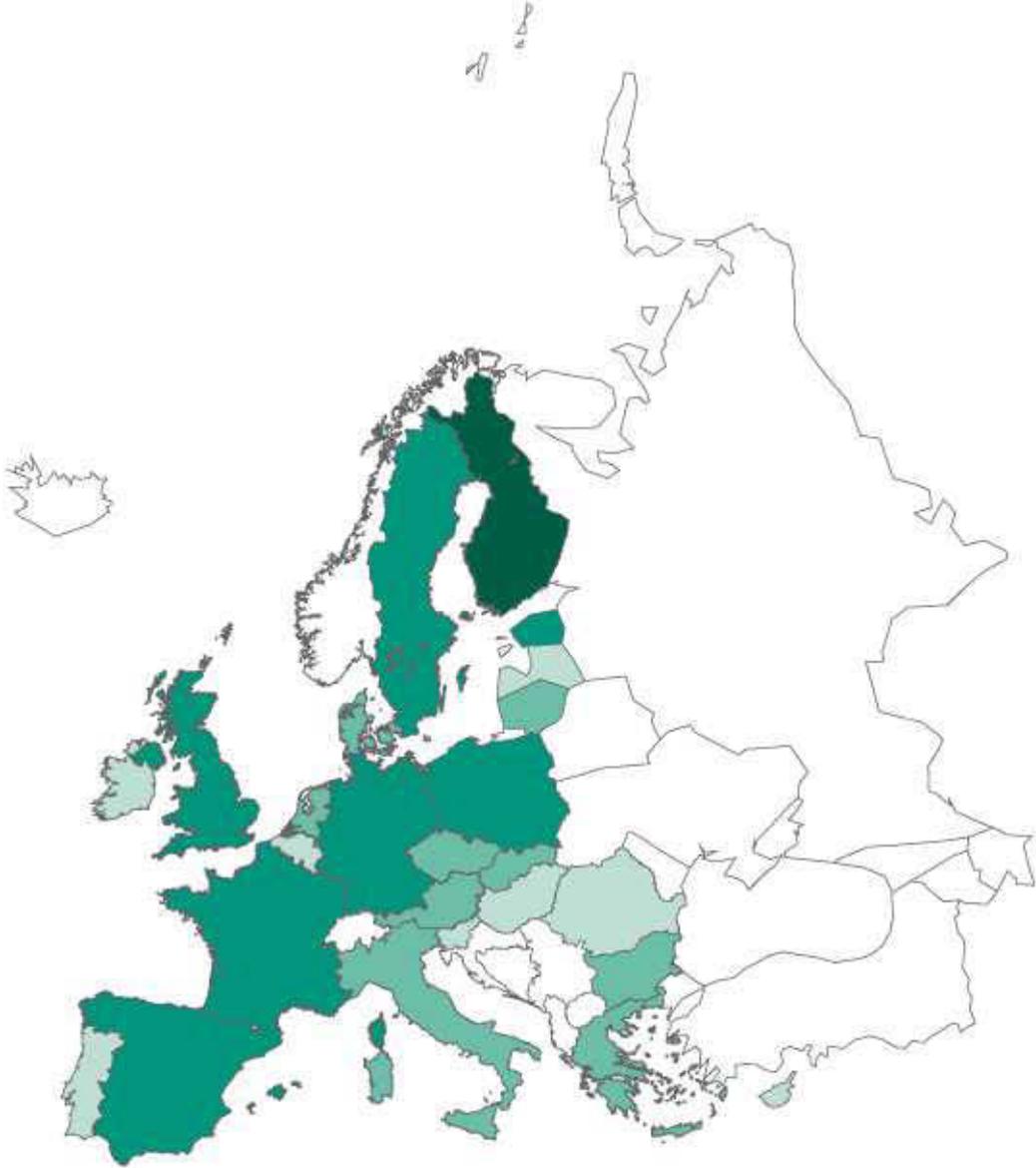
### Dépenses de défense sur PIB (en %)



## Les dépenses d'équipement en 2009



**Les dépenses d'équipement de défense en % de la dépense totale de défense en 2009**

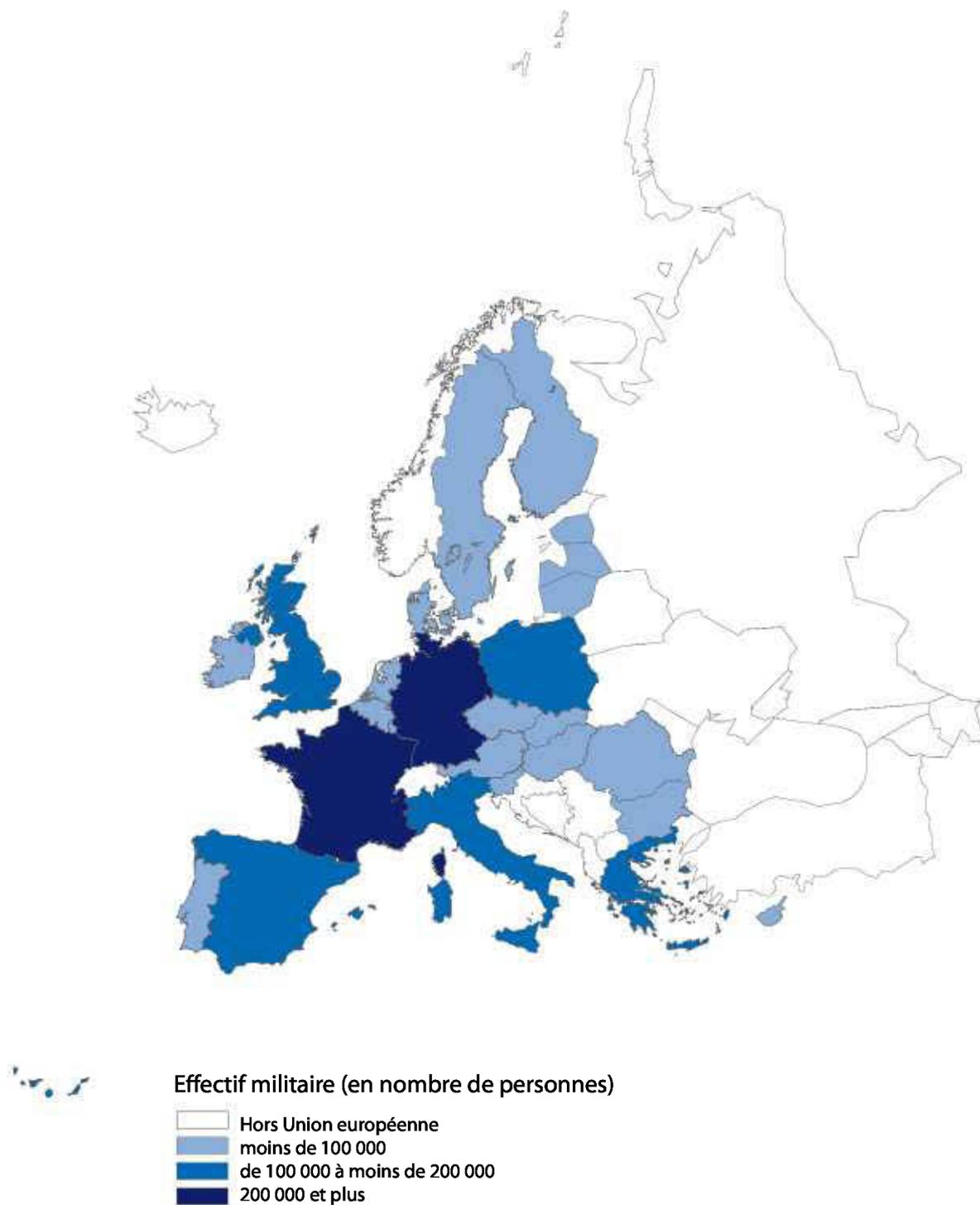


Dépenses en capital / dépense de défense (en %)

- Hors Union européenne
- moins de 20
- de 20 à moins de 25
- de 25 à moins de 40
- 40 et plus

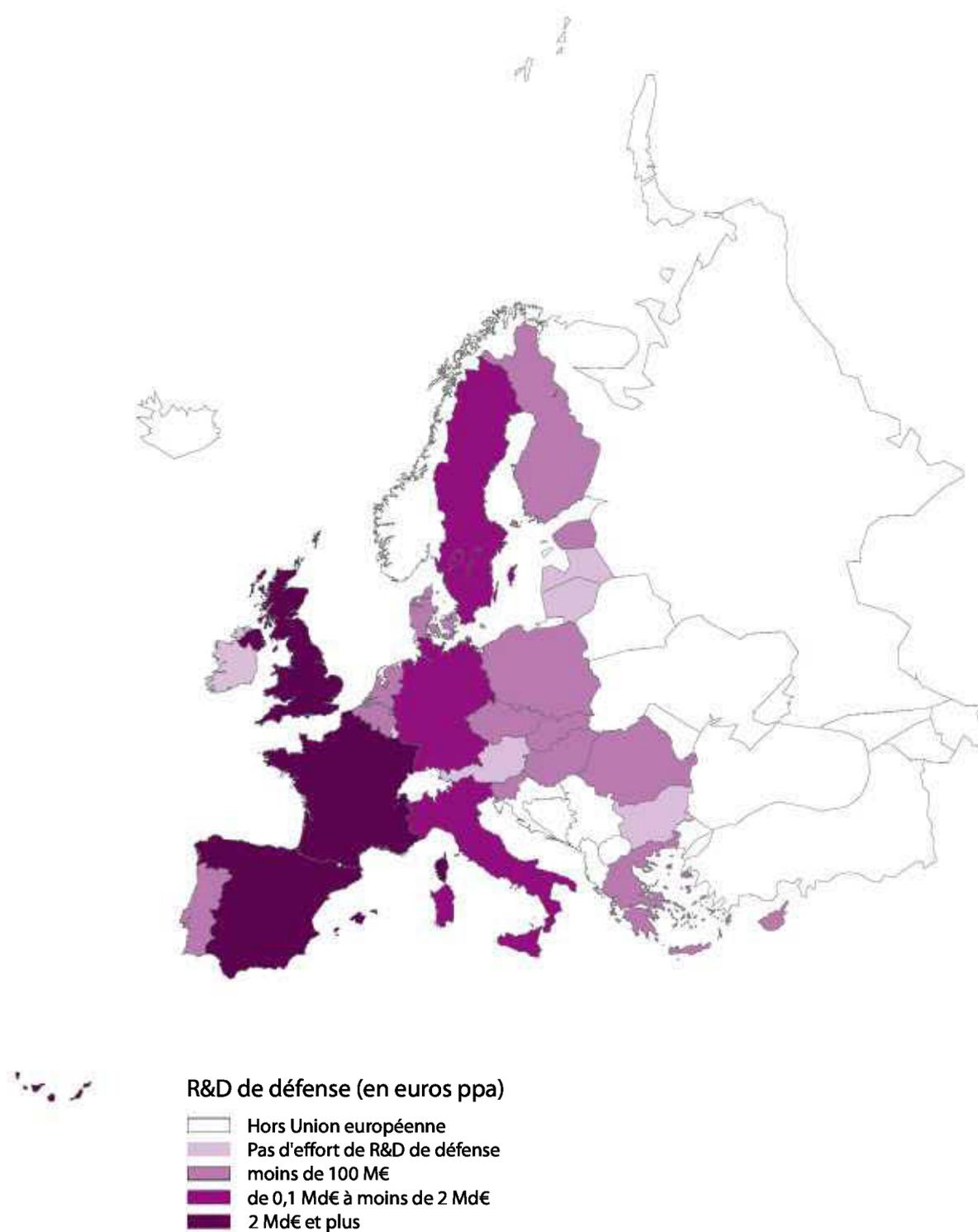
Source: ministère de la défense, Observatoire économique de la défense

## L'effectif militaire en 2009

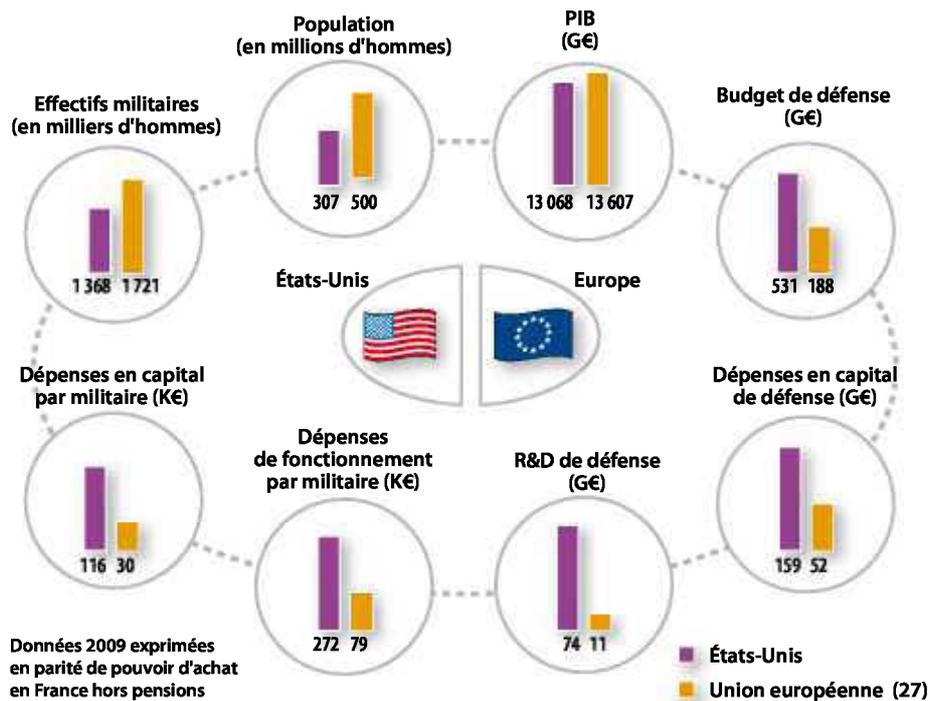




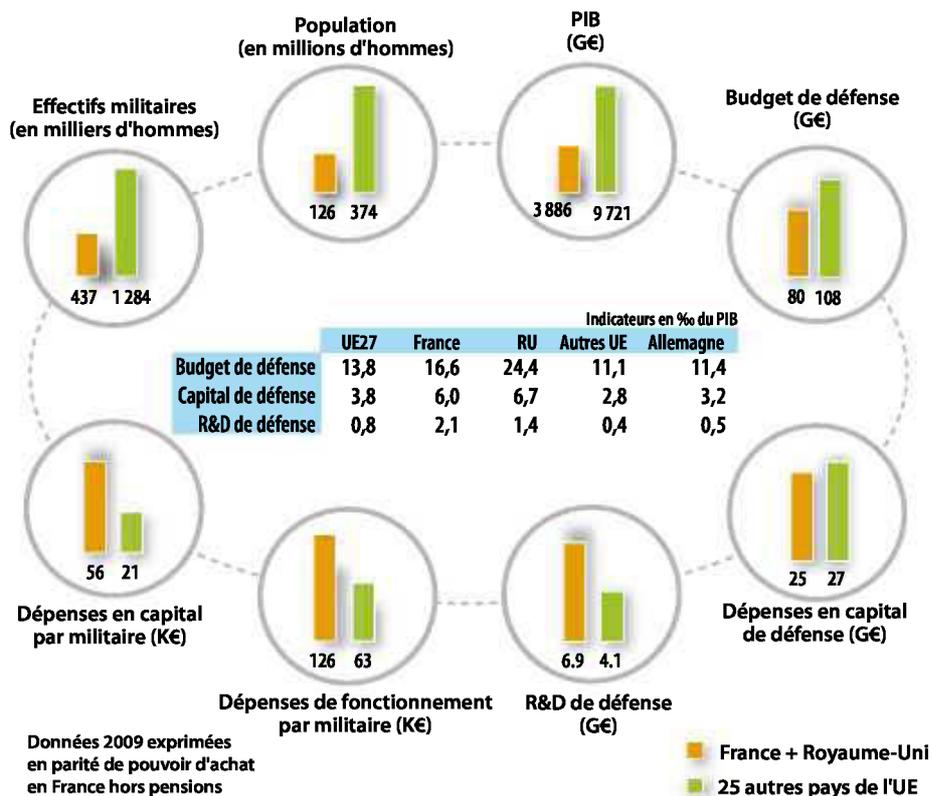
## L'effort de R&amp;D de défense en 2008



## L'asymétrie de l'effort de défense entre l'Union européenne et les États-Unis



## La disparité de l'effort de défense des pays de l'Union européenne

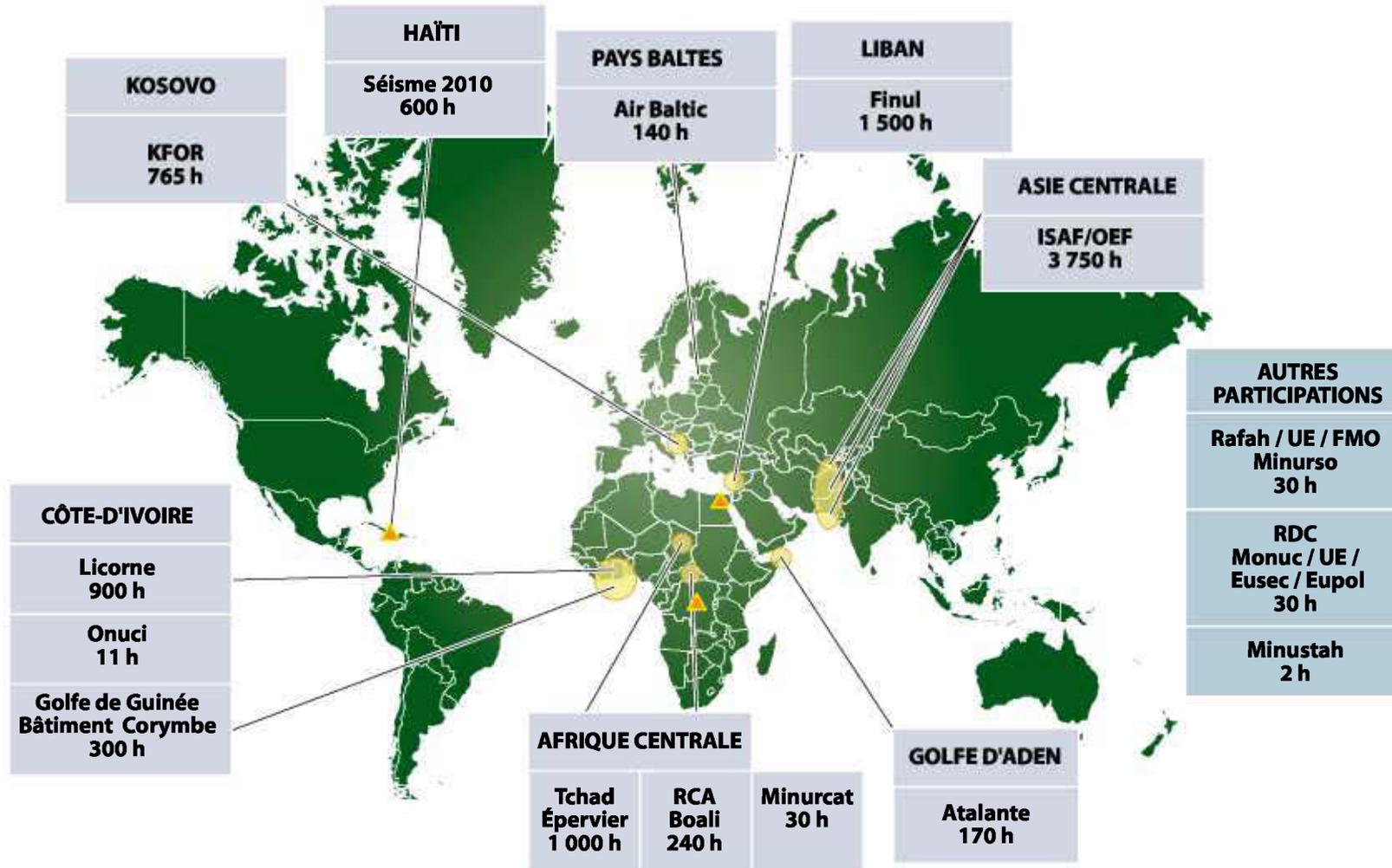


## 5.5 Les principales entreprises étrangères ayant des accords de coopération avec des entreprises françaises de défense

Pays	Entreprise	CA 2008 total (en M€)	CA 2008 défense (en %)	Effectifs	Accords de coopération
Allemagne	Diehl Stiftung & Co KG	2 129	28,5	113 879	LFK/MBDA (AGM-88 HARM Block-6 PNU, AIM-9J/L Sidewinder, AIM-120 AMRAAM, HFK, LFK-NG LeFla, M270 MLRS) Thales (calculateurs de contrôle du vol, contrôle assisté par ordinateur, MTR-390 ECMU, service client d'Airbus, planche de bord) Zodiac (service client d'Airbus)
	Rheinmetall Defence	1 814	100	9 217	GIAT Industries (canon de 140 et 155 mm, munitions de 120 mm); Safran (drones)
	Motoren und Turbinen-Aero Engines GmbH	2 724	18,2	7 537	Turbomeca (MTR390, TPE331); Snecma services (GP7000, TP400-D6, CFM56, revêtements céramiques d'aubes de turbines, Clean, Etap, Vital)
Canada	Pratt & Whitney	3 100	nc	7 800	Safran (Snecma) : turbomoteurs
	CAE Inc.	463	48	2 700	Thales
Espagne	Indra Sistemas Sa	2 380	29	24 800	Thales (AGS, EF-2000 DASS, EF-2000 Avionics, simulateurs)
	Navantia	1 472	76	5 670	DCNS (sous-marin Scorpène)
États-Unis	Alliant Techsystems Inc.	3 112	76	19 000	GIAT (fusées de proximité : CTWS),
	General Dynamics Corp.	19 900	78	92 300	TDA (marketing du mortier 2R2M 120 mm).
	General Electric	124 300	2,1	323 000	Safran (Snecma) : (CFM International, CF-6, GE 90) ; Thales (GE Capital Aviation Training, GECAT, formation sur simulateur de vol)
	Lockheed Martin Corporation	29 017	84	146 000	Thales (sonar Flash sur H-60, COBRA, ATASK)
	Raytheon Company	15 738	83	73 000	Thales (sonar ALFS, sonar SQQ-32, JV TRS, ACSI)
	United Technologies Corporation	39 850	17	223 000	Safran (Snecma) : (PW6000, GP7200, RL-10)
Finlande	Patria	535	nc	2 810	Giat (LU211)
Grèce	Hellenic Aerospace Industry Sa	180	95	2 700	Dassault, Safran (Snecma)
	Intracom Defense Electronics	65	100	520	Thales, Alcatel
Italie	Avio	1 657	25,9	5 091	Eurocopter, Safran (Snecma)
	Finmeccanica	15 037	79	73 398	Thales
Japon	Kawasaki Heavy Industries Co Ltd	4 286	nc	32 266	Safran (Snecma)
	Ishikawajima-Harima Heavy Industries	9 111	nc	7 670	Safran (Snecma)
Royaume-Uni	Bae Systems Plc	20 924	79	107 100	Nexter (obusiers automoteurs Caesar, véhicules de soutien, munitions)
	Rolls-Royce Plc	10 988	19	39 000	Safran (Snecma) : Tyne turboprop, TP400 ; Turbomeca (MTR390, RTM322, Adour)
Suède	Saab AB	23 796	82,9	13 294	Alcatel Space ; Dassault aviation (Neuron) ; Eurocopter (Poudres et explosifs) ; NH Industries (hélicoptères) ; Thales (Meteor)
Groupes européens	EADS (Société européenne d'Aéronautique, de Défense et Spatiale)	43 265	25,5	118 349	Dassault aviation
	dont EADS France	3 697	nc	nc	Thales
	MBDA	2 700	99	9 500	Sagem (France, DDM) ; Thales Airborne Systems (France, autotdirecteurs des missiles Aster, Meteor, Mica, contre-mesures du Rafale, Spectra)

Source : Délégation générale pour l'armement, Direction de la stratégie, Calepin international 2009

**Opérations extérieures en cours - février 2010**  
**Total Opex : 9 500 militaires**



5.6 Le déploiement des forces françaises hors métropole

# ***ANNEXES: SÉRIES LONGUES***

**A.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux**  
**A.1.1.1 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en valeur**

Année	PIB	FBCF		Consommation finale				en M€ courants		
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI*	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU**	dont dépense de conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages	Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
1980	445 233	101 814	51 925	346 268	246 238	95 084	4 946	5 626	93 645	102 443
1981	500 756	111 298	56 822	402 505	285 751	111 143	5 611	-2 391	110 535	121 548
1982	574 445	123 430	63 878	466 391	329 530	130 501	6 360	2 836	123 501	142 076
1983	636 622	128 456	66 416	516 480	363 698	145 829	6 953	-1 726	142 915	149 982
1984	693 088	134 254	69 314	562 966	395 763	159 779	7 424	-969	165 564	169 227
1985	743 890	143 089	74 873	607 842	428 439	171 622	7 781	-643	174 104	181 039
1986	802 365	155 096	82 558	646 606	456 157	182 304	8 145	3 726	164 200	167 826
1987	845 164	168 073	90 418	683 866	484 930	190 383	8 553	2 889	166 617	176 858
1988	911 194	189 250	101 887	724 341	513 383	201 823	9 135	6 056	186 589	195 665
1989	980 534	208 701	113 368	772 470	550 568	212 099	9 803	10 263	213 749	225 369
1990	1 033 025	221 865	122 315	814 263	579 211	224 473	10 579	9 976	219 513	233 388
1991	1 070 023	227 650	125 708	849 030	600 110	237 803	11 117	3 822	230 954	242 186
1992	1 107 811	222 161	120 855	884 826	619 825	252 619	12 382	-2 071	239 135	236 909
1993	1 114 699	208 342	110 127	909 335	628 220	268 297	12 818	-13 883	234 435	224 182
1994	1 154 733	212 924	112 876	933 104	645 381	274 220	13 503	-1 945	252 300	242 302
1995	1 194 600	216 421	115 624	959 250	661 462	282 971	14 817	4 632	272 075	258 455
1996	1 227 251	219 601	116 307	992 199	682 737	293 590	15 872	-3 669	284 610	266 150
1997	1 267 425	221 263	117 073	1 010 292	691 381	302 595	16 316	-1 642	325 756	288 986
1998	1 323 654	237 113	128 003	1 042 231	719 092	305 720	17 419	9 658	347 351	313 544
1999	1 367 966	256 749	139 237	1 074 864	739 860	316 721	18 283	6 760	357 618	328 970
2000	1 441 372	280 668	154 614	1 133 369	783 885	330 077	19 407	13 338	411 730	398 715
2001	1 497 185	291 636	161 801	1 179 441	817 403	341 214	20 824	7 936	421 006	403 814
2002	1 548 555	290 552	158 189	1 228 308	844 360	362 175	21 773	2 238	419 947	393 405
2003	1 594 814	300 452	158 891	1 278 432	878 265	378 397	21 770	-893	407 727	391 583
2004	1 660 189	320 393	168 178	1 333 749	917 719	393 772	22 258	3 569	426 811	425 122
2005	1 726 068	344 370	178 448	1 390 109	958 656	408 609	22 844	5 562	449 763	464 642
2006	1 806 430	373 205	191 458	1 448 363	1 001 929	422 237	24 197	7 400	483 041	506 546
2007	1 894 646	408 776	212 862	1 510 203	1 047 445	436 927	25 831	9 852	502 296	537 646
2008	1 950 085	427 209	224 580	1 565 759	1 086 835	451 622	27 302	4 201	515 591	563 819

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

L'euro n'existant pas avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries en francs, divisées par le taux fixe euro/franc (6,55957).

\* SNFEI: Sociétés non financières et entrepreneurs individuels.

\*\*APU: administrations publiques.

## A.1.1.2 Le PIB et les principaux agrégats des comptes nationaux en volume (base 2000)

Année	PIB	FBCF		Consommation finale				en M€ 2000, aux prix de l'année précédente, chaînés		
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU	dont dépense de conso finale des institutions sans but lucratif au serv. des ménages	Variation de stocks	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
1980	934 649	188 299	92 431	746 188	524 089	211 463	10 636	7 964	139 559	148 509
1981	943 270	184 394	90 208	763 426	534 988	217 794	10 644	-6 771	146 078	146 112
1982	966 214	181 402	90 410	790 619	552 196	227 599	10 824	1 855	144 440	151 200
1983	977 760	174 944	87 111	801 092	556 537	233 622	10 933	-4 975	151 075	147 038
1984	992 275	172 456	86 178	809 977	560 400	238 704	10 873	-4 105	161 302	151 681
1985	1 009 231	176 476	89 223	828 250	571 534	245 800	10 916	-3 805	164 610	158 550
1986	1 033 976	184 853	94 834	855 197	591 881	252 330	10 986	1 599	163 348	168 630
1987	1 059 672	194 153	100 791	881 420	610 587	259 328	11 505	1 653	168 054	181 251
1988	1 108 396	212 176	110 565	910 155	629 293	268 765	12 097	4 391	182 246	197 053
1989	1 154 548	227 525	119 368	933 372	648 180	272 643	12 549	7 581	200 088	212 724
1990	1 185 068	236 143	126 027	958 583	664 041	281 320	13 222	7 094	209 371	224 359
1991	1 197 102	235 213	126 300	972 052	667 841	290 446	13 765	-13	222 322	230 991
1992	1 213 461	229 682	122 282	987 994	673 539	299 537	14 918	-3 189	235 200	234 785
1993	1 202 374	215 455	112 399	995 440	670 412	309 970	15 058	-14 827	235 756	227 119
1994	1 229 012	219 145	114 945	1 005 998	679 423	310 978	15 597	-2 264	254 802	246 595
1995	1 255 031	223 171	118 050	1 017 525	690 124	310 837	16 564	3 810	276 247	264 220
1996	1 268 965	224 743	118 364	1 035 642	700 983	317 324	17 335	-6 425	286 384	269 843
1997	1 297 360	225 711	120 177	1 042 754	704 159	321 286	17 309	-2 177	323 360	291 279
1998	1 342 808	241 818	131 702	1 068 632	731 160	319 332	18 140	7 949	350 001	325 174
1999	1 387 132	261 830	143 703	1 099 234	756 537	323 916	18 781	6 862	366 175	346 916
2000	1 441 372	280 668	154 614	1 133 369	783 885	330 077	19 407	13 338	411 730	398 715
2001	1 468 101	287 343	160 657	1 157 740	803 716	333 900	20 124	7 541	422 095	407 419
2002	1 483 171	282 515	156 037	1 183 340	821 507	340 128	21 705	2 727	428 295	414 355
2003	1 499 299	288 851	156 687	1 207 175	839 255	346 936	20 984	-1 822	423 214	419 116
2004	1 536 336	299 224	163 131	1 236 701	861 082	354 945	20 674	6 686	439 956	448 872
2005	1 565 465	312 309	169 150	1 263 840	883 854	359 306	20 680	6 828	453 798	475 575
2006	1 600 168	325 257	176 236	1 289 937	904 856	363 798	21 283	6 828	475 624	502 326
2007	1 637 360	346 550	191 605	1 318 363	926 858	369 273	22 232	7 223	487 812	529 279
2008	1 644 385	348 467	196 556	1 332 417	935 711	373 791	22 915	3 044	486 740	533 616

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Année	PIB	FBCF		Consommation finale			en base 100 en 2000	
		FBCF totale	dont FBCF des SNFEI	Dépense de conso finale totale	dont dépense de conso finale des ménages	dont dépense de conso finale des APU	Exportations de biens et services	Importations de biens et services
1980	47,6	54,1	56,2	46,4	47,0	45,0	67,1	69,0
1981	53,1	60,4	63,0	52,7	53,4	51,0	75,7	83,2
1982	59,5	68,0	70,7	59,0	59,7	57,3	85,5	94,0
1983	65,1	73,4	76,2	64,5	65,4	62,4	94,6	102,0
1984	69,8	77,8	80,4	69,5	70,6	66,9	102,6	111,6
1985	73,7	81,1	83,9	73,4	75,0	69,8	105,8	114,2
1986	77,6	83,9	87,1	75,6	77,1	72,2	100,5	99,5
1987	79,8	86,6	89,7	77,6	79,4	73,4	99,1	97,6
1988	82,2	89,2	92,2	79,6	81,6	75,1	102,4	99,3
1989	84,9	91,7	95,0	82,8	84,9	77,8	106,8	105,9
1990	87,2	94,0	97,1	84,9	87,2	79,8	104,8	104,0
1991	89,4	96,8	99,5	87,3	89,9	81,9	103,9	104,8
1992	91,3	96,7	98,8	89,6	92,0	84,3	101,7	100,9
1993	92,7	96,7	98,0	91,4	93,7	86,6	99,4	98,7
1994	94,0	97,2	98,2	92,8	95,0	88,2	99,0	98,3
1995	95,2	97,0	97,9	94,3	95,8	91,0	98,5	97,8
1996	96,7	97,7	98,3	95,8	97,4	92,5	99,4	98,6
1997	97,7	98,0	97,4	96,9	98,2	94,2	100,7	99,2
1998	98,6	98,1	97,2	97,5	98,4	95,7	99,2	96,4
1999	98,6	98,1	96,9	97,8	97,8	97,8	97,7	94,8
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	102,0	101,5	100,7	101,9	101,7	102,2	99,7	99,1
2002	104,4	102,8	101,4	103,8	102,8	106,5	98,1	94,9
2003	106,4	104,0	101,4	105,9	104,6	109,1	96,3	93,4
2004	108,1	107,1	103,1	107,8	106,6	110,9	97,0	94,7
2005	110,3	110,3	105,5	110,0	108,5	113,7	99,1	97,7
2006	112,9	114,7	108,6	112,3	110,7	116,1	101,6	100,8
2007	115,7	118,0	111,1	114,6	113,0	118,3	103,0	101,6
2008	118,6	122,6	114,3	117,5	116,2	120,8	105,9	105,7

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

## A.1.2 La production des branches

## A.1.2.1 La production des branches en valeur (base 2000)

Année	Industrie											en M€ courants
	Agriculture	Agro-alimentaire	Biens de conso.	Automobile	Biens d'équipement	Biens inter-médiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	
Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	40056	48497	45563	21124	56621	101425	48956	322185	70137	307720	103601	843698
1981	44864	55517	50196	22243	64597	108354	60103	361011	76551	348324	120608	951358
1982	54175	62729	56658	25730	71367	119706	64541	400732	84094	395038	141009	1075047
1983	57127	67598	61869	28501	77214	130363	69627	435173	86169	438124	157850	1174443
1984	59421	74455	66368	29571	83216	145152	76786	475548	89892	483369	172752	1280982
1985	62620	78712	71928	31295	86694	154898	80224	503751	92701	522011	185259	1366341
1986	63322	81311	76530	34640	88765	153949	62853	498048	100558	561067	196584	1419580
1987	63784	82623	79489	38468	89468	157061	56674	503783	106902	600349	206152	1480969
1988	64385	87016	83331	43342	95258	173015	54508	536470	117894	652547	219790	1591087
1989	70514	92474	88922	48117	103783	188790	58337	580422	125944	723610	231388	1731880
1990	72887	97304	92385	49738	110155	189899	63108	602589	133289	767055	245297	1821117
1991	68016	99711	95281	49819	113797	188047	68096	614751	137779	796332	259715	1876593
1992	69238	103069	95977	53155	109834	187087	66627	615748	142141	824650	275254	1927031
1993	66000	101627	95161	48068	102916	176082	68053	591907	132696	833767	292182	1916552
1994	69801	101820	95549	54637	103442	189955	65865	611268	131003	858726	299219	1970017
1995	72732	104972	99107	55277	112017	207547	67980	646900	133436	893936	309654	2056658
1996	74007	105483	99387	55326	114191	201456	74492	650335	129250	924588	324504	2102684
1997	75435	109036	101540	60191	124815	213968	76047	685597	128310	964308	335149	2188799
1998	76761	109014	105488	69552	136229	223183	71941	715407	131959	1021726	340808	2286661
1999	75920	109313	108342	79000	145755	226602	75384	744396	141002	1090346	352190	2403854
2000	76896	112212	114072	85769	159626	254738	93639	820056	157605	1193022	367033	2614612
2001	79090	117571	118965	91224	163213	256466	93919	841358	165636	1264821	378583	2729488
2002	78762	118287	120735	93613	154916	245414	91492	824457	170250	1321062	397014	2791545
2003	76854	117769	119980	89097	148229	240827	95737	811639	177465	1365375	413051	2844384
2004	79069	120094	120892	92619	149875	253176	103078	839734	190175	1433833	431275	2974086
2005	78919	118910	121045	91441	159328	261932	121219	873875	205435	1506123	448814	3113166
2006	77816	121513	122572	89476	170295	277803	135223	916882	227057	1598094	466224	3286073
2007	85578	128890	123973	95011	178651	290788	137078	954391	249237	1680907	484990	3455102
2008	87817	136036	123084	87677	188522	291746	161669	988733	264336	1741981	502402	3585270

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Année Code	Industrie								en M€ 2000, prix de l'année précédente, chaînés			
	Agriculture DA	Agro- alimentaire EB	Biens de consomma- tion EC	Automobile ED	Biens d'équi- pement EE	Biens inter- médiaires EF	Énergie EG	Total Industrie DB	Construction DH	Services principaux marchands DJ	Services administrés DQ	Ensemble
1980	57241	79697	79237	37066	66445	169890	88738	514682	141017	631741	235607	1589988
1981	57063	81961	78842	35657	70457	166352	83953	513109	139731	642351	241596	1601395
1982	61986	83386	81754	37556	71544	165417	77449	512732	137580	658146	250928	1627738
1983	59983	83477	82833	38837	74008	166937	77149	519132	131590	670747	257489	1644153
1984	61420	86519	83151	37551	76537	171452	78260	529776	129393	688682	262738	1677450
1985	63464	88834	85295	38026	78593	172551	78043	537609	128502	703130	269994	1707963
1986	63750	90520	86677	40324	80804	173967	76634	544879	134359	732416	276274	1754678
1987	66684	92026	87255	42875	82174	176849	74726	552038	138245	762584	284719	1805956
1988	65940	95026	90116	46416	87211	185261	74386	575242	147915	805854	295723	1891285
1989	66065	97369	94628	49865	93923	191380	74542	599580	154804	858244	300001	1979144
1990	69178	100783	97156	49772	98432	194851	76250	615356	159399	888910	308839	2042003
1991	65795	102519	98080	49087	100068	196907	80859	625076	158755	895072	318696	2062815
1992	70016	103932	97076	51401	97653	199418	81335	627924	160518	908815	327723	2093899
1993	67751	103709	95251	45959	95362	193106	82768	612650	147303	902619	338857	2066528
1994	68473	105098	95985	51845	98581	203869	81045	633477	144396	918215	340327	2103060
1995	69976	107387	99154	52388	107642	210892	84117	658861	146012	948143	340633	2162574
1996	72210	108258	98689	52519	109772	208320	88836	662958	139622	967323	350668	2191712
1997	73309	109442	100856	58535	120475	219355	88431	694701	135840	1003502	355277	2262185
1998	74772	111306	104913	69114	134306	230077	90879	738996	138260	1055900	355045	2363096
1999	76469	113026	108422	79230	146390	237582	91458	775549	145263	1116126	360075	2473587
2000	76896	112212	114072	85769	159626	254738	93639	820056	157605	1193022	367033	2614612
2001	75320	112595	118184	89592	164273	256583	95909	837136	161568	1237388	370740	2682152
2002	76902	113161	119928	90970	158157	248965	94590	825958	161221	1262970	374717	2702081
2003	70700	112442	118893	88261	154308	244738	96976	815730	163148	1281825	379834	2712358
2004	77986	113542	119963	91316	157167	250155	99075	831273	167279	1323529	388472	2790261
2005	76359	113065	120634	89745	166145	251743	102406	843363	174730	1364245	393123	2854346
2006	75232	113438	123370	87222	174912	256422	104556	859177	183155	1422302	397895	2941145
2007	76386	115035	125157	92287	179220	259628	104088	873931	192964	1472505	404032	3024112
2008	78581	114201	124469	83700	186765	251625	106394	865818	193309	1494044	409380	3046040

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.2.2 La production des branches en volume (millions d'euros 2000)

## A.1.2.3 Les indices de prix de la production (base 100 en 2000)

Année	Industrie								en base 100 en 2000			
	Agriculture	Agro-alimentaire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble
Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	70,0	60,9	57,5	57,0	85,2	59,7	55,2	62,6	49,7	48,7	44,0	53,1
1981	78,6	67,7	63,7	62,4	91,7	65,1	71,6	70,4	54,8	54,2	49,9	59,4
1982	87,4	75,2	69,3	68,5	99,8	72,4	83,3	78,2	61,1	60,0	56,2	66,0
1983	95,2	81,0	74,7	73,4	104,3	78,1	90,3	83,8	65,5	65,3	61,3	71,4
1984	96,7	86,1	79,8	78,7	108,7	84,7	98,1	89,8	69,5	70,2	65,8	76,4
1985	98,7	88,6	84,3	82,3	110,3	89,8	102,8	93,7	72,1	74,2	68,6	80,0
1986	99,3	89,8	88,3	85,9	109,9	88,5	82,0	91,4	74,8	76,6	71,2	80,9
1987	95,7	89,8	91,1	89,7	108,9	88,8	75,8	91,3	77,3	78,7	72,4	82,0
1988	97,6	91,6	92,5	93,4	109,2	93,4	73,3	93,3	79,7	81,0	74,3	84,1
1989	106,7	95,0	94,0	96,5	110,5	98,6	78,3	96,8	81,4	84,3	77,1	87,5
1990	105,4	96,5	95,1	99,9	111,9	97,5	82,8	97,9	83,6	86,3	79,4	89,2
1991	103,4	97,3	97,1	101,5	113,7	95,5	84,2	98,3	86,8	89,0	81,5	91,0
1992	98,9	99,2	98,9	103,4	112,5	93,8	81,9	98,1	88,6	90,7	84,0	92,0
1993	97,4	98,0	99,9	104,6	107,9	91,2	82,2	96,6	90,1	92,4	86,2	92,7
1994	101,9	96,9	99,5	105,4	104,9	93,2	81,3	96,5	90,7	93,5	87,9	93,7
1995	103,9	97,8	100,0	105,5	104,1	98,4	80,8	98,2	91,4	94,3	90,9	95,1
1996	102,5	97,4	100,7	105,3	104,0	96,7	83,9	98,1	92,6	95,6	92,5	95,9
1997	102,9	99,6	100,7	102,8	103,6	97,5	86,0	98,7	94,5	96,1	94,3	96,8
1998	102,7	97,9	100,5	100,6	101,4	97,0	79,2	96,8	95,4	96,8	96,0	96,8
1999	99,3	96,7	99,9	99,7	99,6	95,4	82,4	96,0	97,1	97,7	97,8	97,2
2000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001	105,0	104,4	100,7	101,8	99,4	100,0	97,9	100,5	102,5	102,2	102,1	101,8
2002	102,4	104,5	100,7	102,9	98,0	98,6	96,7	99,8	105,6	104,6	106,0	103,3
2003	108,7	104,7	100,9	100,9	96,1	98,4	98,7	99,5	108,8	106,5	108,7	104,9
2004	101,4	105,8	100,8	101,4	95,4	101,2	104,0	101,0	113,7	108,3	111,0	106,6
2005	103,4	105,2	100,3	101,9	95,9	104,0	118,4	103,6	117,6	110,4	114,2	109,1
2006	103,4	107,1	99,4	102,6	97,4	108,3	129,3	106,7	124,0	112,4	117,2	111,7
2007	112,0	112,0	99,1	103,0	99,7	112,0	131,7	109,2	129,2	114,2	120,0	114,3
2008	111,8	119,1	98,9	104,8	100,9	115,9	152,0	114,2	136,7	116,6	122,7	117,7

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

à prix courants

Année 2001

en Md€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	25,9			25,9
Produits d'armement	12,7	0,9	0,4	14,0
Reste de l'économie	2 690,9	402,9	152,1	3 245,9
Total	2 729,5	403,8	152,5	3 285,8

Consommations intermédiaires			
Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
6,1	4,7		10,7
4,2	5,3	1 364,6	1 374,1
10,3	9,9	1 364,6	1 384,8

Emplois finals			
CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
25,9			25,9
	0,1	3,2	14,0
315,3	1 138,7	417,8	3 245,9
341,2	1 138,8	421,0	3 285,8

\* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée  
dont valeur ajoutée de défense  
Production disponible  
dont production de défense

15,6	2,7	1 326,3	1 344,7
18,3			
25,9	12,7	2 690,9	2 729,5
38,6			

Valeurs ajoutées	1344,7
Impôts sur produits	152,5
PIB	1497,2

Source : Insee/traitement OED

à prix courants

Année 2002

en Md€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	25,6			25,6
Produits d'armement	13,6	0,9	0,4	15,0
Reste de l'économie	2 752,3	392,5	155,5	3 300,3
Total	2 791,5	393,4	156,0	3 340,9

Consommations intermédiaires			
Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
7,0	4,8		11,8
4,4	5,7	1 388,5	1 387,1
11,4	10,5	1 388,5	1 399,0

Emplois finals			
CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
25,6			25,6
	-1,1	4,2	15,0
336,5	1 160,9	415,7	3 300,3
362,2	1 159,8	419,9	3 340,9

\* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée  
dont valeur ajoutée de défense  
Production disponible  
dont production de défense

14,2	3,1	1 375,3	1 392,6
17,3			
25,6	13,6	2 752,3	2 791,5
39,2			

Valeurs ajoutées	1 392,6
Impôts sur produits	156,0
PIB	1 548,6

Source : Insee/traitement OED

à prix courants

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	27,0			27,0
Produits d'armement	14,3	1,0	0,5	15,8
Reste de l'économie	2 803,1	390,6	159,5	3 353,2
<b>Total</b>	<b>2 844,4</b>	<b>391,6</b>	<b>160,0</b>	<b>3 396,0</b>

Valeur ajoutée  
dont valeur ajoutée de défense  
Production disponible  
dont production de défense

Source : Insee/traitement OED

Année 2003

Consommations intermédiaires			
Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
7,6	5,1		12,6
4,7	6,1	1 386,1	1 397,0
12,3	11,1	1 386,1	1 409,6

14,7	3,2	1 417,0	1 434,8
17,9			
27,0	14,3	2 803,1	2 844,4
41,3			

en M€

Emplois finals			
CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
27,0			27,0
	-1,1	4,3	15,8
351,4	1 201,4	403,4	3 380,2
378,4	1 200,3	407,7	3 396,0

\* Consommation finale des administrations publiques

Valeurs ajoutées	1 434,8
Impôts sur produits	160,0
<b>PIB</b>	<b>1 594,8</b>

à prix courants

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	28,4			28,4
Produits d'armement	17,3	1,1	0,6	19,0
Reste de l'économie	2 914,2	421,9	169,1	3 505,2
<b>Total</b>	<b>2 959,9</b>	<b>423,0</b>	<b>169,7</b>	<b>3 552,6</b>

Valeur ajoutée  
dont valeur ajoutée de défense  
Production disponible  
dont production de défense

Source : Insee/traitement OED

Année 2004

Consommations intermédiaires			
Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
8,2	6,5		14,7
5,1	7,3	1 443,5	1 455,8
13,3	13,8	1 443,5	1 470,6

15,1	3,5	1 470,7	1 489,3
18,6			
28,4	17,3	2 914,2	2 959,9
45,7			

en M€

Emplois finals			
CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
28,4			28,4
	-2,8	7,1	19,0
365,2	1 264,1	420,0	3 505,2
393,6	1 261,3	427,1	3 552,5

\* Consommation finale des administrations publiques

Valeurs ajoutées	1 489,3
Impôts sur produits	169,7
<b>PIB</b>	<b>1 659,0</b>

à prix courants

Année 2005

en Md€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	29,6			29,6
Produits d'armement	14,6	1,3	0,6	16,5
Reste de l'économie	3 052,2	461,5	177,8	3 691,5
<b>Total</b>	<b>3 096,3</b>	<b>462,9</b>	<b>178,3</b>	<b>3 737,6</b>

Consommations intermédiaires			
Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
7,8	6,3		14,1
6,3	5,7	1 530,6	1 542,6
14,2	12,0	1 530,6	1 556,7

Emplois finals			
CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
29,6			29,6
	-1,4	3,8	16,5
378,7	1 326,7	443,5	3 691,5
408,3	1 325,3	447,3	3 737,6

\* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée  
dont valeur ajoutée de défense  
Production disponible  
dont production de défense

15,4	2,6	1 521,6	1 539,6
18,0			
29,6	14,6	3 052,1	3 096,3
44,2			

Valeurs ajoutées	1 539,6
Impôts sur produits	178,3
PIB	1 717,9

Source : Insee/traitement OED

à prix courants

Année 2006

en Md€

Ressources en produits				
	Production	Importations	Impôts sur produits	Total des ressources
Services de défense	30,0			30,0
Produits d'armement	14,4	1,3	0,5	16,3
Reste de l'économie	3 231,7	506,0	192,2	3 929,8
<b>Total</b>	<b>3 276,1</b>	<b>507,3</b>	<b>192,7</b>	<b>3 976,1</b>

Consommations intermédiaires			
Ministère de la défense	Industrie d'armement	Reste de l'économie	Total
10,6	6,2		16,9
3,7	5,0	1 635,8	1 644,5
14,3	11,3	1 635,8	1 661,4

Emplois finals			
CF des APU *	Autres	Exportations	Total des emplois
30,0			30,0
	-4,7	4,1	16,3
392,6	1 412,3	480,4	3 929,8
422,6	1 407,6	484,5	3 976,1

\* Consommation finale des administrations publiques

Valeur ajoutée  
dont valeur ajoutée de défense  
Production disponible  
dont production de défense

15,7	3,1	1 595,8	1 614,7
18,9			
30,0	14,4	3 231,7	3 276,1
44,4			

Valeurs ajoutées	1 614,7
Impôts sur produits	192,7
PIB	1 807,4

Source : Insee/traitement OED

## A.1.4 L'emploi intérieur salarié par branche

A.1.4.1 L'emploi intérieur salarié par branche  
(nombre de personnes « en équivalent temps plein »)

Année	Industrie								en milliers de personnes			
	Agriculture	Agro-alimentaire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble
Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	395,5	461,2	1034,4	338,3	1040,5	1947,8	264,4	5086,6	1701,2	6655,1	4624,0	18462,4
1981	377,9	465,4	987,7	316,8	1017,0	1869,5	267,0	4923,4	1659,5	6730,5	4746,2	18437,5
1982	365,8	468,4	967,6	308,4	1009,1	1823,5	272,2	4849,2	1618,0	6844,3	4847,8	18525,1
1983	349,9	472,6	954,0	305,3	981,5	1770,2	280,4	4764,0	1539,6	6908,6	4918,3	18480,4
1984	339,4	472,8	926,3	295,5	947,8	1699,6	279,5	4621,5	1429,4	6976,0	5024,6	18390,9
1985	331,4	469,3	900,3	282,1	921,4	1650,7	274,4	4498,2	1375,4	7011,9	5124,0	18340,9
1986	324,5	467,6	887,2	269,4	901,8	1617,5	269,5	4413,0	1375,6	7134,5	5205,6	18453,2
1987	317,9	466,8	871,6	259,7	865,6	1583,4	265,2	4312,3	1385,8	7336,6	5304,0	18656,6
1988	316,1	464,7	866,7	255,5	848,2	1563,0	261,4	4259,5	1413,5	7585,1	5351,1	18925,3
1989	315,7	465,1	867,6	257,0	856,9	1584,8	253,9	4285,3	1455,4	7877,2	5447,3	19380,9
1990	321,6	465,4	864,0	256,7	877,9	1592,1	246,9	4303,0	1473,7	8070,0	5515,6	19683,9
1991	322,0	462,8	835,1	248,3	882,7	1564,6	239,6	4233,0	1468,9	8129,1	5620,3	19773,3
1992	322,0	455,7	798,4	239,6	848,5	1517,2	236,8	4096,3	1420,9	8181,0	5718,0	19738,3
1993	321,0	455,4	758,1	230,2	793,5	1433,3	232,2	3902,6	1339,1	8094,7	5814,0	19471,5
1994	327,2	458,1	729,9	219,3	763,6	1387,6	230,3	3788,9	1303,5	8187,6	5922,3	19529,6
1995	336,1	463,7	712,9	218,1	766,6	1398,0	226,7	3785,9	1305,4	8298,5	5993,8	19719,8
1996	343,0	469,7	687,9	217,2	764,8	1383,7	223,5	3747,0	1266,7	8346,3	6056,4	19759,3
1997	351,5	479,5	674,3	215,9	758,7	1360,1	217,1	3705,7	1234,4	8477,5	6107,9	19877,0
1998	358,7	484,1	657,5	212,9	764,3	1365,0	204,4	3688,2	1230,1	8763,0	6166,6	20206,5
1999	365,2	484,1	645,8	212,2	768,4	1358,7	198,6	3667,8	1254,1	9119,0	6267,3	20673,3
2000	374,6	489,3	630,2	223,9	780,8	1378,9	204,3	3707,4	1309,3	9620,9	6328,5	21340,7
2001	383,3	488,1	629,2	228,5	788,4	1393,4	199,0	3726,7	1345,6	10050,3	6358,0	21863,8
2002	387,6	496,4	599,1	228,6	767,1	1357,8	195,5	3644,5	1364,5	10321,5	6366,0	22084,1
2003	386,3	499,5	580,0	227,7	745,5	1315,4	190,1	3558,4	1369,2	10386,9	6416,6	22117,3
2004	384,6	484,1	546,1	219,9	716,5	1276,8	190,4	3433,8	1393,2	10465,4	6448,6	22125,6
2005	388,8	482,8	526,2	220,5	705,0	1241,2	189,0	3364,6	1436,9	10565,5	6490,8	22246,6
2006	390,2	484,1	504,0	210,0	711,3	1204,4	187,8	3301,5	1498,4	10704,2	6581,8	22476,2
2007	391,7	477,3	490,5	200,2	714,7	1185,5	187,8	3256,0	1565,6	10949,7	6672,6	22835,6
2008	385,7	472,4	475,4	189,5	717,0	1168,7	184,0	3206,9	1617,7	11052,3	6691,7	22954,3

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Année Code	Industrie								en milliers de personnes			
	Agriculture DA	Agro- alimentaire EB	Biens de conso EC	Automobile ED	Biens d'équi- pement EE	Biens inter- médiaires EF	Énergie EG	Total Industrie DB	Construction DH	Services principaux marchands DJ	Services administrés DQ	Ensemble
1980	378,9	459,8	1 015,4	339,0	1 036,3	1 938,2	264,0	5 052,7	1 621,1	6 787,2	4 831,0	18 670,9
1981	361,9	463,5	968,1	317,0	1 012,3	1 858,4	266,6	4 885,9	1 579,8	6 854,9	4 957,1	18 639,6
1982	350,1	466,8	947,4	308,6	1 004,1	1 812,4	271,9	4 811,2	1 540,2	6 970,5	5 066,5	18 738,5
1983	333,9	469,7	932,9	305,6	977,4	1 760,3	280,0	4 725,9	1 466,2	7 043,3	5 149,1	18 718,4
1984	322,8	469,3	904,3	295,7	943,7	1 688,7	278,7	4 580,4	1 360,7	7 099,4	5 282,7	18 646,0
1985	315,7	465,8	878,0	282,2	917,9	1 640,3	273,2	4 457,4	1 309,3	7 132,2	5 421,3	18 635,9
1986	310,7	464,7	865,0	269,3	898,2	1 607,2	267,9	4 372,3	1 309,3	7 248,9	5 518,3	18 759,5
1987	304,6	463,4	847,0	259,4	861,4	1 571,4	263,1	4 265,7	1 317,1	7 446,6	5 632,3	18 966,3
1988	301,7	461,6	839,3	254,6	842,7	1 548,6	259,0	4 205,8	1 340,5	7 688,7	5 669,3	19 206,0
1989	301,0	462,0	837,7	255,7	849,8	1 568,5	251,2	4 224,9	1 376,8	7 964,3	5 768,3	19 635,3
1990	300,6	461,7	832,3	255,1	869,5	1 573,7	243,8	4 236,0	1 392,1	8 139,8	5 822,4	19 890,8
1991	306,4	459,3	805,1	246,6	874,7	1 546,2	236,3	4 168,1	1 386,5	8 223,4	5 938,9	20 023,3
1992	313,4	453,7	769,8	238,2	839,7	1 499,4	233,8	4 034,6	1 340,4	8 280,5	6 051,9	20 020,8
1993	317,7	453,4	731,7	228,6	785,3	1 417,3	229,2	3 845,4	1 265,1	8 243,1	6 185,4	19 856,7
1994	323,7	458,8	706,4	217,9	757,1	1 375,0	227,6	3 742,8	1 233,0	8 373,4	6 312,8	19 985,7
1995	336,3	466,4	690,5	217,1	763,0	1 386,8	224,6	3 748,3	1 233,9	8 539,3	6 405,9	20 263,6
1996	351,3	474,6	667,9	216,5	761,7	1 372,2	221,7	3 714,7	1 197,8	8 653,9	6 501,8	20 419,5
1997	368,0	483,0	652,9	215,0	754,8	1 350,2	217,2	3 673,2	1 166,3	8 804,6	6 562,1	20 574,2
1998	385,1	490,3	639,3	212,4	760,4	1 355,5	207,3	3 665,3	1 164,7	9 117,5	6 635,1	20 967,6
1999	390,6	491,6	629,9	211,5	765,0	1 350,2	202,8	3 651,1	1 191,6	9 482,1	6 740,0	21 455,3
2000	383,4	496,4	614,3	223,0	777,3	1 369,2	208,1	3 688,4	1 248,4	9 964,9	6 817,4	22 102,5
2001	379,6	495,5	614,2	227,4	785,2	1 382,7	204,3	3 709,4	1 285,3	10 360,1	6 825,6	22 560,1
2002	370,3	506,3	581,4	227,5	764,8	1 350,0	200,9	3 630,9	1 305,7	10 562,5	6 855,0	22 724,4
2003	369,0	507,3	564,4	226,5	742,0	1 307,0	196,7	3 543,9	1 308,8	10 621,6	6 916,0	22 759,2
2004	373,6	491,9	533,2	218,6	712,2	1 268,2	196,4	3 420,5	1 330,0	10 710,5	6 933,7	22 768,4
2005	373,8	490,3	511,6	219,1	702,1	1 231,5	196,4	3 350,9	1 376,7	10 790,0	6 983,4	22 874,7
2006	368,1	489,0	490,1	208,7	706,9	1 193,0	196,3	3 284,1	1 432,6	10 949,9	7 062,3	23 096,9
2007	360,7	482,7	475,4	199,1	710,3	1 172,9	194,0	3 234,4	1 498,1	11 180,1	7 145,8	23 419,1
2008	354,9	477,6	460,2	188,3	712,7	1 155,3	190,6	3 184,7	1 550,5	11 282,2	7 166,6	23 538,9

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.4.2 L'emploi intérieur salarié par branche (nombre de personnes)

**A.1.4.3 L'emploi intérieur total par branche**  
(nombre de personnes en « équivalent temps plein »)

Année	Industrie								en milliers de personnes			
	Agriculture	Agro-alimentaire	Biens de conso	Automobile	Biens d'équipement	Biens intermédiaires	Énergie	Total Industrie	Construction	Services principaux marchands	Services administrés	Ensemble
Code	DA	EB	EC	ED	EE	EF	EG	DB	DH	DJ	DQ	
1980	2 125,1	559,9	1 119,5	340,0	1 071,3	2 010,9	264,8	5 366,4	2 125,2	7 798,5	4 840,3	22 255,5
1981	2 048,4	562,2	1 070,4	318,3	1 047,8	1 930,5	267,3	5 196,5	2 085,4	7 864,5	4 969,0	22 163,8
1982	1 983,1	565,8	1 049,0	309,8	1 039,8	1 882,7	272,5	5 119,6	2 037,7	7 965,2	5 077,4	22 183,0
1983	1 924,6	571,1	1 033,6	306,7	1 012,7	1 827,3	280,7	5 032,1	1 949,1	8 036,3	5 152,3	22 094,4
1984	1 867,1	571,9	1 003,6	296,9	978,3	1 754,6	279,8	4 885,1	1 826,6	8 100,6	5 262,9	21 942,3
1985	1 806,2	567,7	976,1	283,5	950,7	1 703,1	274,7	4 755,8	1 765,5	8 126,0	5 370,6	21 824,1
1986	1 749,8	565,3	962,8	270,7	930,0	1 668,6	269,8	4 667,2	1 766,0	8 259,1	5 458,2	21 900,3
1987	1 685,9	563,3	946,2	261,0	893,5	1 634,3	265,5	4 563,8	1 778,4	8 474,3	5 562,8	22 065,2
1988	1 625,2	559,7	940,4	256,8	875,2	1 613,7	261,7	4 507,5	1 807,7	8 747,4	5 615,3	22 303,1
1989	1 561,7	558,0	939,7	258,2	883,5	1 634,5	254,2	4 528,1	1 849,9	9 059,4	5 714,8	22 713,9
1990	1 498,0	555,2	935,4	258,0	903,1	1 638,1	247,2	4 537,0	1 860,6	9 253,3	5 786,5	22 935,3
1991	1 440,3	547,7	904,2	249,5	907,2	1 610,0	240,0	4 458,5	1 838,6	9 295,4	5 889,2	22 922,0
1992	1 381,7	535,1	865,0	240,9	872,7	1 561,8	237,2	4 312,8	1 766,7	9 309,4	5 983,0	22 753,6
1993	1 316,7	530,6	822,0	231,3	816,9	1 475,6	232,7	4 109,1	1 655,6	9 185,7	6 081,5	22 348,6
1994	1 277,6	530,1	792,4	220,4	786,1	1 427,1	230,9	3 987,0	1 603,7	9 252,1	6 196,3	22 316,7
1995	1 248,1	534,6	773,9	219,2	789,3	1 436,8	227,3	3 981,1	1 601,1	9 334,6	6 272,2	22 437,0
1996	1 219,1	539,9	746,3	218,4	787,4	1 421,0	224,3	3 937,4	1 555,8	9 359,2	6 338,9	22 410,4
1997	1 192,7	549,2	730,4	217,1	780,6	1 394,8	217,9	3 889,9	1 514,5	9 480,3	6 392,1	22 469,5
1998	1 173,2	553,9	712,5	214,1	785,4	1 397,9	205,1	3 868,9	1 502,6	9 762,2	6 452,3	22 759,3
1999	1 154,8	553,9	700,1	213,4	789,2	1 390,4	199,4	3 846,4	1 526,5	10 120,5	6 556,4	23 204,6
2000	1 140,4	559,3	684,5	225,0	801,8	1 411,0	205,2	3 886,9	1 584,8	10 634,5	6 620,6	23 867,2
2001	1 132,6	558,1	683,2	229,7	809,4	1 425,4	200,0	3 905,7	1 624,5	11 058,6	6 647,8	24 369,3
2002	1 115,7	566,8	653,0	229,8	788,3	1 390,0	196,4	3 824,1	1 650,3	11 332,2	6 655,2	24 577,4
2003	1 095,6	568,9	632,7	228,9	766,3	1 347,1	191,0	3 735,0	1 656,0	11 403,9	6 708,9	24 599,5
2004	1 073,9	552,5	597,6	221,0	737,0	1 308,2	191,3	3 607,6	1 687,3	11 508,9	6 750,8	24 628,6
2005	1 058,6	551,7	577,7	221,6	725,7	1 272,8	190,0	3 539,5	1 742,6	11 632,4	6 801,7	24 774,9
2006	1 041,1	554,6	556,2	211,1	732,5	1 236,8	188,8	3 480,0	1 822,5	11 787,2	6 900,5	25 031,3
2007	1 029,5	548,7	543,1	201,3	736,2	1 218,4	188,8	3 436,5	1 905,1	12 050,9	6 996,9	25 419,0
2008	1 005,1	543,2	527,2	190,7	738,3	1 201,4	185,0	3 385,8	1 971,8	12 175,2	7 021,6	25 559,4

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

Année Code	Industrie								en milliers de personnes			
	Agriculture DA	Agro- alimentaire EB	Biens de conso EC	Automobile ED	Biens d'équi- pement EE	Biens inter- médiaires EF	Énergie EG	Total Industrie DB	Construction DH	Services principaux marchands DJ	Services administrés DQ	Ensemble
1980	1890,6	563,7	1084,8	340,7	1069,3	2004,5	264,4	5327,4	1974,4	7952,1	5057,7	22202,2
1981	1822,3	565,2	1036,0	318,5	1045,3	1922,4	266,9	5154,3	1935,6	8014,6	5190,5	22117,3
1982	1757,9	568,5	1014,1	310,0	1036,6	1873,9	272,2	5075,3	1889,5	8115,7	5305,9	22144,3
1983	1698,8	572,1	998,1	307,0	1010,4	1819,5	280,3	4987,4	1806,5	8191,7	5391,4	22075,8
1984	1642,8	571,7	967,6	297,1	975,9	1745,3	279,0	4836,6	1691,0	8239,4	5528,2	21938,0
1985	1585,6	567,2	940,2	283,6	948,7	1694,1	273,5	4707,3	1633,2	8256,9	5673,7	21856,7
1986	1534,5	564,8	927,1	270,6	927,7	1659,3	268,2	4617,7	1632,1	8378,5	5775,4	21938,2
1987	1476,5	561,8	908,5	260,7	890,4	1623,1	263,4	4507,9	1640,5	8585,4	5894,9	22105,2
1988	1420,8	558,3	900,0	255,9	870,7	1599,9	259,3	4444,1	1663,4	8842,6	5936,1	22307,0
1989	1363,8	556,0	897,0	256,9	877,3	1618,6	251,5	4457,3	1697,7	9126,1	6037,4	22682,3
1990	1300,4	552,3	890,7	256,4	895,4	1620,1	244,1	4459,0	1703,2	9305,4	6094,9	22862,9
1991	1242,3	544,9	861,9	247,9	900,0	1592,2	236,7	4383,6	1682,5	9369,1	6210,2	22887,6
1992	1190,4	533,7	825,2	239,5	864,7	1544,8	234,2	4242,1	1615,9	9387,0	6319,3	22754,6
1993	1134,0	529,2	785,2	229,8	809,4	1460,1	229,7	4043,3	1516,3	9312,3	6455,6	22461,5
1994	1084,2	531,8	759,2	219,0	780,3	1414,9	228,2	3933,4	1469,9	9415,5	6591,4	22494,4
1995	1051,1	538,1	742,4	218,3	786,5	1426,2	225,2	3936,6	1467,2	9549,1	6690,0	22694,0
1996	1026,5	545,7	717,6	217,7	785,3	1410,0	222,5	3898,9	1426,1	9638,0	6789,9	22779,5
1997	1011,3	553,8	701,1	216,2	777,6	1385,4	218,0	3852,1	1387,6	9774,7	6853,7	22879,3
1998	998,8	561,3	686,7	213,6	782,4	1389,0	208,1	3841,1	1379,4	10078,5	6929,4	23227,3
1999	981,5	562,7	677,0	212,7	786,7	1382,5	203,7	3825,3	1405,1	10446,1	7038,4	23696,5
2000	960,8	567,3	661,4	224,2	799,1	1401,5	209,0	3862,5	1463,1	10929,8	7115,9	24332,1
2001	949,6	566,5	661,3	228,6	806,9	1415,0	205,2	3883,5	1502,5	11310,3	7118,8	24764,6
2002	930,5	577,2	628,5	228,6	786,5	1382,3	201,8	3804,9	1527,7	11509,2	7146,4	24918,8
2003	912,9	577,4	610,8	227,7	763,4	1338,9	197,7	3715,9	1532,7	11577,7	7211,0	24950,2
2004	907,3	561,4	579,2	219,7	733,4	1299,8	197,4	3590,8	1556,3	11685,6	7236,7	24976,7
2005	897,7	560,3	558,0	220,3	723,5	1263,3	197,3	3522,7	1612,4	11787,1	7295,7	25115,6
2006	876,1	560,6	537,6	209,9	728,8	1225,6	197,2	3459,8	1683,0	11960,8	7382,4	25362,1
2007	852,4	554,4	523,0	200,3	732,3	1205,6	195,0	3410,6	1762,7	12207,9	7471,9	25705,4
2008	829,7	548,8	507,4	189,5	734,5	1187,8	191,6	3359,6	1825,9	12327,6	7498,4	25841,1

Source: Comptes nationaux - base 2000, Insee

A.1.4.4 L'emploi intérieur total par branche (nombre de personnes)

Année	ÉTAT			ODAC <sup>1</sup>			APUL <sup>2</sup>			Adm SS <sup>3</sup>			TOTAL APU <sup>4</sup>		
	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement	Dépenses	Recettes	Capacité de financement
1980	97,9	98,0	0,1	14,7	15,4	0,7	35,0	30,7	-4,3	88,6	91,6	3,0	203,4	202,9	-0,5
1981	116,8	111,7	-5,0	17,7	18,0	0,3	41,0	35,5	-5,5	105,3	104,4	-0,9	242,3	231,1	-11,2
1982	137,8	129,0	-8,8	21,7	22,0	0,3	48,6	41,8	-6,8	125,4	124,8	-0,6	285,9	270,0	-15,9
1983	153,5	140,9	-12,6	23,5	23,7	0,2	55,1	48,4	-6,7	139,6	142,8	3,3	320,1	304,3	-15,8
1984	168,1	152,4	-15,7	28,5	27,2	-1,4	56,8	52,5	-4,2	152,8	154,9	2,1	355,2	336,0	-19,2
1985	183,3	164,5	-18,8	31,0	31,4	0,3	62,7	58,1	-4,6	164,1	164,6	0,5	385,2	362,7	-22,5
1986	191,6	176,5	-15,1	27,2	25,4	-1,8	69,5	65,4	-4,1	174,8	169,9	-5,0	409,7	383,7	-26,0
1987	198,6	185,6	-13,0	27,7	27,4	-0,4	73,2	69,8	-3,3	182,1	181,5	-0,7	425,4	408,0	-17,4
1988	211,4	192,5	-18,9	27,4	27,8	0,4	79,9	75,6	-4,2	194,3	193,1	-1,2	454,0	430,0	-24,0
1989	219,1	203,4	-15,7	27,8	29,6	1,8	86,4	81,6	-4,7	207,5	208,1	0,6	478,0	460,0	-18,0
1990	231,3	210,2	-21,1	30,2	31,7	1,5	92,5	88,4	-4,1	221,3	219,9	-1,4	511,1	485,9	-25,2
1991	240,0	219,4	-20,6	32,0	33,4	1,4	100,7	94,0	-6,7	236,0	230,6	-5,3	541,4	510,1	-31,3
1992	255,8	219,3	-36,6	34,5	36,0	1,5	105,6	99,3	-6,3	252,8	243,9	-8,9	575,0	524,7	-50,3
1993	279,2	220,3	-58,9	38,1	39,2	1,1	107,4	105,2	-2,2	266,0	254,4	-11,6	612,3	540,7	-71,6
1994	280,1	225,4	-55,0	36,0	37,2	1,2	113,0	110,3	-2,7	273,6	266,9	-6,7	625,4	562,5	-62,9
1995	281,7	233,0	-48,7	44,9	39,4	-5,5	117,2	115,1	-2,1	285,4	276,5	-8,9	650,3	585,1	-65,2
1996	293,2	248,3	-44,9	42,2	42,9	0,8	122,7	123,3	0,7	293,5	287,4	-6,1	668,5	619,0	-49,5
1997	305,6	256,8	-48,8	42,8	52,1	9,3	121,9	124,7	2,9	301,1	295,7	-5,4	685,6	643,6	-42,0
1998	303,1	264,3	-38,7	44,6	46,7	2,1	125,7	129,6	3,9	309,4	307,5	-1,9	697,3	662,7	-34,6
1999	318,2	282,1	-36,1	44,4	48,2	3,8	130,9	135,3	4,3	318,3	322,0	3,7	719,2	694,9	-24,3
2000	320,3	285,0	-35,3	47,4	51,9	4,5	140,5	143,3	2,8	330,2	337,0	6,8	744,3	723,0	-21,2
2001	330,3	294,6	-35,7	51,7	56,2	4,5	144,6	146,6	2,0	346,6	352,6	6,0	772,1	748,8	-23,3
2002	350,0	293,5	-56,4	55,0	64,1	9,1	154,8	156,8	2,0	366,9	363,2	-3,7	815,1	766,1	-49,0
2003	355,6	293,6	-62,0	57,9	62,7	4,8	164,2	164,8	0,5	385,5	376,5	-9,0	849,6	783,9	-65,7
2004	376,6	323,9	-52,8	56,1	65,5	9,5	178,4	176,1	-2,4	404,1	389,6	-14,6	883,1	822,9	-60,2
2005	387,8	335,6	-52,2	61,0	68,1	7,1	188,2	184,9	-3,3	423,0	420,2	-2,8	921,5	870,3	-51,1
2006	380,0	331,7	-48,3	62,5	73,0	10,5	198,5	195,4	-3,1	435,4	434,4	-1,0	952,1	910,2	-41,9
2007	377,4	337,6	-39,7	70,7	66,8	-3,8	213,0	205,3	-7,7	458,6	458,1	-0,4	991,2	939,5	-51,7
2008	387,2	332,8	-54,4	68,3	66,0	-2,3	220,6	212,0	-8,6	472,2	471,3	-0,9	1 027,0	960,8	-66,2

Source : Comptes nationaux - base 2000, Insee

1. Les Organismes divers d'administration centrale regroupent des organismes de statut juridique varié - souvent des Établissements publics à caractère administratif (EPA), auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national. Le commissariat à l'énergie atomique (CEA), le Fonds de réserve des retraites (FRR), l'Office national des anciens combattants (Onac), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), etc. font notamment partie des Odac, ainsi que Charbonnages de France depuis 2001.
2. Les Administrations publiques locales comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale.
3. Les Administrations de sécurité sociale comprennent les régimes d'assurance sociale (caisses de sécurité sociale, Unedic, fonds spéciaux tels que le FSV et le Forec) et des organismes dépendant des assurances sociales (Odass, essentiellement les hôpitaux publics ainsi que les hôpitaux privés participant au service public hospitalier).
4. Administrations publiques. La somme État + Odac + Apul + Adm SS est consolidée pour faire le « total APU ». Cependant la consolidation de certaines opérations (telles que les intérêts, les transferts en capital et les transferts courants) est particulièrement fragile sur la période 1980-1993.

## A.2.1 Les dépenses et les recettes des administrations publiques au sens des comptes nationaux

LFI		Exécution budgétaire (hors FMI)								
Année	Solde général (hors budgets annexes)	Solde général (hors budgets annexes)	Solde du budget général	Dépenses du budget général <sup>1</sup>	Recettes du budget général <sup>2</sup>	dont				Soldes des comptes spéciaux du Trésor <sup>3</sup>
						Recettes fiscales nettes <sup>2</sup>	Prélèvements sur recettes	Recettes non fiscales	Fonds de concours	
1980	-4,8	-4,4	-5,3	87,0	81,7	83,0	-8,8	4,4	3,1	1,8
1981	-4,4	-11,9	-11,4	105,2	93,8	94,3	-9,9	5,9	3,5	1,5
1982	-14,1	-14,7	-13,0	123,8	110,2	110,2	-11,9	7,9	4,0	-0,6
1983	-17,5	-19,4	-20,6	138,8	118,2	120,0	-15,0	8,8	4,4	-0,6
1984	-19,0	-22,4	-22,4	150,3	127,8	129,2	-16,3	10,2	5,4	-1,4
1985	-21,1	-23,3	-23,3	160,0	136,7	138,9	-18,2	10,2	5,8	-0,7
1986	-21,9	-21,1	-22,7	169,1	146,4	148,7	-20,4	11,0	7,0	0,8
1987	-19,8	-18,2	-17,3	170,9	154,4	159,4	-23,1	11,6	7,4	-4,1
1988	-17,8	-17,8	-16,0	176,2	160,2	168,2	-26,7	13,3	6,2	0,9
1989	-15,3	-15,3	-13,4	185,4	172,1	177,8	-28,7	16,3	5,7	-2,9
1990	-14,1	-14,1	-15,1	195,8	180,7	183,7	-28,3	19,2	7,1	0,0
1991	-12,6	-19,9	-16,8	203,6	186,8	186,8	-32,5	24,1	8,4	-3,1
1992	-14,1	-34,8	-31,5	217,3	185,8	185,8	-33,7	25,0	8,7	-2,2
1993	-25,3	-48,5	-45,2	229,1	184,0	184,0	-35,3	26,4	8,8	-3,3
1994	-45,9	-45,6	-42,0	236,6	194,6	190,9	-36,6	30,9	9,1	-3,4
1995	-41,9	-49,2	-46,3	243,3	196,9	198,4	-35,8	25,0	9,3	-2,9
1996	-43,9	-45,0	-45,2	250,2	205,0	207,3	-37,0	24,2	10,6	0,2
1997	-43,4	-40,8	-41,0	252,2	211,2	216,0	-38,5	23,9	9,8	0,2
1998	-39,3	-37,7	-38,5	251,6	213,2	221,4	-38,8	24,0	9,9	0,7
1999	-36,1	-31,4	-32,8	260,7	227,8	238,7	-40,8	23,1	6,9	1,4
2000	-32,8	-29,2	-29,3	259,3	230,0	240,0	-43,5	27,4	6,0	0,2
2001	-28,4	-32,1	-31,6	266,0	234,4	244,8	-46,2	31,2	4,6	-0,4
2002	-30,4	-49,3	-50,0	277,5	227,5	240,2	-49,6	32,8	4,1	0,7
2003	-44,6	-56,9	-56,7	278,3	221,6	239,8	-52,9	30,2	4,5	-2,3
2004	-55,0	-43,9	-45,4	288,4	243,0	265,7	-61,2	33,8	4,8	1,5
2005	-45,2	-43,5	-45,2	294,3	249,1	271,6	-64,4	36,1	5,8	1,7
2006	-47,0	-39,0	-42,5	272,9	230,4	267,9	-65,8	24,8	3,6	3,5
2007	-42,0	-38,4	-38,2	270,6	232,4	266,7	-66,8	28,7	3,8	-0,2
2008	-41,7	-56,5	-56,8	278,2	221,4	260,1	-69,9	28,0	3,2	0,4

Source: ministère de l'économie et des finances, Direction du budget

1. Hors remboursements et dégrèvements.

2. Nettes des remboursements et dégrèvements.

3. Hors opérations d'ordre relatives à la dette.

en M€ courants

Année	Dépenses hors équipement (Titre 3au sens de l'ordonnance de 1959)					Dépenses d'équipement (Titres 5 et 6au sens de l'ordonnance de 1959)					Total hors pensions
	Air	Terre	Marine	Services communs	Total	Air	Terre	Marine	Services communs	Total	
1980	1 142	2 136	864	1 503	5 644	1 685	1 581	1 456	1 877	6 599	12 243
1981	1 410	2 450	1 016	1 865	6 741	1 973	1 874	1 786	2 100	7 733	14 474
1982	1 632	2 854	1 200	2 289	7 975	2 325	2 153	2 146	2 454	9 078	17 053
1983	1 785	3 138	1 328	2 310	8 561	2 578	2 321	2 312	2 632	9 843	18 404
1984	1 826	3 308	1 386	2 374	8 894	2 773	2 542	2 573	2 842	10 730	19 624
1985	1 880	3 422	1 438	2 536	9 276	2 939	2 694	2 781	3 091	11 506	20 781
1986	1 925	3 558	1 497	2 787	9 767	3 157	2 904	3 006	3 086	12 153	21 920
1987	1 861	3 613	1 479	2 826	9 779	3 585	3 267	3 372	3 506	13 730	23 509
1988	1 833	3 661	1 478	2 771	9 743	3 647	3 273	3 597	3 965	14 481	24 224
1989	1 859	3 740	1 515	2 777	9 891	3 954	3 533	3 911	4 079	15 477	25 368
1990	1 930	3 883	1 575	2 786	10 174	4 097	3 653	4 145	4 210	16 105	26 279
1991	2 008	4 061	1 658	3 032	10 759	4 131	3 562	4 203	4 241	16 137	26 896
1992	2 048	4 122	1 704	2 998	10 871	4 107	3 633	4 185	4 150	16 075	26 945
1993	2 099	4 209	1 787	3 124	11 219	4 171	3 717	4 107	3 981	15 976	27 195
1994	2 141	4 309	1 818	3 521	11 790	3 769	3 195	3 848	3 925	14 738	26 527
1995	2 150	4 418	1 867	3 461	11 897	3 687	3 118	3 731	4 089	14 625	26 522
1996	2 192	4 489	1 884	3 425	11 991	3 439	3 018	3 478	3 784	13 719	25 709
1997	2 185	4 479	1 868	3 805	12 337	3 441	3 000	3 549	3 529	13 519	25 856
1998	2 260	4 630	1 888	3 714	12 492	3 057	2 679	3 088	3 480	12 304	24 796
1999	2 276	4 658	1 885	3 705	12 523	3 181	2 841	3 288	3 671	12 982	25 505
2000	2 306	4 690	1 904	3 751	12 652	2 956	2 739	3 127	3 646	12 468	25 120
2001	2 338	4 693	1 890	3 756	12 676	2 924	2 701	3 209	3 668	12 503	25 179
2002	2 394	4 785	1 903	3 901	12 983	2 665	2 464	3 075	3 798	12 002	24 985
2003	2 465	5 016	1 994	4 062	13 538	3 102	2 627	3 436	4 110	13 276	26 814
2004	2 455	4 958	1 996	4 202	13 611	3 615	2 997	3 838	4 003	14 453	28 064
2005	2 470	4 972	1 975	4 282	13 699	3 635	3 015	3 799	4 290	14 739	28 438
2006 <sup>1</sup>	2 588	5 570	2 233	3 879	14 270	1 132	991	1 176	11 576	14 875	29 145
2007	2 629	5 497	2 248	4 314	14 688	1 311	941	1 348	11 558	15 158	29 846
2008	2 597	5 571	2 246	4 474	14 887	1 279	1 009	1 345	11 701	15 334	30 221
2009*	2 557	5 561	2 154	4 824	15 096	1 380	996	1 446	14 064	17 887	32 983
2010*	2 412	5 328	2 094	5 318	15 152	1 307	957	1 258	13 522	17 044	32 196

Source: ministère de la défense

\* Loi de finances - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires)

1. Rupture de série, mission défense, nouveau périmètre lié à la loi de programmation militaire 2009-2014

**A.2.3 Le budget de la défense**  
**A.2.3.1 La répartition du budget de la défense par nature de dépense, par armée et service en LFI**

## A.2.3.2 Le budget de la défense par armée et service

en M€ courants

Année	Air	Terre	Marine	Services communs	Total hors pensions
1980	2827	3716	2319	3380	12243
1981	3383	4323	2802	3965	14474
1982	3956	5007	3347	4743	17053
1983	4362	5459	3640	4942	18404
1984	4599	5850	3959	5216	19624
1985	4819	6116	4219	5627	20781
1986	5083	6462	4503	5872	21920
1987	5446	6880	4850	6333	23509
1988	5480	6934	5074	6736	24224
1989	5813	7273	5425	6856	25368
1990	6027	7536	5719	6996	26279
1991	6139	7623	5860	7273	26896
1992	6155	7755	5889	7147	26945
1993	6270	7927	5893	7105	27195
1994	5909	7505	5666	7446	26527
1995	5837	7537	5598	7550	26522
1996	5631	7507	5362	7210	25709
1997	5627	7479	5417	7334	25856
1998	5317	7309	4976	7194	24796
1999	5457	7499	5173	7376	25505
2000	5262	7429	5031	7397	25120
2001	5262	7394	5099	7424	25179
2002	5059	7248	4978	7699	24985
2003	5567	7644	5430	8172	26814
2004	6070	7955	5834	8205	28064
2005	6105	7988	5774	8572	28438
2006 <sup>1</sup>	3720	6561	3409	15455	29145
2007	3940	6437	3597	15872	29846
2008	3876	6580	3591	16175	30221
2009*	3938	6557	3601	18888	32983
2010*	3719	6285	3352	18840	32196

Source: ministère de la défense

\* Loi de finances - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).

1. Rupture de série, mission défense, nouveau périmètre lié à la loi de programmation militaire 2009-2014.

Année	Dépenses hors équipement					Dépenses d'équipement*					Total hors pensions
	Alimentation	Carburant	Fonctionnement résiduel	Rémunérations et charges sociales	Total	Forces classiques		Espace	Nucléaire	Total	
						Total	dont fabrications				
1980	258	327	1 052	4 007	5 644	nc	nc	nc	nc	6 599	12 243
1981	290	563	1 205	4 684	6 741	nc	nc	nc	nc	7 733	14 474
1982	323	704	1 442	5 506	7 975	nc	nc	nc	nc	9 078	17 053
1983	361	702	1 569	5 928	8 561	nc	nc	nc	nc	9 843	18 404
1984	377	636	1 643	6 238	8 894	7 416	3 184	0	3 315	10 730	19 624
1985	392	637	1 643	6 604	9 276	7 940	3 341	0	3 565	11 506	20 781
1986	405	631	1 754	6 977	9 767	8 301	3 445	0	3 852	12 153	21 920
1987	416	523	1 780	7 059	9 779	9 377	3 933	116	4 238	13 730	23 509
1988	420	446	1 785	7 092	9 743	9 617	3 923	208	4 657	14 481	24 224
1989	425	419	1 806	7 241	9 891	10 369	4 171	301	4 806	15 477	25 368
1990	430	435	1 825	7 484	10 174	10 754	4 101	459	4 892	16 105	26 279
1991	446	408	1 907	7 998	10 759	10 931	4 288	470	4 736	16 137	26 896
1992	446	414	1 939	8 072	10 871	10 965	4 184	552	4 558	16 075	26 945
1993	441	389	1 958	8 432	11 219	11 355	4 496	589	4 032	15 976	27 195
1994	450	393	2 193	8 753	11 790	10 883	4 387	550	3 305	14 738	26 527
1995	454	339	2 166	8 937	11 897	10 844	4 452	619	3 163	14 625	26 522
1996	459	324	2 154	9 053	11 991	10 130	4 098	623	2 965	13 719	25 709
1997	422	309	2 127	9 480	12 337	10 097	4 057	503	2 919	13 519	25 856
1998	387	323	1 981	9 801	12 492	9 294	3 811	474	2 535	12 304	24 795
1999	337	279	1 833	10 074	12 523	10 049	3 953	399	2 534	12 982	25 505
2000	308	281	1 856	10 206	12 652	9 701	3 500	350	2 417	12 468	25 120
2001	252	360	1 824	10 240	12 676	9 713	3 699	416	2 373	12 503	25 179
2002	240	378	1 894	10 470	12 983	8 902	3 267	448	2 652	12 002	24 985
2003	252	361	2 012	10 913	13 538	9 878	3 824	435	2 963	13 276	26 814
2004	234	331	2 105	10 941	13 611	10 940	4 656	402	3 111	14 453	28 064
2005	242	347	2 110	11 001	13 699	11 126	4 750	465	3 148	14 739	28 438
2006 <sup>1</sup>	234	318	2 272	11 447	14 270	11 063	4 761	489	3 323	14 875	29 145
2007	236	383	2 500	11 568	14 688	11 419	4 795	469	3 271	15 158	29 846
2008	242	353	608	11 684	14 887	11 566	4 749	393	3 375	15 334	30 221
2009**	242	457	2 702	11 692	15 096	13 956	5 229	200	3 731	17 887	32 983
2010**	224	433	2 845	11 650	15 152	13 497	nd	nd	3 547	17 044	32 196

Source: ministère de la défense

\* La ventilation forces classiques/espace/nucléaire n'est connue qu'à partir de 1984 pour les forces classiques et le nucléaire, l'espace n'étant isolé qu'à partir de 1987.

\*\* Loi de finances - ressources (crédits budgétaires et extrabudgétaires).

1. Rupture de série, mission défense, nouveau périmètre lié à la loi de programmation militaire 2009-2014.

A.2.3.3 Le budget de la défense par catégorie de dépenses en LFI

## PIB en monnaie nationale à prix courants

Année	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie	États-Unis	Pays-Bas	Belgique	Canada
	ME	ME	ME	ME	ME	M\$	ME	ME	M\$ canadien
1988	889 853	1 071 658	469 760	241 359	562 950	4 853 962	207 686	139 135	600 840
1989	955 901	1 137 338	514 241	270 567	615 596	5 260 900	220 061	150 511	645 147
1990	1 009 345	1 240 394	554 486	301 379	676 899	5 743 825	234 400	162 479	668 181
1991	1 049 480	1 502 177	582 946	344 572	744 033	5 986 225	256 346	171 269	683 239
1992	1 086 356	1 613 228	608 165	369 009	783 773	6 318 950	267 483	180 312	698 544
1993	1 101 677	1 654 234	639 356	381 735	807 362	6 642 375	274 731	184 194	724 960
1994	1 142 214	1 735 500	681 327	406 010	853 910	7 054 250	290 236	195 300	770 873
1995	1 183 060	1 801 300	718 383	437 788	923 571	7 397 575	302 233	202 269	810 426
1996	1 212 223	1 833 700	762 610	464 251	982 259	7 816 800	315 059	206 241	836 864
1997	1 268 483	1 918 090	810 601	503 875	1 048 766	8 304 325	348 016	221 184	882 733
1998	1 323 654	1 965 380	865 710	539 493	1 091 362	8 747 000	362 464	229 572	914 973
1999	1 367 966	2 012 000	928 730	579 942	1 127 091	9 268 600	386 193	238 248	982 441
2000	1 443 014	2 062 780	976 533	630 263	1 191 058	9 951 475	417 960	252 163	1 076 577
2001	1 497 516	2 116 100	1 021 828	680 678	1 248 648	10 286 175	447 731	259 429	1 108 048
2002	1 549 542	2 146 480	1 075 564	729 206	1 295 157	10 642 300	465 214	268 237	1 152 905
2003	1 595 581	2 166 660	1 139 746	782 929	1 336 211	11 142 175	476 945	275 678	1 213 175
2004	1 657 606	2 203 580	1 202 956	841 042	1 389 994	11 867 750	491 184	290 313	1 290 906
2005	1 724 059	2 238 380	1 254 058	908 792	1 429 878	12 638 375	513 407	303 149	1 373 845
2006	1 808 111	2 325 620	1 325 795	984 284	1 486 700	13 398 925	540 216	318 541	1 449 215
2007	1 895 251	2 431 730	1 398 882	1 052 730	1 544 778	14 077 650	568 664	334 960	1 532 944
2008	1 948 037	2 492 340	1 448 054	1 088 502	1 572 051	14 441 425	595 883	344 017	1 600 040
2009	1 922 619	2 392 215	1 396 128	1 052 506	1 533 405	14 266 790	568 485	337 368	1 527 734

Source: Mémorandum Otan de décembre 2009

Des écarts avec les données nationales publiées par ailleurs peuvent être constatés du fait du décalage des publications.

Leuro n'existant pas avant le 1<sup>er</sup> janvier 1999, les séries antérieures à cette date sont des séries divisées par les taux de conversion de l'euro.

Pour mémoire, taux de conversion

France	6,55957	Italie	1 936,27
Allemagne	1,95583	Pays-Bas	2,20371
Espagne	166,386	Belgique	40,3399

## A.3.1 L'évolution du chiffre d'affaires de l'industrie de défense

## Chiffre d'affaires de l'industrie de défense

en Md€ courants

Année	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
France	11,9	12,6	13,1	13,2	12,8	11,8	12,0	11,3	10,4	9,4	9,6	9,5	9,5	9,5	9,4	10,3	10,4	10,8	10,2	9,2
Export	5,8	5,7	5,9	4,3	4,4	3,1	2,6	2,9	4,5	6,6	6,4	3,9	2,7	2,8	4,4	4,3	7,1	3,8	4,0	4,8
Total	17,7	18,3	19,0	17,5	17,2	14,9	14,5	14,2	14,9	16,0	16,0	13,4	12,2	12,3	13,8	14,6	17,5	14,6	14,2	14,0
CA Export/ CA Total (en %)	32,8	31,1	31,1	24,8	25,5	21,0	17,6	20,4	30,1	41,3	39,9	28,4	22,8	24,4	31,2	28,2	40,1	26,2	39,2	51,5

Source: Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international, Mémento des exportations françaises 2009

## Part du chiffre d'affaires de l'industrie de défense dans le PIB total

Année	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
PIB*	911,2	980,5	1033,0	1070,0	1107,8	1114,7	1154,7	1194,6	1227,3	1267,4	1323,7	1368,0	1441,4	1497,2	1548,6	1594,8	1660,2	1726,1	1806,4	1894,6
CA France/PIB (en %)	1,31	1,29	1,27	1,23	1,16	1,06	1,03	0,95	0,85	0,74	0,72	0,70	0,66	0,63	0,61	0,64	0,63	0,63	0,56	0,49
CA Export/PIB (en %)	0,64	0,58	0,57	0,41	0,40	0,28	0,22	0,24	0,37	0,52	0,48	0,28	0,19	0,19	0,29	0,27	0,43	0,22	0,22	0,25
CA total/PIB (en %)	1,94	1,87	1,84	1,67	1,58	1,36	1,27	1,19	1,21	1,26	1,19	0,97	0,85	0,82	0,89	0,92	1,05	0,85	0,79	0,74

Source: Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international, Mémento des exportations françaises 2009

\* Source Insee, comptes nationaux (base 2000).

## Répartition des prises de commandes françaises par région géographique

en M€ constants 2008

Zone géographique <sup>1</sup>	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total 1999-2008
Afrique du Nord	209,4	62,2	51,3	80,2	59,4	26,2	79,9	434,3	525,6	905,1	2 433,7
Afrique subsaharienne	243,8	59,4	75,8	40,4	29,3	16,5	262,4	52,2	47,9	19,3	847,0
Amérique du Nord	132,7	151,1	100,2	88,4	122,0	130,4	310,0	307,4	432,2	153,0	1 927,3
Amérique centrale et Caraïbes	105,4	110,2	55,2	23,0	58,2	30,0	10,6	8,3	5,1	2,4	408,3
Amérique du Sud	100,4	75,5	356,2	32,8	15,5	31,8	143,1	67,9	240,5	1 609,9	2 673,7
Asie centrale	69,5	31,0	6,1	24,0	2,7	2,4	1,2	2,0	4,3	3,2	146,4
Asie du Nord-Est	464,6	238,8	124,5	171,2	518,8	157,8	271,7	565,1	187,1	173,2	2 872,9
Asie du Sud-Est	144,1	1 528,8	285,5	965,3	607,1	215,5	139,6	524,4	129,3	407,9	4 947,4
Asie du Sud	240,2	600,6	254,4	435,3	498,4	271,3	1 574,8	432,7	282,1	342,8	4 932,6
Proche et Moyen-Orient	406,6	629,8	1 170,6	601,2	583,9	1 393,4	448,7	1 762,9	2 549,2	1 539,4	11 085,8
Union européenne	2 554,6	4 172,5	1 630,2	1 115,2	1 470,5	985,4	585,5	829,6	1 111,4	1 035,4	15 490,3
Autres pays européens	381,0	211,6	173,1	256,3	550,6	113,8	143,2	196,4	91,5	213,9	2 331,3
Océanie	16,1	11,8	69,0	237,1	72,2	174,6	320,5	743,9	17,3	66,3	1 728,7
Divers*	530,7	269,9	283,5	153,3	65,2	100,9	69,5	74,7	195,1	111,6	1 854,4
<b>Total</b>	<b>5 599,1</b>	<b>8 153,3</b>	<b>4 635,5</b>	<b>4 223,5</b>	<b>4 653,7</b>	<b>3 649,9</b>	<b>4 360,7</b>	<b>6 001,7</b>	<b>5 818,9</b>	<b>6 583,5</b>	<b>53 679,8</b>

Source : Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2008)

0,0 signifie un montant < 50 000 €.

1. Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du COARM, et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

\* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.

## Répartition des prises de livraisons françaises par région géographique

en M€ constants 2008

Zone géographique <sup>1</sup>	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	Total 1999-2008
Afrique du Nord	23,5	31,7	207,4	19,7	31,0	25,8	26,8	68,9	81,9	97,2	614,0
Afrique subsaharienne	82,5	47,3	77,7	30,6	53,0	151,3	100,2	16,5	39,8	75,4	674,3
Amérique du Nord	118,1	102,3	112,8	100,7	96,5	180,1	137,9	205,4	110,5	204,9	1 369,2
Amérique centrale et Caraïbes	64,5	104,3	50,2	27,0	28,7	16,0	31,9	6,2	1,5	0,7	331,0
Amérique du Sud	197,1	89,3	85,4	72,9	289,2	108,4	78,9	55,1	57,3	68,9	1 102,5
Asie centrale	10,4	43,9	48,4	15,0	11,9	2,2	0,6	2,1	4,4	1,8	140,8
Asie du Nord-Est	242,6	72,1	98,2	67,8	88,3	223,7	176,2	372,2	201,1	204,0	1 746,2
Asie du Sud-Est	182,7	128,5	134,9	182,5	310,4	734,2	332,8	315,3	509,9	231,2	3 062,4
Asie du Sud	649,9	391,5	194,2	390,1	192,7	506,2	335,7	321,3	303,8	348,4	3 633,8
Proche et Moyen-Orient	1 488,3	787,2	1 190,2	2 721,7	2 411,2	4 319,6	1 356,1	1 412,7	1 185,0	748,5	17 620,5
Union européenne	1 178,9	893,1	795,6	734,4	929,1	1 137,1	1 142,0	1 133,9	1 505,7	902,5	10 352,2
Autres pays européens	212,3	277,0	461,6	337,8	141,0	74,5	97,6	151,4	139,8	110,0	2 003,0
Océanie	29,8	15,4	10,5	8,8	7,3	56,1	118,3	89,0	503,5	147,5	986,4
Divers*	129,2	209,9	164,0	273,5	148,8	151,7	106,9	57,0	22,6	31,7	1 295,3
<b>Total</b>	<b>4 609,9</b>	<b>3 193,7</b>	<b>3 631,0</b>	<b>4 982,5</b>	<b>4 737,1</b>	<b>7 687,0</b>	<b>4 041,9</b>	<b>4 206,9</b>	<b>4 666,7</b>	<b>3 172,7</b>	<b>44 930,0</b>

Source : Délégation générale pour l'armement, Direction du développement international (Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2008)

0,0 signifie un montant < 50 000 €.

1. Les zones géographiques prises en compte correspondent à celles définies en commun avec nos partenaires européens dans le cadre du COARM, et incluent tous les États membres ou associés à l'Onu.

\* Organisations internationales, États non membres de l'Onu.



***GLOSSAIRE,  
NOMENCLATURE  
ET SIGLES***

## I. GLOSSAIRE

### Administrations publiques (APU)

Le secteur institutionnel des « Administrations publiques » est défini en fonction de deux critères :

- sa fonction économique principale consiste à produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou à effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale ;
- la majeure partie de ses ressources provient de contributions obligatoires.

Le secteur des administrations publiques comprend l'État, les collectivités locales et les administrations de sécurité sociale.

Le secteur institutionnel des « Administrations publiques » (S13) est subdivisé en trois sous-secteurs selon l'étendue de leurs compétences et l'origine de leur financement. Chaque sous-secteur est à son tour subdivisé comme suit :

- S1311 Administrations publiques centrales (APUC) :
  - État (S13111)
  - Organismes divers d'administration centrale - ODAC - (S13112)
- S1313 Administrations publiques locales (APUL) :
  - Collectivités locales (S13131)
  - Organismes divers d'administration locale - ODAL - (S13132)
- S1314 Administrations de sécurité sociale (ASSO) :
  - Régimes d'assurance sociale (S13141)
  - Organismes dépendant des assurances sociales - ODASS - (S13142)

### Biens d'équipement (industrie des)

Nomenclature. Les biens d'équipement correspondent aux biens de production durables. Ce terme est repris dans les nomenclatures d'activité et de produit en vigueur : la nomenclature d'activités française (NAF) et la classification des produits française (CPF). Toutes deux sont désormais utilisées par la nouvelle base des comptes nationaux, qui les combine à travers la nomenclature économique de synthèse (NES) associée. L'élaboration des comptes est donc effectuée en NES, avec un code préfixe particulier correspondant au niveau d'agrégation : D = 5 branches, E = 16

branches, F = 41 branches, G = 118 branches, H = 472 produits. La nomenclature de diffusion est toutefois légèrement différente (cf. tableau des nomenclatures à la fin).

C'est ainsi qu'au sein de la grande branche de l'Industrie (DB), celle des « Industries des biens d'équipement » (EE) est constituée de trois branches à un niveau détaillé (FE1 à FE3), elles-mêmes subdivisées jusqu'au degré le plus fin de la nomenclature de diffusion (GE) :

- FE1 : construction navale, aéronautique et ferroviaire (GE11 à GE14) ;
- FE2 : industries des biens d'équipement mécaniques (GE21 à GE28) ;
- FE3 : industries des équipements électriques et électroniques (GE31 à GE35).

### Branche BA2000

Il n'y a pas en base 2000 de branche spécifique décrivant l'ensemble de l'activité classique de l'armement. Tout au plus est-il possible de reconstituer un champ équivalent à partir du regroupement de trois niveaux fins isolés (GE) au sein de deux branches de biens d'équipement (FE1 et FE2). Celui-ci a été dénommé « BA2000 » (Branche armement de la base 2000), et comprend :

- La « Construction navale » (GE11)  
Cette branche comprend quatre postes dans la NAF :
  - 35.1A : construction de bâtiments de guerre ;
  - 35.1B : construction de navires civils ;
  - 35.1C : réparation navale ;
  - 35.1E : construction de bateaux de plaisance.
- La « Construction aéronautique et spatiale » (GE13)  
Cette branche comprend trois postes dans la NAF :
  - 35.3A : construction de moteurs pour aéronefs ;
  - 35.3B : construction de cellules d'aéronefs ;
  - 35.3C : construction de lanceurs et engins spatiaux.

- La « Fabrication d'armes et munitions » (GE28)  
Cette branche comprend deux postes dans la NAF :
  - 29.6A : fabrication d'armement ;
  - 29.6B : fabrication d'armes de chasse, de tir et de défense.

En plus du caractère approximatif de l'équivalence entre leurs périmètres respectifs, la branche BA2000 présente les mêmes défauts que l'ancienne branche BA95 : difficulté de partage entre les activités civiles et militaires à partir des seules nomenclatures et

impossibilité de concilier des approches de la définition des produits par leur nature et par leur destination.

### Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT)

Selon la définition internationale adoptée en 1982 par le BIT, les chômeurs correspondent aux personnes qui satisfont simultanément aux critères suivants :

- être sans travail (est exclue toute personne ayant déclaré avoir exercé une activité, même de très courte durée, au cours de la semaine de référence) ;
- être disponible dans un délai de 15 jours (un mois en cas de maladie bénigne) ;
- chercher activement un emploi (au moins une démarche durant le mois précédent l'enquête), ou en avoir trouvé un qui débute ultérieurement.

Le niveau de chômage au sens du BIT est mesuré chaque année au mois de mars à partir de l'Enquête sur l'emploi réalisée par l'Insee.

En revanche, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) ne recense que les seules personnes inscrites, ou demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM). Outre les différences de critère, il existe une différence sensible entre le nombre d'inscrits à l'ANPE répertorié par le ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité, et celui calculé à partir de l'enquête sur l'emploi à une période voisine. Incluant les chômeurs hors champ de l'enquête sur l'emploi (vivant dans des « communautés »), cet écart « résiduel » serait en outre dû en partie aux aléas de l'enquête (réponses erronées ou imprécises), mais aussi aux difficultés de mise à jour des fichiers de l'ANPE.

### Compte satellite de la défense

Un compte satellite considère généralement trois types de producteurs économiques nationaux :

- les producteurs du produit caractéristique ;
- les producteurs de produits connexes ;
- les autres producteurs.

Dans le cas de la défense, le produit caractéristique est le service de défense, assuré par l'État. Les produits connexes sont les produits d'armement, fournis dans le passé par deux types d'agents économiques : les établissements industriels de défense et les entreprises d'armement. La disparition des arsenaux, avec en particulier le changement récent de statut de DCN, rend la première de ces catégories marginale dans l'avenir, celle-ci se limitant à quelques activités d'entretien. Les autres producteurs représentent le reste de l'économie.

La comptabilité nationale ne considère pas les biens spécifiquement militaires comme des investissements. Ils sont comptabilisés en consommation intermédiaire : en effet, ils ne servent pas à fabriquer d'autres biens, comme les biens d'équipement classiques, et ils sont destructibles par nature. Cela revient à les considérer comme entièrement consommés « intermédiairement » (c'est-à-dire pour produire un service de défense) dès leur achat, même s'ils peuvent servir plusieurs fois. La consommation intermédiaire comprend donc les commandes de l'État aux industries d'armement.

La FBCF (formation brute de capital fixe, c'est la notion comptable d'investissement) de la défense se limite en comptabilité nationale aux acquisitions d'équipements duaux, c'est-à-dire à ceux qui peuvent servir aussi bien dans la sphère civile que militaire (par exemple, les aérodromes, les installations portuaires ou la construction de logements). Il en résulte des montants très élevés de consommation intermédiaire, et beaucoup plus faibles d'investissements.

### Coût de la main-d'œuvre (ou coût salarial)

Le coût de la main-d'œuvre est constitué par l'ensemble des dépenses qui incombent à l'entreprise en contrepartie directe de l'emploi d'un salarié : rémunération directe (salaire de base, primes, congés...), charges sociales légales, conventionnelles et contractuelles, charges d'apprentissage et de formation professionnelle, participation aux frais de transport, avantages en nature, œuvres sociales.

### Dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) [approche exécution]

La dépense intérieure de R&D (DIRD), calculée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, représente l'ensemble des coûts (hors taxes) des travaux de R&D exécutés sur le territoire national, pendant une année donnée, quelles que soient l'origine et la nationalité des financements.

La DIRD totale se décompose en deux sous-agrégats : la dépense intérieure exécutée par les administrations (DIRDA) et celle exécutée par les entreprises (DIRDE). Au sein de la première, qui constitue la R&D publique, on distingue une dépense intérieure de R&D civile et une dépense intérieure de R&D de défense exécutée par les administrations (dénommées ici respectivement DIRDAC et DIRDD).

## Dépense extérieure de R&D

La notion de dépense extérieure de recherche et développement (DERD) a été élaborée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche afin de mettre en évidence les travaux de R&D financés par un organisme et exécutés en dehors de lui. Ces derniers comprennent principalement les sous-traitances de recherche exécutées à l'extérieur de l'organisme sur le territoire national et les dépenses de recherche effectuées à l'extérieur du territoire national, ainsi que les différentes contributions aux organisations internationales.

## Dépense nationale de recherche et développement (DNRD) [approche financement]

La dépense nationale de R&D représente l'effort financier (hors taxes) consacré dans l'année à la R&D par les agents nationaux, quelle que soit la destination des financements. L'écart entre le montant de la DIRD et celui de la DNRD constitue le solde des échanges en matière de R&D entre la France et l'étranger (la DNRD est égale à la DIRD plus les financements de R&D accordés à l'étranger, moins les financements de R&D reçus de l'étranger).

On peut distinguer de la même manière une dépense nationale de R&D des administrations (DNRDA), qui inclut la partie financée par les administrations de défense (DNRDD), et une dépense nationale de R&D des entreprises (DNRDE).

## Effectifs réels (données du recensement des agents de l'État - RAE)

Les « effectifs réels » sont obtenus en comptabilisant le nombre de personnes recevant une rémunération imputée sur le budget de l'État, ainsi que des organismes publics en général. Dans la statistique issue du fichier de paie, les salariés sont affectés à leur ministère payeur, et non pas nécessairement à celui dans lequel ils sont en fonction. Les résultats agrégés sont collationnés via les services statistiques des ministères et diffusés par l'Insee, conjointement avec le ministère du budget, des comptes publics et de la fonction publique qui assure in fine la synthèse de l'ensemble des données relatives aux agents publics.

Au sein du ministère de la défense, l'observatoire économique de la défense (OED) assure annuellement le recensement des agents de l'État (RAE) qui sont rémunérés par ce département, et réalise des synthèses détaillées à usage interne.

## Effectifs en équivalent temps plein

Les effectifs civils et militaires figurant dans le III.1 sont mesurés en « équivalent temps plein annuel ». Ainsi, un agent ayant travaillé durant 6 mois à temps complet compte pour 0.5 année-travail. Si ce même agent avait été à mi-temps, il aurait compté pour 0.25 année-travail.

## Emploi intérieur

L'emploi intérieur est un concept des comptes nationaux qui correspond à celui de population active occupée intérieure. L'emploi intérieur, évalué en moyenne annuelle, comprend l'ensemble des personnes physiques (résidentes ou non) ayant un emploi dans une unité de production résidente. On passe donc de la population active occupée à l'emploi intérieur en intégrant les actifs non résidents occupés sur le territoire économique et en ne prenant pas en compte les actifs résidents ayant un emploi dans le reste du monde. Tous les types d'emploi sont comptabilisés, y compris les emplois précaires.

L'emploi intérieur s'entend, depuis la base 1995 des comptes nationaux, pour la France entière, c'est-à-dire y compris les départements d'Outre-mer. Il peut être présenté en nombre de personnes physiques ou en équivalents temps plein (correction due au temps partiel). Dans les deux cas, il s'agit d'une moyenne annuelle.

Dans les comptes nationaux, l'emploi intérieur est présenté selon deux types de ventilation : par branche et par secteur institutionnel. Du fait surtout de l'adoption de nouvelles nomenclatures et des modifications de périmètres à l'occasion du changement de base, les données détaillées pour une branche ou un secteur institutionnel donné diffèrent parfois sensiblement des chiffres publiés en base 80.

## Exportations (au sens des comptes nationaux)

Les exportations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde, et tous les services fournis par des unités résidentes à des unités non résidentes.

Comme celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages non résidents sur le territoire économique (achats effectués par les touristes par exemple), il est nécessaire de procéder en conséquence à une correction territoriale sur les dépenses de consommation des ménages.

## Exportations (au sens des douanes)

Les douanes fournissent des statistiques sur les exportations et les importations de matériel militaire. Ces statistiques sont établies sur la base des flux physiques transfrontaliers. Une déclaration mensuelle doit être remplie dans la nomenclature des douanes par les exportateurs. Elle doit fournir leurs livraisons de matériel militaire à l'exportation selon la valeur en euros et les quantités en kilogrammes, et donner le pays d'origine et de destination. Ces chiffres ne prennent donc pas en compte les montants des services facturés, ni ceux des prestations associées à la livraison du matériel. Les chiffres établis par le ministère de la défense sont en général supérieurs à ceux établis par les douanes, l'écart représentant les services.

Enfin, des divergences notables existent sur la répartition par pays destinataire. En effet, dans le cas des matériels exportés chez un constructeur étranger pour être intégrés dans un système qu'il exporte à son tour, les douanes enregistrent le pays de première exportation et le ministère de la défense le pays de destination finale, dans la mesure où il privilégie les équilibres stratégiques induits par les transferts d'armements.

## FAB et CAF

Traditionnellement, l'enregistrement de la valeur en douane des flux de marchandises à leur passage à la frontière aboutit à deux modes de valorisation :

- FAB (Franco à bord) : prix des biens à la frontière (sortie) du pays exportateur ;
- CAF (Coût, assurance, fret) : prix des biens à l'entrée du pays importateur, qui inclut donc éventuellement les frais de transport et d'assurance entre les deux frontières. Ces coûts supplémentaires majorent d'autant le prix FAB de départ.

À partir de cette grille de mesure, deux systèmes concurrents de comptabilisation de la valeur des échanges ont été privilégiés :

- la méthode CAF/FAB, c'est-à-dire CAF pour les importations et FAB pour les exportations, qui présente l'avantage pour un pays considéré de ne comptabiliser les flux qu'à l'entrée et à la sortie de son territoire. Celle-ci a longtemps été privilégiée par la balance commerciale ;
- la méthode FAB/FAB, qui traite les importations comme les exportations (toujours enregistrées FAB). Elle permet de rendre plus homogènes et symétriques les deux flux et d'assurer une meilleure comparabilité au niveau international.

Les comptes nationaux, conjointement avec les douanes, appliquent désormais le principe de la valorisation FAB/FAB des flux extérieurs, ce qui permet ainsi d'harmoniser les différents modes de comptabilisation des échanges internationaux.

## Fonction publique

La fonction publique comprend trois sous-ensembles :

- la fonction publique d'État (ensemble des agents employés dans les différents ministères, auxquels on ajoute ceux des établissements publics sous leur tutelle ainsi que les effectifs de l'enseignement privé sous contrat) ;
- la fonction publique territoriale (personnel des collectivités locales) ;
- la fonction publique hospitalière (personnel des hôpitaux publics et des maisons de retraite publiques).

La notion d'emploi dans la fonction publique revêt certaines particularités :

◆ *Effectifs budgétaires* : lors du vote annuel de leur budget, le Parlement pour les agents de l'État, les instances territoriales (conseils municipaux, généraux...) pour les agents des collectivités locales et les conseils d'administration des hôpitaux pour leur personnel « autorisent » des emplois dont le nombre diffère des effectifs réellement en fonction en raison de l'existence d'emplois vacants et du temps partiel.

◆ *Titulaires (catégories statutaires)* : les personnels titulaires appartiennent à des corps regroupés en catégories d'après leur niveau de concours de recrutement :

- catégorie A, qui assure des fonctions d'études générales, de conception et de direction ;
- catégorie B, qui est chargée des fonctions d'application ;
- catégories C et D, qui assurent les tâches d'exécution.

◆ *Non titulaires* : ce sont les ouvriers d'État, les contractuels (dont certains, régis par des textes statutaires, ont un déroulement de carrière organisé et une quasi-stabilité d'emploi), les auxiliaires, les vacataires, les collaborateurs extérieurs, ou encore certains « emplois aidés » tels que les « contrats emploi-solidarité ».

## Formation brute de capital fixe (FBCF)

La formation brute de capital fixe, qui représentait en base 80 uniquement l'achat de biens de production durables qui sont par nature physiques, voit en nouvelle base son champ s'élargir sensiblement sous l'influence de nombreux économistes qui recherchent un rapprochement de ce concept avec celui d'investissement des entreprises, en y incluant en particulier certains investissements immatériels. Toutefois, l'intégration des dépenses de recherche et développement n'y a pas encore été réalisée et ce point important fait toujours l'objet de débats au sein de la communauté internationale des comptes nationaux.

La FBCF comprend la valeur :

- des biens durables acquis par les unités de production afin d'être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production ;
- de certains services correspondant à une partie des investissements immatériels : les logiciels informatiques et bases de données, les œuvres littéraires et artistiques (y compris dans le domaine audiovisuel avec en particulier les films de cinéma) au moment où elles sont produites ;
- des dépenses d'équipement militaires susceptibles d'un usage civil équivalent, qui sont désignées parfois sous le terme de dépenses « duales » : les aérodromes, les équipements portuaires, les routes, les hôpitaux, les établissements scolaires, les camions de transport de troupes, etc.
- des dépenses de prospection minière et pétrolière, qu'elles aboutissent ou non.

### Importations (au sens des comptes nationaux)

Les importations de biens et services comprennent tous les biens, neufs ou existants, qui, à titre onéreux ou gratuit, entrent définitivement sur le territoire économique en provenance du reste du monde et tous les services fournis par des unités non résidentes à des unités résidentes.

Celles-ci incluent généralement un certain montant de biens et services consommés par des ménages résidents hors du territoire économique (achats effectués par les touristes français à l'étranger par exemple), et il est nécessaire d'en tenir compte dans la correction territoriale en accroissant d'autant les dépenses de consommation des ménages enregistrées sur le territoire. Il s'agit donc d'une correction symétriquement inverse à celle apportée aux achats en France par les ménages non résidents (voir le paragraphe Exportations).

### Industrie manufacturière (DC)

L'industrie, qui est définie généralement en termes économiques comme l'activité de transformation des matières premières en biens productifs ou en biens de consommation, est délimitée dans les comptes nationaux à partir des nomenclatures d'activités et de produits (NAF/CPF et NES pour la nomenclature de travail et de diffusion). Trois grands regroupements sont le plus souvent effectués :

l'industrie au sens large, qui regroupe l'ensemble des activités économiques classées habituellement dans le secteur « secondaire » et recouvre les branches EB à EH. Elle intègre en particulier la branche de la construction (ex-BTP) classée en EH. C'est également

le champ normalement couvert par l'Indice de la production industrielle (IPI) élaboré par l'Insee qui mesure l'activité conjoncturelle en volume de l'industrie ; l'industrie totale, qui correspond à la grande branche DB des comptes nationaux ;

l'industrie manufacturière, qui correspond à la grande branche DC des comptes nationaux, et exclut donc du champ précédent les industries agroalimentaires (EB) et l'énergie (EG). Elle comprend les industries de biens de consommation (EC), l'industrie automobile (ED), les industries de biens d'équipement (EE) et les industries des biens intermédiaires (EF). De fait, elle représente le noyau considéré comme le plus homogène et significatif de l'activité de transformation industrielle.

### Loi organique relative aux lois de finances (Lolf)

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006 la Lolf est le nouveau cadre de gestion pour l'ensemble de l'administration de l'État. Le budget n'est plus présenté par nature de dépenses (fonctionnement, investissement, intervention...) mais par politique publique (sécurité, culture, défense, justice...), désormais appelée mission. Le Parlement et le citoyen sont ainsi en mesure d'apprécier la totalité des moyens déployés pour mettre en œuvre chaque politique de l'État.

La destination des crédits est déclinée en missions, programmes et actions. Le ministère de la défense est concerné par quatre missions :

- deux missions ministérielles :
  - une mission défense proprement dite ;
  - une mission anciens combattants, mémoire et liens avec la Nation (budget des anciens combattants).
- deux missions interministérielles :
  - une mission sécurité (gendarmerie nationale pour le budget de la défense) ;
  - une mission recherche et enseignement supérieur (programme recherche duale « civile et militaire »).

### N° SIREN

Numéro d'identification des entreprises dans le répertoire SIRENE, géré par l'Insee.

### N° SIRET

Numéro d'identification des établissements dans le répertoire SIRENE, il comporte quatorze chiffres, dont les neuf premiers correspondent au numéro SIREN. Si une entreprise vend un établissement à une autre entreprise, le numéro SIRET va donc changer.

Si une entreprise déplace un établissement d'un lieu à un autre, un établissement est supprimé et un autre créé avec un nouveau numéro.

## Parités de pouvoir d'achat (PPA)

La méthode des parités de pouvoir d'achat a été mise au point et est utilisée notamment par les économistes de l'OCDE afin de remédier aux insuffisances des comparaisons internationales classiques d'agrégats économiques tels que le PIB exprimés en termes monétaires. Ces dernières, en effet, reposent sur des conversions des monnaies nationales à partir des taux de change courants qui ne tiennent pas compte de la structure et de l'évolution des prix relatifs dans chaque pays.

Afin de donner une image plus proche du pouvoir d'achat réel de chaque monnaie nationale, le principe de construction des parités de pouvoir d'achat part d'une comparaison entre les prix moyens de paniers de biens et de services similaires au sein de chaque pays, auxquels on a appliqué les indices de prix élémentaires en vigueur, de la même façon que l'Insee calcule en France l'indice des prix à la consommation. Les agrégats sont ainsi mesurés sur la base des taux de change corrigés que constituent les taux de conversion des monnaies en parités de pouvoir d'achat.

Dans cette méthode, les indices de volume comparés ne reflètent que les différences de volumes des biens et services produits. Toutefois, si l'effet-prix est corrigé, il n'en est pas forcément de même de l'effet de structure qui découlerait de poids trop différents des produits dans la production nationale, dans le cas où les structures économiques des pays comparés seraient trop éloignées les unes des autres.

## Population active

La population active comprend, de manière générale, la population qui a un emploi (population active occupée) et celle qui en cherche un (chômeurs). Elle inclut, de plus, les militaires du contingent.

L'Insee utilise deux grandes approches pour mesurer la population active résidente :

- la première approche comptabilise, en moyenne annuelle, le nombre de personnes employées dans les différents secteurs d'activité économique, calculé à partir de diverses sources administratives et des recensements, et le nombre de chômeurs au sens du BIT ;
- la seconde approche mesure, au 1<sup>er</sup> janvier ou au mois de mars de l'année considérée, le niveau de la population active en partant d'une structure de la population totale par sexe et par âge à laquelle

sont appliqués des taux d'activité observés lors de l'enquête emploi réalisée en mars, eux-mêmes calés sur les taux d'activité aux recensements.

L'écart entre les résultats des deux approches s'explique essentiellement par les différences de dates d'évaluation, mais aussi par les divergences entre les définitions et conventions des sources et les imprécisions des estimations qui ne sont pas de même nature dans chaque cas. La première approche, plus exhaustive, mesure mieux le niveau global, alors que la seconde, qui dépend plus du champ de l'enquête emploi, reflète plus fidèlement les évolutions fines sur courte période.

Dans les comptes nationaux, le concept le plus pertinent est celui d'emploi intérieur (voir à ce mot).

## Population active occupée

La population active occupée est la principale composante de la population active totale, et connaît les mêmes difficultés de mesure que cette dernière. Selon les conventions de l'enquête emploi annuelle, elle comprend toutes les personnes au travail au cours de la semaine de référence de l'enquête, qu'elles soient salariées, qu'elles soient à leur compte ou qu'elles aident un membre de leur famille dans son travail. Elle comprend également les personnes pourvues d'un emploi mais temporairement absentes la semaine de référence pour un motif tel que maladie (moins d'un an), congés payés, conflit du travail, formation, etc.

## Production

La nouvelle base des comptes a peu modifié le concept de production, mais l'a redéfini :

*« La production est une activité exercée sous le contrôle et la responsabilité d'une unité institutionnelle qui combine des ressources – main-d'œuvre, capital, biens et services – pour fabriquer des biens ou fournir des services. Ne font pas partie de la production les processus purement naturels sans intervention ou contrôle humain. C'est ainsi que l'accroissement sauvage des stocks de poissons dans les eaux internationales ne constitue pas une production, au contraire de la pisciculture. » (SEC 95)*

La comptabilité nationale accorde moins d'importance à la distinction entre production marchande et non marchande, en raison notamment du fait que la nouvelle nomenclature d'activités ne permet pas de dissocier clairement activité marchande et non marchande. En conséquence, il n'a donc pas semblé utile de maintenir une estimation séparée pour le PIB marchand et le PIB non marchand, qu'il est

toutefois toujours possible de calculer au prix d'une certaine approximation. En pratique, seul le PIB total est évalué.

En principe, le partage entre production marchande et non marchande a été maintenu, mais en s'appuyant sur le concept de vente à un « prix économiquement significatif ». Un prix est dit économiquement significatif s'il a une influence significative sur les montants que les producteurs sont prêts à offrir et sur les montants que les acquéreurs souhaitent acheter. *A contrario*, un prix est considéré comme n'étant pas économiquement significatif quand il a une influence faible ou nulle sur la quantité que le producteur est prêt à offrir, et une influence seulement marginale sur les quantités demandées.

Si on fait abstraction des organismes sans but lucratif de droit privé, il existe deux types de producteurs : les producteurs publics et les producteurs privés. Le caractère public ou privé d'un producteur dépend de la nature des unités qui le contrôlent.

Tous les producteurs privés sont, par convention, des producteurs marchands, quel que soit le type de leurs ressources. Ainsi, un agriculteur, même largement subventionné, est toujours considéré comme un producteur marchand et il est, selon le type d'exploitation qu'il dirige, classé parmi les ménages ou parmi les sociétés non financières. Seuls, donc, les producteurs publics sont susceptibles d'être non marchands : le cas échéant, ils sont classés parmi les administrations publiques.

La règle dite des 50 % permet de distinguer une production marchande d'une production non marchande. Elle met en regard d'un côté les ventes hors taxes, de l'autre les coûts de production : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, consommation de capital fixe. Les charges financières supportées par le producteur n'entrent cependant pas en considération du côté des coûts. Si le rapport des ventes aux coûts de production est durablement supérieur à 50 %, il s'agit d'une production marchande.

La distinction entre producteurs marchands et producteurs non marchands repose donc sur les conditions économiques dans lesquelles se réalise la production.

De ce fait, la production est désormais ventilée entre :

- la « production marchande » (P11), qui est « écoulee ou destinée à être écoulee sur le marché » (SEC 95) ;
- la « production pour usage final propre » (P12), que les agents conservent pour leur consommation personnelle ou leur FBCF, et qui est essentielle-

ment le fait des ménages (loyers imputés que les ménages propriétaires se versent à eux-mêmes notamment) ;

- la production des administrations ou « autre production non marchande » (P13), qui est fournie à d'autres unités soit gratuitement soit à des prix économiquement non significatifs. Elle pose des questions spécifiques au niveau de la mesure de sa valeur.

Le changement le plus important dans la base 1995 réside toutefois dans le mode de valorisation de la production. Celle-ci n'est désormais plus évaluée au prix du producteur mais « au prix de base », qui est défini ainsi :

*« Le prix de base correspond au montant que le producteur reçoit de l'acheteur par unité de bien ou de service produite, le cas échéant, diminué des impôts à payer moins les subventions à recevoir du fait de la production ou de la vente de cette unité (en d'autres termes, diminué des impôts sur les produits moins les subventions sur les produits). Le prix de base exclut les éventuels frais de transport facturés séparément par le producteur. Il inclut par contre les éventuelles marges de transport apparaissant sur la facture établie par le producteur, même si c'est sous un poste séparé. » (SEC 95)*

Le passage à la valorisation au prix de base correspond à une autre logique économique dont le souci est d'enregistrer les recettes effectives du producteur (hors impôts et y compris subventions sur les produits) et non plus les coûts qu'il supporte (impôts nets de subventions). Les effets sont particulièrement importants dans les branches de l'agriculture et de l'énergie.

La production de services non marchands des administrations reste mesurée conventionnellement par l'ensemble des coûts de production supportés par leurs branches non marchandes : consommation intermédiaire, rémunération des salariés, consommation de capital fixe et autres impôts sur la production nets de subventions d'exploitation.

## Production effective et distribuée

La distinction entre production effective et distribuée renvoie à celle entre branches et produits. La séparation entre activité (branche) et produit s'avère nécessaire en comptabilité nationale pour tenir compte du fait qu'au terme du processus de production le produit final peut parfois comprendre certains sous-produits de nature différente qui étaient indissociablement contenus dans les biens intermédiaires en amont. C'est notamment le cas dans la sidérurgie de la transformation ou de l'utilisation de certaines matières premières (charbon,

coke) qui aboutit à produire de manière secondaire des dérivés du soufre sous forme d'oxydes. De ce fait, la branche qui est définie comme théoriquement « pure » (son activité homogène débouche en principe sur un seul produit) peut être en réalité amenée à produire à titre secondaire certains biens qui seront transférés à la catégorie de produit à laquelle ils appartiennent.

La production « effective » est la production d'une branche, et la production « distribuée » celle d'un produit. La différence entre les deux est constituée des transferts de produits, qui sont soustraits de la production de la branche qui les a effectivement produits à titre secondaire pour les inclure dans la production distribuée des produits correspondants. Ces transferts sont de trois types :

- les produits fatals (sous-produits liés ou inévitables);
- les transferts de produits agricoles (problème du reclassement de certains produits agricoles transformés de l'agriculture vers l'industrie agroalimentaire);
- les ventes résiduelles (ventes de biens et services marchands par les branches non marchandes des administrations, tels que la vente de photocopies par les universités).

En raison de la compensation globale entre les transferts, la somme des productions effectives des branches est égale à la somme des productions distribuées des produits.

## Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché

Le produit intérieur brut (PIB), qui est le principal agrégat mesurant le résultat synthétique de l'activité économique nationale, n'a pas vu sa définition fondamentalement modifiée dans la nouvelle base des comptes.

Néanmoins, en raison des changements apportés au mode de valorisation de certains des éléments qui servent à le calculer (production et valeur ajoutée mesurées au prix de base), il a été nécessaire de procéder à des retraitements particuliers pour lui conserver son évaluation **aux prix du marché**. La base 1995 souligne ce point en le définissant de la manière suivante : « *le produit intérieur brut aux prix du marché (PIB<sub>pm</sub>) représente le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes* » (SEC 95).

Le PIB peut être reconstitué à partir des trois approches classiques :

- 1) dans l'optique de la production, le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité). C'est aussi le solde du compte de production de l'économie totale;
- 2) dans l'optique du revenu, le PIB est égal à la somme des emplois du compte d'exploitation de l'économie totale (rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte de l'économie totale);
- 3) dans l'optique de la dépense, le PIB est égal à la somme des emplois finals de biens et de services par les unités institutionnelles résidentes (consommation finale effective, formation brute de capital), plus les exportations, moins les importations de biens et services.

Les trois modes de calcul aboutissent par définition au même chiffre du PIB, ce qui assure la cohérence entre les différentes approches des comptes nationaux français.

## Recherche et développement (R&D)

La « Recherche et développement » comprend l'ensemble des dépenses effectuées par une administration ou une entreprise dans le but d'accroître les connaissances scientifiques et techniques et de les amener jusqu'au stade permettant l'exploitation de nouveaux procédés de fabrication. Sauf indication contraire, la terminologie recherche et développement (R&D) s'entend au sens de la définition internationale dite de Frascati, d'après le manuel du même nom élaboré par l'OCDE. Elle recouvre la recherche fondamentale, la recherche appliquée (« recherche ») et le développement expérimental (« développement »).

La recherche fondamentale consiste en des travaux expérimentaux ou théoriques entrepris principalement en vue d'acquérir de nouvelles connaissances sur les fondements des phénomènes et des faits observables, sans envisager une application ou une utilisation particulière. La recherche appliquée consiste également en des travaux originaux entrepris en vue d'obtenir des connaissances nouvelles, mais dirigés vers un but ou vers des objectifs pratiques déterminés. Le développement expérimental consiste en des travaux systématiques basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche et/ou l'expérience pratique, en vue de lancer la fabrication de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

## Recherche et Technologie (R&T)

Composante de la recherche et développement, la recherche et technologie (R&T) est un agrégat spécifiquement défense. Il mesure l'effort consenti en amont des programmes d'armement, et correspond à l'activité qui permet, en s'appuyant sur les travaux réalisés dans le secteur civil, d'acquérir l'expertise, les connaissances et les capacités scientifiques, techniques et industrielles nécessaires à la définition et au lancement des programmes d'armement.

La R&T comprend les études amont contractualisées avec l'industrie, les études subventionnées (ONERA, Institut Saint-Louis, écoles de la DGA), la recherche sur la dissuasion nucléaire (CEA), et la recherche duale (programme 191 de la Lolf).

## Répertoire SIRENE

Système informatique pour le répertoire des entreprises et des établissements. L'Insee gère ce fichier qui est alimenté par les déclarations aux greffes des tribunaux de commerce, aux Ursaff, aux chambres des métiers et aux centres des impôts. Le système permet aux statisticiens de disposer d'une liste d'entreprises pour alimenter les fichiers de gestion des enquêtes, mais il assure également la redistribution d'informations entre les différentes instances intéressées par la déclaration et permet donc un allègement des obligations administratives des entreprises qui n'ont pas à se faire enregistrer par chacun des organismes.

## Secteur et branche d'activité

Le secteur d'activité regroupe toutes les unités productrices résidentes exerçant à titre principal une même activité (telle que définie dans les nomenclatures d'activités). La production issue des activités secondaires éventuelles exercées par les unités appartenant à un secteur donné fait alors partie de la production globale de celui-ci.

La notion de branche se réfère, en revanche, à une approche technico-économique de la production. La branche regroupe toutes les « **unités de production homogènes** », qui produisent un même bien ou service, selon la nomenclature de produits en cours. Elle est constituée d'unités productrices ou de fractions d'unités productrices, pas toujours directement observables, qui exercent une même activité portant sur un seul produit.

Ainsi, une même entreprise, par exemple, relève d'autant de branches qu'elle exerce d'activités, mais elle n'appartient qu'à un seul secteur.

## Secteur institutionnel

Le terme de « secteur », couramment utilisé dans les comptes nationaux, renvoie à deux notions fort différentes. Le secteur d'activité économique est un regroupement d'unités productrices en fonction de leur activité économique principale (les secteurs de l'agriculture, de l'industrie, etc.), alors que le secteur institutionnel est un regroupement des divers agents économiques (entreprises, administrations, ménages, etc.) selon la fonction principale qu'ils occupent au sein de l'économie nationale (production, consommation, redistribution, etc.).

Selon la définition de la comptabilité nationale, un secteur institutionnel est constitué de l'ensemble des unités institutionnelles qui ont un comportement économique analogue. Pour caractériser ce comportement, deux critères sont utilisés simultanément :

- la fonction économique principale ;
- l'origine des ressources principales (qui permet d'affiner le premier critère).

L'ensemble des unités institutionnelles résidentes est regroupé en cinq secteurs institutionnels :

- les sociétés non financières (SNF), dont la fonction principale est de produire des biens et services marchands dans la sphère réelle (S11) ;
- les sociétés financières (SF), dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (intermédiaires financiers) ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers). Les entreprises d'assurance, qui sont considérées comme des intermédiaires financiers dans la nouvelle base, font donc partie de ce secteur (S12) ;
- les administrations publiques (APU), dont la fonction principale est de produire des services non marchands destinés à la consommation individuelle et collective, ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et de la richesse nationale. La majeure partie des ressources de ces « autres producteurs non marchands » provient de contributions obligatoires versées par des unités appartenant aux autres secteurs (S13) ;
- les ménages (M), dont la fonction principale est de consommer ou éventuellement de produire des biens et services marchands dans le cadre d'une entreprise individuelle (EI), ou encore des biens et services non financiers pour leur usage final propre (S14) ;
- les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLsm), dont la fonction principale est de produire des biens et services non marchands destinés aux ménages. Ce sont des « autres producteurs non marchands privés ». Le secteur comprend des unités telles que les cultes, les associations, les syndicats de travailleurs ou les partis politiques (S15).

Le reste du monde (RdM), qui ne constitue pas à proprement parler un secteur institutionnel, est composé d'un ensemble de comptes visant à retracer globalement les relations entre l'économie nationale et les unités non résidentes.

## Taux d'exportation

Le taux d'exportation exprime l'effort d'exportation d'un secteur ou d'une branche donnée. Il est couramment mesuré par le rapport en pourcentage des exportations de biens et de services relatifs à un secteur ou à une branche donnée sur la production de ce secteur ou de cette même branche.

## Titre (budgétaire)

Division du budget général qui s'applique également aux dotations de chaque ministère et qui permet de désigner principalement les dépenses de personnel et de fonctionnement de l'État, les investissements effectués par l'État, et les dépenses de subventions ou d'interventions publiques.

Le budget de la défense se décompose, selon l'ordonnance de 1959 en vigueur jusqu'à 2005, en *dépenses ordinaires* et en *dépenses en capital*:

### Dépenses ordinaires

<b>Titre III</b>	- Moyens des armes et services
1 <sup>re</sup> partie	- Personnel
	- Rémunérations d'activité
2 <sup>e</sup> partie	- Personnel en retraite
	- Pensions et allocations
3 <sup>e</sup> partie	- Personnel
	- Charges sociales
4 <sup>e</sup> partie	- Matériel et fonctionnement des armes et services
6 <sup>e</sup> partie	- Subventions de fonctionnement
7 <sup>e</sup> partie	- Dépenses diverses

### Dépenses en capital

<b>Titre V</b>	- Équipement
1 <sup>re</sup> partie	- Espace, communications, dissuasion
2 <sup>e</sup> partie	- Études
3 <sup>e</sup> partie	- Équipements conventionnels des forces
4 <sup>e</sup> partie	- Infrastructure
5 <sup>e</sup> partie	- Soutien des forces et entretien des matériels
<b>Titre VI</b>	- Subventions d'investissement accordées par l'État
6 <sup>e</sup> partie	- Équipement culturel et social

7<sup>e</sup> partie - Équipements administratif et divers

À compter de 2006 avec la mise en place de la Lolf, on distingue sept titres ou natures de dépenses :

<b>Titre 1</b>	- Dotations des pouvoirs publics
<b>Titre 2</b>	- Dépenses de personnel
	- rémunération d'activité
	- cotisations et contributions sociales
	- prestations sociales et allocations diverses
<b>Titre 3</b>	- Dépenses de fonctionnement
	- dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel
	- subventions pour charge de service public
<b>Titre 4</b>	- Charge de la dette de l'État
	- intérêts de la dette financière négociable
	- intérêts de la dette financière non négociable
	- charges financières diverses
<b>Titre 5</b>	- Dépenses d'investissement
	- dépenses pour immobilisations corporelles de l'État
	- dépenses pour immobilisations incorporelles de l'État
<b>Titre 6</b>	- Dépenses d'intervention
	- transferts aux ménages
	- transferts aux collectivités territoriales
	- transferts aux autres collectivités
	- appels en garantie
<b>Titre 7</b>	- Dépenses d'opérations financières
	- prêts et avances
	- dotations en fonds propres
	- dépenses de participations financières

## Valeur ajoutée

La valeur ajoutée est le solde du compte de production. Elle est égale à la différence entre la valeur de la production et celle des consommations intermédiaires (valeur des biens et services consommés pour produire). Du point de vue économique, cet agrégat représente la valeur nouvelle créée au cours du processus de production. La valeur ajoutée est calculée « brute », c'est-à-dire y compris la consommation de capital

fixe (concept proche de la notion d'amortissement économique), et est évaluée comme la production au prix de base.

## Valeur/volume

Les données des comptes nationaux peuvent être mesurées comme toute grandeur économique en valeur ou en volume. La distinction entre les deux termes renvoie implicitement à une opération consistant à « déflater » un montant en valeur par un niveau de prix approprié. Dans la pratique, elle correspond à une opération dite de « partage volume/prix » sur la base de la relation suivante :

$$\text{Indice de valeur} = \text{Indice de volume} \times \text{Indice de prix}$$

- Il convient surtout de souligner que les notions usuelles d'euros courants et d'euros constants ne sont pas exactement équivalentes à celles de valeur et volume, car elles sont relativement imprécises et peuvent prêter à confusion. Les concepts employés dans les comptes nationaux s'appuient sur des définitions plus rigoureuses qui partent d'une approche en termes de structure des prix d'une année donnée, qui implique à la fois une pondération des productions en volume et un système de prix relatifs évoluant tous deux dans le temps.

Les comptes nationaux utilisent d'une manière générale trois systèmes de prix :

- les comptes en valeur : les agrégats et toutes les valeurs comptables sont mesurés aux prix de l'année en cours ;
- les comptes en volume aux prix de l'année précédente (dits en volume n-1) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure des prix de l'année précédente. Une innovation importante, à la fois sur le plan méthodologique et sur celui de la diffusion, a été introduite dans la base 1995 avec la présentation de séries en volume par « chaînage ». Conformément aux recommandations internationales, elle traduit la volonté de privilégier l'importance des comptes aux prix de l'année précédente, qui ont l'avantage de gommer les effets de distorsion dus à l'évolution des prix relatifs au fur et à mesure que l'on s'éloigne d'une année de référence fixe, comme cela est le cas dans le calcul à prix constants. Alors qu'en base 80, un éventuel chaînage des évolutions annuelles était laissé à la charge de l'utilisateur, en nouvelle base il est directement fourni pour la plupart des séries agrégées. Ce sont ces séries dites « aux prix de l'année précédente, chaînés, base 2000 » qui

sont données en priorité dans les publications des comptes annuels. Ces séries sont calculées en appliquant aux comptes à prix courant d'une année de référence donnée (la « base 2000 » correspondant au choix de l'année 2000) les évolutions successives aux prix de l'année précédente. Elles présentent toutefois l'inconvénient de ne plus satisfaire exactement aux équations comptables, dont les équilibres ne sont plus respectés ;

- les comptes en volume aux prix d'une année de base fixe (dits aussi à prix constants) : les grandeurs sont mesurées à partir de la structure constante des prix d'une année de base fixe (alors que le chaînage s'applique au contraire à une structure continuellement variable). Les nouveaux comptes nationaux français maintiennent la publication de données dans ce système de prix, dont le principe général de calcul ne change pas. Ces comptes dits « aux prix de l'année 2000 » remplacent les séries de l'ancienne base. L'établissement de ceux-ci est simplifié et rendu plus automatique, à partir des TES en valeur et aux prix de l'année précédente, que l'on a retraités afin d'obtenir des équilibres comptables en volume. Pour l'instant, seuls les agrégats des comptes trimestriels sont directement élaborés et diffusés dans ce système de prix, qui est normalement utilisé dans les travaux de synthèse conjoncturelle de l'Insee, et pour l'établissement des budgets économiques et des prévisions de la direction de la prévision. Afin de ne pas laisser vieillir exagérément la structure de prix utilisée, et conformément aux exigences européennes, cette base de prix devrait changer tous les cinq ans.

## II. BRANCHES D'ACTIVITÉS ET PRODUITS: NOMENCLATURE DE DIFFUSION – RÉVISION 1

Pour mémoire  
(116 branches – 114 produits) <sup>1</sup>

### DA Agriculture (= EA)

#### EA Agriculture, sylviculture, pêche

- FA0 Agriculture, sylviculture, pêche
- GA01 Agriculture, chasse, services annexes (NAF = 01)
- GA02 Sylviculture, exploitation forestière, services annexes (NAF = 02)
- GA03 Pêche, aquaculture (NAF = 05)

### DB Industrie (= EB à EG) <sup>2</sup>

#### EB Industries agricoles et alimentaires

- FB1 Industries de la viande et du lait
  - GB01 Industrie des viandes (NAF = 15.1)
  - GB02 Industrie du lait (NAF = 15.5)
- FB2 Autres industries agricoles et alimentaires
  - GB03 Industrie des boissons (NAF = 15.9)
  - GB04 Travail du grain; Fabrication d'aliments pour animaux (NAF = 15.6 + 15.7)
  - GB05 Industries alimentaires diverses (NAF = 15.2 + 15.3 + 15.4 + 15.8)
  - GB06 Industrie du tabac (NAF = 16)

#### EC Industries des biens de consommation

- FC1 Habillement, cuir
  - GC11 Industrie de l'habillement et des fourrures (NAF = 18)
  - GC12 Industrie du cuir et de la chaussure (NAF = 19)
- FC2 Édition, imprimerie, reproduction
  - GC20 Édition, imprimerie, reproduction (NAF = 22)
- FC3 Pharmacie, parfumerie et entretien
  - GC31 Industrie pharmaceutique (NAF = 24.4)
  - GC32 Fabrication de savons, de parfum et de produits d'entretien (NAF = 24.5)
- FC4 Industries des équipements du foyer
  - GC41 Fabrication de meubles (NAF = 36.1)
  - GC42 Bijouterie et fabrication d'instruments de musique (NAF = 36.2 + 36.3)
  - GC43 Fabrication d'articles de sports, jeux et jouets et produits des autres industries diverses (NAF = 36.4 à 36.6)
  - GC44 Fabrication d'appareils domestiques (NAF = 29.7)

- GC45 Fabrication d'appareils de réception, enregistrement, reproduction (son et image) (NAF = 32.3)
- GC46 Fabrication de matériel optique et photographique, horlogerie (NAF = 33.4 + 33.5)

### ED Industrie automobile

#### FD0 Industrie automobile

- GD01 Construction automobile (NAF = 34.1 + 34.2)
- GD02 Fabrication d'équipements automobiles (NAF = 34.3)

### EE Industries des biens d'équipement

#### FE1 Construction navale, aéronautique et ferroviaire

- GE11 Construction navale (NAF = 35.1)
- GE12 Construction de matériel ferroviaire roulant (NAF = 35.2)
- GE13 Construction aéronautique et spatiale (NAF = 35.3)
- GE14 Fabrication de cycles, motocycles, matériel de transport non classé ailleurs (NAF = 35.4 + 35.5)

#### FE2 Industries des biens équipements mécaniques

- GE21 Fabrication d'éléments en métal pour la construction (NAF = 28.1)
- GE22 Chaudronnerie, fabrication de réservoirs métalliques et de chaudières (NAF = 28.2 + 28.3)
- GE23 Fabrication d'équipements mécaniques (NAF = 29.1)
- GE24 Fabrication de machines d'usage général (NAF = 29.2)
- GE25 Fabrication de machines agricoles (NAF = 29.3)
- GE26 Fabrication de machines outils (NAF = 29.4)
- GE27 Fabrication d'autres machines à usage spécifique (NAF = 29.5)
- GE28 Fabrication d'armes et munitions (NAF = 29.6)

#### FE3 Industries des équipements électriques et électroniques

- GE31 Fabrication de machines de bureau et matériel informatique (NAF = 30)
- GE32 Fabrication de moteurs, génératrices et transformateurs électriques (NAF = 31.1)
- GE33 Fabrication d'appareils d'émission et de transmission (NAF = 32.2)
- GE34 Fabrication de matériel médico-chirurgical et d'orthopédie (NAF = 33.1)
- GE35 Fabrication de matériel de mesure et de contrôle (NAF = 33.2 + 33.3)

**EF Industries des biens intermédiaires****FF1 Industries des produits minéraux**

- GF11 Extraction de minerais métalliques (NAF = 13)
- GF12 Autres industries extractives (NAF = 14)
- GF13 Fabrication de verre et d'articles en verre (NAF = 26.1)
- GF14 Fabrication de produits céramiques et de matériaux de construction (NAF = 26.2 à 26.8)

**FF2 Industrie textile**

- GF21 Filature et tissage (NAF = 17.1 à 17.3)
- GF22 Fabrication de produits textiles (NAF = 17.4 + 17.5)
- GF23 Fabrication d'étoffes et d'articles à maille (NAF = 17.6 + 17.7)

**FF3 Industries du bois et du papier**

- GF31 Travail du bois et fabrication d'articles en bois (NAF = 20)
- GF32 Fabrication de pâte à papier, de papier et de carton (NAF = 21.1)
- GF33 Fabrication d'articles en papier et en carton (NAF = 21.2)

**FF4 Chimie, caoutchouc, plastiques**

- GF41 Industrie chimique minérale (NAF = 24.11 + 24.12 + 24.13 + 24.15)
- GF42 Industrie chimique organique (NAF = 24.14 + 24.16 + 24.17)
- GF43 Parachimie (NAF = 24.2 + 24.3 + 24.6)
- GF44 Fabrication de fibres artificielles ou synthétiques (NAF = 24.7)
- GF45 Industrie du caoutchouc (NAF = 25.1)
- GF46 Transformation des matières plastiques (NAF = 25.2)

**FF5 Métallurgie et transformation des métaux**

- GF51 Sidérurgie et première transformation de l'acier (NAF = 27.1 à 27.3)
- GF52 Production de métaux non ferreux (NAF = 27.4)
- GF53 Fonderie (NAF = 27.5)
- GF54 Services industriels du travail des métaux (NAF = 28.4 + 28.5)
- GF55 Fabrication de produits métalliques (NAF = 28.6 + 28.7)
- GF56 Récupération (NAF = 37)

**FF6 Industrie des composants électriques et électroniques**

- GF61 Fabrication de matériel électrique (NAF = 31.2 à 31.6)
- GF62 Fabrication de composants électroniques (NAF = 32.1)

**EG Énergie**

- FG1 Production de combustibles et de carburants

GG11 Extraction de houille, lignite et tourbe (NAF = 10)

GG12 Extraction d'hydrocarbures, services annexes (NAF = 11)

GG13 Extraction de minerai d'uranium (NAF = 12)

GG14 Cokéfaction et industrie nucléaire (NAF = 23.1 + 23.3)

GG15 Raffinage de pétrole (NAF = 23.2)

**FG2 Eau, gaz, électricité**

GG2A Production et distribution d'électricité (NAF = 40.1)

GG2B Production et distribution de combustibles gazeux et de chaleur (NAF = 40.2 + 40.3)

GG22 Captage, traitement et distribution d'eau (NAF = 41)

**DH Construction (= EH)****EH Construction (NAF = 45) 3<sup>1</sup>****FH1 Bâtiment**

GH01 Bâtiment (NAF = 45.2A + 45.2B + 45.2J + 45.2K + 45.2L + 45.2T + 45.2V + 45.3A + 45.3C + 45.3E + 45.3F + 45.4)

**FH2 Travaux publics**

GH02 Travaux publics (NAF = 45.1 + 45.2C + 45.2D + 45.2E + 45.2F + 45.2N + 45.2P + 45.2R + 45.2U + 45.3H + 45.5)

**DJ Services principalement marchands****(= EJ à EP)****EJ Commerce****FJ1 Commerce et réparation automobile**

GJ10 Commerce et réparation automobile (NAF = 50)

**FJ2 Commerce de gros, intermédiaires**

GJ20 Commerce de gros, intermédiaires (NAF = 51)

**FJ3 Commerce de détail et réparations**

GJ30 Commerce de détail et réparations (NAF = 52)

**EK Transports****FK0 Transports**

GK01 Transports ferroviaires (NAF = 60.1)

GK02 Transport routier de voyageurs (NAF = 60.2A à 60.2G)

GK03 Transport routier (ou par conduites) de marchandises (NAF = 60.2L à 60.2P et 60.3)

*1 Purement française, la ventilation entre bâtiment et travaux publics nécessite un partage compliqué de la NACE et donc de la NAFSOURCES.*

- GK04 Transports par eau (NAF = 61)
- GK05 Transports aériens (NAF = 62.1 + 62.2)
- GK07 Manutention, entreposage et gestion d'infrastructures (NAF = 63.1 + 63.2)
- GK08 Agences de voyage (NAF = 63.3)
- GK09 Autres transports (NAF = 62.3 + 63.4)

#### EL Activités financières

- FL1 Intermédiation financière**
  - GL01 Intermédiation financière (NAF = 65)
- FL2 Assurances et auxiliaires financiers**
  - GL02 Assurances (NAF = 66)
  - GL03 Auxiliaires financiers et d'assurance (NAF = 67)

#### EM Activités immobilières

- FM1 Promotion, gestion immobilière**
  - GM01 Promotion, gestion immobilière (NAF = 70.1 + 70.3)
- FM2 Location immobilière**
  - GM02 Location immobilière (NAF = 70.2)

#### EN Services aux entreprises

- FN1 Postes et télécommunications**
  - GN10 Postes et télécommunications (NAF = 64)
- FN2 Conseils et assistance**
  - GN21 Activités informatiques (NAF = 72)
  - GN22 Services professionnels (NAF = 74.1A + 74.1C + 74.1G)
  - GN23 Administration d'entreprises (NAF = 74.1J)
  - GN24 Publicité et études de marché (NAF = 74.1E + 74.4)
  - GN25 Architecture, ingénierie, contrôle (NAF = 74.2 + 74.3)
- FN3 Services opérationnels**
  - GN31 Location sans opérateur (NAF = 71)
  - GN32 Sélection et fourniture de personnel (NAF = 74.5)
  - GN33 Sécurité, nettoyage et services divers aux entreprises (NAF = 74.6 à 74.8)
  - GN34 Assainissement, voirie et gestion des déchets (NAF = 90)
- FN4 Recherche et développement**
  - GN4A Recherche et développement marchands (NAF = 73.M)
  - GN4B Recherche et développement non marchands (NAF = 73.N)

#### EP Services aux particuliers

- FP1 Hôtels et restaurants**
  - GP10 Hôtels et restaurants (NAF = 55)
- FP2 Activités récréatives, culturelles et sportives**
  - GP21 Activités audiovisuelles (NAF = 92.1 + 92.2)

- GP2A Autres activités récréatives, culturelles et sportives marchandes (NAF = 92.3M à 92.7M)
- GP2B Autres activités récréatives, culturelles et sportives non marchandes (NAF = 92.3N à 92.7N)
- FP3 Services personnels et domestiques
  - GP31 Services personnels (NAF = 93)
  - GP32 Services domestiques (NAF = 95)

#### DQ Services administrés (= EQ et ER)

##### EQ Éducation, santé, action sociale

- FQ1 Éducation
  - GQ1A Éducation marchande (NAF = 80.M)
  - GQ1B Éducation non marchande (NAF = 80.N)
- FQA Santé
  - GQ2A Santé marchande (NAF = 85.1M)
  - GQ2B Santé non marchande (NAF = 85.1N)
  - GQ2C Activités vétérinaires (NAF = 85.2)

##### FQB Action sociale

- GQ2D Action sociale marchande (NAF = 85.3M)
- GQ2E Action sociale non marchande (NAF = 85.3N)

##### ER Administration

- FR1 Administration publique
  - GR10 Administration publique (NAF = 75)
- FR2 Activités associatives
  - GR20 Activités associatives (NAF = 91)

## NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS ET DE PRODUITS NAF – RÉVISION 2

- utilisée à partir de 2008

Niveaux section, division (A88) et agrégations hors NAF associées (A10 A17 A38)

### A10 AZ = section A

#### **Agriculture, sylviculture et pêche**

##### ■ A17 AZ = A38 AZ

A88 01

A88 02

A88 03

#### **Agriculture, sylviculture et pêche**

Culture et production animale, chasse et services annexes

Sylviculture et exploitation forestière

Pêche et aquaculture

### A10 BE = sections BCDE

#### **Industrie manufacturière, industries extractives et autres**

##### ■ A17 C1 = A38 CA

A88 10

A88 11

A88 12

#### **Fabrication de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac**

Industries alimentaires

Fabrication de boissons

Fabrication de produits à base de tabac

##### ■ A17 C2 = A38 CD = A88 19

#### **Cokéfaction et raffinage**

##### ■ A17 C3

A38 CI = A88 26

A38 CJ = A88 27

A38 CK = A88 28

#### **Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques - fabrication de machines**

Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques

Fabrication d'équipements électriques

Fabrication de machines et équipements non cités ailleurs

##### ■ A17 C4 = A38 CL

A88 29

A88 30

#### **Fabrication de matériels de transport**

Industrie automobile

Fabrication d'autres matériels de transport

##### ■ A17 C5

A38 CB

A88 13

A88 14

A88 15

#### **Fabrication d'autres produits industriels**

Fabrication de textiles, industries habillement, cuir et chaussure

Fabrication de textiles

Industrie de l'habillement

Industrie du cuir et de la chaussure

A38 CC

A88 16

A88 17

A88 18

#### **Travail du bois, industries du papier et imprimerie**

Travail su bois - fabrication. art. bois liège (sauf meubles), vannerie & sparterie

Industrie du papier et du carton

Imprimerie et reproduction d'enregistrements

A38 CE = A88 20

A38 CF = A88 21

A38 CG

A88 22

A88 23

#### **Industrie chimique**

Industrie pharmaceutique

Fabrication produits en caoutchouc & plastique & autres produits minéraux non métalliques

Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique

Fabrication d autres produits minéraux non métalliques

A38 CH

A88 24

A88 25

#### **Métallurgie & fabrication de produits métalliques sauf machines & équipements**

Métallurgie

Fabrication de produits métalliques, sauf machines & équipements

<b>A38 CM</b>	<b>Autres industries manufacturières - réparation &amp; installation de machines et d'équipements</b>
A88 31	Fabrication de meubles
A88 32	Autres industries manufacturières
A88 33	Réparation et installation de machines et d'équipements
<b>■ A17 DE</b>	<b>Industries extractives, énergie, eau, gestion déchets et dépollution</b>
<b>A38 BZ</b>	<b>Industries extractives</b>
A88 05	Extraction de houille et de lignite
A88 06	Extraction d'hydrocarbures
A88 07	Extraction de minerais métalliques
A88 08	Autres industries extractives
A88 09	Services de soutien aux industries extractives
<b>A38 DZ = A88 35</b>	<b>Production &amp; distribution électricité, gaz, vapeur &amp; air conditionné</b>
<b>A38 EZ</b>	<b>Production &amp; distribution d'eau, assainissement, gestion déchets &amp; dépollution</b>
A88 36	Captage, traitement et distribution d'eau
A88 37	Collecte et traitement des eaux usées
A88 38	Collecte, traitement et élimination des déchets - récupération
A88 39	Dépollution et autres services de gestion des déchets
<b><u>A10 FZ = section F</u></b>	<b>Construction</b>
<b>■ A17 FZ = A38 FZ</b>	<b>Construction</b>
A88 41	Construction de bâtiments
A88 42	Génie civil
A88 43	Travaux de construction spécialisés
<b><u>A10 GI = sections GHI</u></b>	<b>Commerce de gros &amp; détail, transports, hébergement &amp; restauration</b>
<b>■ A17 FZ = A38 FZ</b>	<b>Commerce – réparation d'automobiles et de motocycles</b>
A88 45	Commerce et réparation d'automobiles et de motocycles
A88 46	Commerce de gros, à l'exception des automobiles et des motocycles
A88 47	Commerce de détail, sauf automobiles et motocycles
<b>■ A17 FZ = A38 FZ</b>	<b>Transports et entreposage</b>
A88 49	Transports terrestres et transport par conduites
A88 50	Transports par eau
A88 51	Transports aériens
A88 52	Entreposage et services auxiliaires des transports
A88 53	Activités de poste et de courrier
<b>■ A17 FZ = A38 FZ</b>	<b>Hébergement et restauration</b>
A88 55	Hébergement
A88 56	Restauration

**A10 JZ section J = A17 JZ**

A38 JA  
A88 58  
A88 59  
  
A88 60

**Information et communication**

**Édition, audiovisuel et diffusion**

Édition  
Production de films cinématographiques, de vidéo & programmes de TV – enregistrement sonore & édition musicale  
Programmation et diffusion

A38 JB = A88 61  
A38 JC  
A88 62  
A88 63

**Télécommunications**

**Activités informatiques et services d'information**

Programmation, conseil et autres activités informatiques  
Services d'information

**A10 KZ = section K**

■ A17 FZ = A38 FZ  
A88 64  
A88 65  
A88 66

**Activités financières et d'assurance**

**Activités financières et d'assurance**

Activité des services financiers, hors assurance & caisses de retraite  
Assurance  
Activités auxiliaires de services financiers et d'assurance

**A10 LZ = section L**

■ A17 LZ = A38 LZ = A88 68

**Activités immobilières**

Activités immobilières

**A10 MN = sections MN**

■ A17 MN

A38 MA  
  
A88 69  
A88 70  
A88 71

**Activités spécialisées, scientifiques & techniques & activités de services administratifs & soutien**

**Activités spécialisées., scientifiques. & techniques. & activités. de services administratif. & soutien**

Activités juridiques., comptables, de gestion, architecture, ingénierie de contrôle & analyse techniques

Activités juridiques et comptables  
Activités des sièges sociaux - conseil de gestion  
Activité d'architecture & ingénierie - contrôle & analyses techniques

A38 MB = A88 72

**Recherche-développement scientifique**

A38 MC  
A88 73  
A88 74  
A88 75

**Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques**

Publicité et études de marché  
Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques  
Activités vétérinaires

A38 NZ  
A88 77  
A88 78  
A88 79  
  
A88 80  
A88 81  
A88 82

**Activités de services administratifs et de soutien**

Activités de location et location-bail  
Activités liées à l'emploi  
Activités des agences de voyage, voyagistes, services de réservation & activités connexes  
Enquêtes et sécurité  
Services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager  
Activités administratives & autres activités de soutien aux entreprises

**A10 OQ = sections OPQ**■ **A17 OQ**

A38 OZ = A88 84

A38 PZ = A88 85

A38 QA = A88 86

## A38 QB

A88 87

A88 88

**Administration publique, enseignement, santé humaine & action sociale**

Administration publique, enseignement, santé humaine &amp; action sociale

Administration publique

Enseignement

Activités pour la santé humaine

Hébergement médico-social &amp; social et action sociale sans hébergement

Hébergement médico-social et social

Action sociale sans hébergement

**A10 RU = sections RSTU**■ **A17 RU**

## A38 RZ

A88 90

A88 91

A88 92

A88 93

## A38 SZ

A88 94

A88 95

A88 96

## A38 TZ

A88 97

A88 98

## A38 UZ

A88 99

**Autres activités de services**

Autres activités de services

Arts, spectacles et activités récréatives

Activités créatives, artistiques et de spectacle

Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles

Organisation de jeux de hasard et d'argent

Activités sportives, récréatives et de loisirs

Autres activités de services

Activités des organisations associatives

Réparation d'ordinateurs et de biens personnels et domestiques

Autres services personnels

Activités des ménages: employeurs, production de biens &amp; services (usage propre)

Activités des ménages: employeurs de personnel domestique

Activités des ménages: production de biens &amp; services (usage propre)

Activités extraterritoriales

Activités des organisations et organismes extraterritoriaux

Les comptes nationaux utilisent les agrégations A17, A38, A139, comparables à la NES (NAF révision 1).

Le niveau A139 est intermédiaire entre les 272 groupes et les 88 divisions présentées ici.

## SIGLES

- APU**: Administrations publiques
- BIT**: Bureau international du travail
- CAF**: Coût, assurance, fret
- CEA**: Commissariat à l'énergie atomique
- CGA**: Contrôle général des armées
- CSRM**: Conseil supérieur de la réserve militaire
- DAF**: Direction des affaires financières
- DGA**: Délégation générale pour l'armement
- DGFIP**: Direction générale des finances publiques
- DICoD**: Délégation à l'information et à la communication de la défense
- DIRD**: Dépense intérieure de recherche et développement
- DIRDD**: Dépense intérieure de recherche et développement de défense
- DNRD**: Dépense nationale de recherche et développement
- DRH-MD**: Direction des ressources humaines du ministère de la défense
- EMA**: État-major des armées
- FAB**: Franco à bord
- FBCF**: Formation brute de capital fixe
- FMI**: Fonds monétaire international
- FSC**: Fonds de stabilisation des changes
- GIFAS**: Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales
- INSEE**: Institut national de la statistique et des études économiques
- K€**: Millier d'euros
- LFI**: Loi de finances initiale
- LFR**: Loi de finances rectificative
- Lolf**: Loi organique relative aux lois de finances
- LPM**: Loi de programmation militaire
- LR**: Loi de règlement
- Md€**: Milliard d'euros
- M€**: Million d'euros
- MESR**: Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche
- MINEFE**: Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi
- MIRES**: Mission interministérielle « recherche et enseignement supérieur »
- NAF**: Nomenclature d'activités française
- NAP**: Nomenclature d'activités et de produits
- OBI**: Opérations budgétaires individualisées
- OCDE**: Organisation de coopération et de développement économiques
- OEAP**: Observatoire économique de l'achat public
- OED**: Observatoire économique de la défense
- OTAN**: Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
- PIB**: Produit intérieur brut
- PLF**: Projet de loi de finances
- PPA**: Parité du pouvoir d'achat
- PPE**: Postes permanents à l'étranger
- RAE**: Recensement des agents de l'État
- R&D**: Recherche et développement
- RDE**: Recherche-développement essais
- RU**: Royaume-Uni
- SEA**: Service des essences des armées
- SEC**: Système européen des comptes nationaux et régionaux
- SGA**: Secrétariat général pour l'administration
- SSA**: Service de santé des armées
- TES**: Tableau des entrées-sorties
- TVA**: Taxe sur la valeur ajoutée
- UE**: Union européenne

## SOURCES

### A

- Annuaire statistique de la France, Insee.
- Agence européenne de défense (comparaison internationale des dépenses de R&D).

### B

- Bilan social 2008 – Direction des ressources humaines du ministère de la défense, Sous-direction des études et de la prospective.

### C

- Calepin international, Délégation générale pour l'armement, Direction de la stratégie
- Comptes nationaux – Base 2000, Insee.

### D

- Déploiement des forces françaises hors métropole, ministère de la défense, État-major des armées
- Données sur la recherche et le développement, ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche; enquête « Recherche ».
- Données sur les retraites, Service des retraites de l'État, Direction générale des finances publiques.

### L

- Le chiffre du commerce extérieur, Direction générale des douanes et droits indirects.
- Lois de finances initiales pour 2010.

### M

- Mémento des exportations françaises 2009, Direction générale de l'armement, Direction du développement international.

### O

- Otan, Mémoire statistique, décembre 2009.

### P

- Projet de loi de finances 2010.
- Perspectives économiques de l'OCDE.
- Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

### R

- Rapport d'évaluation de l'état de la réserve militaire en 2008.
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2008, ministère de la défense, Délégation générale pour l'armement.
- Recensement des agents de l'État 2008, ministère de la défense, Direction des affaires financières, Observatoire économique de la défense.
- Recensement des marchés publics – ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi – Observatoire économique de l'achat public (décembre 2009).
- Répartition du domaine métropolitain de la défense (2009), ministère de la défense, Direction de la mémoire, du patrimoine et des archives.

### S

- Système européen des comptes nationaux et régionaux – 1995 (SEC 95) Eurostat. (Le texte a été adopté sous forme de règlement du conseil, le 25 juin 1996).

## Titres parus dans cette collection

- Annuaire statistique de la défense ..... décembre 1998
- Échange d'informations sur la planification de la défense ..... février 1999
- Échange d'informations sur la planification de la défense,  
édition trilingue (français, anglais, allemand) ..... mars 1999
- L'exercice du métier des armes dans l'armée de terre  
(français, russe) ..... juin 1999
- 21<sup>e</sup> rapport d'ensemble du Comité des prix de revient des fabrications d'armement (CPRA) ..... août 1999
- Programme pluriannuel de modernisation du ministère de la défense ..... août 1999
- Échange d'informations sur la planification de la défense  
(français, russe) ..... août 1999
- Les enseignements du Kosovo,  
édition en cinq langues (français, anglais, espagnol, allemand, russe) ..... novembre 1999
- Rapport au Parlement sur les exportations  
d'armement de la France - Résultats 1998 ..... mars 2000
- Annuaire statistique de la défense ..... juin 2000
- 22<sup>e</sup> rapport d'ensemble du CPRA 1999 ..... juin 2000
- Contre vents et marées  
L'action de la défense lors des intempéries de décembre 1999 ..... juillet 2000
- Rapport au Parlement sur les exportations  
d'armement de la France - Résultats 1999 ..... avril 2001
- Annuaire statistique de la défense ..... juin 2001
- 23<sup>e</sup> rapport d'ensemble du CPRA 2000 ..... juin 2001
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2000 ..... février 2002
- 24<sup>e</sup> rapport d'ensemble du CPRA 2001 ..... avril 2002
- Annuaire statistique de la défense - Résultats 2001 ..... octobre 2002
- Les armées françaises et l'action civilo-militaire ..... novembre 2002
- Les Français et la défense - 10 ans de sondages ..... novembre 2002
- Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2001 ..... juin 2003
- Stratégie ministérielle de réforme - année 2004 ..... octobre 2003
- 25<sup>e</sup> rapport d'ensemble du CPRA 2002 ..... novembre 2003
- Annuaire statistique de la défense - 2003 ..... juin 2004
- La politique d'acquisition du ministère de la défense ..... juillet 2004
- 26<sup>e</sup> rapport d'ensemble du CPRA 2003 ..... octobre 2004

■ Stratégie ministérielle de réforme - 2004-2005	novembre 2004
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2002 et 2003	décembre 2004
■ Sauvegarde maritime - Une dimension de sécurité renouvelée - Bilan 2004	mars 2005
■ Relever le défi opérationnel et capacitaire: la transformation de l'organisation du ministère de la défense - 18 mai 2005	mai 2005
■ La culture du développement durable au ministère de la défense	juin 2005
■ Le plan prospectif à 30 ans - synthèse	juin 2005
■ 27 <sup>e</sup> rapport d'ensemble du CPRA 2004	septembre 2005
■ Les armées françaises et la coopération civilo-militaire (CIMIC)	septembre 2005
■ Annuaire statistique de la défense	décembre 2005
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2004	décembre 2005
■ La Défense contre le terrorisme	avril 2006
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2005	septembre 2006
■ Les systèmes d'information et de communication du ministère de la défense	octobre 2006
■ Donnons plus d'espace à notre défense. Orientations d'une politique spatiale de défense pour la France et l'Europe	février 2007
■ Préparer les enjeux opérationnels de demain (français, anglais)	juin 2007
■ Annuaire statistique de la défense	juin 2007
■ Rapport au Parlement sur les exportations d'armement de la France en 2006	novembre 2007
■ 15 ans de sondage	mars 2008
■ Prospective géostratégique à l'horizon des trente prochaines années.	avril 2008
Geostrategic perspectives for the next thirty years	avril 2009
■ Annuaire statistique de la défense	avril 2009

■ *Publications françaises*

■ *Publications bilingues*

■ *Publications multilingues*

Conception et réalisation : Simone Jaury  
Tél. : 01 42 19 59 73 - Fax : 01 42 19 42 15  
Intranet/ADDER : [simone.jaury@sga.defense.gouv.fr](mailto:simone.jaury@sga.defense.gouv.fr)  
Internet : [simone.jaury@defense.gouv.fr](mailto:simone.jaury@defense.gouv.fr)

Direction des affaires financières  
Observatoire économique de la défense  
(SGA/DAF/QEFI/OED)  
14, rue Saint-Dominique - 75700 PARIS SP07  
e-mail : [oed@sga.defense.gouv.fr](mailto:oed@sga.defense.gouv.fr)

Chef de projet : F. Leclerc  
Chef du bureau des éditions : CF M. Stoupak  
Directeur artistique : M. Saby-Maiorano,  
Chef de studio : F. Quagliarini  
Secrétaire de rédaction : I. Valogne-Arnold  
Conception et réalisation graphique de la couverture : C. Pirot  
Maquettage : Sgt chef J.D. Métais, S. Malivert  
Fabrication et diffusion : S. Couplier

# Analyses



DIRECTION  
DES AFFAIRES FINANCIÈRES



Délégation à l'Information et à la Communication de la Défense  
Création DICOd avril 2010 - [www.defense.gouv.fr](http://www.defense.gouv.fr)

n°ISBN : 978-2-11-09934-69